samuel g. ikoku
(julius sago)

le ghana de nkrumah

traduction et présentation d'yves bénot

françois maspero / cahiers libres 197-198

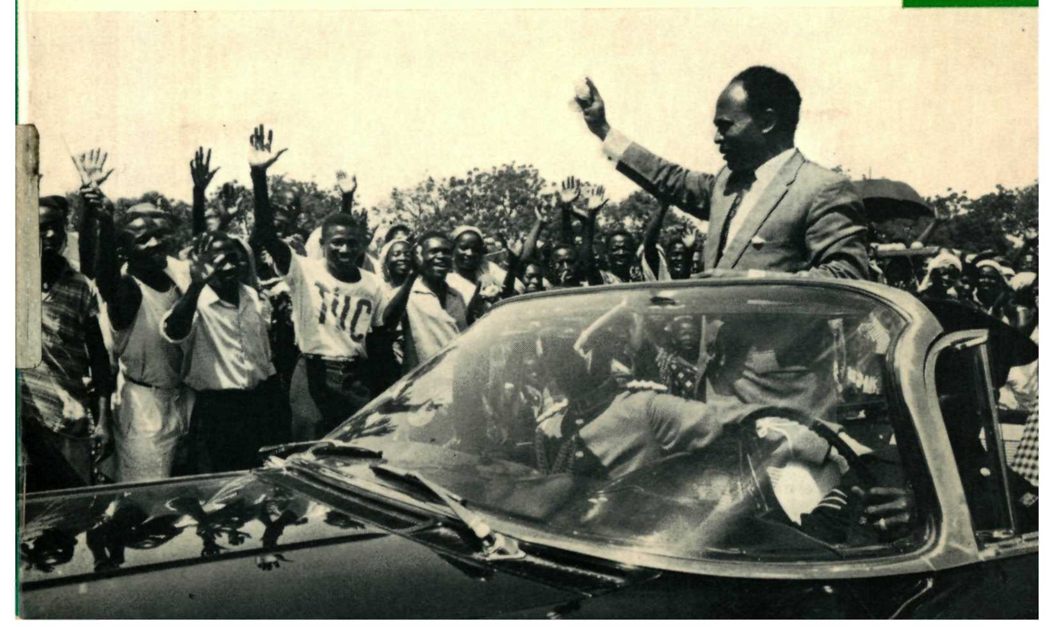


Photo de couverture :
Nkrumah visite le Nord du Ghana (Marc Riboud, Magnum)

18,10.

cahiers libres
197-198

le ghana de nkrumah

s. g. ikoku
(julius sago)

le ghana de nkrumah

autopsie de la Ire République (1957-1966)

traduit de l'anglais par yves benot

FRANÇOIS MASPERO
1, place paul-painlevé, Ve
PARIS
1971

© Librairie François Maspero, 1971.

Préface du traducteur

Le Ghana de Nkrumah et le processus qui, après l'avoir désagrégé du dedans, a culminé avec le triomphe rapide du coup d'Etat militaire et policier du 24 février 1966, ont déjà fait l'objet de nombreuses études — davantage en anglais qu'en français, il est vrai. Mais les témoignages directs émanant des acteurs du drame, eux, sont presque inexistants. La brève analyse tentée par Nkrumah en 1967, Dark days in Ghana, *est d'une excessive discrétion, et les quelques débuts d'autocritique qu'on y décèle çà et là nous laissent sur notre faim. Mais avec* Mission to Ghana *(titre original du présent livre), S.G. Ikoku apporte le témoignage d'un des porte-parole de la gauche du Ghana, d'un membre de ce petit groupe qui, dans l'entourage immédiat de Nkrumah, a tenté jusqu'au bout de l'amener à prendre à temps les mesures de redressement nécessaires.*

Ikoku n'est pas Ghanéen et c'est précisément ce qui, matériellement parlant, lui permet de donner au public ce témoignage utile. Les membres ghanéens du même groupe, cités par Ikoku, après avoir été arrêtés et malmenés après le coup d'Etat, s'ils ont été relâchés après de longs mois de prison, n'en sont pas moins toujours en liberté surveillée dans le Ghana que gouverne aujourd'hui le « libéral » Busia qui fut, dès 1956, l'adversaire le plus acharné de Nkrumah. Impossible, donc, d'entendre dès maintenant le témoignage de Kofi Batsa, qui fut le rédacteur en chef de Spark, *et qui s'imposait comme le plus résolu et le plus lucide des représentants de la gauche ghanéenne, ou d'Ampah et de Balogun, dirigeants des syndicats de 1964 au coup d'Etat, ou encore du très discret Anthony Wood. Quant aux représentants qualifiés de la bourgeoisie ghanéenne, un Ayeh-Kumi, un Halm, un Mills, un Gbedemah (dont la sœur, détail pittoresque, faisait courir les chevaux aux courses d'Accra, tout le temps de son exil volontaire), aux militaires, aux policiers, ils n'ont évidemment aucune raison d'abattre leur jeu et de raconter comment ils ont repris tout le pouvoir.*

Samuel Gomsu Ikoku est Nigérian, de la région orientale du Nigeria. Après avoir fait des études d'économie politique en Angleterre (il est Master of Arts *de la London School of Economics), il a pris part à la lutte pour l'indépendance du Nigeria; quinze ans de grèves, manifestations, pétitions, manœuvres parlementaires pour aboutir à ce chef-d'œuvre du néo-colonialisme, le Nigeria de sir Abubacar Tafala Balewa que les deux coups d'Etat successifs de janvier 1966 ont réduit en cendres. D'abord attiré vers les groupes marxistes, Ikoku, au début des années 50, rejoint définitivement le parti fondé par Awolowo, l'*Action Group. *Il militera d'abord dans sa région natale, celle de l'est où la majorité appartient au N.C.N.C. d'Azikiwé; puis il participera aux efforts difficiles pour implanter son parti dans la région nord où féodaux et émirs règnent par la terreur; il s'établira enfin dans la région ouest, où, à l'indépendance, en octobre 1960, l'*Action Group, *parti d'opposition au Parlement fédéral, a la majorité au Parlement régional. Le parti, d'ailleurs, évolue. A son congrès de Jos, au début de 1962, Ikoku en devient le secrétaire général, et son élection est le signe d'une victoire de l'aile gauche sur les éléments de droite groupés autour d'Akintola et Rosiji. En même temps, le Congrès adoptait un programme socialiste. Ni la droite de l'*Action Group, *représentant de la bourgeoisie commerçante* yoruba [1], *ni le gouvernement fédéral pro-occidental de Lagos ne pouvaient laisser se poursuivre cette évolution. A la fin de mai 1962, des incidents opportunément provoqués à l'Assemblée régionale d'Ibadan, capitale à cette date de la région ouest, servaient de prétexte au gouvernement fédéral pour dissoudre le parlement régional, puis proclamer l'état d'urgence dans cette région. Quelques jours plus tard, les dirigeants de l'*Action Group, *son président Awolowo en tête, étaient arrêtés. Deux d'entre eux, Enagoro qui se réfugia à Londres, où le gouvernement tory le livra aux autorités de Lagos quelques mois plus tard, et Ikoku qui gagna clandestinement le Ghana par la route, réussirent à s'échapper. Ceux qui furent emprisonnés à la suite de ces événements dans lesquels on peut voir le moment précis où entre en décomposition la façade parlementaire et libérale du Nigeria de Tafala Balewa, ne furent libérés qu'en août 1966, après le troisième coup d'Etat de cette année-là au Nigeria. Cette histoire, Ikoku l'a retracée et analysée dans un manuscrit, inédit pour l'instant.*

En tout cas, c'est elle qui a été fortuitement la cause de son séjour à Accra, de juin 1962 à mars 1966. A partir de décembre 1962, et jusqu'au coup d'Etat, il sera un des deux rédacteurs fixes du Spark, *l'autre étant Kofi Batsa. Plus tard, en 1963, il deviendra professeur d'économie appliquée à l'Institut de formation idéologique de Winneba, à quelque 40 kilomètres d'Accra sur la côte. Pendant cette période, il sera, on le verra, un de*

1. Prononcez « iourba ».

*ceux que Nkrumah recevait et écoutait le plus volontiers. Mais il convient d'ajouter ceci, que l'on ne trouvera pas dans ce livre parce que c'est la partie inédite de son œuvre qui en traite : réfugié à Accra, Ikoku n'a jamais oublié qu'il était aussi le secrétaire général de l'*Action Group *nigérian, et il n'a pas cessé d'en organiser et d'en diriger l'action. Y compris l'action armée engagée en 1965, surtout dans la région ouest, quand toute possibilité de lutte légale,* a fortiori *électorale, était exclue dans les conditions du Nigeria d'alors.*

Dans la capitale du Ghana, la position particulière qui était celle d'Ikoku lui assurait certains avantages. D'abord, en sa qualité de dirigeant du principal parti d'opposition nationale du Nigeria, il se trouvait tout naturellement sur un pied d'égalité avec Nkrumah. Matériellement, il n'était nullement dépendant du Ghana : je l'ai plus d'une fois entendu souligner qu'il ne risquait pas de manquer de travail pour vivre, qu'on lui en proposait, et que c'était là une forme d'indépendance dont les intellectuels africains avaient besoin et que, malheureusement, ils n'ont pas toujours.

On conçoit que le rôle joué et par les éditoriaux de Julius Sago, son pseudonyme quand il écrivait dans le Spark, *et par l'action personnelle d'Ikoku, à Winneba et auprès de Nkrumah, ait provoqué la colère des nouveaux maîtres du Ghana après le coup d'Etat. Ikoku fut arrêté, battu, puis réexpédié à Lagos enfermé dans un sac : c'est ainsi qu'on le jeta dans l'avion. A Lagos — où régnait alors le général Ironsi qui, s'étant échappé accidentellement lors du coup d'Etat progressiste du 15 janvier 1966, avait confisqué le pouvoir à son profit par le coup d'Etat du 17 janvier 1966 —, Ikoku fut arrêté et envoyé en prison dans la région nord du Nigeria. Il y est resté jusque vers la fin de 1967, date à laquelle il fut enfin libéré par le gouvernement Gowon. C'est en prison que le présent livre et l'étude inédite sur le Nigeria ont été écrits, pour l'essentiel en 1967. Depuis cette date, Ikoku, tout en dirigeant une petite revue, le* Nigerian Socialist, *est devenu un des collaborateurs du gouvernement Gowon, et son rôle ne saurait être sous-estimé. Durant la guerre civile, il s'est rendu dans divers pays pour faire connaître le point de vue du gouvernement central de Lagos* [2].

Son témoignage sur le Ghana de Nkrumah a donc une valeur inappréciable pour l'historien, mais surtout sur le plan politique. Il est de ceux qui démystifient la réalité politique africaine, mais, plus largement, contemporaine. Si les circonstances ont donné à Kwamé Nkrumah un pouvoir personnel considérable, nous sommes bien placés, à Paris, pour constater que le phénomène n'est pas un privilège de ces pays que l'on appelle sous-développés.

2. En France, on a pu lire une interview de lui dans le numéro de janvier 1969 de la revue *Politique aujourd'hui.*

Découvrir comment un tel système de gouvernement s'articule sur la réalité, qu'il ne saurait effacer, des rapports et des conflits de classes, c'est là une entreprise qui ne peut nous laisser indifférents, qui nous concerne directement. Découvrir aussi les acteurs de l'histoire dans leur individualité, derrière les termes abstraits qui définissent la fonction historique qu'ils ont assumée volens nolens, *c'est encore quelque chose qui nous importe au premier chef et c'est ce que fait aussi Ikoku. Il faut dire ici que la passion intellectuelle et la vigueur des convictions s'allie sans effort chez lui à la plus grande affabilité, à un calme et un optimisme inébranlables — ni moi, ni personne ne l'a jamais vu en colère — et ces qualités lui ont donné accès et audience auprès des milieux les plus divers, les plus opposés d'Accra.*

Témoignage, le livre d'Ikoku est, se veut même d'abord, une tentative d'analyse et de réflexion sur l'expérience ghanéenne. Œuvre d'un dirigeant politique toujours engagé dans la lutte présente, il manifeste le besoin, l'urgence de tirer de cette expérience des conclusions pratiques, applicables dans le proche avenir. De ce point de vue, qui est certainement l'essentiel aux yeux d'Ikoku, il ne manquera pas de susciter critiques, désaccords, discussions sur nombre de problèmes cruciaux pour l'Afrique d'aujourd'hui. C'est toujours un mérite que de donner à penser, et il est, de toute façon, indispensable, pour tous ceux qui se sentent concernés par le devenir de l'Afrique, de connaître les conceptions, la philosophie politique, la manière de voir et de comprendre le monde actuel d'un des principaux dirigeants d'un pays africain ex-anglais, quitte à en débattre ensuite.

Pour ma part, je voudrais seulement insister sur un point, dont il me paraît qu'il est primordial de ne pas sous-estimer la portée. Ikoku se fait l'écho des aspirations démocratiques de l'opinion et des masses africaines au terme de dix ans d'indépendances le plus souvent — sinon toujours — formelles. Partant de l'expérience concrète, il entreprend d'en dégager des propositions qui surprendront peut-être certains, mais qui méritent qu'on leur porte attention : sur la question du parti unique, sur celle de la détention préventive, plus généralement des arrestations arbitraires, jusqu'ici, on a, dans les milieux de gauche, eu tendance à voir dans le souci des garanties démocratiques l'expression d'une critique « de droite » du nationalisme africain. Il est vrai que, souvent, ce sont des courants de pensée bourgeois pro-occidentaux et, encore plus souvent, la presse occidentale elle-même qui ont soulevé ces critiques, d'une manière unilatérale et dans le contexte de leurs intérêts et non de ceux des peuples africains. Mais, pour autant et si légitime que soit la défiance à l'égard de cette propagande, les problèmes réels de la vie politique, plus, de la vie quotidienne en Afrique ne sont pas supprimés. La critique d'Ikoku n'est pas suspecte d'être menée de droite. Au contraire, il décèle, dans le mécontentement et le malaise créés par les pratiques arbitraires et antidémocratiques

une menace pour l'indépendance africaine, une menace pour son développement indépendant, une arme fournie à l'impérialisme. Attentif aux aspirations et revendications du simple Africain, comme il aime à dire, il donne au problème toute sa dimension humaine et politique. Il y a là, à ce qu'il me semble, un son nouveau dans la pensée politique de l'Afrique contemporaine — du moins avec cet accent et cette volonté de mener l'analyse jusqu'au bout, jusqu'au stade des propositions concrètes.

Bien d'autres problèmes sont soulevés, et l'on se doute bien que je peux me trouver, selon les cas, en accord ou en désaccord avec les thèses d'Ikoku. Mais, dans tous les cas, il y a matière à réflexion, et ce n'est pas rien que de donner à penser — à penser sur des faits.

Yves BENOT.

P.S. — *Je suis seul responsable des intertitres et, naturellement, des notes du traducteur.* Y. B.

1

Introduction

1. Consolider l'indépendance

Que l'histoire du Ghana au cours des vingt dernières années ait été indissolublement liée à celle du Convention People's Party (C.P.P.), c'est évident et bien connu; en revanche, on admet beaucoup plus rarement, ou du bout des lèvres, que cette histoire a été en étroite relation avec l'évolution de l'Afrique dans son ensemble. Quand le C.P.P. fut créé en juin 1949 par Kwamé Nkrumah qui s'appuyait sur une avant-garde militante, l'Organisation des jeunesses de l'U.G.C.C. (*United Gold Coast Convention*), on n'imaginait guère que le destin de l'Afrique, après 1957 surtout, serait redevable de tant de choses à un meeting tenu dans une petite ville fanti à peu près inconnue, du nom de Saltpond. Mais on admet aujourd'hui que l'indépendance du Ghana *a servi de catalyseur au processus qui a libéré* l'Afrique de la domination coloniale directe. Or, le Ghana n'a pas seulement fourni un exemple de la voie à suivre pour affronter, contenir et finalement battre la force de l'impérialisme. Il s'est lui-même engagé à plein dans la lutte de libération de tout le reste de l'Afrique. Au jour même de l'indépendance, alors que retentissaient les acclamations de ses compatriotes et camarades, Nkrumah proclamait : « L'indépendance du Ghana n'aurait aucun sens si elle n'était pas liée à la totale libération de l'Afrique. » Ce n'était pas là une de ces phrases démagogiques qui sont une des spécialités reconnues de nombre de politiciens africains, mais une déclaration destinée à être suivie d'actes dans lesquels toute la force du nouvel Etat fut engagée. C'est ce qui explique que Nkrumah ait été reconnu comme la personnalité politique pilote de l'Afrique au cours de la dernière décade.

2. Indépendance et seconde révolution

Le C.P.P. ne se contenta pas d'avoir arraché l'indépendance politique. La devise du nouvel Etat était *Liberté et Justice,* devise qui correspondait bien à l'état d'esprit du parti, car elle s'appliquait à la fois au présent et au futur. On venait d'obtenir la souveraineté nationale, mais il fallait encore qu'elle ouvre la voie à la pleine indépendance, donc, liberté et justice pour tout le peuple. Les trois premières années, de 1957 à 1960, furent occupées par un travail de consolidation et de renforcement de l'indépendance. Mais toute l'histoire intérieure de la Première République du Ghana a été dominée par la volonté d'assurer la justice sociale à toute la masse du peuple. Cette lutte est souvent nommée la « seconde révolution ».

Déjà, la lutte de libération et la bataille pour la consolidation de l'indépendance politique avaient suscité au C.P.P. des ennemis redoutables, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Il en fut de même pour la seconde révolution. Les forces des privilégiés, celles de la richesse, de la naissance et de la situation sociale, s'opposèrent à la tentative de démocratie égalitaire. Mais nombre de membres de cette opposition avaient été auparavant des militants du mouvement de libération. Bien que ce fait ait été sous-estimé par plusieurs dirigeants ghanéens, il n'y avait pourtant pas lieu de s'en étonner. L'histoire nous a déjà fourni de nombreux exemples de forces économiques et sociales se dressant contre les progrès d'une démocratie populaire, dont elles avaient contribué à jeter les premières bases.

L'opposition à la seconde révolution se recrutait à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la société ghanéenne. Il y avait d'abord l'aristocratie traditionnelle engagée dans un combat d'arrière-garde acharné contre la montée de la démocratie. La bourgeoisie nationale naissante jugeait que l'Etat n'avait pas à se mêler d'activités productives, mais devait seulement aider le capitalisme national à s'affermir face à la concurrence de firmes étrangères bien plus puissantes. Le capitalisme étranger, qui s'était déjà opposé au C.P.P. au cours de la lutte pour l'indépendance politique, repartit à l'assaut pour défendre ses positions contre toute menace de pénétration due au nationalisme économique. Enfin, l'appareil d'Etat bureaucratique, qui comptait nombre de nouveaux riches parvenus, voyait ses propres positions menacées par tout progrès de la démocratie économique. Or, ces forces sociales, de nature diverse, tendirent de plus en plus à mener une action coordonnée, au fur et à mesure que la seconde révolution progressait.

Le C.P.P. de Nkrumah, en s'engageant dans la voie d'une révolution économique et sociale peu de temps après la conquête de l'indépendance, avait donc réveillé tout un monde de vipères. D'un côté, chaque citoyen ghanéen attendait de l'indépendance

qu'elle se traduise dans sa vie quotidienne par des possibilités matérielles accrues, et de ce côté étaient les forces de mouvement. Mais, de l'autre, se dressaient dans une résistance furieuse tous les ennemis du nationalisme économique et de la démocratie égalitaire, toutes les forces de l'immobilisme. Dans cette contre-attaque, les ennemis habituels du mouvement de libération furent renforcés par les privilégiés qui avaient conquis leurs privilèges dans le cours même de la lutte pour l'indépendance, et pour sa consolidation. D'un autre côté, l'aide donnée aux militants africains engagés dans les mouvements de libération de tout le reste du continent avait convaincu l'impérialisme que Nkrumah était une menace pour toutes ses positions africaines. En même temps, les premières réalisations de la seconde révolution s'ajoutant à la politique délibérée de soutien de toutes les forces sociales engagées dans la bataille contre le néocolonialisme faisaient de Nkrumah une menace réelle pour tous les dirigeants africains dont la politique était celle de la collaboration avec l'impérialisme. Donc, trois groupes de forces, les privilégiés du Ghana, le capitalisme international, l'élite au pouvoir des soi-disant « modérés », ou, pour mieux dire, les Etats africains clients de l'impérialisme, s'opposaient au régime de Nkrumah.

C'est la combinaison de ces forces qui a dominé la scène où s'est joué le destin politique de la Première République du Ghana.

3. La lutte pour l'indépendance en 1956-1957

Un bref rappel de la situation politique en 1957 et de son évolution jusqu'à la constitution républicaine de 1960 est utile pour comprendre les développements ultérieurs.

L'indépendance avait, certes, été accordée par la puissance coloniale, mais non sans réticences. Le ministère britannique des Colonies avait multiplié les efforts d'abord pour en retarder la date, ensuite pour remettre le pouvoir aux partis politiques hostiles au C.P.P. En 1956, face à la revendication d'indépendance du C.P.P. appuyé par les masses populaires, il avait exigé de nouvelles élections qu'il présentait comme une condition *sine qua non* du transfert du pouvoir, et cela en dépit du fait que les élections avaient eu lieu depuis moins de deux ans. En fait, il s'agissait de redonner leur chance aux partis de l'opposition dans des élections supervisées par l'administration britannique. Une fois que le C.P.P. eut accepté cette exigence, le ministère des Colonies en ajouta une autre : le pouvoir ne serait transféré que si le C.P.P. obtenait une « majorité raisonnable », sans qu'il fût possible de savoir au juste ce qu'il fallait entendre par là.

Quand la campagne électorale s'ouvrit, ce qui était alors la Côte de l'Or fut le théâtre de vastes manœuvres destinées à créer

confusion et désordre. Il y eut de nombreuses pertes de vies humaines, des destructions de biens et propriétés [1]. Malgré l'existence d'un gouvernement C.P.P., la responsabilité du maintien de l'ordre incombait au gouverneur britannique, et à lui seul, lequel utilisait une magistrature, une police, une armée sous contrôle étranger.

Il faut noter que l'opinion publique au Ghana est toujours restée d'avis que, dans cette période, les forces de l'ordre agissaient en faveur du Mouvement de libération nationale (N.L.M.), la prétendue aile « modérée » du mouvement national, dirigée par le Dr J.B. Danquah et par le Dr K.A. Busia, et, à coup sûr, le parti le mieux organisé de l'opposition. Il convient de tenir un juste compte de cet épisode si l'on veut comprendre la méfiance qui habitait la direction du C.P.P., aussi bien que les *simples membres de la magistrature, de la police, de l'armée et*, jusqu'à un certain point, de la fonction publique; c'était là un legs de l'époque coloniale.

Par ailleurs, on admet communément que les firmes étrangères installées sur place financèrent largement la campagne électorale du N.L.M. Plus, elles exerçaient des pressions économiques — ce qui leur était facile, grâce à leur contrôle total du commerce, de l'industrie et de l'emploi — et jouaient constamment en faveur du N.L.M. On ne peut relever qu'une seule exception, celle de la société Levantis, qui soutint au contraire le C.P.P. C'est que cette société grecque était en lutte contre le monopole britannique en Côte de l'Or, et son aide financière au C.P.P. rentrait dans la logique de sa stratégie antibritannique.

En 1956, le N.L.M. tirait sa force de l'appui d'éléments ghanéens traditionalistes, intellectuels ou bourgeois, en même temps que du soutien moral et matériel des trusts étrangers. Le C.P.P., lui, s'appuyait sur la partie nationaliste des intellectuels et sur les masses populaires, en même temps qu'il pouvait compter sur quelque soutien de la part des plus défavorisées parmi les sociétés étrangères. Il constituait une force populaire et nationaliste, qui tirait parti des rivalités et des contradictions du capitalisme étranger. En revanche, il n'avait aucun lien avec ce que certains nomment le communisme international, et n'en recevait aucune aide.

En tout cas, et en dépit de tous ces handicaps, le C.P.P. remporta une indiscutable victoire aux élections de 1956, enlevant 72 sièges contre 32 à tous les partis de l'opposition. Devant ce fait brutal, compte tenu aussi de la pression montante de l'opinion publique mondiale, y compris de l'opinion anglaise, le ministère britannique des Colonies était forcé de tenir sa promesse d'indépendance, et elle fut proclamée le 6 mars 1957.

1. Essentiellement dans la région *achanti*, où des maisons de membres du C.P.P. furent détruites, les militants agressés, plusieurs centaines d'entre eux contraints de fuir. (N.d.T.)

4. Une constitution imposée (1957)

Mais dans l'intervalle, une nouvelle opération d'arrière-garde avait eu lieu : le C.P.P. s'était vu imposer l'acceptation d'une constitution « négociée » comme nouvelle condition de l'indépendance. Cette constitution, frauduleuse et illégale comme devait la qualifier le C.P.P., contenait des clauses créant des assemblées régionales et des chambres des chefs; elle donnait force constitutionnelle aux privilèges d'un petit nombre de chefs traditionnels, et surtout du roi de l'Achanti, c'est-à-dire du chef de la région où le N.L.M. avait le plus d'influence. D'autres clauses concernaient la magistrature et la fonction publique. C'était une opération fort bien conçue, et qui devait faciliter la croissance des forces conservatrices et des facteurs de division dans la société ghanéenne; l'administration, dominée par des intellectuels et spécialistes d'esprit conservateur, échappait au contrôle des hommes politiques, donc du C.P.P. Bref, c'était une manœuvre qui consistait à reconnaître officiellement la souveraineté nationale en même temps que l'on mettait obstacle à l'exercice effectif du pouvoir politique par les forces nationalistes authentiques. Certes, les avocats de l'impérialisme n'avaient aucun mal à expliquer cette singularité en se référant à certaines habitudes des démocraties occidentales tenues pour pierre de touche de toute démocratie parlementaire, telles que le principe de la séparation des pouvoirs. Mais, en fait, ces respectables principes ne servaient ici que de couverture à l'institution d'un régime d'indépendance purement formelle. La stratégie impérialiste à cette date consistait à créer des difficultés constitutionnelles et à renforcer les tendances politiques rétrogrades de manière à créer des conditions favorables au maintien de l'hégémonie des trusts étrangers.

Cette histoire nous fournit, soit dit en passant, un étalon pour mesurer la valeur de toutes les constitutions « négociées » (avec la puissance coloniale) en Afrique. L'on en vient nécessairement à cette conclusion que, partout où la fin de la domination directe a été obtenue au moyen de constitutions négociées, il en est résulté que le pouvoir a toujours été exercé en accord avec — et dans la ligne tracée par — l'ex-puissance coloniale. Ce qui s'est passé en Nigeria de 1960 à 1965 et dans bien d'autres Etats indépendants d'Afrique le confirme.

5. Annulation des clauses imposées (1957-1958)

Mais, pour notre sujet, ce qui importe, c'est que les dirigeants du C.P.P. virent à temps les lacunes et les dangers de cette constitution de l'indépendance, en informèrent leurs adhérents

et l'ensemble du peuple ghanéen. Peu après la proclamation de l'indépendance, le gouvernement C.P.P. sous la direction de Nkrumah entreprit d'amender systématiquement la constitution, donc de libérer la vie politique du Ghana. C'est ce que Nkrumah a lui-même appelé : « dé-brouiller l'écheveau colonial ». Par cette perspicacité, par cette action résolue pour débarrasser la constitution de tout vestige de contrôle étranger, même indirect, Nkrumah et la direction du C.P.P. ont donné la preuve de leur maturité politique, et d'un flair politique bien supérieur à celui de nombre de dirigeants africains de la même période.

Le premier coup porté par le C.P.P. le fut contre les forces centrifuges que la constitution négociée tendait à fortifier. L'Assemblée vota bientôt une loi sur l'interdiction des discriminations qui exigeait que tout parti politique soit organisé sur le plan national, et ouvert à l'adhésion de tout citoyen ghanéen sans distinction de tribu, de religion ou de sexe. Résultat immédiat : les partis d'opposition fusionnèrent dans un parti unique sous le nom d'United Party (U.P.). Cependant, cette unification était superficielle. Le parti existait au Parlement, mais il ne reposait pas sur une organisation unifiée dans le pays. Et, surtout, l'opposition n'avait pas véritablement un programme unique, ce qui explique pourquoi, par la suite, cette opposition n'a jamais pu adopter une ligne d'action cohérente, que ce soit au Parlement ou dans le pays. Sur le plan parlementaire, c'était sans doute un avantage pour le C.P.P., mais dans le pays, ce fut une source d'embarras pour Nkrumah et ses collaborateurs. Dans le même temps, le C.P.P. devait pourchasser et liquider des groupes terroristes, s'occuper de manifestations de propagande et de groupes *qui étaient dirigés, non par un, mais par plusieurs* centres, dont plusieurs étaient clandestins. Si l'on complète ce tableau en y ajoutant l'apparition de groupes rivaux à l'intérieur du C.P.P., on peut imaginer quelles difficultés a dû rencontrer Nkrumah pour apprécier l'action de l'opposition et décider des ripostes.

6. La question de la chefferie

Pour en revenir à 1957, le pas suivant, ce furent les mesures concernant la chefferie. Le C.P.P. était bien conscient de la menace que les éléments réactionnaires abrités et entretenus par la chefferie traditionnelle constituaient pour son programme. Mais dans ce domaine, une certaine prudence s'imposait pour autant que l'institution conservait un prestige réel auprès des simples gens du Ghana. L'autorité qui leur avait été confiée sous la domination coloniale avait ébloui les masses illettrées par cette concentration de richesse, de tradition et de pouvoir. Bien sûr, le pouvoir était plus apparent que réel, puisque le chef ne

faisait qu'exécuter les décisions du gouverneur colonial. Cependant, aux yeux du peuple, le chef paraissait tout-puissant parce que tout l'appareil colonial était toujours prêt à faire respecter *ses décisions par des actions rapides et brutales puisqu'il était* leur agent et, souvent, c'étaient les brimades du chef qui étaient ainsi appuyées. Avec la chute de la domination coloniale directe disparaissait la source du pouvoir du chef, le gouverneur colonial. Mais le chef, qui avait pris goût à ce pouvoir, demeurait, et il entendait continuer dans la même voie; il oubliait que l'indépendance signifiait la disparition de ses propres supérieurs. Il voulait sauvegarder son autorité, et ignorer que la source de toute autorité résidait maintenant dans le peuple.

Cependant, et bien que dépassée, l'institution de la chefferie gardait un certain prestige aux yeux des masses. C'est qu'elle est autochtone; le colonialisme ne l'a pas créée, il l'a seulement mise à son service en l'obligeant à avoir l'administrateur anglais, et non plus le peuple, à la base de son pouvoir. Le C.P.P., lui, exigeait que le peuple soit à la source de tout pouvoir, y compris celui des chefs. Aussi, sur un plan national, la chefferie fut-elle placée sous le contrôle du gouvernement élu. Sur le plan local, le chef devenait un souverain constitutionnel, conservant son faste et son rituel traditionnels avec des traitements souvent accrus, mais le pouvoir de décision revenait à des conseils élus et aux commissaires de district nommés par le gouvernement central. Les chefs furent toujours choisis parmi les familles de chefs, leurs électeurs traditionnels gardèrent le pouvoir de les nommer et de les détrôner, mais leurs fonctions politiques n'étaient plus les mêmes, ils ne gouvernaient plus, il servaient seulement de porte-parole du peuple pour certains problèmes.

Comme il y a eu plusieurs conflits entre des chefs et le C.P.P., on peut être tenté d'avancer que Nkrumah et ses ministres avaient dans l'idée de détruire finalement la chefferie au Ghana. Mais cette interprétation est indéfendable. Bien que quelques chefs, çà et là, aient été révoqués, l'institution n'a disparu en aucune partie du pays. Et des conflits individuels n'ont eu lieu que là où les chefs se prenaient encore pour des éléments d'un pouvoir dirigé par l'administration coloniale, ou là où ils avaient pris part, avant 1957, aux tentatives pour briser et éliminer le C.P.P. D'autre part, les réformes introduites avaient pour but simplement de remettre la chefferie sur ses pieds. Dans l'ancienne Afrique, le pouvoir du chef venait du peuple. Le colonialisme avait renversé cet ordre des choses en le faisant venir du colonialisme, de sorte que les chefs étaient convertis en agents de l'étranger. L'action du C.P.P. consistait donc en un *retour à la situation précoloniale, tout en tenant* compte des exigences d'un Etat moderne multinational qui est bien différent des Etats classiques ou tribaux d'antan. Bien sûr, de tels bouleversements de la structure du pouvoir sont généralement accompagnés de fortes tensions politiques et de conflits d'indi-

vidualités, toute l'histoire le montre. L'adaptation de la chefferie aux besoins du colonialisme avait entraîné de graves conflits allant jusqu'à des guerres locales; de même, le passage à l'indépendance nationale a opposé plusieurs détenteurs de ces trônes au gouvernement central. L'étonnant, c'est que le second bouleversement a été infiniment plus calme, moins sanglant que le premier.

7. Le problème des intellectuels

En revanche, la lutte contre les intellectuels conservateurs a donné des résultats bien moins satisfaisants, si l'on en juge par la situation à la fin de la Première République. Mais cette lutte doit être considérée comme le point de départ d'une réaction en chaîne, qui ne déploiera toutes ses conséquences qu'au bout d'un certain temps. Que les intellectuels et les membres des professions libérales se soient dressés contre le C.P.P., aussi bien avant qu'après l'indépendance, c'est un fait indiscutable. Cette opposition n'allait pas sans mépris et sans préjugés mondains ou aristocratiques. Au temps du colonialisme, les dirigeants du C.P.P. étaient traités de « garçons de véranda ». Les intellectuels les plus en vue, avec leur doyen le Dr J.B. Danquah, étaient tous liés avec le N.L.M. ou d'autres groupes d'opposition. Cette tendance était également évidente dans la fonction publique. A partir de l'indépendance, le C.P.P. a donc eu à se servir d'un appareil d'Etat dominé par des intellectuels à la fois opposés à son idéologie et à ses dirigeants. Une telle situation, décida le parti, ne pouvait pas être admise indéfiniment.

Pour en sortir, on lança le plan de réformes de l'enseignement probablement le plus ambitieux de toute l'Afrique. Les portes des écoles primaires, secondaires, et des universités furent largement ouvertes à tous. Si un grand nombre d'étudiants gardèrent cependant les habitudes intellectuelles de l'époque coloniale, il y en eut tout de même quelques-uns dont le comportement se modifia, qui perdirent leurs attitudes conservatrices et dédaigneuses, qui furent moins éloignés des masses; ils commençaient à admettre que leur position sociale était moins un privilège de naissance ou de fortune que le résultat du mérite personnel et des sacrifices consentis par l'ensemble du pays. A la chute de la Première République, les intellectuels privilégiés n'étaient plus qu'un groupe social en cours de décomposition. Mais même ce succès limité n'alla pas sans lutte. A mesure que les partis opposés au C.P.P. disparaissaient de la scène politique, les intellectuels conservateurs, drapés dans l'esprit universitaire occidental, faisaient des universités leurs forteresses. Le C.P.P. devait faire face à cette situation. Trois universités furent créées, au lieu d'une seule au départ. Le nombre des étudiants s'éleva de quelques centaines en 1957 à près de 7 000 en 1966. En outre, l'or-

ganisation du parti se mit au travail dans les universités, fût-ce avec des méthodes empiriques. En fin de compte, on assista à une régression du conservatisme intellectuel légué par le colonialisme.

Les résultats auraient été bien meilleurs si le travail du C.P.P. parmi les intellectuels avait été dirigé avec plus de doigté et de perspicacité, et si la politique de bouleversement révolutionnaire des universités avait été menée avec vigueur. En fait, il apparut que le C.P.P. se faisait de nombreux ennemis et chez les enseignants et chez les étudiants à cause des méthodes sommaires, brutales et singulières de ses militants. Ils remplaçaient l'argumentation par l'insulte, la discussion par des voies de fait, la camaraderie par des démonstrations de force. L'attitude du ministère de l'Education à l'égard des universités témoignait d'une adhésion toute superficielle à la révolution socialiste. La phrase révolutionnaire était largement employée en toute occasion, mais la vie réelle des universités dépendait d'intellectuels traditionalistes et d'administrateurs anachroniques. Des universitaires occidentaux dont les vues sur l'organisation de l'enseignement supérieur étaient déjà dépassées dans leurs pays d'origine contrôlaient effectivement les universités ghanéennes. Ou bien, ce contrôle était remis à des Africains qui étaient soient inexpérimentés, soit nationalistes mais d'une manière sentimentale, ou encore opportunistes. Le corps enseignant était dominé par des gens qui ne partageaient en rien la philosophie révolutionnaire du C.P.P. Pis, le fait d'être en opposition idéologique avec la révolution socialiste était regardé comme la preuve de la liberté académique. Bref, les universités vivaient dans le style traditionnel de l'Angleterre du XVIIIe siècle, au lieu d'être des centres intellectuels de la nouvelle Afrique.

Tout cela dit, je n'en pense pas moins que le travail du C.P.P. parmi les intellectuels, jeunes et vieux, consacrés ou nouveaux, donnera des résultats appréciables dans les années à venir. Avec la croissance numérique des intellectuels et avec l'approfondissement de la critique des idées reçues en parallèle avec la complexité croissante de la vie au Ghana, une nouvelle *intelligentsia* va naître. C'est alors que l'activité pratique que réclament les partisans du socialisme gagnera ces intellectuels à la cause du progrès, et les amènera à s'identifier pleinement avec le peuple. Alors, on devra se rappeler que les bases de cette transformation avaient été posées par le C.P.P. au temps de Nkrumah.

8. Le problème de la fonction publique

Dans le cadre du processus de consolidation de l'indépendance politique, tout l'appareil administratif devait être réformé, réforme que Nkrumah expose en détail dans *L'Afrique doit s'unir,*

publié en 1963. Pour résumer, disons qu'elle consistait en trois opérations complémentaires. D'abord l'africanisation, donc le remplacement rapide des fonctionnaires étrangers occupant des postes clés par des Africains ou par d'autres, mais sympathisant avec la révolution africaine. Dès 1962, tous les postes de décision dans la fonction publique, la police et l'armée étaient africanisés. Cette politique a permis sans aucun doute des économies budgétaires substantielles et a eu aussi d'énormes avantages sur le plan psychologique. Mais d'un autre côté, il est non moins indubitable qu'en raison de l'opposition de la majorité des intellectuels ghanéens au C.P.P., nombre de postes importants furent occupés par des fonctionnaires qui, dans le meilleur des cas, ne partageaient en rien l'idéal révolutionnaire du C.P.P. Dans le pire des cas, ils utilisèrent leur situation pour faire obstacle à la mise en œuvre de certaines décisions du gouvernement, en opérant avec prudence et déguisement, mais activement. Ce sabotage des décisions gouvernementales par la fonction publique prit une extension croissante avec la scission de la direction du C.P.P. en factions rivales dont chacune s'efforçait d'établir son propre royaume dans la haute administration. La réussite du coup d'Etat de février 1966 est due, pour une part, à cette situation.

La seconde opération de la réforme concernait l'organisation. Un *Principal Secretary* (secrétaire général) fut placé à la tête de chaque ministère et directement responsable devant son ministre. Il était à la fois spécialiste de l'administration et conseiller technique. Mais ce qui concernait leurs nominations, la discipline et l'attribution des postes était une responsabilité partagée entre la Commission de la fonction publique, le secrétariat du Personnel, et les différents clans qui passaient pour être le comité central du C.P.P. Certes, le système de nominations, rigide et immobiliste, du régime colonial ne pouvait pas convenir à un nouvel Etat engagé dans une politique de transformations profondes de toute la vie nationale. Des changements s'imposaient. Mais on ne pouvait pas savoir au juste où résidait le nouveau système : plusieurs organismes intervenaient à la fois et il était difficile de délimiter leurs sphères de responsabilité. Cette confusion favorisait les intrigues politiques et créait un climat d'énervement. Ces défauts s'aggravèrent au point qu'en 1964 on en arrivait à ce que des chefs de service pouvaient être révoqués pour des décisions politiques qui appartenaient en droit au ministre, et en fait avaient été prises par lui. Il en résultait trois fléaux complémentaires : recherche de « patronages » politiques par les fonctionnaires, baisse de la qualité du service et de la discipline, moral en baisse.

Le troisième aspect de la réforme, c'était l'effort de formation: nulle part en Afrique n'a été mis en œuvre un plan de formation des fonctionnaires aussi complet qu'au Ghana. Chaque entreprise d'Etat, ou peu s'en faut, avait sa propre école pour la

formation sur place de ses cadres. Pour l'administration, on disposait de l'Ecole d'administration qui formait des cadres moyens et de l'Institut d'administration qui recevait des étudiants diplômés pour les former à la carrière administrative dans des postes de responsabilité. L'Institut avait à sa tête M. Victor Mamphey, personnalité remarquable, à la fois administrateur expérimenté, intellectuel solide, et fidèle à l'idéal de Nkrumah. Ces deux écoles aidèrent à former de nombreux fonctionnaires. Leur seul défaut était l'absence ou le bas niveau de la formation idéologique. Le point de vue affirmé avec force par Nkrumah dans *L'Afrique doit s'unir*, qu'une nouvelle nation dont les objectifs sont en opposition avec ceux du colonialisme et du capitalisme a besoin d'une fonction publique d'un type nouveau quant à ses capacités et à ses perspectives, n'était pas adopté ou mis en pratique dans le domaine de la formation des cadres de la nation. M. Mamphey tenta de pallier cette lacune en créant un cours d'idéologie de durée limitée à la fin des études, ce qui fut de quelque utilité, mais resta insuffisant. Même pour une tentative aussi modeste, M. Mamphey fut en butte à la résistance concertée des hauts fonctionnaires.

C'est sans doute la prise de conscience de cette insuffisance qui a amené Nkrumah à reporter ses espoirs sur l'Institut idéologique de Winneba, dont il attendait qu'il produise les cadres nécessaires à la seconde révolution. Mais, ici encore, les mesures prises se révélèrent insuffisantes. Les pensionnaires de Winneba étaient formés comme doivent l'être des cadres politiques, mais il leur manquait les qualités d'un administrateur et la formation universitaire pour pouvoir devenir de hauts fonctionnaires. En outre, la fonction publique se refusait à recruter parmi les étudiants de Winneba. En apparence, la discussion concernait les diplômes universitaires. Mais au fond, il s'agissait d'une opposition politique. En 1966, ce qu'il aurait fallu, c'était une fusion de l'Institut de Winneba et de l'Institut d'administration.

Il n'est que juste d'ajouter qu'il y avait quelques responsables pour comprendre le problème et en envisager les solutions. Il n'en reste pas moins qu'aucune mesure effective ne fut prise qui aurait pu aider à le résoudre. Une des raisons de cette inaction est sans doute que beaucoup ne mesuraient pas l'urgence des décisions, mais la principale cause, c'est que les personnalités dirigeantes du C.P.P., poussées par le besoin de préserver leurs propres positions politiques, étaient surtout soucieuses de paralyser Winneba. Or, tandis que les hommes politiques hostiles à la seconde révolution voyaient une menace personnelle dans l'Institut de Winneba, les fonctionnaires, dans la crainte de perdre la sécurité de l'emploi, s'opposaient à l'introduction de l'idéologie dans la formation administrative sous prétexte que les fonctionnaires doivent rester neutres sur le plan idéologique. Ces deux groupes de forces agissaient d'une manière convergente sur le siège du pouvoir — c'est-à-dire le Bureau du président — et

entraînaient l'ajournement des mesures concernant la transformation qualitative de la fonction publique et, finalement, l'indécision. Dès lors, la fonction publique ne pouvait que croître et se renforcer sur les bases léguées par l'époque coloniale. Ce qui explique pourquoi, à l'heure décisive du coup d'Etat, elle se trouva du côté de la contre-révolution.

9. La constitution républicaine de 1960

Les changements intervenus dans les premières années de l'indépendance allaient trouver leur illustration et leur symbole dans la constitution républicaine de 1960. Puisque le C.P.P. avait traité la constitution de l'indépendance de constitution fantoche et frauduleuse, il était logique qu'il décidât d'en élaborer une autre. C'était un simple corollaire de l'indépendance, selon la vue adoptée généralement. L'indépendance du Ghana ne pouvait paraître complète tant que la constitution « négociée » n'était pas remplacée par une autre, établie en fonction des aspirations populaires. Le processus de révision s'étendit sur plus d'un an et comporta des consultations à tous les niveaux, à celui de l'assemblée nationale, à celui des conférences des chefs, des associations diverses, jusqu'à celui des assemblées de village. Soumise au référendum, elle fut approuvée massivement, puisque le C.P.P. obtenait un vote positif dans 101 circonscriptions électorales, et que 3 circonscriptions seulement suivaient le Parti Unifié, celui de l'opposition. Le Dr J.B. Danquah, qui se présentait à l'élection présidentielle contre Nkrumah était battu à une écrasante majorité par Nkrumah [2]. Détail révélateur, le C.P.P. obtenait une majorité indiscutable dans tous les groupes ethniques sans exception. Le soutien populaire pour la constitution républicaine, le C.P.P. et Nkrumah était évident, et même les journaux étrangers hostiles au C.P.P. ne pouvaient le nier.

Il allait en résulter des conséquences sérieuses à l'intérieur et à l'extérieur du C.P.P. A l'intérieur du parti, ce soutien massif amena l'interdiction de l'expression du plus léger désaccord. Une opposition à la ligne du parti, s'il y en avait une, devait chercher à renverser le groupe dirigeant. L'adulation populaire pour Nkrumah et le C.P.P. avait atteint un tel degré que tout désaccord avec la ligne officielle ou toute scission étaient inefficaces et hasardeux. Ce qui renforça le courant qui portait au culte de la personnalité de Nkrumah. En dehors du parti, beaucoup de ceux qui désiraient la chute de Nkrumah acquirent la conviction

2. Il est cependant nécessaire d'ajouter que les abstentions furent nombreuses, bien que les statistiques officielles ne les aient pas dénombrées. (N.d.T.)

qu'il n'était plus possible d'y parvenir par des élections libres. Ils *eurent donc tendance à traduire leur opposition par des* projets de renversement violent du régime. A mesure que le temps passait, les positions dominantes occupées dans l'économie ghanéenne par les intérêts opposés à la seconde révolution allaient être utilisées pour donner force à la stratégie du coup d'Etat.

Le référendum de 1960 avait approuvé une constitution républicaine comportant une forte centralisation du pouvoir. Les assemblées régionales de l'indépendance avaient disparu. Mais il faut noter qu'elles avaient elles-mêmes voté leur dissolution. Les chambres régionales des chefs furent conservées au titre d'assemblées où les chefs pouvaient discuter leurs problèmes régionaux et nationaux. Mais leurs conclusions constituaient de simples recommandations ou avis transmis au gouvernement. Localement, les chefs devaient se mettre en rapport avec les commissaires de district, agents du gouvernement central, et suivre les décisions des conseils locaux élus. Les clauses inamovibles de la constitution de l'indépendance concernant la fonction publique disparaissaient. Au lieu d'un Premier ministre, on avait un président disposant du pouvoir exécutif; il n'y avait pas de vice-président. Le pouvoir législatif était partagé entre la présidence et l'Assemblée nationale. C'est un fait que le président disposait de très grands pouvoirs, presque absolus et l'on doit retenir que son pouvoir constitutionnel était renforcé par son autorité sans rivale à l'intérieur du parti dominant.

La concentration du pouvoir réalisée par la constitution républicaine de 1960 a donné lieu à des débats infinis, au Ghana et hors du Ghana. Au Ghana, les milieux proches de l'opposition tendaient à la condamner et à la juger abusive. Au contraire, les milieux du C.P.P. tendaient à défendre sans restriction toutes les clauses de la constitution. Mais après un séjour de quatre ans au Ghana, j'en suis venu à me rendre compte que, même chez les membres du C.P.P., l'apologie de la constitution avait dégénéré en une acceptation fataliste du *statu quo*. Beaucoup de militants la défendaient, certes, mais sans passion et sans conviction.

Hors du Ghana, elle *suscita des réactions très diverses*. Nombre d'observateurs occidentaux, et les admirateurs africains du modèle de Westminster de la démocratie parlementaire, comme on dit, tendaient à condamner la constitution ghanéenne. Leur argument central : la démocratie était morte. Certains allaient jusqu'à en voir la preuve dans le choix de la République. Mais ces observateurs jugeaient l'expérience ghanéenne en fonction de *concepts élaborés en Grande-Bretagne au cours des siècles*. Leur comparaison des institutions faisait abstraction des réalités socio-économiques d'une nation nouvelle émergeant de plus d'un siècle de domination coloniale. Ils oubliaient que la structure sociale et économique sur laquelle repose le système politique anglais n'existait pas. Ils ne voyaient pas que tout le système de valeurs ou de conventions tacites qui permet aux institutions po-

litiques anglaises de fonctionner, manquait ou était embryonnaire au Ghana. Si nombre d'observateurs occidentaux paraissent admettre d'emblée que les nouvelles nations doivent rester dans l'orbite des ex-puissances coloniales, les Africains qui partagent leurs vues révèlent un stupéfiant manque du sens des réalités. Le Ghana était la première colonie africaine de l'Angleterre à conquérir son indépendance. Quand les Africains occidentalisés critiquent violemment l'hétérodoxie de Nkrumah, ils ne se rendent pas compte qu'un jour ou l'autre leurs pays auront à affronter exactement les mêmes problèmes.

Un second groupe d'observateurs extérieurs tendait à exalter et à prôner en bloc tout ce qui se faisait au Ghana, pays dans lequel il voyait le symbole de rejet par l'Afrique de toute domination occidentale. Ceux-là tendaient à s'opposer en bloc à tout l'Occident. Ils justifiaient la centralisation du pouvoir politique par la nécessité du développement rapide et par celle de la défense contre l'hostilité des impérialistes.

Seul, un petit groupe parmi les défenseurs du Ghana de Nkrumah à cette époque discutait le régime d'un point de vue socialiste. Ceux-là voyaient en lui un point de départ, et non l'achèvement, de l'indépendance authentique et du socialisme en Afrique. Ils tendaient à prendre comme modèles et critères les pays socialistes de l'Europe orientale.

Critiques et admirateurs du Ghana de Nkrumah ont un défaut commun, qui affaiblit gravement leurs positions respectives. Ils perdent de vue que, dans le meilleur des cas, les modèles occidentaux et orientaux ne peuvent être que des guides pour la reconstruction des nouvelles nations africaines. Pendant des siècles, les sociétés africaines ont été bouleversées par l'irruption de systèmes de valeurs et de civilisations qui leur étaient étrangers. Il nous faut tenir compte à la fois de la culture islamique et de la culture chrétienne, de la féodalité et du capitalisme, à la fois de modes de production arriérés et de la technique la plus avancée, de formes de pensée mystiques et d'autres scientifiques. Ces conflits de culture constituent le fait essentiel dans la vie des nouvelles nations africaines. La solution ne peut pas se trouver dans la pâle imitation des modèles occidentaux ou orientaux. Pas davantage ne pourrait-on revenir aveuglément au mode de vie africain traditionnel.

Au point où nous en sommes, l'appel à un retour à l'Afrique d'avant l'islam ou d'avant le christianisme relève plutôt d'une explosion émotive contre la domination étrangère que d'une étude scientifique du problème fondamental de la reconstruction de nos sociétés. Heureusement, ce point de vue cesse peu à peu d'être à la mode. Pratiquement, si la nouvelle Afrique veut établir une nouvelle structure sociale suffisamment stable et capable d'assurer une sorte de réconciliation entre ces éléments hétérogènes provenant de trois cultures distinctes, alors nos dirigeants

doivent expérimenter de nouveaux concepts socio-politiques, de nouvelles institutions. C'est de ce point de vue que l'histoire politique du Ghana indépendant revêt la plus grande importance pour toute étude de l'Afrique contemporaine. Le Ghana de Nkrumah a joué un rôle de pionnier parmi les nouvelles nations africaines. Et comme tout pionnier, il instruit par ses succès, mais tout autant par ses échecs.

10. Les progrès matériels

Le processus de consolidation de l'indépendance n'est pas épuisé par l'examen des transformations politiques, administratives et constitutionnelles. En même temps, on avait assisté à un effort massif pour créer les équipements sociaux collectifs utiles à la masse du peuple, et l'infrastructure du développement économique. Le développement de l'enseignement public et des services de santé a été foudroyant sous le gouvernement du C.P.P. En 1966, l'enseignement primaire accueillait un million et demi d'enfants sur une population d'environ sept millions d'habitants. L'enseignement secondaire était devenu gratuit en septembre 1965. L'enseignement supérieur, qui avait toujours été gratuit, comprenait déjà 7 000 étudiants, et on comptait en avoir 25 000 en 1970. L'Académie des Sciences du Ghana s'était développée en une vaste organisation de la recherche scientifique, aussi bien en direction de la recherche fondamentale, y compris la physique nucléaire, que de la recherche appliquée en fonction du plan de développement économique. L'enseignement médical prenait un bon départ avec la création d'un centre de la recherche médicale et d'une école de médecine.

La création de l'infrastructure économique n'était pas moins impressionnante. Communications, drainage et irrigation, zones industrielles s'étaient considérablement développés. Il faut y ajouter la construction du port de Tema, entièrement financée par les ressources nationales, et regardée comme un modèle en Afrique, l'extension et la modernisation des voies ferrées, et enfin le barrage hydro-électrique de la Volta à Akosombo, dont la capacité de production d'énergie est triple de tout ce qui existait auparavant. Avec lui s'offrait la possibilité d'exploiter les vastes ressources de bauxite du Ghana, ce qu'a entrepris la société Kaiser à Tema. Il convient aussi d'attirer l'attention sur la raffinerie d'or d'Abosso, entreprise d'Etat construite avec l'aide de l'U.R.S.S., et qui doit produire des lingots. Lucide, Nkrumah, tenant compte des pressions monétaires dirigées contre les économies des pays en voie de développement, avait jugé que la sécurité monétaire du Ghana exigeait que le pays ait sa propre couverture-or au lieu d'être dépendant des réserves de telle ou telle devise étrangère. Pourtant cette entreprise a été taxée d'opé-

ration de prestige par les détracteurs de Nkrumah ! On peut encore le comprendre de la part de critiques occidentaux pour qui la dépendance économique des nouvelles nations à l'égard de l'Occident doit être maintenue. Mais que penser des Africains et des Ghanéens qui avancent les mêmes critiques ?

11. Un grave problème : la loi de détention préventive

Le tableau du processus de consolidation de l'indépendance ne serait pas complet si l'on ne parlait pas ici de la loi sur la détention préventive. Adoptée au début de 1958, elle avait pour but de permettre d'agir rapidement et efficacement contre toute personne soupçonnée de menacer la sécurité de l'Etat, sans avoir à engager une procédure judiciaire compliquée. Bref, elle donnait au président de la République le droit de faire arrêter les suspects pour une durée de cinq ans, portée à dix ans par un amendement ultérieur (en 1962).

Cette loi a suscité de très vives controverses au Ghana et à l'étranger. Ses promoteurs la jugeaient indispensable à la sauvegarde de la stabilité politique d'une nouvelle nation, tandis que, pour ses détracteurs, elle signifiait la mort de la démocratie au Ghana. A mon avis, il convient, avant de porter un jugement, d'examiner sérieusement son origine, sa nature et son application. Examen indispensable d'abord parce que l'existence de cette loi n'a pas empêché le coup d'Etat d'avoir lieu. Ensuite, parce que ceux qui voyaient dans la loi ghanéenne un instrument de dictature ont salué des lois analogues comme des méthodes démocratiques en d'autres points de l'Afrique. En tout état de cause, des mesures du même genre étaient mises en œuvre par le colonialisme britannique. Et la chasse aux communistes (souvent des radicaux, en fait) aux Etats-Unis et en d'autres régimes démocratiques porte la marque de cette intolérance politique que l'on reproche toujours à la loi ghanéenne.

Pour comprendre le point de vue des auteurs de cette loi, il faut avoir présente à l'esprit l'expérience des dirigeants du C.P.P. dans leurs rapports avec la magistrature au Ghana. L'opposition des intellectuels au C.P.P. affectait ce corps avant comme après l'indépendance. Il y a bien des preuves que, au cours de la lutte de libération, depuis le déclenchement de l'action positive, le 8 janvier 1950, jusqu'à l'indépendance au 6 mars 1957, le pouvoir judiciaire a toujours agi conformément aux exigences de l'administration étrangère et contre les intérêts du mouvement national. Pour les uns, ce fait serait dû aux directives d'en haut, donc à la manipulation par le pouvoir colonial. Pour d'autres, il y avait là parallélisme parce que les avocats et magistrats les plus en vue de l'ancienne Côte de l'Or, formés en Angleterre,

avaient une idéologie qui ne se distinguait en rien de celle des colonisateurs. D'autres enfin expliquent cette situation par son recrutement provenant essentiellement des couches privilégiées de la société de la Côte de l'Or. Sans doute y a-t-il quelque vérité dans chacun de ces points de vue. Ce qui est hors de doute, c'est en tout cas le conflit entre la magistrature et le C.P.P. Et les clauses inamovibles de la constitution de l'indépendance transféraient cette magistrature arriérée politiquement de la Côte de l'Or au Ghana indépendant. D'aucuns vont jusqu'à la considérer comme un cheval de Troie laissé derrière eux par les Anglais en retraite. Les conséquences dans la pratique politique étaient graves. Le C.P.P. ne pouvait guère compter sur les tribunaux quand il s'agissait de délits politiques. Mais, d'autre part, une réforme radicale aurait alimenté une campagne mondiale contre le Ghana. Bien que par la suite, le parti dût admettre qu'un heurt de front avec le système judiciaire de l'époque coloniale était inévitable, il cherchait, dans les premières années, à le déborder plutôt qu'à l'attaquer. C'est cet état d'esprit qui dominait chez les dirigeants du C.P.P. au moment où fut élaborée la loi sur la détention préventive.

On peut soutenir qu'à cette date la majorité de la population approuvait la loi. Mais il ne devait pas s'écouler beaucoup de temps avant que les Ghanéens ne commencent à revenir sur cette approbation. Vers 1964, d'après ce que j'ai pu constater, l'opposition était massive. On avait utilisé la loi contre tout le monde à la fois : contre des voleurs de grand chemin et contre des membres de groupes armés au service de politiciens, contre des conspirateurs et contre des critiques de bonne foi du gouvernement. La loi, la P.D.A. comme on disait, avait servi de pourboire dans les luttes des factions à l'intérieur du C.P.P. Et il courait de nombreuses anecdotes qui rappelaient les méthodes des gangsters de la pègre. C'est ainsi qu'un haut fonctionnaire allait un jour être arrêté en vertu de la P.D.A. Mais, après avoir sorti son revolver, il refusa de suivre les policiers, déclarant qu'il s'inclinerait seulement si le mandat d'arrêt était signé par le président, ainsi que le stipulait la loi; or, en cette occurrence, le mandat avait été signé par un ministre. Les policiers s'éloignèrent en annonçant qu'ils allaient bientôt revenir avec un mandat dûment signé par le président. Ils ne revinrent jamais.

Une autre anecdote met en scène un ministre venu chercher sa maîtresse dans le quartier de Nima à Accra tard dans la nuit. Il était resté dans son auto et klaxonnait, à une heure du matin. Un voisin parut à sa fenêtre et signala au ministre qu'il dérangeait tout le monde. Sur quoi, le klaxonneur de répliquer en demandant au voisin mécontent s'il ignorait qu'il avait affaire à un ministre. Et le voisin de riposter avec justesse qu'un ministre se devait de se comporter mieux. Le ministre s'en alla, mais revint une demi-heure plus tard, suivi d'une jeep pleine de soldats. Aussitôt, l'habitant de Nima sauta par la fenêtre et

disparut de chez lui pour plusieurs semaines, dans la crainte d'une arrestation arbitraire.

Plus grave encore est l'interprétation donnée par certains membres du C.P.P. du *procès en haute trahison intenté à Adamafio*, Ako Adjei et Coffie-Crabbe, après l'attentat de Kulungugu en 1962, et selon laquelle il s'agissait d'un épisode de la rivalité entre les clans de Kofi Baako et d'Adamafio au sein de la direction du C.P.P. On ne peut en donner de preuves formelles, mais le rapide passage de nombreux fidèles d'Adamafio dans le camp de Kofi Baako après l'arrestation du premier est un indice qui tendrait à renforcer cette interprétation.

L'utilisation arbitraire de la P.D.A. par les collaborateurs de Nkrumah atteignait jusqu'aux militants et permanents du C.P.P. Il était monnaie courante pour tel militant de réduire au silence ses critiques dans le parti en les menaçant de faire appel à la P.D.A. Toute critique élevée contre ces militants, même de la part d'un membre du parti, était étiquetée : subversion. La P.D.A. avait d'abord réduit au silence les membres de l'opposition au régime. Mais elle devint ensuite un moyen d'étouffer toute critique au sein du C.P.P. lui-même. Quand le système du parti unique fut proclamé en 1964, l'autoritarisme ne fit que croître non seulement parce qu'il n'y avait plus de conflits entre partis politiques opposés, mais aussi parce que la vie démocratique était en baisse à l'intérieur du parti unique. Il est juste de noter cependant que de nombreux membres du C.P.P. étaient parfaitement conscients de ces tendances dictatoriales. Ils n'aimaient pas cela, mais ils craignaient d'en parler. Ils utilisaient pourtant toutes les occasions possibles pour y faire allusion. Une de ces occasions fut le cours d'orientation de trois semaines organisé à l'usage des ministres à l'Institut idéologique de Winneba en juin 1965. Entraînés sans doute par l'attitude critique de l'Institut à l'égard des méthodes employées dans la vie du parti, nombre de participants se plaignirent des décisions prises, tant au niveau de l'Etat qu'à celui du parti sans que toutes les parties concernées aient pu présenter leurs points de vue, ce que les ministres appelaient un travail de sape. Après le retour de Nkrumah de la *conférence du Commonwealth* de Londres, je lui adressai une lettre à ce sujet, en ma qualité de professeur à ce cours d'orientation. Je soulignai notamment que l'accusateur devait toujours être confronté avec l'accusé. Enfin, j'avertissais le président que plusieurs membres dirigeants du C.P.P. étaient mécontents de constater qu'il était entouré d'un très petit groupe d'hommes, par lesquels même les ministres et les hauts responsables du parti devaient passer pour pouvoir le rencontrer. A l'issue du cours, Nkrumah prit la parole et aborda franchement le problème. Il avança le mot d'ordre de confrontation, exigeant qu'accusateur et accusé soient toujours confrontés avant qu'une décision soit prise. Cette déclaration fut accueillie par une extraordinaire manifestation d'enthousiasme et de joie; de fait, elle

soulageait la plupart des ministres, bien qu'elle fût dirigée contre une poignée d'entre eux, parmi lesquels quelques responsables du parti.

Bien qu'elle n'ait pas toujours été appliquée, la nouvelle ligne politique fut l'objet de constants efforts de la part de Nkrumah lui-même pour la suivre. On peut en donner comme exemple la confrontation d'Aburi en septembre 1965, où Kodwo Addison, directeur de l'Institut idéologique de Winneba, J. Kaw Ampah, secrétaire général de la Confédération des syndicats ghanéens, et moi-même furent accusés d'avoir projeté le renversement de Nkrumah, accusation qui fut réfutée et réduite à néant. Les obstacles à l'application de cette politique venaient d'un petit groupe de l'entourage de Nkrumah, en particulier Kofi Baako et ses amis Eric Heyman et Kweku Akwei, qui travaillaient à isoler le président des autres membres du parti.

Il serait, je le répète, faux de croire que tous ceux qui avaient à s'occuper de la mise en œuvre de la P.D.A. approuvaient les méthodes sans scrupules de certains ministres. Je citerai à cet égard Eric Otoo, responsable de la sécurité jusqu'au coup d'Etat de 1966. Un jour, je l'ai rencontré en sortant du bureau du président dans le couloir, devant le bureau de M.F. Dei-Annang. Nous sommes partis ensemble et il m'a fait part de ses inquiétudes concernant les ingérences de certaines personnalités dans son domaine de responsabilité. Il me laissait entendre que Kofi Baako avait l'habitude de telles ingérences, et Otoo, qui n'appréciait pas ces interventions, me convia à en discuter dans son bureau. Il était inquiet de l'arbitraire croissant qui régnait dans le traitement infligé à de prétendues critiques des affaires du parti et de l'Etat. Je n'en étais pas surpris, je savais depuis longtemps qu'Otoo était objectif, calme et humain.

12. Propositions pour sauvegarder démocratie et sûreté de l'Etat

L'histoire de la P.D.A. au Ghana est une véritable leçon de choses pour toute la nouvelle Afrique. On ne peut guère douter que les nouveaux Etats aient besoin d'une loi de détention, sous une forme ou sous une autre. La dure réalité est que toutes les nouvelles nations sont menacées par une instabilité politique provoquée par les pressions internes et par celles des forces internationales. Or, le développement et le progrès des nouveaux Etats exigent la stabilité politique. D'autre part, le système judiciaire dont héritent ces nations n'est pas une institution adaptée pour faire face aux menaces contre la sécurité de l'Etat, parce qu'il est ou bien en opposition totale ou, au contraire, inconditionnellement partisan par rapport au parti au pouvoir. Par ailleurs, les procédures judiciaires sont nécessairement lentes, alors que les

menaces contre la sécurité de l'Etat veulent une action rapide. Dès lors, il paraît raisonnable que l'Etat soit armé des pouvoirs nécessaires à cette action rapide quand la situation le réclame. Mais il est également important que l'utilisation des pouvoirs soit soumise au contrôle de l'appareil judiciaire. Concrètement, l'Etat pourrait avoir le droit de détenir un citoyen soupçonné d'être une menace pour la sécurité de l'Etat, mais, dans un délai raisonnable et déterminé, disons six mois, cette action devrait être soumise à un tribunal. Donc, au terme des six mois, ou avant, le suspect devrait être traduit en justice, et là les faits invoqués contre lui devraient être exposés. S'il est jugé coupable par le tribunal, il doit alors être condamné conformément à la loi et, dans ce cas, il doit être renvoyé dans une prison normale, et non dans un lieu de détention. Mais s'il est acquitté, le tribunal devrait alors fixer un montant de dommages et intérêts à la charge de l'Etat pour le temps de détention accompli. Les mêmes clauses devraient s'appliquer aux étrangers soupçonnés d'activités subversives. La pratique actuelle de simple expulsion n'est aucunement efficace.

En outre, les conditions matérielles de détention devraient être conformes aux règles posées par la Croix-Rouge internationale. Il faut trouver des méthodes pour que le traitement des prisonniers soit effectivement contrôlé. Toutes les formes de pression, tortures physiques, tortures psychologiques, utilisation de drogues, arrestation de parents comme otages, sont contraires à la civilisation, doivent être déclarées illégales, et rendues impossibles dans la pratique. Par-dessus tout, le procès du détenu doit être équitable et public. A cet égard, surgit un problème sur lequel il faut attirer l'attention des dirigeants africains. Il peut arriver qu'un détenu se voie accorder tous les droits d'un citoyen pendant son procès, mais que cependant il ne puisse pas obtenir le concours d'un bon avocat de son pays. La cause peut en être dans des pressions politiques, dans un état d'hystérie de l'opinion publique créé plus ou moins artificiellement, ou encore dans les sanctions subtiles auxquelles sont soumis la plupart des membres des professions libérales dans les nouveaux Etats africains. Dans ce cas, le détenu doit avoir le droit de se choisir un avocat étranger. L'argument selon lequel le recours à un avocat étranger serait une atteinte à la souveraineté de l'Etat africain est un pur sophisme. Le respect de la liberté individuelle dépasse ces considérations. Il faut d'ailleurs noter que les mêmes Etats africains qui ont recours à des arguments aussi spécieux encouragent généralement les entreprises étrangères à s'établir sur leur territoire, lesquelles entreprises sont généralement libres d'employer des conseillers juridiques étrangers. Il est difficile d'admettre la thèse selon laquelle la présence à la barre d'un tribunal africain d'un avocat étranger porterait atteinte à la souveraineté nationale. Cet avocat est nécessairement tenu de respecter les lois du pays et doit conduire la défense dans le cadre

de ces lois. De toute façon, ce qui importe avant tout et passe avant toute autre considération, c'est que justice soit rendue à chacun, et de telle sorte que tout le monde en soit convaincu. Les affaires d'atteinte à la sécurité de l'Etat sont en rapport avec la question des droits de l'homme. Quand le tribunal doit juger si un citoyen a porté atteinte ou non à la sécurité de l'Etat, il doit juger du même coup si l'Etat a porté atteinte ou non aux droits de l'homme. Comme il est composé de mortels qui, dans l'Afrique contemporaine, ont souvent tendance à se ranger du côté du pouvoir tel qu'il est pour l'heure, il est indispensable d'assurer à l'accusé toutes les possibilités de défense. En fin de compte, le degré d'équité dans le traitement de telles affaires déterminera le degré de sécurité réelle de l'Etat. Si le procès est arbitraire d'une manière flagrante, la sécurité de l'Etat ne sera pas sauvegardée par l'emprisonnement de l'accusé. La victime deviendra un symbole de résistance à un pouvoir arbitraire. Conséquence de cet état de l'opinion publique : aucune méthode employée pour faire face à cette opposition ne pourra plus paraître moralement défendable aux yeux de l'opinion publique. Au contraire, si le procès est scrupuleusement équitable, même s'il aboutit à la condamnation de l'accusé, il laissera à l'opinion publique — sinon à l'accusé — la conviction que la justice a été rendue comme elle doit l'être. C'est cette conviction qui donne sanction et confirmation à l'action de la magistrature. Dans la nouvelle Afrique, la stabilité politique ne dépend pas seulement des pratiques des forces d'opposition, mais aussi de la manière dont les forces dominantes sauront respecter les droits de l'homme et du citoyen, même dans le cours de leur lutte contre la subversion, qu'elle soit réelle ou imaginaire.

2

La seconde révolution

Le 11 mars 1964, dans son discours à l'Assemblée nationale à l'occasion du lancement de plan septennal, Nkrumah avertissait les parlementaires, tous membres du C.P.P., qu'il était erroné de juger le combat terminé avec la conquête de l'indépendance nationale. Il expliquait que la libération de la domination coloniale directe était la conclusion de la première révolution. Mais il fallait une seconde révolution dont la conclusion serait la prospérité économique et la libération culturelle de tout le peuple. Celle-là exigerait encore plus de rigueur dans l'organisation, de dévouement et de vigueur que la première. Une lourde responsabilité incombait donc aux députés, aux ministres, aux militants du parti dans leur ensemble.

1. Premier aperçu des difficultés

Cette conception d'une seconde révolution appartenait essentiellement à Nkrumah, et à lui personnellement. Bon nombre de ses collaborateurs de la première révolution ne la partageaient guère, même s'ils s'y rallièrent en paroles. Ce qui fut tragique, c'est que Nkrumah n'eut pas assez de fermeté pour remplacer ses anciens collaborateurs par de nouveaux qui auraient partagé son idéal. Certes, quelques figures nouvelles furent adjointes aux anciennes. Mais les conflits internes pour la direction du parti s'intensifièrent d'autant, sans que la tâche capitale de la mobilisation des masses fût entreprise. Par conséquent, la croisade pour la seconde révolution souleva beaucoup moins d'enthousiasme et de sacrifices que la première.

Nombre de collaborateurs de Nkrumah de la période 1946-1957 jugeaient qu'avec l'indépendance on avait atteint le but. Ils

n'étaient donc pas prêts à fournir un nouvel effort. Au lieu de tendre toutes leurs forces pour ce second et difficile combat, ils se préoccupaient simplement d'amasser des richesses, qu'ils estimaient devoir être la juste récompense de leurs sacrifices antérieurs. De nouveaux sacrifices ? Ils s'y refusaient. Autrefois, ils établissaient des liens de camaraderie avec le peuple, maintenant ils le trompaient. Au lieu d'être au service du pays, ils étaient au service de leur égoïsme. Tout ce qui leur importait, c'était de garder leurs postes et fonctions et de jouir du butin qu'ils en retiraient. Quant au peuple, il continuait, sans enthousiasme. Au lieu de la fidélité à l'idéal, on trouvait la ruée sur les profits matériels et les gains personnels.

L'échec de la seconde révolution était inévitable parce que le C.P.P., après 1960, avait enfreint deux règles fondamentales pour toute révolution victorieuse. Les dirigeants n'étaient plus d'accord sur ce qui devait être accompli, et comment, et le peuple ne participait plus au processus révolutionnaire d'une manière active. Or, c'est une leçon de l'histoire qu'aucune révolution ne peut triompher si elle ne tire son pouvoir d'un peuple pleinement engagé. Ceux qui veulent faire la révolution *pour* le peuple — et non *par* lui — échouent toujours; seuls, les peuples eux-mêmes font les révolutions victorieuses. Nkrumah avait pris l'hégémonie du C.P.P. pour l'engagement actif des masses. L'échec n'eut pas pour cause le prétendu utopisme des idéaux de la seconde révolution, mais le caractère inadéquat des moyens mis en œuvre. Là réside la leçon historique de l'expérience socialiste au Ghana.

2. L'anticapitalisme de Nkrumah

Le point de départ de la conception de Nkrumah était un refus radical du capitalisme. Il jugeait qu'une nouvelle nation, juste libérée de la domination coloniale, n'a pas besoin de traverser une phase capitaliste. Un passage direct du colonialisme au socialisme lui paraissait non seulement désirable mais possible. Dans ce contexte, il ne faut pas entendre par socialisme une société où cet objectif serait pleinement réalisé dans tous ses aspects, mais plutôt le fait de s'engager dans un processus évolutif dont le dénouement logique sera une société socialiste. C'est le point de vue avancé dans le livre de Nkrumah, *Le Consciencisme : une idéologie de la décolonisation et du développement* (1964).

En soutenant cette thèse, Nkrumah avait à combattre sur deux fronts, et à croiser l'épée, pour ainsi dire, à la fois avec les tenants du capitalisme et les marxistes orthodoxes. Contre les premiers, il affirme que le capitalisme, dans une nouvelle nation, est incompatible avec une authentique indépendance nationale.

L'expérience africaine montre que l'économie coloniale est une économie capitaliste auxiliaire dirigée du dehors. En d'autres termes, l'économie impérialiste repose sur deux composantes : l'économie métropolitaine pleinement capitaliste, et l'économie coloniale qui ne l'est que partiellement. Cette dernière est un appendice de la première qui la dirige et fixe ses lignes de développement. Continuer à développer purement et simplement les structures économiques établies dans le colonialisme, c'est donc prolonger la dépendance. Et c'est encore plus vrai quand les stimulants matériels de ce développement proviennent de l'ex-puissance coloniale. Des associations entre capitalistes locaux et investisseurs étrangers n'y changent rien, parce qu'elles sont nécessairement inégales, et que, dans le cadre du capitalisme, le plus fort absorbe le plus faible. Même si l'on n'aboutit pas à une pure absorption, même si elle est évitée pour des raisons tactiques, ces associations confèrent aux capitalistes locaux un pouvoir économique plus apparent que réel, car, derrière cette façade, le pouvoir de décision appartient toujours à l'élément étranger.

Les marxistes orthodoxes, pour leur part, soutiennent qu'une économie capitaliste déjà constituée est une transition nécessaire au socialisme même dans les nouvelles nations. Bien qu'ils n'aient aucun goût pour le capitalisme, ces marxistes orthodoxes n'en tiennent pas moins la société capitaliste développée pour la base et l'aube du socialisme. Ils s'accrochent à cette vue schématique parce qu'ils voient l'histoire de l'humanité comme une progression inexorable et méthodique de l'esclavage au socialisme et finalement au communisme, en passant par le féodalisme et le capitalisme. Pour Nkrumah, cette vue de l'évolution est sans doute vraie historiquement pour l'humanité prise dans son ensemble, mais sans qu'il en résulte la nécessité pour l'évolution de chaque communauté particulière de passer par toutes les phases de ce schéma. Le saut d'une période ou d'une autre dans un pays particulier est possible et s'est en fait produit dans l'histoire. A l'époque contemporaine, on en a deux exemples d'une grande portée. L'Union soviétique a été le premier pays qui ait rompu avec le monde capitaliste et qui ait fondé une société socialiste. Pourtant, l'économie de la Russie de 1917, si elle était capitaliste, n'était pas la plus avancée, loin de là; l'Angleterre, l'Allemagne, la France et les U.S.A. avaient des économies capitalistes plus hautement développées, et la révolution socialiste est encore à faire dans tous ces pays. Autre groupe d'exemples : l'économie de pays comme la Mongolie, la Corée du Nord, le Vietnam du Nord et la plupart des pays socialistes d'Europe orientale est passée d'une situation coloniale ou semi-coloniale, parfois de la féodalité, au socialisme. Même processus dans la R.A.U., le Mali, la Guinée et Cuba. Ces faits historiques amenèrent Nkrumah à penser que le niveau de développement économique sur le plan technique, si important fût-il, n'était pas le

facteur décisif. Le fond du problème, c'est la volonté consciente du peuple.

Il convient de noter que de nombreux marxistes aujourd'hui non seulement reviennent sur la thèse « orthodoxe », mais se rallient au point de vue de Nkrumah. Certains théoriciens soviétiques, par exemple, ont cessé de voir dans le plein développement du capitalisme le prélude nécessaire au socialisme. Ils portent plus d'attention à certains passages des œuvres de Marx et de Lénine qui montrent que l'un et l'autre ont entrevu la possibilité d'un passage direct du colonialisme et du sous-développement au socialisme.

La seconde révolution de Nkrumah comportait des prises de position de politique intérieure comme de politique extérieure.

Du point de vue intérieur, pour ce qui concerne la société ghanéenne, on peut distinguer trois éléments : révolution économique, révolution culturelle et, découlant d'elles, justice sociale. Autrement dit, la seconde révolution a pour but une révolution économique et culturelle qui se traduirait par la disparition des privilèges et l'élévation du niveau de vie de la masse du peuple.

3. La politique économique de Nkrumah

La révolution économique signifie d'abord le remplacement de l'économie coloniale par une économie nationale sur la base de la propriété publique des moyens de production et de distribution. Donc, au lieu d'une économie dirigée du dehors, une économie autocentrée où l'entreprise publique joue le rôle déterminant. Il en résulte que l'État doit intervenir directement dans la production, et ne pas se borner à assurer les équipements sociaux collectifs et à créer l'infrastructure d'une croissance économique où la production serait aux mains d'un secteur privé, essentiellement étranger. Il faut donc développer vigoureusement le secteur public au moyen d'investissements d'Etat et en attirant prêts et crédits étrangers. Ce secteur doit être géré de manière à assurer l'accumulation du capital national.

En second lieu, le secteur privé qui subsiste doit être contrôlé. Secteur privé et secteur public doivent être dirigés en fonction des plans établis périodiquement par le C.P.P., approuvés par le Parlement et appliqués par le gouvernement. Le secteur privé national sera protégé contre la concurrence étrangère, et son développement autorisé dans certaines limites. En revanche, les associations entre capital privé national et capital privé étranger doivent être évitées parce qu'elles seraient la voie du développement du capitalisme local. Mais les investisseurs étrangers doivent être invités à s'associer de préférence avec l'Etat. Le capital privé étranger est autorisé à opérer dans certains secteurs et dans une mesure déterminés par l'Etat. Des mesures fiscales doivent

permettre d'empêcher les profits illicites des entreprises étrangères. Mais, d'une manière générale, elles seront protégées contre le risque de nationalisation et, si jamais il y a nationalisation, elle comportera une pleine et équitable indemnisation.

La stratégie de Nkrumah est nettement différente de celle de Nasser, de Boumedienne et de Fidel Castro. Alors que ce dernier a procédé à des nationalisations soudaines et nombreuses, avec ou sans indemnisation, Nkrumah envisageait une évolution graduelle. Il établissait à la fois un secteur public et un secteur privé, leur permettait de se développer côte à côte, mais il estimait que, dans un délai de dix à quinze ans, une croissance plus rapide du secteur public lui assurerait la position dominante. A ce moment-là, le secteur privé n'aurait plus besoin d'être contrôlé par des mesures administratives : c'est le jeu des forces économiques qui jouerait ce rôle. L'Etat aurait alors en main les leviers de l'économie et pourrait la diriger sans avoir recours à des décisions autoritaires.

Le renversement de la Première République n'est pas une preuve suffisante que la stratégie de Nkrumah manquait de réalisme et était inapplicable. On peut expliquer la chute du régime par le jeu de forces extra-économiques. Mais même si l'on expliquait cette chute par des causes économiques, il faudrait encore démontrer que la réussite aurait été impossible même si l'on avait fait preuve d'une grande efficacité dans l'application du plan. En fait, il apparaît que vers la mi-1965, le gouvernement de Nkrumah avait commencé à mieux saisir les problèmes économiques du Ghana et élaborait des solutions audacieuses. Qu'il suffise de rappeler le rejet des conclusions de la mission du Fonds monétaire international en août 1965. En rejetant les solutions proposées par le F.M.I., Nkrumah renonçait du même coup à un crédit de huit millions de livres sterling en devises étrangères. D'autres mesures furent donc prises pour résoudre le problème des réserves de devises. Le prix du cacao à la production fut réduit brutalement pour le mettre en rapport avec le prix de vente sur le marché mondial. Le commerce avec les pays socialistes fut développé. Les nouveaux investissements prévus furent provisoirement « gelés ». Une mission envoyée dans les pays socialistes avec, à sa tête, le ministre des Finances Kwesi Amoako-Atta avait obtenu un prix garanti pour l'exportation d'un tonnage fixé de cacao au cours des années suivantes du plan septennal; une partie des payements devait être faite en livres sterling. A son retour, le ministre des Finances avait l'espoir de résoudre le problème des devises sans recours à un moratoire sur les intérêts des dettes extérieures ou sur le rapatriement des bénéfices.

Contrairement à ce que l'on croit généralement, la stratégie économique de Nkrumah était réaliste par rapport au niveau contemporain. En adoptant une ligne générale qui permettait d'organiser et de régler les contacts avec l'investissement privé

étranger, Nkrumah soulignait ce fait que la plupart des nouvelles nations, pour atteindre le taux de croissance annuelle minimal de 5 % jugé indispensable par les experts de l'O.N.U, doivent nécessairement faire appel aux ressources financières du monde capitaliste. Certes, les pays socialistes mettent de plus en plus de crédits à la disposition des nouvelles nations. Mais cet apport est limité du fait que les pays socialistes sont eux-mêmes engagés dans un effort d'édification et de développement économique. La réponse au problème du financement du développement des nouvelles nations ne peut pas être donnée par le refus pur et simple du capital privé étranger, mais par l'organisation de son apport d'une manière et dans une mesure qui le rendent bénéfique au pays d'accueil. La ligne de Nkrumah est d'ailleurs confirmée par la continuation des investissements privés étrangers dans ces pays africains qu'on nomme « radicaux », et cet apport s'est même accru, alors qu'une certaine rigueur avait été manifestée à l'encontre des investisseurs étrangers. L'essentiel, c'est que cette introduction soit soumise à des règles précises. En s'opposant à ce que les firmes étrangères entrent en association avec les capitalistes locaux, Nkrumah mettait un obstacle au développement du capitalisme national. En invitant les investisseurs étrangers à *s'associer avec l'Etat, chaque fois qu'il serait* nécessaire, Nkrumah leur donnait confiance, donnait aux Ghanéens la possibilité d'acquérir les indispensables connaissances techniques, et rendait donc possible et plus facile un ultérieur divorce. Dans ces conditions, les investissements étrangers aidaient au développement économique, sans pour autant jeter les bases d'un futur capitalisme. Ils favorisaient la croissance sans renforcer la dépendance. Et ce n'est pas rien que d'y être parvenu, surtout si l'on pense à l'expérience de l'Inde où une économie mixte a rétrogradé jusqu'au capitalisme pur et simple. L'application logique et méthodique de la ligne de Nkrumah signifie qu'une économie mixte peut être une base suffisamment ferme pour assurer le passage au socialisme.

4. La politique culturelle de Nkrumah

La seconde révolution, sur le plan intérieur, signifiait ensuite la renaissance culturelle. D'abord, assurer une éducation élémentaire à tous. Un vigoureux départ avait déjà été pris dans les premières années de l'indépendance. Mais de nombreux progrès furent accomplis à partir de 1962, année que l'on peut prendre comme point de départ de la seconde révolution. L'enseignement primaire était gratuit et obligatoire. L'enseignement secondaire devint gratuit en 1965. L'enseignement supérieur était entièrement gratuit. Les manuels, produits en grand nombre, et avec un contenu national, étaient fournis gratuitement aux écoles. Une campagne nationale d'alphabétisation allait être lancée

juste au moment du coup d'Etat de février. En même temps, c'était l'échelle des valeurs culturelles qui changeait. La presse et la radio, appuyées par le Bureau des langues ghanéennes et par l'Institut pour l'éducation publique devenaient les instruments de la diffusion des connaissances et d'une nouvelle conception du monde. De toutes les façons, la mentalité coloniale était attaquée, et on cherchait à l'éliminer. On exaltait ce qui était africain, et le fétichisme de la culture occidentale était vigoureusement critiqué.

La révolution culturelle relevait des préoccupations les plus profondes et les plus constantes de Nkrumah. Conscient du danger contenu dans une réaffirmation purement passionnelle de l'Afrique qui pouvait mener à une sorte de bigoterie raciale et de chauvinisme, Nkrumah comprenait la nécessité d'une base intellectuelle solide pour la renaissance culturelle. Donc, il fallait une « révolution intellectuelle » qui devait entreprendre d'analyser et de comprendre la société africaine contemporaine, et de dégager de ses conflits un nouveau système de valeurs. Dans cette société, on découvre, selon Nkrumah, trois strates : celle de l'Afrique traditionnelle, celle de l'influence christiano-européenne, celle de l'influence islamique. Il s'agit de les réconcilier en une synthèse philosophique qui mêle les éléments valables des différentes strates. Et pour que cette synthèse soit durable, il est nécessaire d'aborder le problème d'un point de vue scientifique et actuel. Donc, au lieu d'une approche mystique, une attitude rationnelle qui repose sur une conception du monde dans sa matérialité.

Dès lors, la révolution culturelle exige que se forme un nouveau type d'intellectuel africain, un intellectuel qui aura pour mission de donner aux masses africaines la confiance en elles-mêmes, née de la prise de conscience et de la fierté de ce qui est africain. Il lui faut aussi assurer aux dirigeants africains une idéologie cohérente qui permette la maîtrise rapide de notre environnement et le progrès de nos peuples. Dans ce cadre, presse et radio deviennent des instruments d'orientation idéologique, en même temps que d'information. L'Université devient la source de la renaissance culturelle d'où sort le nouvel intellectuel, sorti du peuple et y retournant, et qui doit jouer son rôle dans la révolution africaine. C'est cette conception originale de l'Université qui a opposé Nkrumah à quelques-uns des professeurs et des dirigeants universitaires, toujours imbus de la tradition académique occidentale.

5. Le souci de la justice sociale

Troisième élément de la seconde révolution à l'intérieur : la justice sociale. Il faut, souligne Nkrumah, que les fruits des révolutions économique et culturelle profitent à tout le peuple. On

s'en prenait vivement aux privilèges; bien que les exemples offerts par les membres du C.P.P. aient enlevé beaucoup d'efficacité à cette propagande, il n'en reste pas moins juste de rappeler que la seconde révolution, dans ses principes en tout cas, se dressait contre toute forme de privilège. Et dans *Le Consciencisme,* Nkrumah entreprend de donner une base théorique au principe; il note que tout homme possède une valeur propre et naturelle, et doit être considéré comme une fin en soi, et non un moyen en vue d'une fin. Il retrouve l'origine de cette conception dans la société traditionnelle africaine, dont les valeurs fondamentales sont l'humanisme et l'égalitarisme. Cette idée est si forte chez Nkrumah qu'il formule ce principe essentiel de la nouvelle société que doit construire la seconde révolution : « Que la condition du développement de chacun soit la condition du développement de tous. » La politique de l'Etat doit donc viser à détruire toutes les causes ou occasions de privilèges.

6. Politique extérieure de Nkrumah : l'unité africaine

Du point de vue de la politique extérieure, la seconde révolution a pour objectif suprême la réalisation et la consolidation de l'unité africaine. Pour Nkrumah, il ne s'agit pas là d'une simple coopération entre les Etats africains, inévitable d'ailleurs puisque tout Etat a nécessairement des contacts et des relations avec d'autres. Aussi Nkrumah était-il exaspéré par ces dirigeants africains qui n'envisageaient rien d'autre qu'une coopération du même genre que celle qui est regardée aujourd'hui comme normale et nécessaire partout dans le monde. Ceux-là, en somme, se contentaient d'appliquer à l'Afrique les normes du droit international élaboré et défini par les nations plus anciennes et stables; du même coup, ils révélaient leur manque de compréhension des conditions réelles de la nouvelle Afrique, conditions profondément différentes et particulièrement délicates. Pour Nkrumah, l'unité africaine signifiait une fusion organique des Etats indépendants, une unité politique comme il disait, pour souligner le fossé entre sa conception et celle des tenants de la coopération. Et il en venait à l'idée d'un « gouvernement de l'Union continentale africaine ».

Cette conception repose sur deux thèmes clefs. D'abord, la victoire de la lutte de libération dans les pays africains encore soumis à la domination coloniale directe ou à celle d'une minorité blanche. D'où l'exigence de la totale libération du continent africain et, par suite, la politique de soutien actif aux luttes de libération appliquée constamment par Nkrumah. Il est bien connu qu'il a engagé une bonne part des ressources de l'Etat ghanéen pour venir en aide aux luttes anticolonialistes et contre l'*apartheid* dans toute l'Afrique. C'est un fait que le prestige du

Ghana en Afrique, sa position de pays pilote doit plus à ce seul fait qu'à tous les autres facteurs additionnés. Mais c'est aussi la raison qui en a fait la cible de toutes les attaques, campagnes de dénigrement et intrigues des impérialistes.

Un examen de la politique d'aide du Ghana révèlerait cependant quelque déception et mécontentement de la part de certains dirigeants, et cette découverte pourrait déconcerter les observateurs. Il est en effet exact que plusieurs dirigeants de mouvements de libération, vers 1965, ne cachaient plus leurs critiques à l'égard de Nkrumah. Mais ce qui était en cause, ce n'était pas sa ligne politique en la matière, mais son application. Les organismes chargés de transmettre et de répartir l'aide étaient pourris par la corruption et rongés par la bureaucratie. Leur inefficacité avait permis l'infiltration d'agents de l'impérialisme dans ces organismes eux-mêmes et, par suite, dans les mouvements de libération.

Le second thème, dans la conception de l'unité africaine, c'est la nécessité pour les Etats africains indépendants de réaliser la reconstruction nationale sur la base d'une opposition absolue à l'impérialisme, point souvent négligé quand on parle de Nkrumah et de l'unité africaine. Aujourd'hui, il est bien évident que l'unanimité des dirigeants africains dans la lutte contre la domination coloniale directe n'est pas automatiquement suivie d'un plein accord sur la voie du développement à suivre après l'indépendance. Alors que certains Etats africains se sont engagés dans la voie d'un sérieux effort pour parvenir à l'indépendance économique, d'autres se sont engagés dans celle de la continuation des liens de dépendance économique avec l'ex-puissance coloniale. On dit souvent des premiers qu'ils suivent une ligne politique d'indépendance totale, que l'on identifie parfois à tort avec une voie de développement socialiste. Pour les autres, on parle d'une politique de coopération ou d'interdépendance, simple euphémisme pour dépendance quand il s'agit du partenaire le plus faible dans un accord inégal. Aussi bien en arrive-t-on ici au néo-colonialisme.

Nkrumah a parfaitement compris que les Etats africains néo-colonisés, du fait de la position dominante conservée chez eux par les intérêts étrangers, constituaient un obstacle pour la révolution africaine. Ces Etats parlent d'aide aux mouvements de libération, mais ne font pratiquement rien. Quelques-uns rejettent toute idée d'aide à ces mouvements sous prétexte que ce serait une ingérence dans les affaires d'un autre pays : attitude cynique, mais au moins franche. Ils voient dans l'unité politique de l'Afrique la voie qui mènerait à la destruction des intérêts impérialistes et des sphères d'influence et, par conséquent, ils s'y opposent, parce que leurs gouvernements sont les porte-parole des intérêts étrangers qui les maintiennent au pouvoir. Mais, comme ils ne sont pas en mesure de présenter une justification cohérente de leur position, ils ont recours à la diffusion de calomnies. Ils pré-

tendent que l'unité politique est le rêve d'un égocentrique infatué et ambitieux, comme si la désignation de Nkrumah au poste de président d'un gouvernement de l'Union avait jamais été une condition posée pour la création de cette union. Ils prétendent que l'unité politique serait une manœuvre pour soumettre toute l'Afrique au communisme, et ignorent, ou semblent ignorer, que plusieurs gouvernements communistes ne cachent pas leur scepticisme quant à l'unité africaine. L'opposition de Nkrumah aux Etats africains néo-colonisés a été à l'origine de fortes tensions dans la vie politique africaine, elle a suscité des difficultés au sein de l'O.U.A., elle a été le prétexte d'accusation d'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, bien que ces Etats aient eux-mêmes aidé les groupes ou partis ghanéens hostiles à Nkrumah et qu'ils soient des exemples vivants de l'ingérence occidentale dans la politique africaine. Peut-être faut-il admettre que les méthodes employées par la politique anti-néo-colonialiste de Nkrumah avaient besoin d'être améliorées. Peut-être la voie diplomatique, telle qu'on l'emploie à l'O.U.A. est-elle mieux adaptée. Mais, de toute façon, on ne peut pas éluder ce fait que les Etats néo-colonisés sont un obstacle à la poursuite de la totale émancipation du continent. Peut-être n'avons-nous pas encore trouvé une méthode juste pour résoudre ce problème. Mais problème il y a, et il est impératif d'y trouver une solution. L'Afrique ne pourra jamais devenir une force respectée, et non pas seulement tolérée à l'échelle mondiale, tant que son état de semi-dépendance n'aura pas laissé la place à l'indépendance totale.

7. Réponses aux objections sur l'unité africaine

La question de l'unité politique africaine mérite que les penseurs africains lui accordent toute leur attention. Il importe d'abord que les esprits sérieux écartent toute une série d'arguments fallacieux opposés à l'unité tels que : il est prématuré de demander à de nouveaux Etats d'abandonner leur souveraineté; un petit Etat veut utiliser l'unité africaine pour masquer ses plans expansionnistes; l'unité est un complot pour réaliser la subversion communiste de l'Afrique; c'est un rêve coupé des réalités africaines. Au lieu de prendre appui sur une propagande occidentale nécessairement partiale, puisqu'elle a à défendre d'immenses intérêts économiques, financiers et commerçants, penseurs et hommes politiques africains devraient rechercher des solutions proprement africaines à des problèmes purement africains. L'unité politique de l'Afrique ne doit pas être considérée seulement sous l'angle de la pleine réalisation de l'indépendance politique, mais aussi comme un préalable de l'indépendance économique, et donc de la totale émancipation. L'Afrique ne peut

pas être une exception à cette vérité de La Palisse que la maîtrise de la technologie moderne est la clef du plein développement humain. Mais les progrès ont été tels qu'il faut aux nouvelles nations un effort considérable, d'abord pour s'arracher à la dépendance des pays avancés, ensuite pour s'industrialiser et se remettre elles-mêmes sur pied. A cet égard, les facteurs décisifs sont les capitaux et les marchés; et, du point de vue de ces deux éléments décisifs, il suffit d'un instant de réflexion objective pour constater que l'unité africaine doit faciliter les choses.

En outre, l'histoire de l'industrialisation dans les pays avancés d'aujourd'hui peut nous donner quelques enseignements. Les deux géants industriels d'aujourd'hui, les U.S.A. et l'U.R.S.S., ont édifié leur potentiel économique sur la base d'une vaste étendue de pays, d'une forte population, et d'une remarquable variété de ressources naturelles, agricoles ou minérales. L'Angleterre, la France, l'Allemagne et d'autres pays d'Europe occidentale ont fait de la domination de vastes empires le pivot de l'édification de leurs industries. Ces empires leur ont assuré les matières premières et les marchés, tandis que leur début d'industrialisation antérieur aidait à résoudre les problèmes de capitaux. Maintenant que ces empires se rétrécissent, ces pays avancés cherchent le maintien de la prospérité économique dans l'union économique.

Les Etats africains ne peuvent pas se lancer dans une politique de colonisation : pas de terres vides à découvrir et à exploiter. Ils n'ont pas non plus les moyens d'imposer une redistribution des ressources mondiales. Certains penseurs africains, poussés plutôt par la passion et l'enthousiasme que par un examen méthodique des fins et des moyens, pensent à une intégration des faibles économies de l'Afrique indépendante dans l'économie des pays socialistes [1]. On peut soutenir que cet accord nous assurerait un développement économique plus rapide que la présente coopération avec l'Occident capitaliste. Mais les tenants de cette thèse auraient bien du mal à prouver que cette voie assurerait à l'Afrique l'indépendance économique : elle aurait seulement changé de maîtres.

Il ne nous reste donc qu'une voie ouverte : obtenir la force au moyen de l'unité. L'unification nous assurerait une forte population, un marché en expansion et la gamme de ressources naturelles nécessaires à l'industrialisation. Une utilisation habile des dimensions de notre marché devrait permettre l'accumulation du capital. Ce sont ces considérations-là qui étaient décisives dans l'esprit de Nkrumah lorsqu'il réclamait la totale libération et l'unité politique de l'Afrique. Autrement dit, il s'agissait de la recherche de la zone optimale de développement, condition

1. Il est bien difficile de savoir à qui l'auteur fait ici allusion, aucun Africain, à ma connaissance, n'ayant soutenu cette thèse, du moins publiquement. (N.d.T.)

pour une croissance autocentrée. Sinon, on ne pourrait parvenir à un certain taux de croissance qu'au prix d'une stimulation extérieure, incompatible avec l'indépendance économique.

8. Rapports de l'Afrique avec les pays socialistes et avec l'Occident

Cette conception de l'unité africaine implique aussi une appréciation réaliste des rapports de forces internationaux, si l'on veut qu'elle triomphe. L'Afrique est faible militairement et économiquement, en dépit de son abondance de ressources naturelles. Mais le « décollage » économique exige la rupture avec la domination occidentale. Bien entendu, il ne s'agit ni de rechercher la destruction de l'Occident, ni d'interrompre tout contact avec les peuples de ces pays, mais simplement de mettre les relations de l'Afrique avec eux, comme d'ailleurs avec le reste du monde, sur un pied d'égalité et d'intérêt mutuel déterminé en pleine indépendance. Mais, aussi juste et raisonnable que soit cet objectif, il ne saurait être atteint dans le monde réel d'aujourd'hui, simplement par des discours et des paroles, fussent-ils les plus éloquents. Cette redéfinition des relations Afrique-Occident implique une lutte résolue et méthodique contre des intérêts puissants, avant tout les grands monopoles internationaux, et les oligarchies financières qui dominent dans une grande mesure la politique extérieure des puissances occidentales. Pour faire face à une telle concentration de pouvoir, l'Afrique a besoin d'alliés puissants sur la scène mondiale, et elle ne saurait en trouver de meilleurs que les pays socialistes, tant à cause de leur puissance que de leur idéologie qui les oppose radicalement au capitalisme et à l'impérialisme. Donc, d'après Nkrumah, l'Afrique, dans sa lutte contre l'Occident, voit dans les pays socialistes ses alliés stratégiques. En portant attention aux contradictions internes de l'Occident, elle peut trouver des alliés tactiques. Enfin, le monde occidental peut lui offrir comme alliés ses mouvements ouvriers révolutionnaires, et aussi les éléments libéraux de ses couches moyennes, voire supérieures.

Cette idée que le monde socialiste est un facteur important pour assurer la victoire de l'Afrique doit être précisée et bien comprise. D'aucuns, et surtout les observateurs occidentaux, l'ont complètement déformée. Ils y voient une preuve que Nkrumah était un agent communiste en Afrique, l'intellectuel mis en avant par le « communisme international » dans son complot pour avaler l'Afrique. Certains marxistes n'ont pas arrangé les choses en soutenant contre toute vérité historique que les mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont été mis en branle par la révolution d'Octobre. Mais l'histoire de la révolution africaine est remplie d'exemples de dirigeants afri-

cains que l'on avait supposé pro-communistes et qui se sont révélés également intransigeants à l'égard de toute pénétration étrangère. C'est ainsi que Sekou Touré a dû emprisonner des Guinéens formés en U.R.S.S. et exiger le rappel de l'ambassadeur soviétique à Conakry. Nasser a sans cesse amélioré ses relations avec les pays communistes alors même qu'il emprisonnait les communistes égyptiens [2]. Au Kenya, Jomo Kenyatta, en qui on voyait à une certaine date le communiste n° 1 de l'Afrique est apparu récemment comme le champion d'une croisade contre ce qu'il nomme le « néo-colonialisme » des pays communistes. Julius Nyeréré, en même temps qu'il organise la résistance de son pays à la pression occidentale, avertit son peuple qu'il est nécessaire d'être vigilant à l'égard de menaces venant d'autres parties du monde. Le renversement de Ben Bella par Boumedienne a donné une image dramatique du conflit entre deux conceptions de la révolution africaine. Selon la première, elle serait une simple projection de la révolution socialiste en Europe orientale. Pour l'autre, c'est un phénomène mondial indépendant, issu des compétitions socio-économiques de l'Afrique, bien qu'elle ait besoin de l'aide de forces mondiales pour sa complète victoire.

Les dirigeants africains sont suffisamment réalistes pour rechercher et saluer l'aide immense que le monde socialiste peut donner au combat de l'Afrique contre l'impérialisme. L'aide économique des pays socialistes est nécessaire à la fois pour elle-même et parce qu'elle renforce la position de l'Afrique lorsqu'elle doit discuter des conditions de l'aide occidentale. L'accroissement du commerce avec les pays socialistes est nécessaire pour briser les monopoles occidentaux des matières premières africaines. L'aide diplomatique du monde socialiste est nécessaire, à l'O.N.U., et partout où éclatent les conflits violents. Et la puissance militaire du monde socialiste aide l'Afrique à tenir en respect les forces armées de l'Occident sans avoir à s'écraser elle-même du fardeau de lourdes dépenses militaires. Tout cela étant, la plupart des dirigeants africains se refusent à voir la révolution africaine comme une extension de la révolution socialiste en Afrique. La révolution socialiste est une très grande aide pour la révolution africaine, mais elle ne l'a pas créée. Et c'est au moins une des raisons pour laquelle la plupart de ces dirigeants sont restés indifférents à la polémique idéologique de ces dernières années entre Moscou et Pékin. Au lieu de prendre une part active dans cette polémique, ce qui aurait été le cas s'ils s'étaient considérés comme un détachement du mouvement communiste mondial, ces dirigeants sont restés sourds, et, au mieux, ont suggéré la réconciliation des adversaires. Cette atti-

2. Rappelons cependant qu'ils ont tous été libérés peu de temps avant l'inauguration des travaux du barrage d'Assouan, et le voyage de Khrouchtchev à cette occasion. (N.d.T.)

tude, et aussi le mépris non dissimulé pour les rares Africains qui ont pris position dans cette polémique, met en lumière un fait capital de la réalité africaine contemporaine. Dans sa lutte contre son exploitation par le capitalisme financier international, l'Afrique a besoin de l'anti-impérialisme sans équivoque de Pékin, de la puissance militaire de Moscou, de la puissance économique du monde socialiste dans son ensemble.

9. Définition générale de la révolution africaine

Il est maintenant possible de donner une vue d'ensemble de ce qu'on appelle la révolution africaine. C'est un triple combat contre l'impérialisme. Mais chaque Etat africain n'a pas à passer obligatoirement par les trois étapes dans l'ordre indiqué ci-dessous; en particulier, la seconde étape peut être sautée si la nature du pouvoir politique à la libération le permet.

Il y a donc trois étapes : libération nationale, lutte contre le néo-colonialisme, révolution économique et culturelle. La première étape est une lutte contre la domination coloniale directe, donc une lutte essentiellement politique. L'indépendance conquise, le pouvoir peut être pris selon les cas par des forces conservatrices ou par des forces progressistes. Dans ce dernier cas, on passe aussitôt à la troisième étape. Dans le premier cas, on passe à la lutte contre la classe dominante nationale qui exerce le pouvoir au profit d'intérêts étrangers économiques, commerciaux et financiers. A cette étape, le combat est encore politique, malgré l'avis contraire de certains. Car, tant que les forces progressistes n'ont pas conquis le pouvoir politique, s'engager dans la révolution économique et culturelle est impossible. Mais une fois les forces progressistes au pouvoir, on passe à la troisième étape.

Dans les trois phases, la lutte est dirigée contre l'impérialisme sous toutes ses formes : dans la première, contre son pouvoir politique direct; dans la seconde contre sa domination par dirigeants nationaux interposés; dans la troisième, contre sa domination économique et culturelle exercée par des méthodes de contrôle plus subtiles. Dans les trois phases, la conquête du pouvoir politique est une condition nécessaire de tout progrès ultérieur. L'oubli de ce principe ou sa relégation à l'arrière-plan a été à l'origine de graves échecs en Afrique dans les dernières années, y compris au Ghana. Dans les trois phases, l'appui moral et le soutien actif de forces mondiales sont une condition extérieure de la victoire ou de sa consolidation et les plus importantes de ces forces sont le monde socialiste, le mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde occidental, et l'opinion éclairée en général. Néanmoins, il reste que la condition n° 1 de la victoire, c'est l'organisation du combat dans tout le conti-

nent africain. A cet égard, les dirigeants africains doivent penser clairement et agir avec réalisme. Il leur faut comprendre l'action des forces socio-économiques qui jouent *pour* ou *contre* la révolution africaine. Et il leur faut élaborer une ligne correcte à chaque étape. Les forces qui jouent *pour* la révolution africaine sont celles des Etats indépendants engagés dans une politique de décolonisation économique et culturelle, les forces radicales dans les Etats où le pouvoir est au service des intérêts étrangers, le mouvement de libération nationale dans les parties du continent où règnent encore le colonialisme direct ou des minorités blanches. Il s'agit pour ces forces de coordonner leur stratégie et leur tactique à l'échelle du continent, et de mettre à profit leurs alliances mondiales. *Contre* la révolution africaine jouent d'autres forces : les éléments conservateurs dans les Etats indépendants progressistes, les groupes dirigeants dans les Etats néo-colonisés, les adversaires du mouvement de libération nationale dans les colonies qui subsistent, les « collabos » africains dans les pays à gouvernement de minorités blanches. Ces forces négatives s'appuient sur le capitalisme international et sur les gouvernements occidentaux.

Tracer une ligne de démarcation claire entre forces favorables et défavorables est essentiel pour la révolution africaine. Une analyse confuse prépare l'échec. Pour tracer correctement la ligne du front, il convient d'avoir recours aux formes de combat appropriées. Ici encore, des conceptions embrouillées mènent à l'échec. Par exemple, s'obstiner à mener la lutte sur le terrain constitutionnel quand l'ennemi a recours à la force militaire révèle une impardonnable cécité devant la réalité. Dans certains cas, la lutte armée peut se révéler très difficile, voire impossible pour nous. Mais la condamner dans son principe alors que l'ennemi, lui, s'en sert de plus en plus, c'est utiliser la liberté d'expression au profit d'une trahison. Par ailleurs, il est difficile de concevoir comment un dirigeant africain pourrait trouver dans l'O.U.A., telle qu'elle est aujourd'hui, un instrument de la victoire de la révolution africaine, comment il pourrait s'en remettre à cette organisation. Certes, l'O.U.A. peut être une tribune d'où faire entendre les nobles objectifs de la révolution africaine, mais elle ne saurait être un moyen pour les réaliser. Sa structure même le lui interdit. Comment imaginer que cette réunion annuelle de chefs d'Etat et de gouvernements africains que tout oppose dans le domaine des idéologies sociales et des perspectives politiques puisse apporter la victoire à la révolution africaine ? Ce serait être aussi naïf que ces nationalistes qui croient conquérir l'indépendance nationale en faisant appel à la conscience des impérialistes, ou que l'impérialisme économique pourrait être liquidé par la rhétorique de l'O.N.U.

10. La seconde révolution menait-elle au socialisme ?

Jusqu'à quel point peut-on qualifier les changements intervenus dans le cours de la Première République du Ghana de révolution socialiste ? Nombre de Ghanéens du C.P.P. le croyaient sincèrement. Et les organes d'information du Ghana en faisaient autant. Les détracteurs du régime, de leur côté, présentaient le Ghana comme un prototype africain du socialisme, en partie parce que, comme ils haïssaient les changements intervenus, ils cherchaient à discréditer le socialisme. Mais il est significatif qu'une étude socio-économique de la société ghanéenne commandée par le comité central du C.P.P. soit arrivée à la conclusion qu'il était prématuré de qualifier de socialiste la société ghanéenne. Ce rapport, rendu public à la mi-décembre 1965 à l'occasion de la première réunion du comité exécutif national du C.P.P. reconstitué, soutenait que les changements intervenus ouvraient seulement la voie à un progrès ultérieur vers le socialisme. Il définissait le Ghana de Nkrumah comme une démocratie populaire et y voyait une période de transition dans la marche vers le socialisme, à condition qu'elle se renforce et que ses faiblesses soient éliminées. Il allait jusqu'à recommander que l'on demande aux organes d'information d'éviter de parler de socialisme à propos de chaque événement survenant dans la vie ghanéenne. Il posait comme conditions nécessaires du passage au socialisme, un développement rapide du secteur d'Etat plus une démocratisation profonde de l'appareil d'Etat et de l'appareil du parti. Elaboré par une équipe de spécialistes soviétiques, ce rapport fut adopté par le comité central du C.P.P. et communiqué aux responsables du parti. Il éclaire la polémique sur le caractère socialiste ou non du Ghana de Nkrumah. Et il tend à suggérer que l'opinion du président était largement en retrait des déclarations des porte-parole du gouvernement et des propagandistes du parti.

Si donc une étude demandée par le régime montrait que la Première République allait vers le socialisme, mais n'était pas encore socialiste, une nouvelle question se pose. Comment être sûr que la Première République aurait abouti au socialisme ? Ou, en d'autres termes, est-ce que le développement normal de la Première République, telle qu'elle était, aurait mené logiquement, inévitablement et sans à-coups, au socialisme ? Ou bien, des changements radicaux auraient-ils encore été nécessaires pour ouvrir la voie à cette évolution ? Comme ce développement a été brutalement interrompu par le coup d'Etat de février 1966, une réponse pure et simple par oui ou non est impossible, et il y aura fatalement bien des discussions à ce sujet. Nous entrons là dans le domaine des spéculations. Cependant, j'estime que l'on peut parvenir à un jugement à peu près objectif. A cet

égard, il convient de tenir le plus grand compte de l'existence d'une classe dirigeante privilégiée dans la Première République. C'est par un examen de l'influence de cette classe à la fois sur le pouvoir d'Etat et sur l'appareil du parti que l'on peut se risquer à émettre un jugement sur la possibilité d'un passage sans heurts au socialisme.

11. La nouvelle classe privilégiée

Au moment où le Ghana devint une république, en 1960, une nouvelle classe dirigeante s'était déjà formée. Son prestige reposait sur ses sacrifices et son dévouement dans le cours de la lutte de libération nationale que ces hommes avaient menée et dirigée. Leur pouvoir reposait avant tout sur le contrôle de l'appareil d'Etat, mais, peu à peu, il s'appuya aussi sur la richesse acquise au moyen de ce contrôle. La stabilité de cette classe était en rapport avec le maintien de son contrôle du C.P.P. devenu en 1964 le parti unique du pays. Mais ce contrôle, total en ce qui concernait l'exécution des décisions prises, l'était beaucoup moins pour ce qui était de la définition de la ligne politique générale.

Peut-être n'est-il pas tout à fait exact de qualifier cette classe dirigeante de privilégiée, bien que privilèges il y eût. Il convient d'apporter quelques nuances chronologiques. Jusque vers la moitié de 1960, à la date de la promulgation de la constitution républicaine, les hommes au pouvoir étaient restés les dirigeants démocratiquement élus par le peuple et ils s'appuyaient sur un soutien populaire à travers tout le pays. Ce soutien était massif au point que l'on pourrait soutenir que le Ghana était dès 1960 un Etat à parti unique *de facto*, bien qu'il ne le soit devenu *de jure* qu'en 1964. C'est dans la période 1960-1964 que cette classe dirigeante a atteint le zénith de sa popularité. Mais c'est aussi dans cette période qu'elle a commencé sa transformation en une classe privilégiée. Ses dirigeants se mirent alors à se livrer à la chasse démoralisante aux richesses en abusant de leurs postes dans l'appareil d'Etat. Les adjudications des marchés de l'Etat donnaient l'occasion d'importants dessous de table pour ceux qui en étaient les responsables. Les achats de fournitures pour le gouvernement s'accompagnaient de pourboires considérables pour les ministres, les membres de la commission des fournitures à l'Etat, les hauts responsables du parti et les hauts fonctionnaires. Dans les sociétés d'Etat, c'était le népotisme et la corruption sous toutes ses formes qui régnaient. Même les organisations de masse dépendant du parti, syndicats, conseils des paysans, jeunes pionniers, devenaient des domaines réservés de leurs dirigeants, et aussi des sphères d'influence des groupes

tribaux auxquels ils appartenaient. Quant aux diplomates, ils utilisaient la valise diplomatique pour introduire au Ghana des marchandises qu'ils revendaient en fraudant la douane. Les chefs de la police avaient des maisons à louer qu'ils n'auraient pas pu s'acheter avec leur seul traitement. Les faits de corruption, quand ils étaient découverts, étaient souvent traités avec indulgence, voire pardonnés. Parfois, les coupables recevaient une promotion, alors que ceux qui voulaient les faire arrêter se heurtaient à des difficultés croissantes. Les nominations aux postes clefs de la fonction publique étaient obtenues par les clients des dirigeants politiques ou par ceux qui pouvaient payer. Le déferlement de flatterie et l'appel constant à la sauvegarde de soi-même au moyen de la menace, habile et machiavélique, d'accusations de subversion contre ses rivaux dans le parti rendaient très difficile, et d'ailleurs dangereuse, une conduite politique dictée par la fidélité au principe. Dévouement et esprit de sacrifice avaient fait place à l'opportunisme et à l'intrigue. Au lieu du dévouement à l'idéal, c'était la passion des richesses et de sa propre élévation qui dominait tout. Des problèmes psychologiques surgissaient aussi. Plus de camaraderie, mais l'esprit de querelle; plus de modestie mais l'arrogance; plus de réflexion et de sang-froid, mais un chauvinisme irréfléchi. Par-dessus tout, ces dirigeants perdaient le contact avec les masses au fur et à mesure qu'ils prenaient l'habitude de leurs palais construits avec leur butin mal acquis. Ils n'avaient plus de respect pour le peuple, ils le malmenaient au contraire. En fin de compte, ce processus de décomposition graduelle aboutissait à transformer la couche dirigeante, de l'état-major ardent d'un peuple engagé dans la lutte qu'elle avait été, en une bureaucratie sclérosée, aveuglée par le besoin de se maintenir et de se perpétuer. Elle était bel et bien devenue une classe privilégiée.

Le mécontentement du peuple à l'égard de cette classe, dès l'époque où elle se formait, explique l'enthousiasme soulevé par le fameux *Discours à l'aube* de Nkrumah le 6 avril 1961 [3]. Les traits dominants de cette nouvelle classe dirigeante, son égoïsme, sa soif de richesses, sa volonté de se maintenir au pouvoir furent mis en pleine lumière dans la préparation des élections législatives de 1965, où le droit du citoyen de choisir ses législateurs fut perverti par l'exigence des privilégiés qui voulurent à toute force garder leurs places. Et si la popularité de ces hommes était à son zénith en 1960 lors du référendum constitutionnel, de même les élections de 1965 en marquèrent le nadir. Leur chute, pareille à celle de l'empire romain abîmé dans ses plaisirs, n'était qu'une question de temps. La tragédie, c'est que, contrairement à l'espoir des progressistes qui pensaient que leur élimination viendrait dans le cours de la marche au socialisme,

3. Discours où il dénonçait la corruption dans les hautes sphères politiques et gouvernementales. (N.d.T.)

dans leur chute, ils entraînèrent la Première République. Et cela, parce que leur élimination avait été trop longtemps retardée.

12. Trois voies : capitalisme, socialisme ou capitalisme d'Etat

Empiriquement, il apparaît que le développement des nouvelles nations africaines peut suivre trois voies. Ou bien le capitalisme; alors il faut accepter les catégories économiques et politiques du colonialisme, mais en étendre le domaine d'activité. L'économie coloniale est une forme subalterne du capitalisme, mais elle n'en repose pas moins sur des rapports de production capitalistes. Si une nation africaine s'engage dans la voie capitaliste, elle doit nécessairement admettre que les investissements étrangers auront un poids décisif dans sa vie économique. Certes, les capitalistes nationaux peuvent être encouragés. Mais, comme le colonialisme a entraîné un grave manque de capital national, ces capitalistes n'occupent qu'une position subalterne. L'Etat, de son côté, s'occupe d'assurer l'infrastructure économique, et laisse les activités productives au secteur privé, national et surtout étranger. Les équipements sociaux collectifs ne sont développés que dans la mesure où ils sont strictement indispensables parce que leur développement dépend des ressources fiscales que l'Etat peut obtenir. Or, la ponction fiscale sur les sociétés est limitée parce qu'elle ne peut pas aller au-delà de ce que le capital étranger est disposé à admettre. En règle générale, le niveau est bas, parce que le capital étranger entend obtenir des taux de profit supérieurs à ceux qu'il obtient dans la métropole. Augmenter les impôts peut provoquer un exode des capitaux étrangers, voire la chute du gouvernement en place. A ce schéma, on peut ajouter une variante : celle dans laquelle l'Etat s'engage dans des activités productives, mais seulement pour remettre ces entreprises au secteur privé dès qu'elles se sont révélées rentables [4]. Dans ce cas, l'Etat prend les risques sur lui, et les ressources obtenues de la revente au secteur privé sont réinvesties par l'Etat dans de nouveaux projets.

On peut tout au contraire s'engager dans une voie socialiste. Ici encore, il incombe à l'Etat d'assurer les équipements sociaux collectifs et l'infrastructure économique. Mais il va plus loin : il intervient directement dans la production, par des entreprises d'Etat, par ses associations avec le capital privé, par son contrôle des activités du secteur privé. Les bénéfices des entreprises d'Etat sont réinvestis pour étendre les entreprises existantes, en créer

4. Allusion évidente à une méthode prônée et appliquée par Houphouet-Boigny. (N.d.T.)

d'autres et développer les équipements sociaux. Telle était la voie choisie par le Ghana de Nkrumah. Mais il reste à savoir si cette voie aurait conduit sans à-coups au socialisme. Et pour juger du caractère socialiste de cette voie de développement, il faudrait analyser la nature du pouvoir politique.

Il y a cependant une troisième voie de développement pour les nations africaines, une voie que l'on néglige souvent de mentionner parce qu'elle ressemble extérieurement à la voie socialiste exposée ci-dessus. Cette troisième voie, on pourrait l'appeler le capitalisme d'Etat. Ici, l'Etat s'engage dans le domaine de la production et remplace peu à peu les entrepreneurs privés. Mais l'Etat dans ce cas est devenu une bureaucratie d'administrateurs et de spécialistes qui se maintiennent au pouvoir. L'appareil d'Etat est contrôlé et dirigé par une élite de soldats de métier, de hauts fonctionnaires, et des experts, essentiellement des économistes, des diplomates et des techniciens. Cette bureaucratie, même si elle fonde son pouvoir sur ses capacités intellectuelles, n'en domine pas moins l'Etat de telle manière que les élections, fussent-elles au suffrage universel, ne peuvent que donner automatiquement la victoire à ses membres et à leurs soutiens.

Du dehors, capitalisme d'Etat et socialisme se ressemblent étrangement. Dans les deux cas, nous avons des entreprises d'Etat, l'écrasement des entrepreneurs privés, et l'importance décisive des spécialistes. Mais il y a une différence fondamentale. Dans le cas du socialisme, les spécialistes et administrateurs doivent leur position dominante au libre choix du peuple, libre choix réaffirmé périodiquement. Le pouvoir politique appartient au peuple *de jure* et *de facto*. Et le noyau de spécialistes travaille dans le cadre des directives et de la ligne établis et contrôlés par les représentants librement élus du peuple.

Donc c'est seulement par l'analyse du pouvoir politique que l'on peut établir la nature d'une économie dirigée par l'Etat. D'après ce qui précède, on voit que pour comprendre ce qui s'est passé sous la Première République du Ghana, il faut savoir comment la classe dirigeante de cette société s'était maintenue au pouvoir. Il est essentiel de vérifier si cette classe avait été portée au pouvoir par des élections libres et équitables. Si oui, alors le caractère socialiste de ce régime serait établi. Si c'est le contraire, autrement dit si cette classe s'est maintenue au pouvoir contre les aspirations du peuple, ou en interdisant au peuple le libre choix de ses dirigeants, alors la Première République du Ghana devrait être qualifiée de régime de capitalisme d'Etat. Pour donner une réponse, il nous faut étudier de plus près la structure du parti unique du pays : le C.P.P. C'est ce que nous allons faire maintenant.

3

Analyse du C.P.P.

L'ambassadeur de Cuba à Accra, Armando Entralgo Gonzales définissait un jour le C.P.P. comme un front uni. À en juger par l'état des choses à la date de ce jugement, c'est-à-dire au début de 1966, on peut dire que c'était exact pour le fond, mais que c'était encore une sous-estimation de la réalité. Car un front uni signifie que des groupes représentant des intérêts différents mettent une sourdine à leurs divergences au profit de la lutte en commun pour un objectif reconnu par tous, ou, si l'on préfère, un programme minimal. Mais les groupes existant à l'intérieur du C.P.P. se plongeaient dans leurs divergences et se contentaient de reconnaître en paroles le but supposé commun, c'est-à-dire la reconstruction socialiste du Ghana. C'est pourtant un fait historique que ce même C.P.P., avec l'esprit militant de ses dirigeants et de ses membres, avait organisé et mené à la victoire la lutte de libération nationale en un temps où d'autres peuples africains souffraient sous le joug colonial et ne savaient pas comment organiser la lutte de libération. Le dynamisme du C.P.P., ou, comme on le nomme souvent, son action positive, a été un stimulant pour les mouvements nationalistes de toute l'Afrique. Il a donné confiance et espoir à des millions d'Africains au Ghana et hors du Ghana. En vérité, voir cette avant-garde se changer en un nœud d'intrigues contre-révolutionnaires est une des plus singulières ironies de l'histoire de l'Afrique contemporaine.

1. Nkrumah hésite à réorganiser le C.P.P.

J'avais été tellement frappé par cet étrange avatar qu'à la fin de 1964, j'avais jugé bon d'informer Nkrumah que le parti

dont il était le secrétaire général et le président du comité central avait un urgent besoin d'une totale réorganisation et épuration. Nkrumah jugea que j'étais dans l'erreur. Il estimait que le C.P.P. était solide et travaillait bien. Cependant, certains indices paraissent indiquer qu'il avait aussi d'autres idées sur la question. Au début d'octobre 1965, j'allai voir Nkrumah à son bureau de Flagstaff House pour le féliciter de son livre : *Le néo-colonialisme, stade suprême de l'impérialisme.* C'était, à mon sens, une totale mise à nu des mécanismes néo-colonialistes, et j'ai fait remarquer à Nkrumah que, son livre étant une déclaration de guerre à l'ensemble des intérêts impérialistes en Afrique, il devait s'attendre à une riposte de ces derniers. J'ajoutai que, dans ces conditions, il fallait porter la plus grande attention à la situation intérieure et qu'en tout premier lieu il fallait réorganiser le C.P.P. Contrairement à ce qu'il avait dit l'année précédente, Nkrumah admit que des changements étaient nécessaires. La discussion n'alla pas plus loin; il était évident que nous n'avions pas la même appréciation de l'ampleur de la tâche, ni de son urgence.

2. Un parti unique divisé en clans

Adapté aux exigences de la lutte pour l'indépendance politique, le C.P.P. était tout à fait inadéquat dans la lutte pour une reconstruction socialiste du pays. Le culte de la personnalité de Nkrumah et l'exploitation de cette pratique erronée par les clans rivaux y jouaient un grand rôle. Mais le point crucial, à mon sens, était l'existence même de ces clans rivaux. Ce trait était si évident qu'un des journaux du parti, l'*Evening News,* utilisait abondamment le mot *cliquisme.* Sans ces rivalités de clans, la méthode des groupes de pression internes aurait disparu ou aurait été largement réduite; et le développement du culte de la personnalité de Nkrumah qui servait de couverture à des manœuvres injustifiables n'aurait pas atteint le même degré.

Ce qui éclaire la nature de ces rivalités, c'est qu'elles n'exprimaient pas des divergences politiques concernant l'élaboration ou l'application de la ligne socialiste. Les clans rivaux étaient des groupes ayant des intérêts opposés, mais tous avec un point de vue capitaliste, et qui s'étaient établis, les uns et les autres, à la direction du parti. Il ne s'agissait pas ici de ces déviations par rapport à une ligne générale socialiste que les mouvements socialistes ont connu souvent en différents pays du monde. En fait, tous ces clans rivaux, âprement opposés les uns aux autres, étaient fondamentalement hostiles au socialisme, donc à la ligne officielle du parti, et c'est même la seule chose qu'ils avaient en commun. Mais ils différaient dans leurs méthodes de lutte contre le socialisme.

On doit cependant mettre à part un groupe qui était fondamentalement socialiste [1], et qui dut subir les attaques de tous les autres. Il parvint à gagner un certain degré de contrôle dans le domaine de la propagande de l'idéologie officielle du parti, ce qui ne fit qu'exaspérer l'hostilité des autres. Malheureusement, ce groupe contrôlait fort peu la définition et pas du tout l'exécution de la ligne politique aux niveaux du gouvernement et du parti.

3. Causes et nature de l'hétérogénéité du C.P.P.

Revenons à 1960, au temps de l'apogée du C.P.P., vainqueur dans 101 circonscriptions électorales sur 104, présent dans tous les coins du pays, bénéficiant partout de l'appui des masses. Néanmoins, à y regarder de plus près, le C.P.P. était bien davantage un mouvement nationaliste qu'un parti monolithique dans son idéologie. Il avait recruté dans toutes les classes de la société, et l'on y rencontrait aussi bien le chef aristocratique que l'avocat ou d'autres membres des couches moyennes, que le docker ou le chômeur. Ces éléments divers avaient adhéré au parti pour des raisons diverses. Le chef détrôné sous le colonialisme adhérait parce qu'il voyait dans la fin de la domination coloniale son unique chance de retrouver son trône. L'homme d'affaires ghanéen adhérait parce que, pour lui, la fin de la domination étrangère signifiait l'épanouissement de la bourgeoisie nationale. Il y aurait toujours des grands magasins par exemple, mais ils appartiendraient à des capitalistes locaux. L'ouvrier adhérait parce qu'il voyait dans son bas salaire la conséquence de la parcimonie des patrons blancs. Pour lui, dès que ces patrons avares auraient quitté le pays, il y aurait de hauts salaires et du travail pour tous. Le fonctionnaire avait l'espoir de devenir un bureaucrate puissant dès que les chefs de service et directeurs étrangers auraient disparu, et il adhérait. Toutes ces adhésions diverses convergeaient sur un seul point : en finir avec la domination étrangère.

Dès lors, cette fin elle-même posait de sérieux problèmes au C.P.P., puisque le facteur de cohésion de ses propres éléments disparaissait. Il lui fallait donc rebâtir son unité sur une base nouvelle. Mais déjà les intérêts divergents qui avaient constitué le parti affirmaient leur autonomie. Les ouvriers organisés, sous la direction de syndicalistes démagogues [2], réclamaient la liquida-

1. Celui auquel appartenait Ikoku lui-même, et qui comprenait Kofi Batsa, Kodwo Addison, Ampah, Balogun. Il en sera question en détail plus loin, p. 63-65. (N.d.T.)

2. Là encore, il est difficile de savoir au juste à qui il est fait allusion : serait-ce au dirigeant syndicaliste Anthony Wood, qui joua un rôle capital dans la grève générale de 1950, mais fut éliminé de la direction des Syndicats par le gouvernement de Nkrumah un peu plus tard ? (N.d.T.)

tion de ce qu'ils appelaient la bourgeoisie nationale. A quoi, la bourgeoisie elle-même, c'est-à-dire le pouvoir exécutif formé d'hommes qui s'enrichissaient en tirant parti de leurs fonctions, riposta par une attaque contre les « agents communistes » qui travaillaient, disait-on, pour un nouveau « colonialisme ». Les chefs perdaient leurs illusions en constatant que, loin d'assister à un retour à l'aristocratie de la naissance, ils étaient environnés par le rapide processus de démocratisation des collectivités locales. Les ouvriers, qui avaient escompté la fin des travaux pénibles et la hausse des salaires, étaient déconcertés par l'appel à un travail accru s'ils voulaient améliorer leurs conditions de vie. Quant à l'idéologie, la direction du C.P.P. se divisait avec, d'un côté, ceux qui jugeaient le bout de la route atteint en 1960, de l'autre, ceux qui voulaient aller vers l'indépendance économique et le socialisme.

Cette situation est le lot de tous les mouvements nationalistes africains après la libération politique. C'est le mérite de Nkrumah d'avoir non seulement compris que le C.P.P. avait besoin d'une nouvelle unité, mais d'avoir pris aussitôt des mesures en ce sens. D'autres dirigeants africains ont voulu rétablir l'unité sur la base de leur prestige charismatique, du chauvinisme tribal, de la bigoterie religieuse, ou de l'absolutisme politique. Nkrumah, lui, voulait une unité idéologique, et cette idée, si elle n'apparut en pleine lumière qu'après l'indépendance, n'était pourtant pas neuve chez lui : dès 1945, au temps où il écrivait *Vers la libération des colonies,* il soulignait l'importance d'un programme précis. Dans le contexte du Ghana de 1960, il lui parut nécessaire de faire triompher une idéologie socialiste dans le C.P.P. D'où la création de l'Institut Nkrumah des sciences économiques et politiques (plus tard rebaptisé Institut idéologique Nkrumah), ouvert à Winneba en février 1961. L'Institut devait former les cadres du C.P.P. et aussi organiser des stages pour les dirigeants du parti et les fonctionnaires. L'idéologie sur laquelle reposait cet enseignement était le socialisme, bien que la nature de ce socialisme restât une source de polémiques et de heurts pendant plusieurs années. Pour renforcer l'offensive idéologique, *The Spark* (l'Etincelle), hebdomadaire théorique du parti, fut fondé en décembre 1962. Si cette publication eut à faire face à de sérieuses difficultés dans ses débuts, elle les surmonta, mais son contrôle devint un des objets des querelles internes du C.P.P. Dans l'intervalle, le programme intitulé « Travail et Bonheur », avait été adopté par le XIe congrès du C.P.P. réuni à Kumasi à la fin de juillet 1962.

4. La tentative de redressement de 1961 et son échec

En même temps, Nkrumah comprenait qu'il fallait, sinon éliminer, du moins prendre des mesures contre le groupe des

enrichis de la direction du C.P.P. Ces gens, autrefois pauvres ou modestes, avaient acquis des fortunes considérables pour ainsi dire du jour au lendemain. La masse des gens en était stupéfaite; les uns se taisaient parce que le rôle joué par ces hommes dans le passé ou dans le présent les impressionnait, d'autres au contraire grognaient et critiquaient à voix basse, mais tous étaient conscients du phénomène.

L'attaque de Nkrumah eut lieu le 6 avril 1961, avec le discours radiodiffusé prononcé à 5 h 30 du matin et connu sous le nom de « Discours à l'aube »; il s'en prit vigoureusement à ces dirigeants du parti, ces ministres et ces hauts fonctionnaires qui amassaient des fortunes illégales. Il annonçait la saisie de leurs immeubles et propriétés. Il exigeait qu'une nette distinction soit faite entre le service de l'Etat et les affaires; ceux qui se sentaient plus de goût pour les affaires devaient démissionner de leurs fonctions officielles. L'effet fut prodigieux et tout le pays applaudit aussitôt. Le slogan : « Un homme, une maison » retentit partout, avec ses variantes : « Un homme, une auto », ou « Un homme, une femme », ce dernier faisant allusion à l'utilisation des femmes dans le processus de l'enrichissement.

Quelques ministres furent effectivement révoqués à la suite de ce discours, et la mesure fut largement approuvée par les masses qui y voyaient la preuve que l'on passait aux actes. Malheureusement, la résolution était plus apparente que réelle. D'autres ministres également corrompus restèrent en place. Les responsables du parti s'engagèrent dans la même voie en combinant impudence et habileté, et aucune mesure ne fut prise à leur encontre. A la revendication de la révocation de tous les ministres corrompus, on répondit par le rappel de ceux qui avaient été limogés [3]. Les responsables du parti utilisaient le budget de l'organisation pour se construire des résidences. L'un d'entre eux, qui faisait construire quatre maisons à la fois sur des fonds collectés pour la construction d'un siège régional du parti, eut, pour toute punition, son transfert à Accra où il fut mis à la tête d'un des bureaux du siège central. Les commissaires régionaux et leurs agents, les commissaires de district, ripostaient à toute accusation de corruption portée contre eux dans le parti en faisant arrêter les accusateurs en vertu de la loi sur la détention préventive. Et ceux des militants qui, fidèles à l'esprit du « Discours à l'aube », s'attaquaient à la corruption dans le parti et l'appareil d'Etat, se heurtaient à d'incroyables difficultés. Peu à peu, ces militants tout comme l'opinion publique en arrivèrent à la conclusion que le « Discours à l'aube » était plutôt une sorte de chantage que le signal de la liquidation de la corruption dans les hautes sphères du C.P.P. L'histoire notera qu'en laissant bafouer l'idéal du « Discours à l'aube » en dépit du soutien populaire, Nkrumah a perdu une chance unique de trans-

3. Sauf un, Gbedemah, qui s'était enfui à l'étranger. (N.d.T.)

former le C.P.P. en une organisation politique efficace pour changer la vie au Ghana. Le parti s'engagea dans la mauvaise route à ce tournant décisif en raison de la présence à sa direction de clans puissants, procapitalistes, et parvenus de la fortune.

Ce sont ces clans que nous allons analyser maintenant. On peut en dénombrer quatre, dont l'un comporte des subdivisions.

5. Les clans procapitalistes du C.P.P.

Le premier était constitué par une sorte d'aristocratie. C'étaient des hommes qui appartenaient aux couches supérieures de la société du temps de la Côte de l'Or, soit par la naissance, soit par la richesse, soit par leurs diplômes universitaires, puisque, dans cette société, avoir reçu un enseignement universitaire était déjà un privilège. Ils étaient fiers de leur position sociale, et c'est de ce point de vue qu'ils avaient envisagé le mouvement de libération : cette fierté même leur rendait insupportable la domination étrangère. Mais l'indépendance, pour eux, ne devait pas être le début de ce qu'ils appelaient le « règne de la populace ». De leur point de vue, les étrangers avaient simplement usurpé des postes qui leur revenaient de droit. Leur conception de la politique était celle de la Grèce antique, la prérogative d'une élite. Mais si l'élite grecque était composée de philosophes, celle de la Côte de l'Or rassemblait des aristocraties de la naissance, de la richesse et de l'intellect. Cette couche sociale avait été à la tête de l'U.G.C.C. (United Gold Coast Convention), mais une partie était passée dans la direction du C.P.P. Les principaux membres de ce groupe étaient Kofi Asante Ofori-Atta, juriste formé à Oxford et noble par ses origines; A.E. Inkumsah, à la fois d'une famille de chefs et homme d'affaires; et J.E. Hagan, pour qui la société se divisait en gouvernants et gouvernés, lui-même ayant été placé par Dieu parmi les gouvernants. Ce groupe avait du mal à comprendre pourquoi l'on faisait tant de bruit autour du socialisme. Eux fondaient leurs prétentions à la direction du parti sur le soutien qu'ils avaient apporté à Nkrumah aux jours décisifs où le C.P.P. s'était constitué à partir d'une scission de l'U.G.C.C. L'idéologie du groupe, si l'on peut parler d'idéologie dans ce cas, était que la nature humaine ne change pas et que l'organisation capitaliste est la mieux adaptée à cette nature humaine. Naturellement, pour adoucir les souffrances infligées par le capitalisme aux sans-travail et aux malheureux, les riches devaient faire l'aumône. La philanthropie, pour eux, était le moyen d'accroître le bonheur sur terre.

D'après ce que j'ai pu observer, ce groupe était numériquement important, mais inorganisé. Il tirait son pouvoir du contrôle de quelques postes clefs du gouvernement. Il se mêlait fort peu

aux polémiques idéologiques, mais intriguait sans cesse pour garder ses postes. Les principales personnalités étaient profondément différentes et ne travaillaient pas en équipe. La soif diabolique de vengeance de Hagan s'opposait à l'apparence de dédain cachant la ruse d'Inkumsah et à l'allure aristocratique d'Ofori-Atta. Le premier estimait qu'une expédition punitive contre les jeunes radicaux du C.P.P. était indispensable pour préserver le capitalisme au Ghana. Inkumsah jugeait que des voies détournées étaient préférables. Et Ofori-Atta poursuivait son travail avec la conviction qu'après nombre d'expériences socialistes, l'homme en reviendrait forcément au mode de vie capitaliste. Il différait des autres membres du groupe par son point de vue d'intellectuel et sa chaleur humaine à l'égard de ses compagnons. Au milieu des conflits politiques les plus aigus, il conservait ses allures aristocratiques, à la fois déconcertantes et séduisantes.

Le second clan C.P.P. partageait le point de vue politique du premier, mais sans en avoir les origines aristocratiques, ni la finesse. Ceux-là étaient des hommes d'origine modeste, entraînés dans la lutte révolutionnaire contre le colonialisme et, peu après, élevés à des postes d'autorité. Ses principaux membres étaient Komlah Gbedemah, N.A. Welbeck, Krobo Edusei, H.S.T. Provencal. Ils n'avaient pas d'idéologie bien définie. La politique, pour eux, était un jeu pour la conquête du pouvoir, et le vainqueur devait toucher le prix de la victoire. C'étaient des politiciens frustes qui pensaient avoir un droit imprescriptible au butin parce qu'ils avaient joué un rôle dans la conquête du pouvoir. Leur vision du monde se résumait fort bien dans la boutade de Krobo Edusei pour qui le socialisme se définissait ainsi : « Tu bouffes peu, je bouffe peu. » La politique étant un jeu ouvert à tous, celui qui a la chance prend l'enjeu. Pour ce groupe, Nkrumah était une carte truquée qui ouvrait l'accès au pouvoir. Ils se souciaient peu de ses théories socialistes. A l'intérieur du C.P.P., ils se battaient pour le maintien du *statu quo*. Ils invoquaient leurs sacrifices passés. Gbedemah avait assuré la direction pratique du parti pendant que Nkrumah était en prison. Welbeck et Provencal avaient été emprisonnés pour leur part dans l'« action positive » de 1950. Et le dos de Krobo Edusei avait servi de table pour la machine à écrire sur laquelle Nkrumah avait tapé sa lettre de démission de l'U.G.C.C. !

Le troisième groupe a joué un rôle capital pendant la Première République. C'était celui de la doctrine dite de l'Etat du bien-être. Ils acceptaient l'intervention de l'Etat dans l'édification des équipements sociaux et de l'infrastructure économique, ils la jugeaient même indispensable, mais ils étaient hostiles aux entreprises d'Etat dans le domaine de la production ou bien ne les admettaient qu'en attendant leur retour au secteur privé.

Il se subdivisait en deux factions. La première était celle de ceux qui défendaient ouvertement cette conception de l'Etat du

bien-être. A leur tête était Kodjo Botsio, de longue date un des plus proches collaborateurs de Nkrumah, et qui jouissait d'un grand prestige au Ghana, plutôt dû à sa simplicité d'allure qu'à une défense vigoureuse de ses convictions. Ce groupe acquiesçait aux idées socialistes de Nkrumah, mais n'avait aucune confiance en elles. Peut-être leur attitude s'explique-t-elle par leur découverte que la domination des enrichis sur le parti et sur l'Etat signifiait que l'intervention de l'Etat dans le domaine de la production n'irait en tout cas pas plus loin que le capitalisme d'Etat. Dans cette faction, on trouvait encore Ayeh-Kumi, conseiller économique du président, et W.M.Q. Halm, conseiller financier du président. Cette confiance placée par Nkrumah en des conseillers ouvertement en désaccord avec sa politique d'édification socialiste était précisément un des points qui intriguaient bien des observateurs. Ce fait démoralisait nombre de socialistes et rassurait leurs adversaires. Selon certains, Nkrumah aurait été conscient de cette situation et aurait simplement voulu gagner du temps jusqu'à ce qu'il se sente assez fort pour écarter ces non-socialistes. S'il en a été ainsi, il faut admettre alors que ce jeu n'était pas le monopole de Nkrumah et que les non-socialistes, eux aussi, gagnaient du temps. Plus, ils utilisaient leurs pouvoirs dans l'Etat pour accroître les difficultés. Et au moment décisif, ils restèrent sur la touche et contemplèrent, avec une satisfaction évidente, le renversement de la Première République.

L'autre faction était celle des apôtres du « socialisme africain ». Ceux-là assuraient leur influence en se proclamant eux-mêmes les hommes les plus loyaux à la personne de Nkrumah. Ils ne s'opposaient pas ouvertement à la doctrine socialiste de Nkrumah, mais sous le nom de socialisme africain, ils prônaient en fait la théorie de l'Etat du bien-être. Aussi bien furent-ils les plus déconcertés quand Nkrumah rejeta ouvertement la notion de socialisme africain. Cependant, ils poursuivirent leur double jeu en s'efforçant de donner au terme *nkrumaïsme* un contenu indiscernable de celui de l'Etat du bien-être. D'ailleurs, c'était eux qui avaient mis en circulation le mot *nkrumaïsme,* et ceux qui prônaient le socialisme sans l'étiqueter nkrumaïsme étaient aussitôt représentés comme des adversaires de Nkrumah. Ainsi, les socialistes authentiques jugèrent utile de reprendre le mot nkrumaïsme, mais en cherchant à lui donner un contenu socialiste. Donc, le conflit ne porta plus sur l'étiquette, mais sur sa signification. Nkrumah remarqua rapidement ce conflit et comprit la nécessité de sauver le terme de toutes ces ambiguïtés. Il ordonna donc qu'il soit défini [4]. Cette définition élaborée au début de 1964 détacha le nkrumaïsme de la théorie de l'Etat du bien-être et en fit une variété de la famille du socialisme scientifique.

4. C'est à S.G. Ikoku qu'il demanda cette définition. (N.d.T.)

Cette faction des socialistes africains disposait d'une très forte influence. Non pas par la vertu de leur argumentation, mais par celle des postes qu'ils occupaient, en particulier dans le secteur de l'information qu'ils dominaient nettement. A leur tête était Kofi Baako, ministre de la Défense. Parmi leurs principaux membres, on comptait Kweku Boateng, ministre de l'Intérieur jusqu'en 1964, puis ministre de l'Enseignement supérieur et de la Culture; E.K. Bensah, ministre des Travaux publics; Eric Heyman, directeur de l'*Evening News*; T.D. Baffoe, directeur du *Ghanaian Times*; Kweku Akwei, responsable du bureau d'Education du parti. Il faut y ajouter : Ntosuoh, secrétaire administratif du siège central du parti; Holbrook Smith, responsable du bureau de Sécurité au siège central; le Dr T.R. Makonnen, trotskyste antillais, qui tirait son socialisme de Yougoslavie et d'Israël; B.A. Bentum, qui avait été président de la Confédération des syndicats du Ghana, et qui était ministre des Forêts à la chute de la Première République. Cette faction dominait en fait et le parti et l'Assemblée nationale; elle détenait la majorité dans le comité central coopté, avait un grand poids dans le gouvernement, dominait le siège central du parti, et par là ses organisations régionales, avait enfin un grand poids dans les organismes de sécurité de l'Etat.

6. L'ascension de Kofi Baako

La faction de Kofi Baako devint dominante dans la seconde moitié de 1962. Auparavant, ce même groupe avait à sa tête Tawia Adamafio, alors secrétaire général du C.P.P., et John K. Tettegah, alors secrétaire général des syndicats. C'était une bande de socialistes crieurs de slogans, beaucoup plus attentifs aux mécanismes de la conquête du pouvoir au sein du C.P.P. qu'à la rigueur idéologique. Quelqu'un les définit un jour comme un groupe de socialistes petits-bourgeois. En fait, tous leurs grands hommes déployaient les traits caractéristiques d'une bourgeoisie dégénérée : goût du luxe, des slogans, étalage du pouvoir, et confusion d'un nationalisme extrémiste avec le socialisme. Outre les directeurs de journaux, Kweku Boateng et T.R. Makonnen mentionnés ci-dessus, la faction comprenait alors quelques intellectuels, le plus représentatif étant alors Kwesi Amoako-Atta. Cette faction, avec à sa tête Adamafio, travailleur et pragmatique, et Tettegah, volubile et machiavélique, trouvait un obstacle à sa course au pouvoir dans les clans procapitalistes de la direction du parti. C'est pourquoi ils dirigèrent contre eux un assaut qui atteignit son apogée avec le « Discours à l'aube ». Ils avaient trouvé dans la campagne contre les dirigeants frauduleusement enrichis une arme décisive contre les Krobo Edusei, Kodjo Botsio, Komla Gbedemah et autres.

Ils se faisaient gloire auprès de Nkrumah de leur incessant vacarme de slogans sur le socialisme.

Mais cette faction ne put survivre. Son succès même fut utilisé pour la discréditer. Son ascension foudroyante donnait à ses adversaires une occasion d'en tirer argument pour lancer contre eux l'accusation non prouvée d'avoir voulu renverser Nkrumah. L'attaque fut menée par Kofi Baako qui se donnait l'air de protéger Nkrumah contre les machinations d'Adamafio et de Tettegah. Certains milieux pensent que telle est l'origine du procès en haute trahison intenté à Adamafio, Ako Adjei et Kofi Crabbe. La chute d'Adamafio fut suivie par la déchéance de Tettegah qui perdit la direction de la Confédération des syndicats et fut écarté de la vie politique ghanéenne par son élévation au secrétariat général de la Pan-africaine des syndicats. Pour éviter d'être totalement éliminé politiquement, il conclut une sorte de mariage de raison avec Kofi Baako et Kodjo Botsio, réconciliation scellée autour de nombreuses bouteilles et de quelques moutons.

Kofi Baako avait triomphé, et il consolida sa victoire dans deux directions. D'abord, il prit la tête de la faction qui était précédemment celle d'Adamafio et Tettegah. Ensuite, il se présenta aux yeux du public, et, chose encore plus grave, de Nkrumah lui-même comme le collaborateur le plus loyal du président. Je faisais partie du très petit groupe de ceux qui ne partageaient pas cette appréciation. Au contraire, je voyais en lui une sérieuse menace pour les idéaux qui étaient ceux de Nkrumah, à la fois à cause de son habileté politique, et parce qu'il agissait à l'intérieur même des plus hauts organes du pouvoir. Quelques avertissements ou suggestions jetés discrètement par moi furent totalement ignorés par Nkrumah. Or, l'histoire a donné raison à ceux d'entre nous qui jugeaient Kofi Baako dangereux. On sait qu'il fut parmi les premiers politiciens du C.P.P. à dénoncer violemment Nkrumah après le coup d'Etat du 24 février.

7. Le groupe socialiste du C.P.P.

La chute d'Adamafio, donc, ouvrait la voie à la suprématie de Kofi Baako. Mais elle ne fut pas totale. Car, simultanément, apparaissait un nouveau groupe, celui des socialistes qui envisageaient le nkrumaïsme d'un point de vue marxiste. C'étaient de jeunes marxistes tels que Kodwo Addison, directeur de l'Institut idéologique de Winneba; Kofi Batsa, directeur de l'hebdomadaire *The Spark;* J. Kaw Ampah qui avait succédé à Tettegah au poste de secrétaire général de la Confédération des syndicats, et Sarpong Kumankuma, organisateur national de la Ligue des jeunes paysans. Du point de vue idéologique, ce groupe était plus proche de Nkrumah que tous les autres groupes de la direc-

tion. Mais l'appareil du parti lui échappait complètement bien que quelques jeunes responsables, tels que K.S. Annan, secrétaire à l'Éducation pour la région du centre, et Frank de Veer, de la région occidentale, fussent attirés par lui. De même, il n'avait pas pied dans le gouvernement, bien que quelques ministres nommés à la mi-1965, Isaac Chinebua, F.A. Jantua et Ekow Daniels fussent proches de lui. Mais ils avaient une influence croissante dans les universités à travers l'organisation nationale des étudiants ghanéens (Ghanasso) et même chez les fonctionnaires. Le ministre des Finances, Kwesi Amoako-Atta, qui avait quitté la faction d'Adamafio après l'attentat de Kulungugu en août 1962 en était devenu très proche. Calme, honnête et instruit, ce fonctionnaire devenu tardivement député me frappait comme un exemple de bon militant socialiste au Ghana, à la fois idéologiquement armé, bon spécialiste, vivant simplement et foncièrement intègre. E.R.T. Korboe, commissaire régional de la région du centre, les ministres Owusu-Afriye et Dowuonah-Hammond et miss Lily Appiah étaient également proches de ce groupe, bien que moins solides sur le plan idéologique.

La faction de Kofi Baako voyait dans la montée de ce groupe de socialistes déterminés une menace pour elle-même, surtout quand Kodwo Addison eut été nommé membre de la commission présidentielle [5] en 1964. Craintes accrues en 1965 quand quelques socialistes entrèrent à l'Assemblée nationale et quelques autres au gouvernement. L'influence de Kofi Batsa avec son *Spark* rendait le groupe de Baako littéralement fou. Pour éliminer les socialistes, il allait employer deux méthodes. Tout d'abord, ils furent représentés comme des communistes travaillant pour Moscou et non pour Nkrumah. Des tracts et des slogans, tous anonymes, furent diffusés. Nkrumah les vit et fut informé de la part de Kofi Baako dans leur fabrication. Cependant, il préféra traiter le problème sur le plan idéologique, et chargea le *Spark* de réfuter les erreurs et les vues fausses de cette littérature clandestine. Aucune mesure disciplinaire ne fut prise. Ensuite, les socialistes furent accusés de comploter le renversement de Nkrumah. C'était un retour à la méthode ancienne qui consistait à faire appel à l'instinct de préservation de Nkrumah. Comme toujours, l'opération fut couverte par une furieuse campagne d'exaltation de la personnalité de Nkrumah. Lui-même fut d'abord entraîné. Puis, en cours de route, il se reprit, grâce, disent certains, à l'intervention énergique que je fis auprès de lui au nom des socialistes [6]. La hache ne s'abattit pas sur eux, contrairement aux espoirs de Kofi Baako. Mais une atmosphère

5. Organisme de trois membres qui devait assurer l'intérim en cas d'absence ou d'empêchement du président. Ses membres étaient nommés pour un an. (N.d.T.)

6. Il s'agit ici de cette « confrontation d'Aburi » de septembre 1965 dont il a déjà été question au chapitre I. (N.d.T.)

de soupçon avait été créée autour d'eux, et la montée de leur influence dans le parti et dans l'Etat avait été stoppée. On aboutissait à une sorte de stagnation, les socialistes gardant l'initiative idéologique tandis que la faction de Kofi Baako dominait toujours l'appareil d'Etat et l'appareil du parti : à partir d'octobre 1965 cet équilibre s'installa. Et on en était toujours là quand eut lieu le coup d'Etat de 1966.

8. Rapports des clans avec les ambassades étrangères

Deux points importants pour apprécier la nature et la fonction des conflits internes du C.P.P. à la fin de la Première République doivent être mis en relief. D'abord, trois des quatre groupes en lutte, bien que violemment hostiles les uns aux autres, faisaient cependant front contre le quatrième. Les conservateurs d'ancien style à la Ofori-Atta, les politiciens de la tartine beurrée à la Krobo Edusei, les défenseurs de l'Etat du bien-être avec Kodjo Botsio et les pseudo-socialistes de Kofi Baako s'épaulaient mutuellement et coordonnaient leur action contre les socialistes représentés par Kodwo Addison et Kofi Batsa. C'est pourquoi le conflit interne prit l'apparence d'une lutte entre Kofi Baako et le groupe Addison-Batsa.

En second lieu, il faut noter que chacun de ces groupes disposait de sympathies et d'appuis dans des secteurs distincts du corps diplomatique d'Accra. En gros, on peut dire que les ambassades occidentales et la plupart des représentations africaines étaient liées avec les trois premiers groupes, tandis que les ambassades d'Europe orientale et quelques rares représentations africaines étaient avec le quatrième. Kodjo Botsio, Kofi Baako et les magnats Ayeh-Kumi et W.M.Q. Halm étaient en étroit contact avec l'ambassade d'Allemagne fédérale, tandis que les ambassades socialistes sympathisaient avec Kodwo Addison et Kofi Batsa. Travailler ouvertement avec l'Allemagne fédérale était pratique pour la droite du C.P.P., parce que la vague de propagande lancée par le gouvernement et la presse aurait rendu fort délicate toute liaison publique avec les représentations anglaise ou américaine. Mais les rapports avec l'Allemagne fédérale établissaient un relais à travers lequel Angleterre et U.S.A. prenaient contact. Des ambassades africaines telles que celles du Nigeria, de la Haute-Volta, du Togo et de la Côte d'Ivoire servaient aussi de relais entre la droite du C.P.P. et la diplomatie ou les service secrets de l'Occident.

De son côté, la gauche du C.P.P. ne recevait des ambassades socialistes rien d'autre qu'un encouragement idéologique. Apparemment, c'était dû à la conviction de ces ambassades que leur principal travail devait être d'aider au maintien du gouvernement Nkrumah, puisque le président était personnellement fort dans le pays et qu'il était clairement favorable à un socia-

lisme authentique. Pour le soutenir, ce qu'il y avait lieu de faire, c'était avant tout d'aider à la réalisation des plans gouvernementaux, et d'aider les services de sécurité. Le soutien du groupe Addison-Batsa paraissait secondaire. Ce faisant, les ambassades socialistes sous-estimaient la gravité de la situation et dans le parti et dans le pays. Par ailleurs, les effets de la polémique sino-soviétique furent ressentis à Accra. Tout naturellement, les deux parties adverses tentèrent de gagner des alliés parmi les socialistes du C.P.P. Mais comme ceux-ci adoptèrent une position de neutralité, et appelèrent à la réconciliation entre Moscou et Pékin, aussi bien les Chinois que les Soviétiques prirent quelque distance par rapport à la gauche du C.P.P. Les Chinois suivaient très attentivement l'évolution du C.P.P. et ils offrirent des crédits à court terme à des conditions très favorables pour aider le gouvernement de Nkrumah à faire face à des difficultés économiques croissantes. Les Soviétiques jugeaient mal la situation interne du C.P.P., et s'occupaient surtout de fournir une aide massive à l'Etat pour l'aider à résoudre le problème des devises et des réserves monétaires. Ils l'aidaient aussi dans le domaine des services de sécurité. Chinois et Soviétiques évitèrent soigneusement de se mêler des problèmes internes du parti. Cette attitude peut être justifiée par l'argument que les ambassades étrangères ne doivent pas se mêler des affaires intérieures du pays qui les accueille. Mais, venant des représentants des principales puissances socialistes, elle défavorisait un examen approfondi et idéologique des déficiences du C.P.P. Au contraire, elle encourageait la diplomatie traditionnelle. Il en résultait que les pays socialistes de moindre importance mondiale, à l'exception de Cuba et de la R.D.A., se préoccupaient bien davantage de mener à bien leurs accords économiques et commerciaux que de voir l'imbroglio du C.P.P. se dénouer en faveur du socialisme. Le souci de leurs intérêts nationaux conduisait même certaines de ces ambassades à soutenir parfois la faction de Kofi Baako contre le groupe Addison-Batsa. On laissait entendre que cette prise de position s'expliquait par un calcul selon lequel c'était la faction Kofi Baako qui l'emporterait finalement à l'intérieur du parti.

Pour ma part, j'attribuerais plutôt cette attitude au fait que les ambassades socialistes, dans leurs négociations économiques et commerciales, avaient affaire avec le gouvernement plus qu'avec le parti. Et la faction de Kofi Baako dominait le gouvernement. Pour être équitable à l'égard des ambassades socialistes, il faut rappeler qu'elles peuvent avoir été embarrassées par l'introduction de la notion de nkrumaïsme, et qu'elles modifièrent leur position quand l'aspect antisocialiste des attaques de la faction de Kofi Baako devint évident pour tous, vers la fin de 1965. Cela dit, il faut noter que les ambassades ne devraient pas avoir à attendre qu'une tendance soit devenue évidente pour la déceler.

4

Problèmes d'organisation du C.P.P.

Je l'ai déjà rappelé, le C.P.P. avait été dans tous les sens du mot une organisation populaire de masse, avec une ligne politique qui tendait à l'amélioration des conditions de vie du peuple, avec une organisation implantée dans tout le pays, avec un caractère fondamentalement nationaliste et, enfin, avec, à son actif, tout ce qu'il avait réalisé d'enthousiasmant de 1949 à 1960. Mais en 1962-1963, la vague commençait à refluer, et une des causes doit en être recherchée dans l'organisation du parti.

1. Structure du C.P.P. et des organisations de masse

Comme tout mouvement dont le succès dépend de sa capacité de mobiliser les masses, le C.P.P. reposait sur des comités de base, qui existaient dans chaque village et dans chaque quartier des villes, avec leurs responsables, leur bureau et leur lieu de réunion. Ils avaient à leur tête un secrétaire. Par la suite, des comités furent créés dans les universités, les grandes écoles, les ministères et services divers, les sociétés et les fermes d'Etat, et parmi les Ghanéens installés à l'étranger. Il y avait deux sortes de comités : ceux qui étaient constitués sur une base territoriale, les seuls qui étaient statutaires, avec un bureau élu, et qui avaient le droit d'envoyer des délégués au congrès du parti. Les comités des bureaux, ateliers, usines et fermes n'étaient pas des comités statutaires [1]; ils avaient à leur tête un secrétaire nommé par le comité de district correspondant du parti, ils n'étaient pas représentés au Congrès, mais jouaient un grand rôle dans l'édu-

1. Créés — ou, mieux, admis — seulement en 1962. (N.d.T.)

cation de la base du parti, parmi la classe ouvrière en particulier. Du comité de base, on s'élevait au niveau de la circonscription électorale; comités de district et comités de circonscription se confondirent en 1965 quand, dans le cours de la préparation des élections législatives, il fut décidé qu'à chaque district administratif correspondrait désormais une circonscription électorale. Chaque comité de district avait un bureau élu, et une commission permanente composée de trois membres au plus, réunie habituellement sous la présidence du commissaire de district, agent de l'Etat et non du parti; la commission dirigeait l'activité courante du parti dans le district. Chaque organisation de district élisait un représentant au Comité exécutif national. Il en allait de même au niveau de la région, où la commission permanente composée du commissaire régional, du secrétaire régional du parti et du secrétaire à l'éducation du parti se réunissait sous la présidence du commissaire régional. Au niveau national, il y avait un secrétaire général et un président à vie du comité central élus par le congrès du parti. Ces deux postes étaient détenus par Nkrumah, qui nommait aussi les membres du comité central, organisme où s'élaborait la politique du parti. Il y avait également une commission permanente centrale qui comprenait quelques membres du comité central renforcés par les responsables des différents services du siège central et les organisations de masse du parti. Cette commission fut supprimée dans la seconde moitié de 1965. Les organisations de masse du parti, ou, comme on disait, ses « ailes », étaient la Confédération des syndicats ghanéens, le Conseil unifié des paysans et des coopératives, les Jeunes pionniers, le Conseil national des femmes ghanéennes et la Ligue des jeunes paysans. En 1965, il y eut une certaine agitation des chefs qui demandaient qu'une association des chefs y soit adjointe. Au-dessus du comité central, *de jure* sinon *de facto*, était placé le conseil exécutif national, organisme de structure assez lâche, qui comprenait tous les députés C.P.P., tous les permanents du parti, les membres du comité central, les ministres et les présidents des organisations de district. Ce conseil fut reconstitué en 1965 et comprit désormais un représentant élu de chaque district en même temps que les membres du comité central. Bien qu'il eût à émettre des directives générales qui devaient guider le comité central le conseil ne se réunissait qu'à la veille du Congrès. D'après les réformes de 1965, il aurait dû se réunir deux fois par an.

2. Réformes du C.P.P. en 1965

En 1965, en effet, des réformes eurent lieu qui visaient à améliorer l'organisation du parti. Une première réforme concerna le siège central, dont les différents bureaux et comités furent por-

tés au nombre de douze. Chacun d'eux continuait à être dirigé par un responsable permanent à plein temps. Mais, en outre, auprès de chaque bureau était créé un comité nommé par le président du comité central, et responsable de la politique de ce bureau, avec l'accord du comité central. Ensuite, on entreprit de régénérer le comité exécutif national, qui fut ramené de plusieurs centaines de membres à un peu plus de deux cents, avec un représentant de chaque district, élu à la conférence de district du parti, et qui ne pouvait pas être un parlementaire : ces derniers furent donc écartés du comité. D'autre part, il fut admis que le comité devrait élire les membres du comité central ou, au moins, ratifier leur nomination. La commission permanente fut abolie. Notons que le comité national n'a jamais exercé le pouvoir d'élire le comité central.

3. Faiblesses de l'organisation : le recrutement du parti

A première vue, cette organisation paraissait stable et puissante. Elle comportait pourtant de graves défauts, les uns tenant à l'organisation même, les autres aux méthodes de travail. Le premier de ces défauts concernait l'adhésion au parti. Aucune condition n'était posée, sinon d'acheter une carte du parti pour le prix d'un shilling et six pence [2], cartes que vendaient librement tous les secrétaires de comité du parti. L'adhésion d'un nouveau membre ne pouvait même pas être vérifiée. C'était en effet pratique courante que de vendre un paquet de cartes à un même individu qui, ou bien les revendait au détail, ou bien les remettait à ses clients au moment d'une élection dans le parti. Il n'y avait pas de registres ou de listes des membres du parti. Conséquence de cet état de choses : des éléments indésirables et même des opposants avoués de la politique du parti y entraient sans difficultés. Un tel afflux était inévitable dès lors que l'appartenance au C.P.P. était la clef qui ouvrait l'accès aux postes, et cette tendance ne fit que croître avec l'établissement du parti unique en 1964.

Les conditions d'adhésion et de recrutement devinrent un sujet de polémique à partir de 1964. Les socialistes soutenaient que l'appartenance au parti devait dépendre de critères bien définis, tandis que pour les autres groupes le parti devait rester ouvert à tout le monde, la citoyenneté ghanéenne étant la seule condition posée. On pourrait imaginer que c'était là un débat mineur. Mais il n'en était rien. La décision prise devait déterminer la nature et la valeur du parti. Ainsi qu'on allait le vérifier, la méthode de la porte ouverte assurait la domination du parti aux éléments non socialistes. Les bureaux des comités de base et les comités

2. Soit approximativement 1 F. (N.d.T.)

de district tombaient sous le contrôle d'entrepreneurs, d'agents commerciaux des firmes étrangères, d'agents locaux du gouvernement et d'hommes d'affaires.

Dans cette réalité se reflétait un des grands maux du C.P.P., c'est-à-dire l'opposition de la théorie et de la pratique. Dans *Le Consciencisme,* livre qui était la base théorique de l'expérience socialiste du Ghana, Nkrumah distingue fort bien les forces sociales positives des forces sociales négatives. Les premières, celles de l'action positive comme il les nomme, sont les forces socio-économiques qui agissent en faveur de la construction du socialisme. Les autres, celles de l'action négative, sont celles qui s'opposent à la transformation socialiste du Ghana. Renforcer l'action positive et la rendre pleinement efficace exige la création d'une organisation politique, qui a, entre autres tâches, celle d'élever constamment le niveau de conscience politique de ses membres par l'éducation politique. Donc un parti de masse pour l'action positive, avec son idéologie propre et ses écoles de cadres. Si l'on suit le raisonnement, on en conclut que les forces d'action négatives tendront à se consolider en formant leur propre organisation politique. Donc l'institution du système du parti unique représentait une tentative pour interdire aux forces d'action négatives d'édifier leur propre instrument de combat. Il en résultait clairement que ces forces négatives existaient dans la société ghanéenne. Mais si le C.P.P. devait être un parti d'action positive, des mesures s'imposaient pour en écarter les éléments d'action négative. Le déclarer parti unique et en permettre l'entrée à tous les Ghanéens sans distinction revenait à permettre l'entrée simultanée des forces positives et des forces négatives dans le C.P.P. La logique des formules théoriques du *Consciencisme* impliquait que l'adhésion au C.P.P. aurait dû être restreinte à celle des éléments positifs de la société. Or, cette conclusion logique était brutalement contredite par la pratique. Eléments positifs et négatifs se retrouvaient ensemble dans le parti, pesaient d'un poids égal dans l'élection des responsables de l'élaboration de sa politique.

4. Seconde faiblesse : l'absence d'élections

Le second défaut grave de l'organisation du C.P.P. était l'abandon du principe de l'élection des organismes dirigeants. C'était particulièrement frappant dans la formation du comité central et la désignation des dirigeants des organisations de masse. Et comme Nkrumah en sa qualité de secrétaire général avait le pouvoir de nommer les membres du comité central, il est bien évident que c'est la capacité manœuvrière des différentes fractions du sommet du C.P.P. qui déterminait la force de telle ou telle fraction dans le tout-puissant comité central. Une fois le

comité central aux mains de telle fraction ou alliance de fractions, tous les autres organismes du parti — les bureaux du siège central, les directions des organisations de masse, les commissions permanentes régionales — et les nominations à tous les postes clefs du parti tombaient sous le contrôle de ce groupe. Sans nul doute, l'introduction du système électif aurait apporté de profonds changements et, surtout, aurait donné à la base du parti le sentiment de participer activement à la vie politique; c'est précisément ce qui lui manquait. Cette base s'enthousiasmait pour Nkrumah, mais quant à la majorité de ses collaborateurs, son attitude variait de l'acceptation fataliste à une nausée mal dissimulée. Une indication en fut donnée par le comportement du nouveau comité national exécutif à l'égard du comité central en formation, en décembre 1965. Lors de sa première réunion, les 19-21 décembre à State House [3], le comité demanda à être informé des noms des membres choisis pour le comité central sur lesquels il voulait se prononcer individuellement. Nkrumah fut troublé, car le mécontentement à l'égard des personnalités qui, selon des bruits largement répandus, avaient déjà été désignées, était général. Il agit habilement. Pour éviter un conflit, il affirma que la liste n'était pas encore prête mais que, aussitôt établie dans sa totalité, elle serait soumise au comité pour qu'il l'approuve ou la modifie selon qu'il le jugerait bon. En fait, au moment où il faisait cette promesse, huit membres sur neuf avaient déjà été choisis; il y avait eu des fuites, et ces choix étaient désapprouvés dans le parti. Voici quels étaient les huit : Kofi Baako, Kweku Boateng, N.A. Welbeck, A.E. Inkumsah, Kweku Akwei, Eric Heyman, Eric Otoo et le professeur W.E. Abraham. Le comité n'attendait qu'une occasion pour rejeter cette liste dans laquelle il convient de remarquer la prédominance de la faction de Kofi Baako. Que le premier comité national exécutif issu d'une élection ait été hostile à ces choix révélait le déclin de la faction de Baako dans l'esprit des dirigeants locaux et de la base du parti.

5. Troisième faiblesse : suprématie de l'Etat sur le parti

Le troisième grave défaut de l'organisation du C.P.P. était l'imbrication des organismes du parti et de ceux de l'Etat, et la direction de l'appareil du parti par celui de l'Etat. Le phénomène se manifestait déjà bien avant l'officialisation du parti unique, mais il allait s'aggraver après 1964. Il avait deux causes. D'une part, l'appareil d'Etat était dominé par les fractions conservatrices et procapitalistes du sommet du parti. Ensuite, le

3. Cette « maison de l'Etat » servait à des cérémonies officielles, des congrès ou conférences. (N.d.T.)

passage au système du parti unique fut effectué dans la hâte sans que l'on prenne le temps d'examiner à fond ses implications pour l'appareil d'Etat et celui du parti. D'où beaucoup de désordre et de pragmatisme dans des circonstances qui auraient exigé une ligne d'action bien pensée et méthodiquement appliquée.

Dans ces conditions, l'appareil d'Etat pouvait aisément prendre le dessus sur celui du parti. La propagande officielle avait beau exalter la suprématie du parti, toute initiative dans les affaires publiques venait de l'Etat. Il n'en est pas de meilleure preuve que ce qui était advenu des services du secrétariat général du parti : ils étaient en fait un simple appendice des bureaux de la Présidence de la République. Le plus souvent, c'était le conseil des ministres qui donnait le *la* au comité central. Ce dernier n'était plus qu'un tam-tam tambourinant dans le pays les décisions politiques du gouvernement, ainsi que je l'ai souligné dans un article du *Spark* de décembre 1965.

On peut donner quelques autres exemples de cette suprématie de l'appareil d'Etat. La politique africaine et le reste de la politique étrangère du Ghana dépendaient de trois organismes, le secrétariat pour les Affaires africaines, le ministère des Affaires étrangères et, à un moindre degré, le bureau des Affaires africaines. C'étaient là des organismes gouvernementaux pour les deux premiers, semi-officiel pour le troisième, mais, même dans ce cas, en dehors de tout contrôle du parti. L'information, y compris la presse du parti, dépendait du secrétariat du président pour l'Information, autre service de l'Etat avec à sa tête un fonctionnaire [4] qui n'était pas particulièrement chaud pour le C.P.P. et pour sa ligne politique. Les efforts les plus acharnés dans le domaine de la propagande des idées socialistes, ceux du *Spark* et la rubrique de H.M. Basner dans le *Ghanaian Times* étaient entrepris sous la direction de la Présidence, et non de la direction du parti. La politique économique était définie et élaborée dans sa totalité par les ministères, et, à un moindre degré, par la commission nationale de planification. Aucun comité du parti ne s'en occupait. De même, en ce qui concernait la sécurité de l'Etat. Je me suis élevé contre cette suprématie de l'appareil d'Etat, et j'ai réclamé la constitution d'un secrétariat du comité central disposant de pouvoirs étendus. On m'a répondu que c'était prématuré.

Si l'on descend les échelons du pouvoir, on constate que les organisations de masse du parti, dans leur vie quotidienne, étaient dirigées par les ministères et non par le parti. Le ministère du Travail, par exemple, s'efforçait de diriger la confédération syndicale et la résistance de J. Kaw Ampah à cette interférence était une source de heurts constants. Le Conseil unifié des paysans et des coopératives du Ghana, organisation où les

4. Il s'appelait Eduful, et se rallia à la dictature militaire dès la première heure. (N.d.T.)

grands agriculteurs capitalistes dominaient les petits et moyens paysans, était dirigé par le ministère de l'Agriculture. Il en allait de même pour la Ligue des jeunes paysans, dont le dirigeant Sarpong Kumankuma, un homme de gauche, était déchiré entre sa fidélité à la ligne idéologique du parti et l'exécution des directives du ministère de l'Agriculture. Même dans les rares cas où le parti donnait des directives, les résultats désirés n'étaient pas atteints, parce que l'exécution dépendait des ministres, lesquels, chacun le savait, n'étaient pas partisans de l'orientation socialiste du parti. Par exemple, le mouvement des Jeunes pionniers du Ghana était sous la tutelle du ministère de l'Education. Quand son inefficacité en face des autres mouvements de jeunesse, tels que les Scouts et les Guides, et les Jeunesses catholiques, fut pleinement évidente, on créa la Ligue des jeunes, chargée de coordonner et diriger les activités de toutes les organisations de jeunesse du pays, mais celle-ci dépendait de la Présidence et non du parti. En 1965, le Conseil national des femmes ghanéennes avait dégénéré en une fédération plutôt lâche d'associations de commerçantes à travers tout le pays. Les jeunes ouvrières et les femmes diplômées en étaient visiblement absentes. Au niveau régional, l'autorité du parti résidait dans la commission permanente régionale, mais sa présidence appartenait au commissaire régional, un fonctionnaire d'Etat ayant rang de ministre. C'est donc de lui que dépendait l'activité du parti dans sa région. Sans doute, cette anomalie était-elle atténuée par l'appartenance des commissaires régionaux à l'assemblée nationale où tous avaient été élus députés. Il n'en reste pas moins que, dans son activité habituelle, il demeurait un membre de l'appareil d'Etat. Il en allait de même au niveau des districts où la commission permanente de district du parti était présidée par le commissaire de district, mais celui-ci, à la différence des commissaires régionaux, était un simple fonctionnaire et rien d'autre. Ces commissaires de district s'étaient si bien habitués à diriger toute la vie locale du parti que, lors des élections législatives de 1965, des tentatives furent faites pour qu'ils entrent au Parlement. Seule, une intervention opportune du *Daily Graphic* stoppa cette tentative, et ce furent, à leur place, les secrétaires régionaux et les secrétaires à l'éducation des régions qui entrèrent au Parlement.

Les permanents du parti au niveau des districts subissaient de fortes pressions des organisations de masse. Par exemple, beaucoup de secrétaires de district étaient payés par le Conseil des paysans du Ghana. Et les animateurs de district des Jeunes pionniers, payés à plein temps, étaient aussi responsables à l'éducation dans les districts. Ainsi le parti, au niveau des districts, dépendait de ses organisations de masse, lesquelles à leur tour, dépendaient des ministères.

Par ailleurs, l'ascension dans les rangs du parti se faisait bien plus à travers les promotions dans l'administration et le gouver-

nement que par un processus propre au parti. C'est ainsi qu'au siège central, le poste le plus élevé, celui de secrétaire exécutif, allait toujours à un ministre ou à une personnalité de rang équivalent. Avec les réformes de 1965, ce poste fut supprimé, mais le contrôle gouvernemental demeura. La plupart des bureaux étaient dirigés par des ministres : celui de l'organisation par Kwebu Boateng, celui de l'administration par Kofi Baako, celui de la propagande par A.N. Welbeck. Plus significatif encore, un haut fonctionnaire devenu secrétaire général du ministère de la Défense, et par la suite, chef des services de Sécurité du gouvernement, Eric Otoo, fut mis à la tête du bureau de Sécurité du siège central. Enfin, le poste de secrétaire administratif, qui servait aussi de secrétaire du comité central, fut confié à Ntosuoh, autre fonctionnaire qui n'avait jamais rien eu à voir avec le parti. Cet ensemble de faits montre que, malheureusement, la bureaucratie au pouvoir dans l'Etat pesait sur l'élaboration de la politique du parti, et en contrôlait tout le fonctionnement. Cette bureaucratie pouvait mener des négociations avec Nkrumah sur le plan politique. Mais le plus souvent, elle préférait acquiescer aux directives données par Nkrumah. Ayant le contrôle de l'appareil d'Etat et de celui du parti, il lui était facile d'atténuer, de retarder et finalement de saboter l'exécution de la politique socialiste la mieux conçue.

6. Quatrième faiblesse : la formation des cadres

Le quatrième défaut grave de l'organisation du C.P.P. concernait la formation des cadres. A mesure qu'il se transformait de mouvement nationaliste en un parti politique avec une idéologie claire et un programme bien défini, le C.P.P. avait de plus en plus besoin d'une masse d'organisateurs bien formés et se consacrant entièrement au service de la cause. Et pourtant il n'y avait pas de programme de sélection, de formation et d'utilisation des cadres bien pensé et bien exécuté. Vers 1960, le besoin s'en faisait fortement sentir. Mais on estimait alors qu'il suffirait d'organiser des stages pour les organisateurs en fonction. L'Institut idéologique fut créé dans cet esprit en 1961, il organisait alors des stages de durée limitée pour les permanents et militants du parti. On devait vite constater qu'un effort de plus grande envergure s'imposait. C'est pourquoi l'Institut cessa d'être un centre de cours du week-end géré par quelques militants établis à Accra. On en fit un organisme autonome avec son conseil de direction, et des cours de deux ans pour des étudiants à temps plein, avec un corps enseignant à temps plein. Comme la formation donnée devait permettre aux diplômés de l'Institut d'occuper des postes de direction dans les services publics, il dut assurer un enseignement de niveau universitaire. En 1965,

il était sur le point de devenir une véritable université; à la rentrée scolaire de cette année-là, le premier groupe d'étudiants inscrits pour un cours de trois ans entrait en effet à l'Institut.

Cette croissance rapide jeta l'alarme dans la vieille garde du C.P.P., parmi les fonctionnaires traditionalistes et les intérêts étrangers préoccupés de faire obstacle aux progrès du socialisme au Ghana et en Afrique. Néanmoins, il n'y avait pas encore là de politique pleinement définie de formation des cadres. Pour y arriver il fallait fixer les critères de recrutement des étudiants de l'Institut, lier leur formation à l'activité quotidienne du parti, enfin, organiser méthodiquement l'affectation de tous ceux qui auraient réussi. A l'origine, sans nul doute, l'idée de Nkrumah était de faire de ces étudiants une sorte d'avant-garde du C.P.P. dans la marche au socialisme. Mais vers 1964, cette conception s'était obscurcie, et l'idée avait été abandonnée. La pression des intérêts établis au sommet du parti et de l'administration et la campagne qui insinuait que les diplômés de l'Institut comptaient prendre en main la direction politique du Ghana s'additionnèrent pour altérer la conception qu'avait eue Nkrumah de la voie juste pour une nation qu'il avait contribué à créer. Quand je l'ai entendu dire que les personnalités idéologiquement fortes sont souvent les plus dangereuses, j'ai compris qu'il avait cédé aux pressions. Les vicissitudes de l'Institut de 1964 à 1966 s'expliquent par là. Les promotions de l'Institut avaient du mal à trouver des affectations dans le parti ou l'administration. Même, les places que ces diplômés avaient occupées avant d'entrer à l'Institut, on refusait de les leur redonner. L'affaire fut portée devant Nkrumah, lequel désigna une commission d'enquête, présidée par Kweku Boateng, un des principaux adversaires de l'Institut. C'était à la mi-1965. Cette commission ne remit jamais son rapport. Le dimanche 20 février 1966, à la veille du départ de Nkrumah pour Hanoï, une délégation alla le voir au bureau de recherches en face de State House. La délégation comprenait Kofi Baako, Kweku Akwei, Kodwo Addison et moi-même. Le professeur Abraham aurait dû être là; mais il ne vint pas. Kodwo Addison et moi-même, nous avons soulevé la question de l'affectation des diplômés de l'Institut. Là-dessus, Nkrumah, visiblement désappointé de l'inaction de la commission de Kweku Boateng, demanda à Kofi Baako, autre adversaire de l'Institut, d'étudier le problème et de lui fournir un rapport dès son retour. Il partit le lendemain. Le coup d'Etat eut lieu trois jours plus tard.

Il faut donc conclure qu'en dépit des progrès considérables dans la qualité de son enseignement et de ses professeurs, en dépit de son expansion matérielle, l'Institut n'a pas réussi à assurer la solution du problème de la formation des cadres. L'échec était dû aux conflits internes provoqués par les anti-socialistes du sommet du C.P.P. Leurs intrigues ont retardé et gêné la pleine utilisation d'un Institut destiné à donner un nouvel

élan à la révolution socialiste au Ghana. Vers la fin de 1965, ces intrigues étaient peu à peu révélées à Nkrumah lui-même. Des mesures étaient prises pour sauver l'Institut et le mettre à l'abri des coups des éléments antisocialistes. Mais le coup d'Etat de 1966 a brisé net ce nouvel élan.

7. Cinquième faiblesse : absence de débats idéologiques

En ce qui concerne les méthodes de travail du C.P.P. il convient de souligner deux points qui, l'un et l'autre, révèlent le manque de démocratie dans la vie du parti. D'abord, l'absence de toute réflexion sérieuse dans la presse du parti. A la seule exception du *Spark,* la presse du parti, c'est-à-dire le *Ghanaian Times* et l'*Evening News,* avait cessé d'être un instrument d'éducation populaire. Elle donnait des informations et consacrait ses éditoriaux à des dithyrambes sur la politique du gouvernement et du parti sans jamais l'expliquer en fonction de la situation économique du Ghana. En outre, beaucoup de place était prise par les articles d'adulation et de divinisation de Nkrumah. Si l'on met à part la rubrique de H.M. Basner dans le *Ghanaian Times*[5], ces journaux publiés par l'imprimerie d'Etat Guinea Press étaient incapables de donner une analyse sérieuse des affaires intérieures ou des affaires africaines qui aurait permis de démontrer la justesse de la politique officielle. Cette politique, ils l'exaltaient sans jamais la justifier. Elle était présentée comme juste uniquement parce qu'elle émanait de la « Source d'honneur et de sagesse de la nation »[6]. Ces insuffisances étaient d'autant plus graves que l'on s'adressait à un pays où l'accès à la culture était ouvert à tous, sans barrière de richesses, et où la classe moyenne était déjà très cultivée. Aussi suis-je porté à regarder le vide de pensée de ces journaux comme la cause de leur impuissance, qui se traduisait par une chute de leurs ventes. Le groupe de publication du *Graphic,* lui, non seulement maintenait, mais élevait le niveau de ses ventes[7]. Et en 1965, quand, à la suite d'un accord avec le *Spark,* le *Daily Graphic* et le *Sunday Mirror* se mirent à publier des articles et des commentaires idéologiques, leur chiffre continua à monter, et même une

5. En principe, elle était consacrée à la politique internationale, mais abordait par ce biais les grands problèmes idéologiques. (N.d.T.)

6. Formule habituelle pour désigner Nkrumah, particulièrement chère au directeur de l'*Evening News.* (N.d.T.)

7. Le *Daily Graphic* et les publications hebdomadaires qui en dépendaient, appartenaient à la chaîne de journaux du magnat britannique Thomson. Mais le gouvernement ghanéen avait acheté une participation importante et, à partir de 1964, on peut considérer que le *Daily Graphic* appartenait à une société mixte. D'où la possibilité d'accords entre le *Spark* et lui. Signalons qu'à cette date, sa vente s'élevait à plus de 70 000 exemplaires contre peut-être 20 à 25 000 pour les deux journaux du parti. (N.d.T.)

hausse de prix de 50 % n'arrêta pas la progression des ventes. C'est bien la preuve que le peuple du Ghana n'était pas hostile aux idées socialistes, contrairement à ce que certains observateurs seraient tentés de déduire de la chute de la vente du *Ghanaian Times* et de l'*Evening News.* Bien au contraire, ce que les Ghanéens cultivés détestaient au temps de Nkrumah, c'était l'intrigue politique, la course aux richesses et l'arbitraire couvert du manteau du socialisme.

Le second point concerne le travail du comité central lui-même. Il n'y avait pas de sessions plénières où auraient eu lieu de libres discussions politiques. Aussi, s'en prenait-il toujours à telle ou telle mesure, mais sans jamais analyser ce qui avait donné lieu à ces mesures, méthode qui facilitait le camouflage des éléments antisocialistes. L'absence de véritables débats politiques conduisait à l'étouffement de toute polémique politique et idéologique dans le parti. Or, l'expérience historique a déjà établi que la voie pour créer un parti fort et idéologiquement uni passe par des polémiques incessantes. A défaut de ces polémiques, l'élaboration de la ligne politique se fait nécessairement par des négociations et des compromis entre les factions de la direction. Au Ghana, toute discussion franche à la base était découragée. La presse du parti fermait ses colonnes aux arguments pour et contre la politique officielle. Au contraire, elle s'en prenait violemment à tous ceux qui présentaient des critiques, même les plus évidemment constructives. La démocratie avait été stoppée dans le parti. Et le parti du peuple tant exalté était devenu l'appareil sclérosé d'une élite vivant par le compromis entre ses clans et par la tromperie ou l'intimidation du peuple.

8. Rôle de l'auteur

Comme j'ai été regardé comme l'un des hommes les plus proches de Nkrumah, comme un de ceux qu'il écoutait, on est en droit de me demander si j'ai communiqué ces remarques sur l'état du parti à qui de droit. Et si je l'ai fait, pourquoi rien n'a-t-il été entrepris pour y remédier ? Si je ne l'ai pas fait, alors les pages qui précèdent relèveraient, au mieux, de la perspicacité après coup, au pire de l'opportunisme. J'ai déjà indiqué ci-dessus que j'ai parlé à Nkrumah de l'état du parti en 1964. A cette date, il a écarté mes critiques en déclarant qu'il était bien organisé. Dans la seconde moitié de 1965, Nkrumah avait commencé à changer d'idée. Peu satisfait par ces conversations privées, j'ai passé une bonne partie de mon temps à exposer mes critiques à des personnalités importantes du parti. Et le 17 décembre 1965, j'ai profité de la première réunion du nouveau comité national exécutif du C.P.P. pour publier à cette occasion

un article de première page dans le *Spark*, où l'organisation du C.P.P. et ses rapports avec l'appareil d'Etat étaient vivement critiqués. Ce numéro du *Spark* a été largement diffusé, et tous les membres du comité en avaient un exemplaire lors de la session. L'article était signé de mon pseudonyme Julius Sago. Je dois seulement ajouter ici que, contrairement à ce qu'a suggéré Colin Legum dans un article du *Sunday Observer* de Londres, Julius Sago n'était pas « un pseudonyme collectif », mais que tous les articles signés Julius Sago étaient *exclusivement* de moi.

5

Problèmes idéologiques et intrigues de la droite du C.P.P.

La plus précieuse contribution de la Première République du Ghana à l'évolution de l'Afrique contemporaine est peut-être l'élaboration d'une théorie de l'édification d'une société africaine décolonisée. Cette théorie peut avoir ses faiblesses, mais elle est applicable. Son utilité tient à ce qu'elle s'efforce de donner une explication rationnelle des faits et tendances actuels. La combinaison de différents concepts pour établir une théorie d'ensemble et dynamique du développement social a été l'œuvre de Nkrumah seul. Son parti ne joua guère de rôle dans cette affaire. Cependant, l'appareil du parti était le principal moyen de diffusion de cette idéologie. Il est donc probable que les problèmes pratiques soulevés par cet état de choses aient influencé certaines propositions ou recommandations formulées ici ou là.

1. Méthode de Nkrumah

C'est la marque propre de Nkrumah que d'avoir voulu donner une base théorique à l'effort de reconstruction nationale du Ghana. D'autre part, en tirant les conclusions de l'expérience particulière du Ghana, il avançait dans l'élaboration d'une théorie valable pour toute la révolution africaine. Il n'était pas un politicien strictement pragmatique, même s'il lui fallait procéder pragmatiquement dans les problèmes institutionnels. Il était pleinement un homme d'Etat qui a conscience de son rôle historique. Dans son entreprise de théoricien, il a pu être aidé par quelques collaborateurs : une poignée de membres du parti avec

lesquels il discutait de problèmes philosophiques, d'autres auxquels il commandait des travaux de recherche et documentation, telles Mme Julia Hervé et feue Mme Dorothy Padmore, des universitaires africaines avec lesquelles il aimait à s'entretenir de ces questions, tels le Sénégalais Habib Niang et le Camerounais Woungly Massaga. Mais, contrairement à une opinion très répandue, il n'avait eu que peu d'affinités intellectuelles avec George Padmore qui exerça une grande influence sur d'autres [1] au Ghana, particulièrement dans le domaine de la politique africaine et internationale.

Pour la diffusion de ses idées, Nkrumah s'appuyait sur une petite équipe qui comprenait, outre ceux qui ont déjà été mentionnés, le Dahoméen Nourou Damz, le Nigérian Bankolé Akpata, et le Français Henri Hervé. Parmi les Ghanéens, on peut seulement citer Kodwo Addison, Kofi Batsa, directeur du *Spark*, et, à un moindre degré, W.E. Abraham.

Nkrumah insistait fortement sur l'importance de l'idéologie dans l'édification d'une nation, une idéologie scientifique dans sa formulation, et largement diffusée dans la totalité du peuple. Selon lui, c'est de là que peut surgir une organisation politique de masse qui repose à la fois sur le soutien de la base et sur un haut niveau de conscience idéologique, et qui constitue dès lors une force positive.

Bien qu'elle n'ait pu être intégralement appliquée faute de temps, cette conception a joué un grand rôle au Ghana et a fait grande impression en Afrique, de sorte qu'elle mérite d'être examinée attentivement en tant que stratégie du développement. On peut définir l'idéologie comme un corpus de principes cohérents, compatible et exhaustif, au moyen duquel les phénomènes sociaux sont expliqués et compris, et qui, par là, fournit le fil conducteur d'une action de transformation sociale. Il est nécessaire que ces principes soient cohérents, c'est-à-dire qu'ils donnent une explication rationnelle des phénomènes sociaux vus d'un point donné; qu'ils soient compatibles, c'est-à-dire qu'ils ne se contredisent pas entre eux; qu'ils soient exhaustifs, c'est-à-dire qu'ils puissent expliquer toute la gamme des faits sociaux étudiés. Et puisqu'ils expliquent, et en même temps mesurent, les phénomènes sociaux, ils doivent servir de jalons à l'aide desquels les dirigeants peuvent tracer la voie du développement d'une communauté, et diriger ce développement.

Nkrumah est convaincu de la nécessité d'une étude scientifique. Sa méthode de pensée est par là destinée à avoir force pour les nouvelles nations qui ne veulent pas seulement la croissance de la production, mais aussi des changements qualitatifs des rapports sociaux et des valeurs culturelles. On voit aisément que l'alternative à cette étude scientifique ne peut être qu'une

1. Allusion, notamment, au directeur de l'*Evening News* et membre du Comité central Eric Heyman, et à T.R. Makonnen. (N.d.T.)

planification à l'aveuglette ou la dérive de tout un pays. Il ne pourrait en sortir qu'un immense gaspillage, la mauvaise utilisation de ressources limitées, et d'infinies controverses sur ce qu'il aurait fallu faire. Dès lors, les gouvernements successifs dépenseront toute leur énergie à défaire ce que les autres ont fait, au lieu d'établir de nouvelles bases. Ce cercle vicieux ne peut qu'engendrer le désespoir à l'intérieur, ouvrir la voie à des ingérences étrangères renouvelées, et aussi à la dictature.

2. Bref résumé du " Consciencisme "

Pour Nkrumah, le point de départ est l'établissement d'une idéologie de la réalité sociale. Si l'on a à étudier une communauté humaine particulière, plus spécialement les faits économiques et sociaux et les valeurs culturelles qui la caractérisent, ces phénomènes sociaux constituent le « milieu social » que l'idéologie doit expliquer et, partant, aider à consolider ou modifier. Nkrumah en vient à cette première conclusion que le milieu social ghanéen n'est qu'une réplique (ou une illustration) d'un milieu social plus vaste, celui de l'Afrique contemporaine. Ce milieu social africain est caractérisé par la coexistence instable de trois structures de civilisation, trois strates : celle de la vieille Afrique, de l'islam importé du Moyen-Orient, du christianisme importé de l'Occident. Signalons en passant que les influences indiennes et chinoises sur la côte orientale du continent ne sont pas prises en considération, parce que de faible importance, et parce qu'elles ne se sont pas établies à demeure. La nouvelle Afrique, face à cet état de choses, a pour première tâche d'édifier une société stable en réconciliant les valeurs importées de l'islam et du christianisme avec le meilleur des valeurs africaines traditionnelles. Cette entreprise, selon Nkrumah, doit reposer sur l'élaboration d'une synthèse philosophique. Toute tentative pour résoudre le problème en exaltant les valeurs d'une de ces trois strates à l'exclusion des autres, est condamnée à l'échec. Il serait également hors de toute réalité de vouloir tracer des lignes de démarcation géographiques entre ces trois strates puisque dans la plus grande partie de l'Afrique elles sont superposées dans le même pays et, souvent, dans le même individu.

Mais si la nouvelle Afrique doit s'appuyer sur une synthèse philosophique des trois strates, il faut alors que le meilleur de chacune d'elles soit combiné avec le meilleur des deux autres dans un tout harmonieux. Selon Nkrumah, cette opération ne peut être qu'un processus dialectique. De la vie africaine traditionnelle, il retient les concepts d'humanisme, d'égalitarisme et de collectivisme. Il lui apparaît que la société africaine traditionnelle est fondée sur la notion d'une valeur initiale de l'homme

en lui-même et que le bien-être du groupe est recherché parce qu'il est nécessaire au bien-être de l'individu. Il voit aussi dans l'égalitarisme un trait fondamental de cette société traditionnelle. Bien que les sources historiques soient assez peu nombreuses, il y a pourtant des preuves que l'inégalité sociale était déjà nettement marquée dans la société africaine lors de l'arrivée des Européens sur le continent. En tout cas, il est juste de dire que l'inégalité n'a pas été importée en Afrique, mais qu'elle a seulement été accentuée par l'invasion de l'islam, puis du colonialisme. Mais ces considérations n'empêchent pas de penser que la société africaine, à ses origines, était fondamentalement égalitaire. Sans avoir à mener ici des enquêtes historiques et anthropologiques, on peut soutenir ce point de vue comme un corollaire logique de la notion d'une « valeur initiale de l'homme ». Car si, comme le soutient Nkrumah, « chaque homme est une fin en soi », et non « un moyen pour une fin », alors la pratique sociale qui en découle doit être la garantie de l'égalité de chances à l'intérieur de la communauté.

De la strate islamique, Nkrumah retient le collectivisme qui se reflète dans le précepte musulman du souci de tous pour chacun; d'où l'aumône obligatoire du riche au pauvre. Et de la strate occidentale, Nkrumah retient ce qu'il nomme la conscience euro-chrétienne et l'industrialisme. Le premier aspect est le principe chrétien, tandis que le second est la condition de l'expansion de la production et une composante essentielle de la vie moderne. Mais ici, l'industrialisme doit être pratiqué sur la base de la propriété publique des moyens de production et de distribution. La propriété privée de ces moyens de production et de distribution, qui est la pratique normale de la société occidentale, est rejetée par Nkrumah parce qu'elle engendre de fortes différenciations sociales, donc des oppositions de classe qui minent les bases du collectivisme et de l'égalitarisme. L'industrialisme occidental ne peut être réconcilié avec la conception traditionnelle que s'il se sépare de son individualisme excessif.

Enfin, ces principes sont fondés sur une conception matérialiste du monde. Mais le matérialisme de Nkrumah comporte une nuance importante. Il admet l'existence distincte de la matière et de l'esprit, de deux catégories séparées, mais tient que l'esprit découle de la matière. Autrement dit, dans l'élaboration de l'expérience humaine, c'est la matière qui est première, l'esprit qui est secondaire et dérivé d'abord de la matière. Mais une fois constitué, il devient une catégorie indépendante, qui peut se développer par elle-même et créer de nouvelles idées. Néanmoins ces nouvelles idées ne deviennent des faits que dans la mesure où elles sont éprouvées et vérifiées par la pratique. Ce matérialisme philosophique rejette les systèmes monistes, qu'ils soient matérialistes ou idéalistes; mais il rejette aussi les systèmes dualistes ou pluralistes, qui posent l'esprit et la matière comme des catégories épistémologiques indépendantes et sans lien entre elles.

De la sorte, Nkrumah expose une idéologie socialiste qui a de nombreux points de ressemblance avec le marxisme, mais s'en distingue cependant. La société sans classes de Nkrumah doit être atteinte par l'application à l'industrialisme des concepts africains traditionnels d'humanisme et d'égalitarisme. Elle n'est pas la suite logique d'une lutte de classes fondée sur la théorie de la plus-value. Les facteurs déterminants du processus social ne sont plus les seuls facteurs économiques. Les considérations humanistes dans ce contexte collectiviste jouent un rôle non moins important. Le facteur religieux, d'après Nkrumah, peut jouer dans le sens d'un élément de solidarité dans ce processus de transformation, et n'est plus jugé invariablement réactionnaire ou obscurantiste, comme c'était le cas pour le marxisme orthodoxe. Conséquemment, l'appréciation de la valeur morale des actions pèse plus que la simple motivation économique dans la vie sociale. Cependant, en ce qui concerne le mécanisme des transformations sociales, Nkrumah reste fondamentalement marxiste. Il voit la société divisée en forces positives et négatives. Et le conflit de ces forces est ce qui met en branle les transformations sociales. Les forces externes pèsent d'un certain poids, mais ne peuvent pas donner l'impulsion initiale à de telles transformations. Forces positives et forces négatives peuvent être mesurées statistiquement par l'étude de « faits tels que ceux de la production, de la distribution, du revenu, etc. ». Et les forces positives s'arment pour le combat au moyen d'un parti politique de masse défendant une idéologie claire et élevant constamment le niveau de conscience politique et idéologique de ses membres.

3. Que le consciencisme n'est pas le marxisme

En postulant qu'une idéologie naît d'un « milieu social » donné qui, à son tour, s'efforce de l'influencer, Nkrumah se présentait comme l'auteur d'une idéologie socialiste qui ne pouvait être une réplique du marxisme-léninisme. Ce dernier a été conçu dans « un milieu social » bien différent de celui de l'Afrique contemporaine. Du temps de Marx, la société européenne occidentale était l'exemple dirigeant du capitalisme mondial. Elle avait une seule religion, le christianisme. Ses principes juridiques remontaient au droit romain, et sa philosophie à la Grèce antique. L'Europe occidentale était homogène culturellement et dans ses conceptions de l'organisation de la production. En outre, elle était le centre d'un vaste système impérialiste, et bénéficiait de cet impérialisme mondial. La grandeur de Marx, c'est d'avoir, bien que vivant à l'apogée du capitalisme, discerné avec une implacable rigueur pourquoi le régime devait se détruire lui-même. Et il a su déduire de ses recherches les lois qui gou-

vernent le développement de la société capitaliste et sa transformation future en une société socialiste.

A la différence de l'Europe occidentale du temps de Marx, l'Afrique contemporaine est déchirée entre trois civilisations. Elle est industriellement arriérée. Elle a au moins trois religions, en rivalité pour conquérir la suprématie. Par rapport à l'impérialisme, elle est la victime et non le bénéficiaire. En raison de ces différences capitales dans la nature du « milieu social », les recherches idéologiques de Nkrumah ne visent pas tant à appliquer le marxisme à l'Afrique contemporaine qu'à étudier les lois de développement qui gouvernent l'évolution de l'Afrique actuelle, formellement indépendante, culturellement hétérogène, économiquement arriérée, vers une société nouvelle intégrée, indépendante, moderne et autocentrée. Dès lors, on peut avancer que *la tentative* de *Nkrumah mérite d'être considérée comme* une idéologie pleinement originale ; d'où son titre de nkrumaïsme. Par suite il serait inexact de penser que le nkrumaïsme n'est qu'un autre nom pour communisme en Afrique. De fait, les différences significatives entre le nkrumaïsme et le marxisme-léninisme orthodoxe expliquent dans une grande mesure pourquoi *Le Consciencisme* a été très froidement accueilli — une froideur mal dissimulée — par la plupart des partis communistes au pouvoir. Pour Nkrumah, le socialisme n'est pas l'application à l'Afrique du programme d'un parti communiste européen ou asiatique. Au contraire, c'est le résultat d'une recherche scientifique dont le but est de réaliser la cohésion sociale, établir la pleine indépendance, et parvenir à un taux de croissance élevé en réconciliant ces exigences avec la quintessence de la vie traditionnelle africaine. Comme il le dit lui-même, le socialisme, pour Nkrumah, est « la résurrection des valeurs humanistes et égalitaires de l'Afrique traditionnelle dans un environnement moderne ».

4. Que le consciencisme s'oppose au socialisme africain

Mais tout en s'attachant à élaborer une idéologie socialiste issue du « milieu social » africain, Nkrumah s'oppose vigoureusement à la thèse du socialisme africain. Il le fait sur la base d'arguments historiques et scientifiques. Du point de vue historique, on ne trouve aucune preuve de l'existence d'une société africaine socialiste avant l'intrusion des influences islamiques et euro-chrétiennes. Il peut sans doute y avoir eu quelque degré de communalisme, avec les droits de chaque famille sur la terre. Mais il y a aussi des preuves de stratification sociale dans cette société. En vérité, l'esclavage existait dans la société africaine avant que surgissent les influences extérieures. D'un point de vue scientifique, le socialisme est un *corpus* de principes universellement valables. Parler de socialisme africain, c'est donc limiter la validité de ces

principes et, dès lors, le résultat ne peut plus être scientifique. En d'autres termes, Nkrumah rejette l'idée d'un socialisme européen, avec des contreparties africaines ou asiatiques. De la même manière, il soutient que le capitalisme est un régime social, ayant ses propres principes qui sont universellement valables. Il n'y a pas un capitalisme européen, un capitalisme américain, un capitalisme asiatique, et pas davantage ne peut-il y avoir un capitalisme africain. Les régimes sociaux peuvent comporter quelques différences d'organisation dans les différentes parties du monde, leurs institutions peuvent varier, et varient effectivement, mais leurs principes fondamentaux demeurent identiques.

Autre objection au socialisme africain : il change de signification selon ses tenants. Ses principaux représentants : Julius Nyeréré, Léopold Senghor, et Jomo Kenyatta lui donnent des contenus différents. Nyéréré insiste sur l'absence de classes, Senghor défend la division en classes au nom d'une « hiérarchie du pouvoir spirituel et du pouvoir démocratique ». Pour Nyéréré, il faut liquider les différences de classes et les rapports de production importés par le colonialisme. Mais pour Kenyatta, le socialisme africain est tout simplement la création des conditions favorables aux investissements étrangers occidentaux. Pour Senghor, c'est une société fondée sur le système d'enseignement et l'assistance technique de la France. Ainsi, le socialisme africain se ramène à des *projections subjectives des idéaux des dirigeants africains* pris individuellement. Chacun d'eux défend son propre modèle, de même que les socialistes utopiques du XIXe siècle européen avaient chacun leur idée particulière de la société future. Subjectivité et absence de base scientifique rendent le socialisme africain inacceptable pour tout penseur qui voit dans le continent africain un seul ensemble. En outre, elles l'entraînent hors du domaine de la science et de la philosophie sérieuse. Au contraire, le socialisme de Nkrumah entend porter l'idéologie au niveau de la science. Il développe les principes universellement valables du socialisme dans le cadre des catégories élaborées par le « milieu social » africain.

5. Résumé du « néo-colonialisme stade suprême de l'impérialisme »

L'Etude du néo-colonialisme entreprise dans *Le néo-colonialisme, stade suprême de l'impérialisme,* publié en octobre 1965, et salué à l'Est comme à l'Ouest comme une œuvre du plus haut niveau scientifique, complète l'idéologie nkrumaïste du développement. C'est une analyse marxiste d'un phénomène que Marx ne connaissait pas. Pour Nkrumah, le néo-colonialisme est la réponse de l'impérialisme aux revendications du mouvement de libération nationale et à la crise du capitalisme dans les pays

avancés occidentaux. L'idée centrale, c'est de mettre fin à la domination politique étrangère, tout en sauvegardant l'exploitation économique étrangère. Pour y parvenir, il faut donner toute liberté aux intérêts impérialistes qui prennent la forme de monopoles géants et de grandes sociétés financières. Ces organismes économiques souvent internationaux et jusque dans leur direction, contrôlent les richesses minières et agricoles de l'Afrique, qu'ils exploitent de manière à en tirer des super-profits pour les investisseurs et des matières premières à bon marché pour les industriels des pays impérialistes. En conséquence, l'ex-pays colonisé reste un marché protégé pour les productions de l'ex-puissance coloniale. Comme la domination directe a pris fin, d'autres méthodes sont nécessaires pour que cette nouvelle forme d'exploitation fonctionne sans à-coups et d'une manière durable. Ces méthodes seront l'établissement de gouvernements locaux fantoches, une administration locale formée d'hommes idéologiquement et économiquement liés avec les investisseurs étrangers et donc avec les gouvernements impérialistes. Soutien militaire et aide économique parcimonieuse assurent un semblant de stabilité et de développement.

Le phénomène revêt un autre aspect. En assurant des super-profits aux investissements et des taux d'intérêt élevés aux prêts et louages de services, le néo-colonialisme assure la survie de l'état du bien-être dans les pays métropolitains. Le haut niveau de vie de ces pays doit beaucoup aux équipements sociaux collectifs financés par les impôts sur l'industrie et sur les investissements. Dans ces pays avancés, le patronat satisfait les besoins de la classe ouvrière en lui distribuant une part des immenses bénéfices recueillis dans les parties néo-colonisées du monde, ce qui permet de maintenir les avantages sociaux assurés par l'Etat.

Il en résulte donc que la liquidation du néo-colonialisme dans les pays sous-développés du monde sera le prélude à la liquidation de l'Etat du bien-être tel qu'il existe dans les pays avancés occidentaux. Quand les super-profits sur les investissements à l'étranger se réduiront à des profits normaux, des transformations de grande portée se frayeront leur chemin dans la vie économique et sociale de ces Etats du bien-être. En fin de compte, le total écroulement du néo-colonialisme dans le monde entier s'accompagne de la chute de l'« Etat du bien-être ». Ainsi, le néo-colonialisme est l'écroulement de l'impérialisme, autrement dit son stade suprême. Nkrumah souligne le caractère mondial du néo-colonialisme. Donc, la lutte de l'Afrique contre le néo-colonialisme n'exige pas seulement l'unité des forces africaines en lutte, mais une action coordonnée avec les forces en lutte d'Asie et d'Amérique latine et le soutien de l'opinion mondiale progressiste.

Ce tableau nous présente un capitalisme qui change constamment de forme pour survivre. Il a renoncé à l'exploitation coloniale ouverte et directe. Maintenant, il s'appuie sur deux formes

d'action : outre-mer, le néo-colonialisme : dans la métropole, l'Etat du bien-être. L'écroulement de l'Etat du bien-être suivra nécessairement celui du néo-colonialisme. L'espèce humaine arrive ainsi à l'aube du socialisme dans le monde entier. Et le centre du combat, à notre époque, ce sont les pays sous-développés du monde. Ainsi, la marche des nouvelles nations vers le socialisme est une part de la tendance générale qui s'impose d'une manière irréversible.

Je n'ai donné ci-dessus qu'un simple résumé des différents concepts dont l'ensemble est connu sous le nom de nkrumaïsme. Ce système de pensée représente un progrès de la connaissance humaine à la fois dans l'élaboration d'une solution socialiste aux problèmes de l'Afrique contemporaine, et dans son analyse de la chute inévitable de l'impérialisme. Marx avait montré comment évoluait le capitalisme et comment il ouvrait la voie au socialisme par ses contradictions internes. Lénine exposa la théorie de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Staline a montré comment construire le socialisme dans un seul pays à la période de l'encerclement capitaliste. Nkrumah a montré que l'impérialisme peut encore passer du colonialisme au néo-colonialisme, mais que c'est alors l'annonce de l'écroulement total du régime. Et l'émancipation de l'Afrique, dernière venue dans la lutte de libération, sera l'émancipation de l'homme. Comme d'autres créateurs de systèmes, Nkrumah restera dans l'histoire l'homme qui a donné à l'Afrique et au monde le nkrumaïsme. Peut-être cette doctrine subira-t-elle quelques modifications, sera-t-elle approfondie sur certains points. Mais d'ores et déjà, elle constitue une contribution originale à l'avancement de la connaissance.

6. Action de la droite contre la diffusion des idées de Nkrumah

Plusieurs organismes étaient chargés de diffuser ces idées au Ghana. Il y avait l'Institut idéologique de Winneba avec Kodwo Addison, et son corps enseignant qui comprenait des Africains et des professeurs venus des pays socialistes et des pays occidentaux. Il y avait le bureau d'Education du siègle central du parti avec, à la tête, Kweku Akwei. Enfin, il y avait la presse du parti. Mais quand on en arrive à la diffusion de l'idéologie de Nkrumah, on se heurte encore une fois à l'influence désagrégatrice des conflits internes du parti. Le bureau d'Education, aux mains d'un membre de la faction de Kofi Baako, s'acharnait, non à la diffusion des idées de Nkrumah, mais à la destruction de l'Institut idéologique. Les membres de l'aile droite du parti utilisaient tous les stratagèmes possibles pour empêcher le travail idéologique dans les régions. J.E. Hagan, commissaire

régional de la région du Centre, était si bien résolu à empêcher les cours du soir d'idéologie organisés par le secrétaire régional à l'Education, K.S. Annan, qu'il fit enlever les ampoules électriques de la salle de conférences. A Kumasi, les tentatives de deux jeunes juristes, F.A. Jantuah et Tetteh Tawiah, pour organiser des cours du soir d'idéologie, furent mises en échec par l'appareil du parti. Dans ce cas, le commissaire régional, S.W. Yeboah, avait cédé à la pression exercée sur lui par le secrétaire général à l'Education, J.K. Bonsu. Dans la région du Grand Accra, le secrétaire à l'Education, Crentsil, ne reçut aucun soutien pour entreprendre un travail idéologique, ni du commissaire régional Paul Tagoe, ni du président du conseil municipal d'Accra, H.S.T. Provencal. Et il en allait ainsi dans toutes les régions. Dans les universités, la propagande idéologique entreprise par l'Institut de Winneba *via* l'organisation nationale des étudiants ghanéens fut interrompue par les intrigues administratives qui avaient leurs sources chez Kofi Baako et Kweku Boateng, et étaient machinées par Kweku Akwei et Duncan Williams au siège central. Ces personnages en venaient à des intrigues bouffonnes parce qu'ils voyaient que l'Institut idéologique obtenait de bien meilleurs résultats dans les universités que le siège central du parti et ils jugeaient que c'était là une perte d'influence pour la faction de Kofi Baako. Conflit et confusion s'étendirent à la presse du parti. Tandis que le *Spark* commençait un travail d'explication des idées de Nkrumah, l'*Evening News* et le *Ghanaian Times* ou bien n'y portaient aucune attention, ou bien en répandaient des versions déformées et caricaturales. Mais ces journaux menaient constamment une campagne de calomnies et d'insinuations contre le *Spark*. A plusieurs reprises, Nkrumah eut à demander au *Spark* d'exposer tel ou tel aspect de son idéologie, parce que les autres journaux ne pouvaient ou ne voulaient pas les traiter. Pourtant, il conserva les directeurs de ces journaux, probablement parce qu'ils appartenaient à l'influente faction de Kofi Baako.

Le résultat fut qu'une diffusion massive des idées de Nkrumah dans tout le pays et jusqu'aux simples gens ne put jamais être réalisée. L'idéologie resta la propriété d'un petit groupe d'intellectuels. Pourtant, il y avait des indices qui révélaient que l'effort idéologique était bien accueilli par un nombre croissant de Ghanéens. Mais, dans l'ensemble, les masses paraissaient déconcertées. Elles assistaient aux réunions publiques et aux conférences. Quelques-uns étaient impressionnés par les grandes phrases, mais d'autres étaient visiblement ennuyés, et tous s'en retournaient insatisfaits. Dans cette atmosphère incertaine, l'équipe au pouvoir conservait son contrôle politique de l'Etat. L'idéologie cependant menait à des conclusions opposées à ce qui était la pratique réelle. Et quand les masses constatèrent que, pour ce qui était des mesures concrètes, les idéologues étaient généralement battus par l'équipe qui tenait les leviers de

l'appareil d'Etat et de celui du parti, l'instinct de conservation les poussa à s'aligner sur les détenteurs du pouvoir.

7. Action de la droite contre les diplômés de Winneba

En juillet 1964, une première promotion de 63 diplômés sortait de l'Institut idéologique, fondé en février 1961. Les conséquences furent immédiates et enthousiasmantes. Entrés dans la fonction publique, dans les ministères, dans les sociétés d'Etat, dans la presse du parti et à la radio, quelques-uns dans la diplomatie, les jeunes diplômés jugèrent partout le travail des bureaux et services d'un point de vue socialiste et critique. Chose encore pire aux yeux des privilégiés, ils gagnèrent rapidement une grande popularité dans les échelons inférieurs de la hiérarchie. Aussi, ces travailleurs commencèrent-ils à faire entendre plus fort leurs critiques des méthodes des dirigeants. Indiscutablement, les diplômés de l'Institut représentaient une grave menace pour les positions et l'influence des cliques privilégiées et enrichies de la hiérarchie du C.P.P. Et ce qui les rendait encore plus dangereux, c'est qu'ils s'appuyaient sur l'enseignement de Nkrumah. Ils pouvaient affirmer avec certitude que le comportement des privilégiés ne s'accordait pas avec les principes du fondateur et dirigeant du parti.

Vers la mi-1965, une autre promotion de 133 diplômés sortait de l'Institut. Dans la même période avait lieu la grande campagne pour la diffusion des idées socialistes du *Consciencisme*, publié en mars 1964. Au bout d'un an de conférences et de colloques sur ce sujet, il apparut que certains secteurs de l'opinion publique commençaient à passer de l'étude des idées à leur application. Le débat sur la réalisation du plan septennal lancé en 1964 était l'occasion d'appliquer les concepts du *Consciencisme*. Ainsi, les idées et les méthodes de la vieille garde du parti étaient ouvertement défiées ! Lentement mais inexorablement leurs mots de passe et leurs platitudes étaient discrédités parce qu'en contradiction avec l'idéologie officielle du parti. Ce courant entraînait un déclin régulier de ce groupe. On en arrivait à voir les étudiants de l'université harceler ouvertement les représentants de la vieille garde dans les réunions publiques. Au contraire, ils s'habituaient à organiser dans les campus des conférences et des colloques où parlaient les jeunes idéologues groupés autour de l'Institut idéologique et du *Spark*. Pour sa part, ce dernier menait le combat à fond; en l'espace de deux ans, il s'était imposé comme l'organe authentique de la seconde révolution.

L'apparition de ces tendances suscita de vives contre-attaques. Tout d'abord, contre les diplômés de l'Institut. On les accusa

de courir après l'argent, de courir seulement après les postes de direction dans l'Etat et le parti, et de vouloir s'emparer des positions de la vieille garde. Tout cela fut plus tard rassemblé en une accusation générale contre le groupe de l'Institut idéologique, de vouloir renverser le régime de Nkrumah. L'*Evening News* et le *Ghanaian Times*, incapables de soutenir la compétition avec le *Spark* sur le terrain de l'idéologie, se rabattaient sur les calomnies et les sous-entendus. Les différentes factions de la vieille garde, au parti, au gouvernement et à l'assemblée se rassemblèrent dans une alliance honteuse pour tenter de stopper cette vague idéologique qui menaçait de les submerger. Les rivalités pour les sphères d'influences furent dès lors secondaires; l'important était de résister à cette fermentation idéologique qui desserrait les écrous du régime en place et risquait de le renverser. Les différentes factions énumérées ci-dessus (voir chap. 3) se rassemblèrent contre le groupe de gauche de Kodwo Addison et Kofi Batsa. Et le groupe de Kofi Baako devint le porte-parole de l'alliance des droites. Ce combat domina la vie intérieure du C.P.P. pendant les quinze derniers mois de la Première République.

8. La droite contre le " Spark "

C'est en septembre 1965 que ce conflit, de plus en plus ample et dur, atteignit son plus haut degré de violence. Il se manifesta à propos de circonstances variées, il fut spasmodique, mais la stratégie des adversaires demeura constamment identique. La droite faisait de la fidélité à la personne de Nkrumah le centre de sa plate-forme tandis que la gauche s'appuyait sur la compréhension et l'application de l'idéologie du parti. Les principaux épisodes du conflit concernaient l'opposition du nkrumaïsme au socialisme africain, l'affectation des diplômés de l'Institut idéologique, l'image du parti, le travail idéologique dans les universités, le culte de la personnalité de Nkrumah, et la vie intérieure du parti. Je vais les passer en revue sommairement.

Les socialistes africains, représentés par Kofi Baako, affirmaient que l'Afrique devait avoir son propre socialisme, faute de quoi on tombait dans le « communisme russe ». Ils jugeaient que l'Africain n'est pas athée, que la société africaine ne comporte pas de classes sociales, et donc pas de lutte de classes; et enfin que le socialisme ne signifie rien d'autre que le retour à un régime qui existait en Afrique avant la colonisation. Ils trouvèrent une certaine audience jusqu'à la publication du *Consciencisme*. Mais ce livre prenait une position qui n'était pas « nécessairement athée »; il ne surestimait pas la lutte de classes, mais admettait l'existence de classes en Afrique. Il soutenait seulement qu'elles étaient à l'état naissant et que la tâche des dirigeants de la nouvelle Afrique était d'empêcher leur

consolidation et leur croissance. L'existence d'un régime socialiste dans l'Afrique précoloniale apparaissait ici comme un vœu pieux et non une donnée scientifique. La polémique contre le socialisme africain culmina dans trois publications essentielles. D'abord Nkrumah écrivit un article pour une revue américaine où il affirma sans équivoque sa condamnation du socialisme africain. Puis il écrivit un message pour le centième numéro du *Spark* et il marqua nettement qu'il appuyait cet hebdomadaire dans sa prise de position contre le socialisme africain, montrant ainsi à tous que la position du *Spark* était en fait celle de Nkrumah lui-même. Le résultat fut de réduire au silence tous les membres du parti qui tiraient sur le *Spark*, considéré par eux comme un intrus dans la presse du parti. Enfin Nkrumah fit publier par le *Spark* un éditorial sur l'unité monolithique du parti. Cette publication venait à la suite de la distribution de tracts anonymes en provenance de membres de la vieille garde. En tout cas, l'éditorial qui montrait quel était le chemin vers l'unité monolithique du parti marquait le triomphe du groupe Addison-Batsa comme représentants de la véritable idéologie du parti.

Le second conflit concernait, je l'ai déjà dit, l'affectation des diplômés de l'Institut idéologique. Les membres de la vieille garde tenaient à leur interdire l'accès aux postes de direction dans la fonction publique ou le parti; c'était parfaitement compréhensible du point de vue de leurs propres intérêts. Ce qui, au contraire, fut une surprise, ce fut le manque de fermeté de Nkrumah sur ce point. Il ne parut pas comprendre que l'emploi de ces diplômés dans le parti et dans les services publics était la route la plus efficace pour la transformation idéologique du parti. Faute de quoi, le parti restait un instrument inadapté à la marche vers le socialisme. En outre, le désespoir des diplômés en faisait souvent d'âpres critiques du régime, ayant de moins en moins confiance dans un passage pacifique au socialisme. Cet état de choses pouvait aussi en faire, et a fait de quelques-uns d'entre eux, de simples opportunistes prêts à se ranger du côté de la vieille garde au pouvoir, pour peu qu'elle leur fît signe.

Le troisième conflit fit rage au sujet de l'image du parti qu'il convenait d'offrir au public. La gauche ne voyait aucune utilité à déclarer que le parti était l'instrument de la transformation socialiste tant que son organisation et sa direction n'auraient pas été arrachées aux enrichis de la vieille garde. C'était là une condition nécessaire pour que le parti puisse regagner la confiance du peuple et le mobiliser pour la seconde révolution. La gauche s'en prenait à trois vices précis. Tout d'abord la corruption au moyen du trafic des marchés et licences et du népotisme qui assurait les postes aux amis et relations même en l'absence de compétence. Puis, l'indiscipline, autrement dit la reconnaissance en paroles de la ligne du parti alors que l'on continuait à s'occuper de ses propres intérêts. En dernier lieu, l'usage arbitraire du

pouvoir politique qui se traduisait par la brutalité des hauts fonctionnaires et des permanents du parti, les brimades contre la base du parti et l'utilisation abusive de la loi sur la détention préventive par les détenteurs du pouvoir. J'avais fait une conférence sur ces graves erreurs au Congrès annuel de district de la circonscription d'Accra ouest, et je l'avais répétée à Cape Coast. Elle fut ensuite publiée dans le *Spark* et, en feuilleton, dans le *Sunday Mirror*. Cette campagne fut bien accueillie par le public qui trouvait là une occasion de manifester son ressentiment contre le comportement des bureaucrates de l'Etat et du parti. Elle aboutit à la commission d'enquête présidée par le professeur Abraham sur le stockage, le marché noir et la pénurie de biens de consommation, commission nommée au début de 1965. Cependant, le rapport de la commission déçut parce qu'il laissait de côté les ministres et les hauts fonctionnaires dont on savait qu'ils spéculaient effectivement sur les produits importés. Mais il est juste de noter que l'omission de ces personnages n'était pas le fait de la commission mais du gouvernement qui reçut le rapport, et en publia une version revue et corrigée. C'est là une preuve de plus de l'étroit contrôle de l'Etat par la vieille garde. Il en résulta un profond dégoût, et dans la base du C.P.P. et dans le peuple ghanéen tout entier : au début de 1966, on en arrivait à désespérer de toute possibilité d'un changement rationnel et pacifique.

9. Le conflit gauche-droite dans les universités

Le travail idéologique dans les universités était un autre secteur du conflit. La brutalité grossière des tenants d'Adamafio et ensuite de Kofi Baako avait suscité une vive opposition au C.P.P. Sur les campus, ce n'était pas là le seul facteur négatif. La présence d'un grand nombre d'enseignants et d'administrateurs qui, ouvertement ou en secret, étaient hostiles au socialisme, contribuait à faire des universités, particulièrement celle de Legon, près d'Accra, des îlots de résistance passionnelle et intellectuelle à la fois à la seconde révolution. Mais les méthodes sommaires, irrationnelles et agressives de la faction de Kofi Baako suscitaient des incidents irritants qui pouvaient être mis à profit par les mandarins orthodoxes pour démontrer que le socialisme était l'ennemi des libertés universitaires. De fait, la grossièreté et le bavardage infantile des tenants de Kofi Baako donnaient aux universitaires des exemples de ce qu'ils dénonçaient sous l'étiquette de l'anti-intellectualisme du C.P.P. L'intervention des idéologues socialistes du groupe Addison-Batsa modifia la situation. Les jeunes étudiants accueillaient plus volontiers ces nouveaux venus, non seulement parce qu'ils étaient meilleurs pédagogues et plus intellectuels, mais aussi parce que, pour répandre leurs idées, ils ne faisaient pas sans cesse appel

à l'autorité de l'Etat. Pour ma part, j'ai donné une série de conférences sur *Le Consciencisme* à l'université de Kumasi, à la suite desquelles le comité local du C.P.P. est passé de 5 à 225 membres sur un total de 2 000 étudiants. Etudiants et professeurs m'ont fait part de la différence qu'ils avaient constatée entre ma méthode et celle des militants qui visitaient de temps en temps les universités, et l'un de ces derniers était lui-même présent pour entendre ces remarques ! De même, la gauche conquit l'université de Cape Coast au point que ses étudiants entreprirent bénévolement un travail idéologique dans les établissements secondaires de la région du Centre. A Legon, les socialistes avaient favorablement impressionné les étudiants, et je pouvais noter avec plaisir que nos conférences faisaient toujours salle comble. A la fin, les questions et les discussions montraient bien que le public savait accueillir les idées socialistes avec un esprit éveillé.

Ces résultats furent connus de Nkrumah qui m'appela un jour pour en discuter. Il me félicita et m'encouragea à persévérer. Cependant, ces progrès de la gauche ne pouvaient pas ne pas provoquer une furieuse réaction des tenants de Kofi Baako. Kweku Boateng, président du Conseil de l'enseignement supérieur, s'opposa à la nouvelle association des étudiants, la Ghanaso, et ferma les yeux sur tous les obstacles à son activité suscités par l'administration universitaire. Et, dans la seconde moitié de 1965, on commença à répandre contre elle l'accusation d'être un élément de la grande stratégie de l'Institut idéologique qui visait à renverser Nkrumah. Comme toujours avec ce genre d'hommes, l'accusation ne fut ni énoncée franchement, ni étayée par la moindre preuve; ils préféraient agir par rumeurs et murmures. Et après avoir ainsi empoisonné l'atmosphère, ils recouraient à des mesures administratives pour paralyser l'action des étudiants C.P.P. Finalement, la Ghanaso fut placée sous la tutelle des bureaux de l'Education et de la Jeunesse du siège central du parti, autrement dit soumise aux tactiques dilatoires et aux chicaneries des permanents du parti, en l'occurrence Kweku Akwei et Duncan Williams, respectivement hommes liges de Kofi Baako et de Kweku Boateng. Dans ces conditions, bien des membres de la Ghanaso finirent par renoncer à toute tentative pour introduire les idées socialistes dans l'université.

Vers la même époque, les autorités universitaires lançaient une opération de harcèlement contre les enseignants de gauche. Pour les plus légères ou les plus absurdes raisons, ils perdaient leurs droits aux promotions par exemple; on ne pouvait s'expliquer cette attitude de répression à l'égard des hommes de gauche dans un pays supposé être dirigé par des socialistes. Dès lors, l'idée selon laquelle le C.P.P. ne voulait pas de travail intellectuel sérieux gagna du terrain de nouveau, mais cette fois dans les milieux progressistes.

10. Le problème du culte de la personnalité

Avec le culte de la personnalité de Nkrumah, nous abordons un autre sujet de conflit et des plus délicats. Car, ici, la polémique fournissait des arguments à la vieille garde qui se maintenait en se présentant comme le noyau nkrumaïste fidèle, d'une fidélité à toute épreuve. Chacun savait bien que Nkrumah était à la fois le dirigeant et le théoricien de la révolution ghanéenne, qu'il avait un grand prestige dans toute l'Afrique et au-delà, bref qu'il *y avait de quoi en faire une personnalité charismatique. Mais* de là, on passa rapidement au culte de la personnalité, il devint un mythe, doué des attributs de l'omniscience, de l'invincibilité et même de l'immortalité [2]. C'est ainsi que la droite le représentait devant le parti, devant la jeunesse, devant la nation. La gauche en jugeait un peu différemment. Elle acceptait, en Nkrumah, un grand dirigeant et un grand penseur. Elle admettait que, pour l'esprit pratique de l'Africain moyen, la personnification des idéaux et des attributs de la révolution était un stade nécessaire pour qu'il les accepte. Donc, la gauche demandait que la propagande de Nkrumah repose sur la propagande de ses idées. Pour la droite, Nkrumah était grand parce qu'il était Nkrumah, pour la gauche, Nkrumah était grand à cause des principes qu'il défendait.

Pour illustrer la différence de ces conceptions, il peut être de quelque intérêt de s'arrêter sur un incident qui suivit une conférence donnée par moi lors d'un stage de syndicalistes à l'Institut idéologique vers la fin de 1965. J'avais averti mes auditeurs que l'adulation de Nkrumah ne suffisait pas, mais qu'elle devait être suivie de la compréhension et de l'approfondissement de ses idées et de son enseignement. J'ajoutai que l'adulation de Nkrumah séparée de l'intelligence de ses idées et de l'application de ses directives était la tactique des adversaires du socialisme au Ghana; et elle l'était en effet. Aussitôt la faction Kofi Baako se saisit de cette déclaration, soutint que l'Institut idéologique était coupable de séparer la personne de Nkrumah des idées de Nkrumah et que c'était là le premier pas vers son renversement. Il faut remarquer que Nkrumah parut d'abord accorder audience à ces absurdités. Il ne changea pas d'opinion avant que je lui aie remis le texte intégral de ma conférence. Mais une fois qu'il eut pris connaissance de la vérité, il déclara ouvertement que ma position était la juste position du parti à l'égard de sa propre personnalité de dirigeant.

Le culte de la personnalité de Nkrumah eut des conséquences désastreuses pour la démocratie à l'intérieur du parti : la gauche

2. « Kwamé Nkrumah ne meurt jamais », disait l'hymne des Jeunes Pionniers. (N.d.T.)

voulait que la vie du parti unique soit vraiment et activement démocratique. C'est pourquoi elle s'efforçait de briser le cercle d'hommes qui entourait Nkrumah et de rendre possible la libre discussion conformément aux statuts du parti, au lieu de permettre que la ligne politique soit le résultat des pressions exercées par les différentes factions. Tout le monde savait au Ghana que Nkrumah était entouré, ou plutôt encerclé par la vieille garde qui l'isolait de l'opinion de la base et des aspirations populaires. Même certains ministres se plaignaient de ce travail de sape, comme on le nommait, et dont on accusait la droite. Les socialistes allèrent plus loin. Ils s'efforcèrent de commencer à faire pénétrer la démocratie dans le parti. On faisait des conférences où l'on condamnait la brutalité des détenteurs du pouvoir et où l'on faisait des propositions pratiques pour lutter contre les pratiques arbitraires. J'ai moi-même fait une conférence à la faculté de droit sur l'invitation du professeur Seidmann, où j'ai parlé des rapports de l'idéologie et de la loi. J'ai profité de cette occasion pour souligner qu'il fallait chercher les moyens de réaliser et ensuite de maintenir la démocratie dans le cadre du système du parti unique. Ni discours ni articles de statuts ou de constitution ne pouvaient y suffire. Il fallait créer des institutions efficaces qui protègent l'individu contre les abus des officiels du parti et de l'Etat. Cela se passait trop peu de temps avant le coup d'Etat pour que l'on ait pu juger de l'impression produite sur le parti et le public. Néanmoins, il est certain que le problème commençait à retenir l'attention de certains cercles intellectuels.

6

Le déclin du C.P.P. en 1965

Pour apprécier le rapport entre le conflit interne du parti et les événements de février 1966, il convient d'abord de mesurer les conséquences de ce conflit sur l'état d'esprit de la base du parti et du pays. A mon avis, au moment du coup d'Etat, la masse des membres du C.P.P. était tombée dans une extrême démoralisation et l'opinion publique, dans son ensemble, en était venue à une attitude de résignation à l'égard des événements politiques. D'où la surprenante absence de résistance au coup d'Etat. Tous ceux qui avaient suivi les péripéties de la lutte interne du parti et étaient capables de l'apprécier correctement pouvaient comprendre dès le premier jour du coup d'Etat qu'une contre-attaque massive et organisée était purement et simplement impossible. Je soutiens que démoralisation et résignation doivent, l'une et l'autre, être expliquées, en grande partie, par le conflit interne qui avait fait rage tout au long de 1965.

1. Progrès de la gauche en 1963-1965

On ne peut nier que la gauche avait nettement progressé dans la période 1963-1965. Avant 1963, elle était dans l'ensemble inconnue et n'était qu'un groupe secondaire rattaché à l'une ou l'autre des fractions de droite ou pseudo-socialistes. Mais le regroupement des forces entraîné par le XIe Congrès du C.P.P. à Kumati en juillet 1962, l'attentat de Kulungugu et la réaction en chaîne qu'il déclencha aidèrent la gauche à se constituer en force indépendante et à apparaître au grand jour. On ne saurait en donner de meilleur témoignage que la nomination de Kodwo Addison à la tête de l'Institut idéologique et plus tard, en 1964,

comme membre de la Commission présidentielle; et la montée sous la direction de Kofi Batsa, du *Spark*, devenu l'organe de diffusion de l'idéologie officielle du parti. Pendant cette période, la gauche marqua des points. Le socialisme africain fut rejeté, et ses tenants du C.C.P. idéologiquement discrédités. La tentative de la droite d'affaiblir et de détruire l'Institut idéologique fut révélée et mise en échec : la gauche en garda le contrôle. Et même le peu d'influence que la droite pouvait encore exercer par le canal du comité central fut liquidée quand un amendement aux statuts du parti en 1965 transféra la direction de l'Institut au secrétaire général personnellement, c'est-à-dire Nkrumah. Certes, ce n'est pas là une mesure que l'on puisse vanter si l'on se place du point de vue de la démocratie intérieure du parti. Mais dans un parti dont le Congrès avait proclamé l'adhésion au socialisme, mais dont le comité central était dominé par les ennemis de classe du socialisme, c'était un pas dans la bonne voie. Si l'on admet que le C.P.P. en 1965 était une organisation en train de se réformer pour s'adapter à ses tâches socialistes, alors, faire passer l'Institut idéologique du contrôle de la direction collective à celui du dirigeant individuel se justifiait dans la mesure où cette décision garantissait l'existence de l'idéologie du parti. En tout cas, le prestige et l'influence de l'Institut allaient croissant et, partout, la différence entre les socialistes qui en sortaient et les pseudo-socialistes au pouvoir devenait évidente. Universitaires et grand public, anciens intellectuels et fonctionnaires de la vieille école commençaient à s'y intéresser. De même, le combat engagé par la gauche contre la corruption et les abus de pouvoir avait été chaudement accueilli par l'opinion publique, et avait suscité tant d'enthousiasme que certains membres de la vieille garde cherchaient à s'en protéger en s'associant à la gauche. Le grand nombre de témoignages contre la vieille garde recueillis par la commission d'enquête Abraham peut être attribué, au moins en partie, à l'écho suscité par cette campagne de la gauche. Même des hommes d'affaires se mettaient à admettre ouvertement que la gauche comprenait mieux les problèmes économiques du Ghana que la droite qui détenait le pouvoir. On en arrivait au point où le public s'attendait à apprendre d'un jour à l'autre que la vieille garde avait été chassée du pouvoir et laissait place à des hommes nouveaux.

2. Remontée de la droite en 1965 : au Parlement

Malheureusement, cet espoir ne se réalisa pas. Au contraire, vers la mi-1965, on eut des preuves certaines que les choses se compliquaient pour la gauche. A cette période, Kodwo Addison cessa de faire partie de la commission présidentielle. Le prétexte avancé, que le poste ne pouvait être occupé qu'un an, ne

convainquit personne. Car, à la place d'Addison, on vit entrer à la commission N.A. Welbeck et A.E. Inkumsah, ce qui manifestait clairement la remontée de la droite. Les escarmouches autour de l'établissement de la liste des candidats aux élections législatives de 1965 apportèrent une autre preuve de cette remontée. On s'attendait généralement à ce que la vieille garde soit écartée du parlement, qu'elle avait dominé depuis près de dix ans. Nkrumah lui-même comptait choisir des hommes nouveaux comme candidats, y compris quelques diplômés de l'Institut idéologique. Et la composition de cette nouvelle assemblée devait être une phase d'un processus d'élimination des éléments antisocialistes à la direction de l'Etat et du parti. C'est ce que Nkrumah avait indiqué dans une lettre à Addison. Mais à l'approche des élections, il semblait avoir changé d'idée. Pratiquement les 114 députés de l'ancien parlement revinrent. Et les 84 sièges supplémentaires, créés alors, revinrent, pour la plus grande part, aux amis de la vieille garde. Quelques progressistes, cependant, entrèrent au parlement, soit en raison des postes qu'ils occupaient dans le parti, soit à la suite de la pression de quelques socialistes qui n'appartenaient pas à la direction du parti. En tout cas, l'occasion unique d'écarter la droite du parlement avait été perdue. Le fait que tous les candidats passèrent sans avoir eu à affronter d'adversaires ne traduisait pas l'enthousiasme, mais le dégoût et le désespoir du corps électoral.

3. ... et au gouvernement

Puisque la droite gardait le pouvoir au Parlement, il était logique qu'elle le gardât au gouvernement; et c'est ce qui arriva, quoiqu'il y eût quelques accrochages. En dehors de Krobo Edusei, éliminé à la suite d'intrigues individuelles auxquelles on prétendit donner une coloration idéologique, la vieille garde continua à dominer le Conseil des ministres. Il y eut tout de même une poignée de figures nouvelles : Alex Quaison-Sackey, F.A. Jantuah, Isaac Chinebuah, Ekow Daniels et Kwesi Armah. Mais seuls Quaison-Sackey, Chinebuah et Ekow Daniels restèrent fidèles à la gauche. Kwesi Armah, outre que ses idées personnelles étaient fort éloignées du socialisme, était surtout pressé d'accroître sa fortune, ses relations avec des sociétés occidentales pesaient lourdement sur son action ministérielle, de sorte qu'il se comportait exactement comme la vieille garde. A son retour de Londres, où il avait été pendant cinq ans haut-commissaire du Ghana [1], sa grande contribution au socialisme fut une déclaration selon laquelle c'était un mode de vie irréel, et même

1. Les pays du Commonwealth sont représentés, chez les autres pays du groupe, par des hauts-commissaires et non par des ambassadeurs. (N.d.T.)

les Russes, ajoutait-il, en étaient arrivés à cette conclusion, d'où leur retour à des stimulants matériels pour accroître la production. Quant à F.A. Jantuah, il semblait être parvenu à la conviction que pour garder son poste, le mieux était de s'allier avec la vieille garde. Il était déjà marqué comme un homme suspect à la suite de sa lutte contre la bureaucratie du parti, dans la région achanti, au sujet du travail idéologique. A cette date, il avait pris une position progressiste très louable. Mais sa résignation, peu après sa nomination au poste de ministre de l'Agriculture, ne doit peut-être pas être attribuée uniquement à des motivations égoïstes. Un curieux incident doit ici être mentionné. Peu après son arrivée au ministère, il avait découvert tout un trafic spéculatif concernant les réserves forestières de la région occidentale, trafic dans lequel étaient compromis des ministres de l'ancien gouvernement dont quelques-uns l'étaient toujours dans le nouveau. Jantuah voulait dévoiler toute cette histoire sordide. Or, un jour qu'il discutait des mesures à prendre avec un haut fonctionnaire du service des Forêts, il voulut écouter les informations de 13 heures à Radio-Ghana et apprit tout à coup que le service des Forêts avait été séparé du ministère de l'Agriculture, et formait dorénavant un ministère avec B.A. Bentum à sa tête. Ce fut un rude choc, Jantuah n'avait même pas été consulté sur le fractionnement de son ministère. Il pensa d'abord démissionner, puis y renonça. En tout cas, l'épisode lui donnait l'occasion de mesurer la force de la vieille garde, et il a dû en tirer la conclusion que, pour survivre, il fallait s'accorder avec ces hommes. Par une ironie de l'histoire, B.A. Bentum et le chef traditionnel compromis dans le scandale des réserves forestières ont fait partie du premier groupe de personnalités C.P.P. qui dénonça Nkrumah après le coup d'Etat de février 1966.

Mais, en outre, l'opinion publique ne pouvait pas ne pas remarquer comment étaient traités les rares progressistes du gouvernement. Alex Quaison-Sackey était la quatrième roue de la charrette dans les Affaires étrangères du Ghana, après le secrétariat aux Affaires africaines. Ekow Daniels n'était pas soutenu par son supérieur, le procureur général B. Kaw Swanzy. Et Isaac Chinebuah, ministre de l'Information et, en tant que tel, membre du Cabinet, fut dégradé et transféré à l'Education, dont le ministre n'était pas membre du Cabinet. L'opinion générale, c'était qu'il avait été écarté de l'Information parce qu'il y devenait trop populaire. Ses discours lors de l'inauguration de la télévision ghanéenne et à celle des nouveaux bureaux de l'Agence d'information du Ghana, furent jugés les vraies causes de sa disgrâce. Non pas qu'ils aient été mauvais, loin de là, mais parce qu'ils faisaient pâlir par comparaison ceux de Nkrumah prononcés à ces mêmes cérémonies. C'est, en tout cas, ce qui se disait. Aucune explication officielle ne fut donnée. J'allai demander à Nkrumah ce qu'il en était. Il ne me donna aucune réponse claire, il laissa entendre que le jeune ministre avait quelque

chose en lui, mais il me demanda de dire à Chinebuah de ne pas se laisser abattre. Je transmis le message, et je fus impressionné par le sang-froid et le calme du destinataire.

4. L'affaire Abraham

L'affaire d'Abraham contre la presse donna un autre indice de l'assaut contre les progressistes du C.P.P. Ce jeune universitaire, professeur de philosophie à Legon, très proche de Nkrumah, fit paraître un article dans la presse du parti où il condamnait l'adulation immodérée de Nkrumah qui avait pour conséquence d'isoler le dirigeant des masses. C'était une tentative courageuse et bien argumentée pour dégonfler le culte de la personnalité dans le parti. J'ai tout lieu de croire qu'Abraham fut encouragé à prendre ainsi position par Nkrumah lui-même, lors de discussions théoriques à une réunion du parti. Mais la riposte fut rapide et tranchante. Tandis que le public, les intellectuels en particulier, saluaient l'article avec enthousiasme, les directeurs des quotidiens du parti manifestèrent leur hostilité dans des réponses incendiaires. Le directeur de l'*Evening News*, Eric Heyman, lui-même membre du Comité central tout comme Abraham, accusa ce dernier de saper la position et l'influence de Nkrumah. Abraham demanda le soutien du comité central, mais ne l'obtint pas. Bouleversé, il lui fallut prendre un congé à l'étranger pour quelque temps. Il revint au *Spark* de prendre sa défense. Les intellectuels virent dans cet épisode une preuve de plus de la méfiance du C.P.P. à leur égard, et en tirèrent la conclusion que le parti n'était pas sincère quand il proclamait que les intellectuels étaient les bienvenus dans ses rangs.

5. L'affaire Idrissu. Eté 1965

L'affaire Idrissu au Parlement fut une nouvelle manifestation publique de la prédominance de la droite. Député de la région Nord, I.S. Idrissu semblait avoir décidé d'utiliser la tribune du Parlement pour y lancer de violentes attaques contre la corruption dans les hautes sphères. En tant que parlementaire, c'était indiscutablement son droit. Mais ces attaques s'en prenaient aux membres de la vieille garde. Aussi réagirent-ils en essayant d'étouffer le débat sur une motion déposée par Idrissu. Dans une première phase, ils soutenaient que le débat ne pouvait avoir lieu parce que la motion était mal rédigée, du fait qu'elle mentionnait le comité central du parti, lequel n'était pas à l'Assemblée pour se défendre, tel était l'argument du président du groupe parlementaire. Pur sophisme; tous les membres du comité central, sauf son président à vie, étaient aussi députés; en outre,

le comité central n'était nullement accusé dans la motion, il était simplement fait appel à lui pour qu'il prenne des mesures concrètes dans les affaires de corruption qu'Idrissu allait dénoncer. En tout cas, la constitution de 1964 faisait du C.P.P. le parti unique du pays. Si le parlement ne pouvait pas parler, lors de la discussion d'une motion, de l'action d'une institution constitutionnellement établie, on peut se demander quel pouvoir avait ce parlement. Quelques députés progressistes, sans pour autant être d'accord en tous points avec Idrissu, intervinrent pour que le débat ait lieu. Ils firent remarquer que l'erreur technique dans le libellé de la motion aurait dû être remarquée par la commission d'organisation des débats de l'Assemblée avant que la motion soit inscrite à l'ordre du jour. Il est vrai que cette commission était aux mains de la vieille garde... Par la suite, les députés progressistes furent blâmés par le comité central pour avoir pris une position parfaitement juste. Quoi qu'il en soit, Idrissu déjoua les manœuvres de la vieille garde en supprimant dans sa motion toute référence au comité central. Et quelques jours plus tard, le débat eut lieu. Incapables de l'empêcher, les membres de la vieille garde changèrent de terrain. Ils affirmaient maintenant que le linge sale du parti ne devait pas être lavé en public, ce qui était admettre, par inadvertance, l'existence dudit linge sale.

L'opinion publique était du côté d'Idrissu, bien que les quotidiens du parti, mais non le *Daily Graphic,* fussent injustes à son égard. Et là-dessus arriva la grande erreur. Nkrumah, qui avait tout au long estimé qu'Idrissu devait avoir le droit de parler et que d'autres membres du parti devaient lui répondre, céda à la pression de la vieille garde. La commission parlementaire de discipline, présidée par Kweku Akwei, se hâta de conseiller l'exclusion d'Idrissu du parlement. Le comité central accepta cette recommandation bien qu'à la vérité, il n'y eût pas de comité central statutairement constitué à cette date, et Idrissu fut exclu et du parlement et du C.P.P. La vieille garde l'avait emporté, mais seulement sur le plan technique. Car, moralement, la victoire était pour Idrissu, et c'était le parti qui subissait une défaite politique aux yeux de l'opinion. Les rumeurs intentionnellement répandues, qui accusaient le discours d'Idrissu d'avoir été rédigé par l'ambassade américaine, ne faisaient que souligner cette défaite. Devant le mécontentement général, le *Spark* se devait d'intervenir. Le rédacteur en chef, Kofi Batsa, m'informa que les services de la présidence lui avaient donné pour directive de se joindre à la croisade contre Idrissu. Je supposai que la vieille garde avait dû lire dans le silence du *Spark* depuis le début un soutien de l'attaque d'Idrissu contre la corruption. Quoi qu'il en fût, je refusai d'être mêlé à cette affaire, pour la simple raison que j'estimais qu'Idrissu avait raison. Aussi n'y eut-il pas d'article de Julius Sago sur ce sujet. Kofi Batsa, lui, rédigea consciencieusement un éditorial qui était, à mes yeux, une défense de l'indéfendable.

Deux questions me tourmentaient après ces événements. Pourquoi Kofi Batsa avait-il été obligé d'écrire un éditorial dont il devait être le premier à ne pas croire un mot ? Et pourquoi Julius Sago, habituellement si franc, n'avait-il pas pris la défense d'Idrissu ? Ces questions nous mènent au problème de la source du pouvoir dans un Etat moderne. Y répondre honnêtement, c'est revenir à cette vérité que la liberté de la presse est vitale *si l'on veut sauvegarder la justice. Au mieux, une presse monolithique* peut être équitable, mais n'est pas libre. Or, la liberté de la presse exige qu'elle soit polycentrée, qu'elle ne subisse pas le contrôle d'un seul centre. Car la politique est une combinaison, un jeu d'intérêts divers, dans lequel l'altruisme ne peut être qu'exceptionnel.

6. Le procès d'Aburi. Septembre 1965

Mais c'est avec l'incident des prétendus « procès de trahison » de septembre 1965 que l'offensive obscurantiste de la vieille garde atteignit son apogée. La droite comptait porter là le coup final, et liquider ses adversaires. Elle accusait la gauche, en l'espèce Addison, Kofi Batsa, J. Kaw Ampah et moi-même, de comploter le renversement de Nkrumah. Je ne me suis pas douté qu'on en était déjà là jusqu'à un certain samedi de septembre où j'avais été voir Nkrumah au château d'Osu [2] pour discuter avec lui de la conférence de l'O.U.A. prévue pour le mois d'octobre. A la fin de cette discussion, Nkrumah me donna à lire un document : c'était un rapport des services de Sécurité qui contenait des allégations surprenantes, dont Nkrumah m'indiqua la source. On y affirmait qu'un groupe d'Etats de l'Afrique occidentale étaient en rapport avec le secrétaire général de la Confédération des syndicats ghanéens pour faire entrer en fraude au *Ghana un millier d'individus qui auraient pour tâche de susciter* des désordres à Accra, et de donner par là un prétexte pour transférer ailleurs la conférence de l'O.U.A. Un crédit de 7 000 livres sterling (soit quelque 10 millions d'anciens francs) avait été retiré d'une banque de Lagos à cet usage. Que des Etats africains francophones et limitrophes du Ghana soient impliqués dans une tentative de ce genre n'avait rien de surprenant pour moi : leur comportement et leurs attaques diplomatiques montraient depuis des mois que c'était là leur objectif. Ce qui m'intriguait, c'est que les syndicats ghanéens aient pu être compromis dans cette affaire. C'était bien clair : on faisait entendre que J. Kaw Ampah, placé à leur tête en ce temps-là, était

2. Ancien fort de négriers, dans la partie est d'Accra, au bord de la mer; danois et plus tard anglais, il était devenu la résidence du gouverneur britannique. Une partie des Services de la présidence de la République y était installée et Nkrumah y résidait souvent. (N.d.T.)

en collusion avec les ennemis de Nkrumah à l'extérieur. Or, Ampah était une des personnalités les plus en vue de la gauche.

J'ignore pourquoi Nkrumah m'a montré ce document, mais, à l'époque, j'ai pensé que c'était peut-être en raison de son respect pour mon franc-parler. Peut-être aussi le fait que je n'étais pas ghanéen avait-il quelque chose à voir là-dedans. Je n'ai pas mis en doute l'authenticité du document, dont la source était inattaquable. Mais j'ai dit à Nkrumah que la personnalité mise en cause ne pouvait pas être Ampah. J'ai suggéré qu'elle aurait pu être John K. Tettegah, de la Panafricaine des Syndicats, qui continuait à se parer, à l'extérieur du Ghana, du titre de secrétaire général de la Confédération des syndicats ghanéens, poste qu'il avait occupé jusqu'en juillet 1964, date à laquelle il avait été transféré, contre son gré, à la Panafricaine. Plus tard, pour étayer mon hypothèse, j'ai fait voir à Nkrumah un numéro ancien du *Ghanaian Times* qui donnait un compte rendu d'un voyage de Tettegah au Dahomey et de sa rencontre avec Ahomadegbé. Sur le moment, j'ai ajouté très fermement que, si Nkrumah pouvait croire à la participation d'Ampah à un complot dirigé contre lui, alors moi aussi je devrais être compromis dans le même complot. Il fut visiblement choqué par ma déclaration. Il me regarda en face sans cacher son étonnement. Alors, j'ai lentement et tranquillement répété ce que je venais de dire. Sur quoi, il m'informa qu'une réunion spéciale devait avoir lieu le lendemain à la villa présidentielle de Peduasi, à côté d'Aburi [3].

La réunion s'ouvrit à 10 h 30 et dura jusqu'à 18 h, avec une interruption de moins d'une demi-heure pour le déjeuner. Trente-quatre personnes étaient présentes, essentiellement les ministres de la vieille garde, de hauts responsables du parti, et quelques collaborateurs. Le seul fonctionnaire présent était Assiama, chef du service des recherches de la Sécurité. Il apparut vite qu'il s'agissait de mettre la gauche en accusation. Dans le cours des débats, j'en vins à me demander comment il se faisait que mon invitation à cette réunion — où j'étais un de ceux qui étaient accusés de haute trahison — ait pu survenir, d'une manière, aurait-on dit, accidentelle. Le déroulement des débats indiquait que les accusateurs s'étaient soigneusement répartis les rôles et s'étaient bien préparés. Nkrumah ouvrit la réunion et parla de sérieux défauts dans la vie du parti. Par comparaison, il rappela que le parti, au Ghana, était à l'Etat comme le sang à l'organisme humain. Les problèmes internes qu'il qualifiait de nuances ou altérations pouvaient stopper la circulation du sang et produire la mort. Le problème à l'ordre du jour était donc de mettre fin à ces altérations.

Au ton conciliateur de Nkrumah s'opposa aussitôt le style d'inquisiteur des accusateurs. Le ministre des Travaux publics,

3. A une trentaine de kilomètres au nord d'Accra. (N.d.T.)

E.K. Bensah, ouvrit le feu, suivi par Kofi Baako, N.A. Welbeck et Ayeh-Kumi. D'après leur réquisitoire, « certaines personnes » avaient entrepris de détruire Nkrumah en menant un travail de sape contre ses plus fidèles lieutenants. A preuve : l'effort pour placer les diplômés de l'Institut idéologique dans le parti, la fonction publique et le parlement, l'affaire Idrissu, la « séparation » de la personne de Nkrumah de son idéologie. La plupart des autres reprirent et développèrent simplement ces accusations. Assiama, pour sa part, apporta le point de vue de « l'expert ». D'après lui, si l'on séparait la personne de Nkrumah de son idéologie, et si l'on insistait sur la seconde en négligeant la première, c'était une preuve de haute trahison. Ce singulier raisonnement m'amena à intervenir. Je demandai sur quels faits pouvait être fondé cet argument car, faute de faits, il ne restait que de la métaphysique là-dedans. Je continuai en déclarant que l'Institut idéologique devait être développé, et non pas étranglé; c'était ce que la révolution exigeait. Et pour l'aider à se développer il fallait accroître la qualité de son enseignement et organiser l'affectation de ses diplômés. Kodwo Addison, qui avait la fièvre ce jour-là, parla peu et se limita à réfuter par les faits les accusations de la vieille garde. Bien peu parmi les assistants prirent parti pour la gauche, ce qui était prévisible dans une assemblée dominée par une droite qu'affolait toute menace contre ses privilèges. Cependant, le ministre des Communications, Dowuona-Hammond, lui-même un ancien du C.P.P., parla pour la gauche, mais au milieu des moqueries de ses collègues. H.S.T. Provencal déclara que ce qui se passait était un exemple de la manière dont on pouvait détruire de bons camarades. Il ajouta qu'il désirait mourir avant Nkrumah, parce qu'il était sûr qu'après lui, le Ghana sombrerait dans des rivalités de clans et de désordres, auprès desquels les événements du Congo feraient figure de pique-nique. Ayeh-Kumi, qui n'avait pourtant aucune sympathie pour la politique de la gauche, condamna sèchement ce qui lui apparut comme une tentative orchestrée d'assassinat psychologique. La réunion s'acheva sans conclusion, mais j'étais soulagé. Je constatais en effet que l'assaut de la vieille garde avait été stoppé, que certaines accusations transmises à Nkrumah en sous-main avaient été réfutées, que Nkrumah lui-même commençait à réfléchir à toute cette histoire d'un prétendu complot de la gauche contre lui. Il le montra au grand jour et désarçonna les accusateurs quand, au déjeuner, il me fit asseoir à côté de lui et fit le bilan des débats. Puis, nous sommes tous rentrés à Accra.

Le lendemain, j'ai adressé au président une longue analyse de la réunion d'Aburi, où je mettais en lumière qu'elle était, pour moi, une tentative de grande envergure de la droite pour stopper la marche au socialisme. Je pense que Nkrumah a fait sienne cette analyse. Car, quand la réunion d'Aburi reprit le mercredi suivant avec une participation accrue qui comprenait plusieurs professeurs de l'Institut, Nkrumah axa son intervention

sur l'amélioration du travail de l'Institut. Il mit sur pied une commission de sept membres pour examiner ces problèmes; c'étaient Kodwo Addison, Kweku Boateng, Kofi Baako, N.A. Welbeck, Dowuona-Hammond, Eric Heymann et moi-même. Notre rapport fut prêt en moins d'une semaine. C'est à la suite de ce rapport que furent décidées les réformes de novembre 1965 qui firent la preuve que la droite avait échoué dans sa tentative de liquider l'Institut. Addison resta directeur. La direction des études revint au Dr Boris Petruck et à moi-même, donc à deux adversaires résolus du socialisme africain. Quelques enseignants qui flirtaient avec la droite n'eurent pas leurs contrats renouvelés. Le contrôle de l'Institut passa enfin du comité central à Nkrumah personnellement. Mais la victoire de la gauche ne fut connue que d'un cercle très restreint. L'opinion, au contraire, crut à une nouvelle victoire de la droite. Un énorme travail de propagande, avant et après Aburi, répandit la nouvelle que j'avais été expulsé du Ghana, qu'Addison et Ampah avaient été arrêtés et que Kofi Batsa s'était enfui. Ces racontars coïncidaient avec des déplacements qui nous étaient imposés, à moi en particulier, par la réunion de la conférence de l'O.U.A. à Accra [4]. Quand nous avons repris nos tâches habituelles, une fois la conférence terminée, le public fut agréablement surpris. Plusieurs fois, nous avons rencontré des membres du parti qui nous rapportaient ces histoires d'expulsion et d'emprisonnement. Mais il fallait du temps pour que tout le monde soit informé que les progressistes n'avaient pas été écrasés. Et, dans l'intervalle, une grande partie des gens pensaient toujours que la sécurité et les chances d'avancement dépendaient d'un accord, même provisoire, avec la droite au pouvoir.

7. Les raisons de la tolérance de Nkrumah à l'égard de la droite

Face aux malheurs provoqués par le conflit des factions, on ne peut pas esquiver la question : pourquoi Nkrumah l'a-t-il toléré ? En particulier, comment a-t-il pu supporter l'existence de groupes antisocialistes dans un parti dont l'idéologie et le programme relevaient du socialisme ? On en a donné plusieurs explications. Malheureusement, ce sont, ou bien des explications partielles, ou bien elles résultent d'une hostilité préconçue contre Nkrumah.

Ces explications, de caractère essentiellement psychologique, peuvent être regroupées en cinq catégories.

4. En effet, Nkrumah avait été contraint d'inviter les réfugiés politiques africains à s'éloigner d'Accra — et même du Ghana pour certains — pendant la conférence. (N.d.T.)

8. Insuffisances de quatre explications psychologiques

La première repose sur la sensibilité de Nkrumah à la flatterie et admet qu'il était prêt à conserver ses lieutenants, quelles que soient leurs capacités, aussi longtemps qu'ils le flattaient. Pourtant, Krobo Edusei était parmi les plus flatteurs de tous, il fut tout de même victime du « Discours à l'aube ». Kodjo Botsio, au contraire, ne s'adonna jamais au culte de la personnalité, ce qui ne l'empêcha pas, après quelques mois d'éloignement à la suite du « Discours à l'aube », de revenir au gouvernement en octobre 1962 et d'y rester jusqu'à la fin du régime.

La seconde explication, c'est que Nkrumah, pour garder le pouvoir, employait la vieille tactique : diviser et régner. Et l'on suppose que c'est dans ce but qu'il a partagé le pouvoir entre les différentes factions. Cette théorie se heurte à des faits indiscutables. D'abord, il n'y avait pas, en fait, de division du pouvoir entre les factions. Comme je l'ai montré, Etat et parti étaient dominés par la faction de Kofi Baako. Les autres groupes de droite avaient dû s'y rallier et la gauche, engagée dans la lutte, réussissait tout juste à se maintenir en vie. Mais en outre, aucune personnalité de la direction du C.P.P. n'était en mesure de mettre en cause l'autorité politique de Nkrumah, fondateur et dirigeant du C.P.P., créateur du Ghana, et dont l'autorité était indiscutable aux yeux du peuple; son pouvoir ne résultait ni du contrôle de l'appareil du parti, ni de celui de l'Etat, bien qu'ils aient servi à le consolider. Il jouissait d'un prestige charismatique aux yeux du peuple avant d'être maître de l'Etat. En conclusion, j'estime que le pouvoir de Nkrumah ne pouvait pas être défié à l'intérieur du C.C.P. Et si cette menace était inexistante, il n'avait pas lieu de fonder son pouvoir sur la création de factions dans le parti.

Troisième explication : Nkrumah a toléré l'existence des factions parce qu'il redoutait la menace qui pouvait éventuellement venir de lieutenants limogés. Il est vrai que, dans une conversation avec moi, Nkrumah fit un jour allusion à la redoutable adresse des Ghanéens dès qu'ils se trouvent en difficulté. Il est également vrai que les Ghanéens sont capables de rages folles s'ils se voient contrariés au sujet de leur emploi ou de leur maîtresse. Cependant le prestige personnel de Nkrumah était tel qu'aucun de ses lieutenants qui ont été limogés pour corruption n'a pu trouver un soutien tant soit peu notable dans l'opinion publique. Krobo Edusei en donna la preuve. Or, on avait craint qu'il ne rassemblât autour de lui les Achantis qui sont d'humeur changeante, contre la direction du C.P.P. Mais rien ne se produisit. Au contraire, ce fut Krobo Edusei qui perdit beaucoup de sa popularité dans sa propre région et, pour revenir en place, il lui fallut supplier, rendre certains de ses biens mal acquis, et

promettre de mieux se conduire à l'avenir. Il en fut de même pour Kodjo Botsio, pourtant plus estimé que Krobo Edusei. Conclusion logique : tant que les sanctions étaient fondées sur les principes clairs et reconnus par tous, aucun des lieutenants de Nkrumah n'était en mesure de menacer sérieusement son pouvoir.

Quatrième explication : Nkrumah avait un faible pour ses vieux camarades. Il lui était difficile de rompre complètement avec un de ceux qui avaient été parmi ses proches collaborateurs. Il y a du vrai là-dedans. Il conservait de bonnes relations personnelles avec les familles de quelques-uns de ses adversaires et même de renégats du parti. Mais il est également vrai que Nkrumah se consacrait tout entier à une cause et qu'alors, il ne pouvait permettre à des considérations personnelles de faire obstacle au triomphe de cette cause. Il est donc inconcevable que Nkrumah ait pu tolérer l'existence de factions dont il savait qu'elles travaillaient contre le socialisme et contre l'unité de l'Afrique.

9. Nkrumah n'était pas corrompu

La cinquième explication, c'est que Nkrumah permit l'existence de ces factions précisément parce qu'il connaissait leur degré de corruption, et s'en servait pour les contraindre à le suivre. C'est la thèse répandue par le N.L.C. (Conseil de libération nationale [5]) et, tout particulièrement, son vice-président J.W.K. Harley [6]. Allant un peu plus loin, les tenants de cette thèse suggèrent que la corruption a été tolérée parce que Nkrumah lui-même était corrompu. Mais il y a là d'évidentes contradictions. Si Nkrumah savait que ces hommes étaient corrompus, et s'il était lui-même machiavéliste, alors rien n'aurait été plus simple pour lui que de se débarrasser de ses lieutenants au nom de principes que l'opinion publique soutenait. Et cette opération n'aurait fait que renforcer ce que cette même thèse appelle l'absolutisme de Nkrumah, car, selon elle, il voulait être le seul à briller. La loi sur la détention préventive aurait pu être utilisée de manière à éviter des procès publics. De toute façon, la corruption des lieutenants de Nkrumah était bien connue, tandis que Nkrumah ne passait pas pour corrompu, aux yeux de l'opinion. Quant à l'accusation de corruption contre Nkrumah lui-même, elle n'a pas été prouvée. Ce sont ses adversaires politiques qui l'ont lancée, même si quelques-uns de ses lieutenants,

5. Tel est le titre que s'était donné le gouvernement militaro-policier, qui prit le pouvoir après le coup d'Etat de février 1965. (N.d.T.)
6. Qui était à la tête de la police ghanéenne depuis janvier 1964, sous Nkrumah. (N.d.T.)

une fois prisonniers du N.L.C. après le coup d'Etat, en ont aussi parlé. En dépit des nombreuses enquêtes ordonnées par le N.L.C., aucune preuve décisive n'a pu être avancée. La fortune personnelle de Nkrumah était léguée par testament au C.P.P. sous la seule condition qu'une bonne éducation soit assurée à ses enfants. D'autre part, certains biens qui lui ont été attribués comme des propriétés personnelles appartenaient en fait à l'Etat ou à des sociétés d'Etat. C'est le cas pour la villa présidentielle d'Aburi, le zoo de Flagstaff House, les immeubles République et Maison du Cacao. Kodjo Botsio fit remarquer, devant la commission d'enquête Apaloo [7] que les parts de Nkrumah dans le Fonds d'éducation nationale étaient détenues par lui pour le compte de cette organisation. Et dans le compte de la fortune de Nkrumah, on a inscrit de même des propriétés, titres et participations détenus pour le compte du C.P.P. Il est d'ailleurs révélateur qu'en 1965, alors que la droite faisait circuler des tracts anonymes condamnant la marche au socialisme, elle n'essaya pas de révéler la prétendue corruption de Nkrumah. Pourtant, c'était là le meilleur moyen de le discréditer, surtout aux yeux de masses que de tels problèmes intéressent plus directement et plus immédiatement que les polémiques idéologiques. Et, de toute façon, il y aurait eu là une réplique appropriée de la part d'hommes qui étaient discrédités précisément par leur corruption.

A ce point, il est nécessaire de s'arrêter un peu sur les conclusions de la commission Apaloo, rassemblées dans un rapport de 134 pages publié le 12 octobre 1966, sur la fortune personnelle de Nkrumah. En liquidités et biens de toutes sortes, au Ghana et outre-mer, cette fortune se serait élevée à 2 322 000 livres sterling et un penny [8]. On estime que la plus grande partie de cette fortune aurait été acquise par corruption. Etant donné le rôle clef de ce rapport dans toutes les attaques contre Nkrumah, il convient de l'examiner.

Le premier point, c'est que l'évaluation de certains biens paraît avoir été délibérément gonflée. Ainsi, on a attribué une valeur aux propriétés de Rabat et du Caire sans aucune évaluation en provenance de ces pays, et sans qu'aucun expert ait été envoyé du Ghana. Pas davantage n'a-t-on cherché à avoir l'avis des experts sur la valeur des biens obtenus au Ghana. Omission particulièrement significative quand une firme d'experts comptables, Pannell, Fitzpatrick, Graham et Crewdson, invitée par la Commission à vérifier les comptes de Nadeco Ltd [9], société contrôlée par Nkrumah, souligne dans son rapport : « Nos conclusions sont correctes dans la mesure où l'évaluation de l'actif au 24 février

7. Commission d'enquête sur la fortune de Nkrumah créée après le coup d'Etat. Son président, Apaloo, était un ancien membre de l'United Party, arrêté pour complot en 1958. (N.d.T.)

8. Soit plus de 3 milliards d'anciens francs. (N.d.T.)

9. Compagnie nationale de développement qui était une société d'investissements. (N.d.T.)

1966 à 784 000 cédis [10] est tenue pour correcte. » D'autre part, on découvre des doubles emplois dans la manière dont on arrive au total. Ainsi au paragraphe 42 (a) du rapport, l'actif de Nadeco est estimé à 810 585 livres sterling et 15 shillings. Ce total doit comprendre les biens immobiliers de la société, c'est-à-dire l'immeuble République et le domaine de Laterbiorkorshi, dont le paragraphe 41 du rapport estime la valeur à 592 000 livres. Le même total doit aussi inclure les dépôts bancaires à vue, qui s'élevaient, d'après le paragraphe 36 du rapport à 91 399 livres sterling et 12 shillings. Cependant, les trois sommes ont été additionnées quand on a établi le total de la fortune de Nkrumah. En outre, la part de Nadeco dans cette fortune a dû être accrue d'une manière non fondée en y incluant des comptes en banque à l'étranger aux noms d'Ayeh-Kumi et W.M.Q. Halm. Le premier avait 8 862 livres sterling 12 shillings et 4 pence à la Middlands Bank, succursale de South Kensington, à Londres. Et les deux hommes avaient 170 000 livres à la Swiss Bank de Zürich. Aucune preuve n'a été fournie de l'appartenance de ces fonds à Nkrumah. Cependant, la commission Apaloo l'a admis purement et simplement. Admission d'autant plus curieuse quand on songe qu'il était de notoriété publique que de nombreuses personnalités du gouvernement et du parti de Nkrumah détenaient des fonds importants dans les banques étrangères. Plusieurs appels avaient même été lancés par Nkrumah lui-même, et par d'autres au Parlement, pour que ces fonds soient rapatriés [11]. Les déclarations d'Ayeh-Kumi et de Halm devant la commission ne constituent pas des preuves décisives. Il est significatif que ces deux hommes, quand ils géraient les fonds de Nadeco, *agissaient en fonction de directives précises* de Nkrumah, d'après le paragraphe 43 du rapport, alors qu'il n'a pas été question de telles directives concernant les dépôts de Londres et Zurich. La commission aurait dû être plus prudente, puisque, dans le paragraphe 6 de son rapport, elle avait elle-même remarqué : « Quelques-uns des témoins qui mettaient en cause l'intégrité de l'ex-président étaient eux-mêmes des hommes dont le passé était tel que leur témoignage doit être jugé suspect. » Dès lors il serait équitable de retirer de la fortune de Nkrumah ces dépôts de Londres et de Zurich. Une fois cette opération faite, une fois les doubles emplois notés plus haut éliminés, il nous reste 1 370 742 livres sterling, 15 shillings et 9 pence. Ce n'est pas tout.

En second lieu, l'attribution de certaines propriétés à Nkrumah a été faite sur des bases très douteuses. Par exemple, l'attribution de l'immeuble de Rabat repose uniquement sur la déclaration faite par un ancien ambassadeur du Ghana au Maroc,

10. Unité monétaire ghanéenne, introduite en 1965. (N.d.T.)
11. A la fin de 1963 et en mars 1964 notamment. Le résultat fut pratiquement nul. (N.d.T.)

Tay, que cette maison portait l'inscription : Villa Kwamè Nkrumah. Et le paragraphe 47 du rapport enchaîne : « Il nous semble invraisemblable que la villa ait pu porter cette inscription, si elle n'avait pas appartenu à Nkrumah en personne. »

En troisième lieu, la commission Apaloo n'a fait aucun effort pour distinguer les biens personnels de Nkrumah de ceux qu'il détenait au nom du C.P.P. Au paragraphe 48 du rapport, la Commission parle de Nadeco comme d'une société à responsabilité limitée sur laquelle Nkrumah exerçait le pouvoir d'un actionnaire majoritaire. Cependant, à la section XI du rapport des experts-comptables reproduite à la p. 109 du rapport, on ne retrouve pas le nom de Nkrumah parmi les neuf associés de la société ni parmi ses treize directeurs. Bien que le rapport n'en dise rien, il est cependant connu que si Nkrumah contrôlait Nadeco, Guinea Press et la Société d'embouteillage du Ghana, c'était en tant que président à vie du C.P.P. Dans tous les cas, il s'agissait de propriétés du C.P.P., dont Nkrumah et le comité central étaient seulement les fondés de pouvoir. Actionnaires et directeurs étaient désignés par le C.P.P. Un tel arrangement n'est pas particulier au Ghana, mais se pratique couramment dans bien des pays du monde. Or, l'actif de ces trois compagnies est estimé à 1 144 421 livres sterling au paragraphe 42 du rapport. Si on l'enlève, la fortune de Nkrumah se réduit d'autant. Il est bien évident que la société Nadeco était une organisation financière du C.P.P. La résolution de septembre 1962, rappelée à la p. 102 du rapport, dit clairement que la société devait « aider » financièrement le C.P.P. en lui remettant des fonds qui auraient été dans d'autres conditions les dividendes des actionnaires, ou toute somme qu'elle pourra lui remettre sans affaiblir sa situation, son équilibre financier, ou gêner son développement. La comptabilité de Nadeco fait effectivement apparaître ces sommes versées au C.P.P. Et Guinea Press a reçu un revenu de 158 000 livres du C.P.P. dans l'exercice finissant le 31 mars 1966. Quant à la troisième société, elle ne produisait pas de bénéfices, ainsi qu'il ressort de l'appendice V du rapport.

Mises à part les propriétés détenues pour le C.P.P. et celles qui lui ont été attribuées sans preuves, la liste des propriétés de Nkrumah donnée aux paragraphes 39 et 40 (a) du rapport est correcte. Il est intéressant de noter que sur les sept propriétés recensées au paragraphe 31, une seule a été mise en valeur et est estimée à 9 100 livres, ce qui est modeste. Les autres ne l'ont pas été, bien que certaines aient été acquises dès 1955. Et le rapport n'avance nulle part l'hypothèse selon laquelle elles auraient été acquises d'une manière frauduleuse.

En fin de compte et une fois Nadeco mis de côté, les liquidités dont aura disposé Nkrumah se réduisent à 363 000 livres. Ce total comprend les disponibilités de Nkrumah et du C.P.P. réunies, à la date du coup d'Etat. Mais il se divise en 270 000 livres de dépôts bloqués et de bons au porteur, et 93 000 livres de

dépôts à vue. Dès lors on doit se demander si l'on peut voir une preuve d'opulence dans la possession par un président et le parti au pouvoir de liquidités s'élevant à la valeur de 130 millions d'anciens francs, en tout et pour tout. Sans doute, pourrait-on dire seulement que le mélange de fonds personnels et de ceux du parti dans un même compte bancaire peut donner lieu à l'emploi des fonds du parti pour des usages personnels. A quoi on peut répondre que Nkrumah avait légué tous ses biens au C.P.P.

Au paragraphe 69 de son rapport, la commission Apaloo estime que les ressources du C.P.P. provenaient de commissions de 5 % et 10 % sur les marchés d'Etat d'une part, de contributions des sociétés ghanéennes et étrangères d'autre part (cf. aussi le paragraphe 80). Il n'y a guère de doute que la collecte de ces fonds a été un moyen d'enrichissement personnel pour les hauts fonctionnaires, les ministres et les permanents du parti. Cependant, le rapport lui-même admet que c'était la politique officielle du C.P.P. en la matière, élaborée à travers de multiples discussions du gouvernement et du comité central. Si tel était le cas, alors il est injuste de trouver dans la collecte de ces fonds une preuve de la corruption personnelle et de l'enrichissement de Nkrumah. L'hypocrisie est ici par trop voyante, car des milieux d'affaires occidentaux fournissaient une part importante de ces fonds. De toute manière, ce mode de financement est celui de nombreux partis politiques en Afrique et en Occident.

10. Tentative d'explication politique

Donc, il me semble qu'il faut trouver une explication moins circonstancielle, plus objective, de la tolérance manifestée par Nkrumah à l'égard des factions du C.P.P. Tout d'abord, il sous-estimait le danger que les factions de droite, particulièrement celle de Kofi Baako, représentaient pour la cause du socialisme. Sa faiblesse à l'égard des adulateurs l'amenait à traiter avec légèreté des activités politiques incompatibles avec ce but. Il a accordé confiance à leurs protestations de loyauté à sa personne, pour les retrouver dans le rôle d'accusateurs et de détracteurs après le coup d'Etat. Et comme il prenait les flatteries de ses lieutenants pour du dévouement, il ne pouvait pas voir le lien entre eux et les ennemis du régime. Il laissa même certains d'entre eux s'installer à la tête des organismes de sécurité.

En second lieu, il surestimait la possibilité de transformer en constructeurs du socialisme les ennemis de classe du socialisme au moyen de la propagande idéologique, Il a commis cette erreur parce qu'il ne tenait pas suffisamment compte du rôle des classes. En bref, il croyait que les idées sont si puissantes qu'elles peuvent entraîner un individu du côté du socialisme, alors même que ses intérêts sociaux et économiques en font

nécessairement un ennemi du socialisme. Certes, une vaste discussion devra s'engager sur ce point. Mais une réponse scientifique est capitale pour les tentatives présentes et futures d'édification socialiste en Afrique.

En troisième lieu, Nkrumah et la plupart des dirigeants du C.P.P. en 1965, se trompaient gravement dans leur appréciation de l'état de l'opinion publique ghanéenne. Ils ne voyaient pas à quel point cette opinion était dégoûtée des hommes au pouvoir. L'aveuglement de Nkrumah à cet égard est prouvé par le choix des candidats pour les élections de 1965, par la composition du gouvernement formé après ces élections, par le truquage du rapport Abraham de manière à innocenter ministres, commissaires régionaux et responsables du parti; enfin, par l'absence de toute action contre la droite après l'échec de son complot contre la gauche en septembre. Cette appréciation erronée de l'opinion publique était surprenante de la part d'un dirigeant politique expérimenté. Mais c'était la conséquence de la perte de tout contact direct avec les masses. Faute de quoi, il devait s'en remettre aux rapports arrangés du groupe de Kofi Baako, aux comptes rendus insinuants des services de Sécurité, eux-mêmes truffés d'hommes de droite, et à des histoires échafaudées par des individus dont la plupart avaient un compte à régler. Ces erreurs auraient pu être évitées ou corrigées rapidement, s'il y avait eu une vie intérieure démocratique dans le parti, et si le culte de la personnalité de Nkrumah avait été maintenu dans des limites raisonnables. Mais surtout, le C.P.P. aurait surmonté ses difficultés internes s'il avait dû entrer en compétition avec d'autres organisations politiques pour conquérir le soutien populaire. Autrement dit, le système du parti unique au Ghana aurait mieux fonctionné s'il était venu après, et non pas avant, que le C.P.P. eut atteint une unité monolithique, c'est-à-dire idéologique. Avec sa propre popularité personnelle et le poids politique du C.P.P., Nkrumah aurait pu mener à terme l'expérience socialiste si le Ghana de la Première République était resté un pays où auraient coexisté plusieurs partis politiques. Car les chocs incessants de plusieurs partis opposant leurs principes, alliés au contrôle périodique des élections, auraient été un aiguillon pour réformer sans cesse l'appareil du parti et purifier sa direction.

7

Le système du parti unique

La campagne électorale pour le référendum de 1964 souleva autant de passions que celle de 1960, mais pour de tout autres raisons. En 1960, il s'agissait de faire approuver par le peuple l'enterrement de la constitution imposée de 1957. Le but de la nouvelle constitution était de créer cet Etat centralisé que le peuple jugeait maintenant nécessaire pour le développement. Donc, c'était vraiment une affirmation d'indépendance, un pas important dans la pleine constitution de la nation. En 1964, les passions avaient été soulevées à cause des événements politiques qui avaient mené au référendum. On n'y voyait pas une affaire où il s'agissait de renforcer l'indépendance. Toute polémique ouverte faisait défaut parce que l'United Party, agonisant en 1960, avait cessé d'être une force politique en 1964. Mais on était arrivé au référendum à la suite du procès en haute trahison intenté à Benjamin Otchere, Yaw Manu, Tawiah Adamafio, Ako Adjei et H.H. Coffie-Crabbe.

1. Prétexte du parti unique : le procès Adamafio (décembre 1963)

Le tribunal composé des juges à la Cour suprême, van Lare et Akuffo Addo, sous la présidence du juge suprême sir Arku Korsah, avait rendu un verdict qui souleva une tempête politique. Il s'était appuyé avant tout sur les témoignages de Mama Tula, Teiko Tago et d'autres, condamnés à mort dans un précédent procès en haute trahison en 1963 [1]. Que ces témoins de

1. Tago avait été arrêté en janvier 1963 à un meeting du C.P.P. porteur d'une grenade qu'il s'apprêtait à lancer. Les autres accusés étaient tous impliqués dans les attentats terroristes de septembre 1962 à janvier 1963. (N.d.T.)

l'accusation fussent des condamnés à mort ne surprit pas beaucoup parce que leurs témoignages étaient, somme toute, ceux de complices dans une même affaire, sauf qu'elle avait donné lieu à deux procès successifs. La tempête éclata parce que le tribunal décida de les croire dans le cas de certains accusés, et de ne pas les croire dans le cas des autres, bref, de les juger à la fois véridiques et menteurs. Le tribunal s'appuya sur leurs dépositions pour condamner à mort Otchere et Yaw Manu. Et il rejeta leur témoignage pour acquitter les trois autres accusés. Le lendemain du verdict, le procureur général, Kaw Swanzy, dans une conférence de presse, y trouva la preuve d'un déni de justice. Ce fut le signal de manifestations de protestation dans tout le pays. Les passions étaient déjà enflammées par la campagne menée depuis plus d'un an par la presse et le parti contre Adamafio, Ako Adjei et Coffie-Crabbe. Le verdict réveilla tous les vieux griefs du C.P.P. contre une magistrature qui, depuis l'époque anglaise, avait toujours été du côté du colonialisme. Il réclama une modification de la constitution qui enlevât à cette magistrature la position privilégiée et quelque peu protégée dont elle jouissait à l'égard du président [2]. Dans le climat tendu de décembre 1963, cette revendication fut aussitôt requise par une foule surprise et passionnée, pour qui la magistrature était devenue une préoccupation immédiate.

Le C.P.P. accusait les juges de s'être engagés dans une habile manœuvre politique. Il nous faut ici remarquer que cette accusation était généralement regardée comme fondée. Les documents produits aux deux procès, les aveux des exécutants, les preuves qui mettaient en cause sans nul doute le Togo et la Côte d'Ivoire, tout cela renforçait la thèse que ces complots s'inscrivaient dans le cadre d'une entreprise internationale contre le Ghana de Nkrumah. Il était aisé d'en accuser l'impérialisme. Les magistrats ghanéens étaient des hommes qui, de par leur formation, leur position sociale et leurs anciennes relations, se situaient sur l'éventail politique du côté des dirigeants de l'United Party. Dès lors, il était aisé de convaincre le Ghanéen moyen que les complots étaient l'œuvre des ennemis traditionnels du C.P.P., qu'ils travaillaient la main dans la main avec l'impérialisme et avec des éléments douteux du C.P.P., bref que la magistrature ghanéenne jouait un rôle dans ce grand complot.

Deux éléments de confirmation surgirent. D'abord l'hebdomadaire londonien *The Economist* dans son numéro du 23 novembre 1963 avait prévu ce que serait le verdict rendu en début de décembre, avec une précision troublante. On en inférait aisément que les magistrats ghanéens avaient d'étroites relations avec les milieux d'affaires étrangers. Ensuite, le gouvernement déclara, et le fait ne fut jamais nié ou infirmé, qu'il n'avait pas été pré-

2. En d'autres termes, la suppression de l'inamovibilité des juges de la Cour suprême. (N.d.T.)

venu de la date du verdict. Le gouvernement soutenait que, dans une affaire qui concernait directement la sécurité de l'Etat, il avait le droit d'être prévenu de la date du verdict de manière à prendre les mesures adéquates pour le maintien de l'ordre. Il soutenait que c'était d'autant plus nécessaire dans un cas où le verdict était nettement en opposition avec le sentiment général du public; aussi le gouvernement soutenait-il qu'il aurait dû être prévenu du contenu de la sentence. Dans tout cela, il voyait une tentative délibérée des juges pour l'embarrasser, ou pour le pousser à une réaction désordonnée et précipitée qui n'aurait pas facilité le maintien de l'ordre.

On voyait aussi une manœuvre politique du fait que, d'après les rapports des Renseignements généraux, la sentence aurait été *rédigée par le juge Akuffo Addo qui s'était jadis présenté aux* élections contre le C.P.P. On avait retrouvé plusieurs pages du manuscrit original, de sa propre main. On ajoutait que le juge van Lare n'était pas du même avis, mais que Akuffo Addo eut le dessus grâce au soutien de sir Arku Korsah.

2. Réflexions et propositions sur le rôle de la magistrature dans une nouvelle nation africaine

Pour ma part, je pense que la solution apportée à cette crise en 1964 était fondamentalement correcte. La constitution d'un Etat doit prévoir les procédures qui permettent de révoquer un juge récalcitrant. L'idée selon laquelle ces magistrats, une fois nommés, *doivent rester en place jusqu'à leur retraite, ou jusqu'à* ce qu'ils soient malades, est une vision idyllique et irréaliste des choses. Ce n'est pas le cas dans les nations constituées depuis longtemps. En tout cas, ce serait une folie criminelle dans les nouvelles nations du tiers monde. La constitution doit donner la possibilité de révocation, mais la procédure prévue doit réduire au minimum les intrigues politiques. On peut y arriver en donnant au pouvoir exécutif le droit de révocation sur la base d'une recommandation du parlement exposée dans une motion, donnant les attendus. Remettre ce pouvoir à une commission supérieure de la justice composée de doyens de la profession ne convient pas. Sans doute une action énergique et conforme à l'intérêt général peut être décidée par une commission de ce genre, pour peu qu'elle applique strictement le code moral de la profession. Mais il est vain de l'espérer dans un pays en voie de *développement où les règles qui gouvernent la vie profes*sionnelle dans les vieilles nations n'ont pas encore pris racine. Il reste qu'il conviendrait d'exiger d'abord une résolution du Parlement pour procéder à la révocation d'un juge.

En dehors de ce problème technique, je pense que le problème posé au Ghana par un jugement qui allait à l'encontre du sen-

timent populaire est hautement révélateur des difficultés de l'édification d'une nouvelle nation en Afrique. Dans une large mesure, il s'agit là d'un problème idéologique qui résulte du rôle du droit, lequel est indiscutablement un outil pour modeler une société selon un plan donné; dès lors, ceux qui ont à l'appliquer doivent avoir eux-mêmes des vues claires sur la nature de la société qu'ils veulent. On ne peut se contenter de remettre cette tâche aux législateurs seuls. Même les profanes en matière de droit savent que l'assemblée législative n'est pas la seule source du droit, que l'usage et la jurisprudence y comptent pour beaucoup. Le contraste entre l'aspect désordonné des nouvelles nations dans ce domaine et le fonctionnement régulier des nations anciennes tient pour beaucoup à ce dernier élément. Les juges en Angleterre, en France, aux U.S.A., en U.R.S.S., etc., sont des gens qui ont été élevés dans la conviction que les principes de leurs sociétés respectives sont justes. De fait, dans ces pays, ils sont tenus pour des spécialistes faisant autorité, en ce qui concerne le type de société de leur pays. Philosophiquement parlant, magistrats, hommes politiques et hommes d'Etat de ces pays tirent tous dans la même direction. Et leurs actions se renforcent mutuellement pour réaliser et maintenir la cohésion sociale. Sans doute, peut-il apparaître des désaccords, et il en apparaît effectivement, mais ce sont des désaccords sur les méthodes, et non pas des conflits sur les principes et convictions qui sont à la base de ces communautés.

Cela ne signifie pas que tout le monde, dans ces pays, est d'accord sur le type de société régnant, mais que ceux qui ont des désaccords fondamentaux sont écartés des secteurs clefs de la vie sociale et, en particulier, de la magistrature. Il est bien rare que des individus fondamentalement hostiles au régime puissent s'introduire dans ces secteurs. Tout le système d'éducation et les habitudes de vie sont orientés dans ce but. Et s'il y a des exceptions, elles sont si peu nombreuses qu'elles font figure de curiosités exhibées souvent à titre de preuves de tolérance. Au contraire, dans la plupart des nations en voie de développement, cet accord sur les principes fondamentaux fait défaut chez les intellectuels et l'élite sociale du pays. Pis, la tâche qui consiste à inculquer cette vision commune à toutes les couches de la société a à peine été entreprise. Dans l'Afrique ex-anglaise, les magistrats sont généralement des spécialistes du droit anglais et imbus des conceptions anglaises. Nombre d'entre eux ont été nommés par l'administration coloniale anglaise ou, après son départ, par des gouvernements africains fidèles aux conceptions britanniques. Les membres du sommet de la hiérarchie judiciaire qui dominent la Commission supérieure de la justice, là où il y en a une, sont effectivement des experts reconnus, du point de vue britannique. Et là où le pouvoir appartient à des hommes qui partagent eux aussi le point de vue anglais sur la vie sociale, les relations de la magistrature et du pouvoir

exécutif sont excellentes. Mais si le pouvoir exécutif appartient à des hommes qui ont décidé d'édifier une société africaine d'un type nouveau, fondamentalement différente de la société anglaise, alors le conflit surgit. Il n'est pas toujours visible immédiatement, mais les germes en sont présents et, tôt ou tard, il éclate. Quand on en arrive là, le pouvoir exécutif ou bien doit contraindre les juges à se conformer au nouvel idéal social, ou bien abandonner peu à peu son propre idéal au profit de celui des juges.

Problème grave, mais que les nouveaux Etats ont le devoir d'affronter et de résoudre scientifiquement. Invoquer dans ce contexte le caractère sacro-saint de l'institution judiciaire, ce qui est souvent le cas quand on se réclame de l'indépendance des tribunaux, c'est perdre de vue que la raison d'être des institutions est de faciliter les relations sociales et d'aider l'évolution de la société. En revenir à la doctrine de la séparation des pouvoirs, ce serait appliquer le principe d'une société déjà bien établie à une communauté en construction. Soit dit en passant, ces problèmes remettent en lumière l'importance décisive d'une décision claire et bien réfléchie, dès le début, pour choisir le type de société à construire. Une fois la décision prise, le remodelage des structures, des institutions, de l'idéologie des responsables doit être accompli en fonction des normes découlant du choix initial. Mais si ce choix n'a pas été fait, alors il n'y a pas non plus de principes reconnus qui puissent éviter la construction de la nation, et on laisse subsister une source de tension et, en fin de compte, de désintégration.

3. Une décision inopportune : l'introduction du parti unique

Il est moins aisé de justifier les autres amendements introduits dans la constitution par le référendum de 1964. Ils établissaient le système du parti unique et faisaient du C.P.P. le parti unique du pays. Mais ces amendements ne peuvent pas être logiquement rattachés au verdict du procès d'Adamafio, pas plus qu'ils ne peuvent être défendus au titre de conditions nécessaires du progrès du socialisme. Mon avis, c'est que ces amendements ont seulement été introduits à ce moment pour profiter à plein de l'état de l'opinion publique. En mars 1964 avait lieu le lancement du plan septennal, en avril *Le Consciencisme* était publié, et ces deux faits marquaient une accélération de la marche vers le socialisme. Mais, dans le contexte politique de 1964, le problème pour les socialistes n'était pas de faire du C.P.P. le parti unique, mais d'en faire une organisation socialiste, vraiment socialiste, et imbue de l'idéologie correspondante.

Je n'entends pas en conclure que le passage au parti unique au Ghana ne se serait pas imposé à un moment ou à un autre. Mais je soutiens que ce besoin ne se faisait pas sentir en 1964, ni comme une conséquence du procès d'Adamafio, ni comme une condition pour gagner le soutien du peuple. Le fait que jusqu'en 1964 il n'y avait pas de dispositions légales interdisant des partis opposés au C.P.P. et que, d'autre part, le référendum s'est déroulé librement renforce ma thèse. Par ailleurs, s'il y a eu 92,5 % des votants qui ont approuvé les amendements à la constitution, on ne peut pas en conclure que tous étaient d'accord pour le parti unique. En effet, il y avait une seule réponse pour trois amendements différents, de sorte que l'on ne peut pas apprécier le degré d'accord sur l'amendement du parti unique pris séparément. En outre, il est très probable que plus d'un électeur a approuvé le principe du parti unique, sans pour autant admettre que le C.P.P. soit ce parti unique. Enfin, si la majorité écrasante des *oui* est prise pour un vote de confiance au C.P.P., alors quelle était l'utilité d'une disposition constitutionnelle, quand le soutien populaire était massif ?

4. Vues de Nkrumah sur le parti unique, et difficultés de leur application

Il convient maintenant de bien distinguer la conception qu'avait Nkrumah du parti unique de celle qui est en pratique dans d'autres Etats africains. Distinction d'autant plus nécessaire qu'une propagande sans scrupules sur ce sujet a obscurci le problème. Ainsi, pour certains doctrinaires, le parti unique est le signe indiscutable de la dictature, la démocratie se reconnaissant, elle, à la pluralité des partis. Mais ces mêmes doctrinaires, s'agissant de l'Afrique, se contredisent singulièrement puisque, très souvent, ceux-là mêmes qui condamnent le parti unique au Ghana, en Guinée, au Mali, en R.A.U., en Algérie, en font l'éloge ou du moins le justifient au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Cameroun, au Tchad, etc. On en arrive à ce point que la même institution serait, au Ghana, un défi à la démocratie et, au Sénégal, la forme africaine de la vraie démocratie. De telles pitreries devraient être condamnées par tout intellectuel sérieux, et particulièrement par les Africains qui ne peuvent pas admettre qu'on les ridiculise ainsi en les faisant passer pour des êtres humains inférieurs. Si le parti unique ne convient pas à l'espèce humaine, alors il faudrait en conclure qu'il ne convient pas aux Africains, en aucun cas.

Pour en revenir à Nkrumah, le parti unique, dans son esprit, ne convient qu'à un ordre socio-économique particulier. Dans une société capitaliste, le parti unique est nécessairement un instrument de dictature parce qu'il établit l'hégémonie d'une

classe dominante très réduite sur toute une société de classes. Au contraire, dans une société socialiste, le parti unique assure la démocratie parce qu'il opère alors dans une société sans classes. Je reviendrai plus loin sur ce point. Pour l'instant, ce que je dois souligner, c'est que le Ghana de 1964 n'était pas une société socialiste.

Pour mesurer la portée du parti unique dans la vie politique du Ghana, il est indispensable de mettre côte à côte la constitution de 1964 et les statuts du C.P.P. Sans doute est-il vrai que Nkrumah rejeta une résolution de l'Assemblée nationale de septembre 1962 qui le nommait président à vie du Ghana. Mais de par les statuts du C.P.P., il en était le président à vie. Or, les amendements constitutionnels de 1964 chargeaient l'assemblée nationale du soin d'élire le président du Ghana. Et le candidat devait être présenté à l'Assemblée par un document signé du secrétaire général du C.P.P. ou de son représentant. Donc, pas de candidat à la présidence qui ne soit un membre du C.P.P. et qui n'ait été approuvé par le secrétaire général, donc par Nkrumah. Pratiquement, ce dernier était devenu le président du Ghana jusqu'à sa mort ou jusqu'au moment où il déciderait de se retirer. Même dans ce dernier cas, il serait resté une sorte de « faiseur de rois » en tant que président à vie du parti unique. La plus haute fonction politique du pays, à laquelle étaient attachés d'immenses pouvoirs dans un Etat fortement centralisé, ne dépendait plus du choix direct du peuple; ce choix avait été transféré à un petit groupe d'hommes désignés par Nkrumah lui-même. On peut discuter longuement pour savoir si la constitution de 1964 était démocratique ou dictatoriale. D'aucuns soutiendront sans doute que ses aspects dictatoriaux n'étaient que transitoires, qu'ils s'en iraient avec la consolidation du régime, et que la démocratie s'épanouirait alors. Il se peut. Mais ceux qui le soutenaient tenaient peut-être compte des complots contre Nkrumah, ceux du dehors et ceux du dedans. Néanmoins, si l'on procède à la comparaison de la constitution et des statuts du parti, compte tenu de ce qu'était la vie intérieure du parti, alors il n'y a guère de doute que la république de Nkrumah, à la date de sa chute, était plutôt dictatoriale que démocratique. La volonté de stabilité politique, légitime et même nécessaire pour un nouvel Etat qui veut conquérir indépendance et unité, avait dépassé ses limites raisonnables pour déboucher sur la rigidité politique et l'autoritarisme.

Mais, au moment du référendum, la plupart des Ghanéens étaient prêts à voter pour le parti unique, non pour des motivations rationnelles, mais simplement sur un plan émotif; ils continuaient à faire confiance au C.P.P. La seule exception était les intellectuels et les membres des professions libérales. Et encore, leur attitude tenait-elle surtout à leurs habitudes du monde occidental et à leurs rapports antérieurs avec le C.P.P. Une poignée d'intellectuels avaient réfléchi plus sérieusement au problème,

mais leurs jugements n'étaient pas connus du public. D'ailleurs l'expérience de la lutte de libération avait inspiré au Ghanéen moyen une vive méfiance des intellectuels.

5. La grande erreur : le choix des candidats aux élections de 1965

Un véritable examen critique du système n'eut lieu qu'après son adoption. Les événements politiques de 1964 et 1965 obligèrent la masse du peuple à considérer plus attentivement la question du parti unique. Ce sont ces événements, et non une étude à tête reposée, qui allaient la jeter d'un côté ou de l'autre. Or, les élections de 1965 et la pratique parlementaire après cette date furent les pierres de touche. Et vers la fin de 1965, le système du parti unique était discrédité aux yeux des Ghanéens.

Les conséquences des amendements constitutionnels de janvier 1964 sur les élections législatives ne furent mises à l'étude que quelques semaines avant les élections de juin 1965. Au début de mai 1965, il y eut un avertissement brusque : on apprenait que, d'après un avis donné par les services du procureur général, le parlement et tout ce qu'il ferait seraient illégaux si des élections n'avaient pas lieu avant le 1er juillet. Il semble que ce fait aurait dû être connu à l'époque du référendum, et même lors de l'élection du premier parlement ! Cependant, tout se passa comme s'il avait été révélé juste six semaines avant la fin du mandat de l'Assemblée. Alors, ce fut une ruée fiévreuse du parti et du pays; on se préparait aux élections en toute hâte. Cette fièvre interdisait tout examen sérieux des problèmes, et ouvrait la porte à des erreurs fatales. La vieille garde en profita pour préserver ses propres intérêts, sans le moindre souci des aspirations des masses à la démocratie et à la décence politique.

D'abord, ce fut la bagarre pour le choix des candidats du parti. Il était clair que des candidats indépendants ne se risqueraient pas à courir leur chance. Aussi aurait-il fallu prendre grand soin que les choix du parti s'accordent avec les désirs de la base du parti dans chaque circonscription. J'ai proposé à Nkrumah de faire élire par les circonscriptions trois candidats dont un serait ensuite retenu par le comité central et deviendrait le candidat du parti. De la sorte, la base garderait l'initiative, tandis que la base et le comité central participeraient, l'une et l'autre, à la décision finale. Je n'ai pas été suivi. On forma un petit comité de membres de la vieille garde, Kodjo Botsio, Kofi Baako et Welbeck, qui fut chargé de répartir les circonscriptions entre les candidats. Et puis, un samedi matin, le Comité national exécutif fut convoqué en hâte au château d'Osu, et la liste lui fut présentée. On procéda à quelques réajustements et, au bout de six heures, tout fut réglé; il n'y eut pas de véritable discussion

de fond. La liste des 198 candidats fut approuvée par acclamations parce que tout le parlement sortant et les tenants de la vieille garde restaient en place. Ils étaient d'autant plus heureux qu'ils allaient être réélus sans adversaires [3], ce qui les dispensait de faire des frais de campagne électorale et alors que la plupart étaient franchement impopulaires dans leurs circonscriptions.

6. Dernières tentatives de l'auteur à la veille des élections : leur échec

Si je n'avais rien pu faire pour que s'instaure un mécanisme de sélection démocratique, il restait encore l'espoir d'influencer le choix des individus. Du moins, je l'ai pensé à ce moment-là, de même que le pensaient Addison, Batsa et Ampah. Mais nous nous trompions. D'abord, j'ai insisté auprès de Nkrumah pour qu'il saisisse cette occasion de se débarrasser des éléments anti-socialistes du parti. Il pouvait le faire en refusant tout simplement qu'ils soient les candidats du parti, car il était facile de comprendre qu'aucun d'entre eux n'aurait gagné les élections dans sa circonscription s'il n'avait pas été présenté par le parti. Mais aussitôt après ma démarche, l'intrigue se déploya à plein. Je ne pouvais plus rendre visite à Nkrumah à Flagstaff House [4] sans que ma visite ne soit aussitôt signalée à des hommes comme Kofi Baako; et à peine étais-je parti qu'ils se précipitaient à leur tour chez Nkrumah. Des observateurs notaient que l'avis de Nkrumah sur les élections était toujours celui du dernier visiteur. Ces pressions portèrent leur fruit puisque, dans son discours de clôture au Parlement, Nkrumah promit publiquement que tous les députés reviendraient dans le second parlement. A de rares exceptions près, il en fut ainsi.

Je portai alors mes efforts sur les nouveaux députés, puisque 84 sièges avaient été créés en plus des 104 de l'ancien parlement. J'ai proposé que Nkrumah use de son autorité pour que ces sièges reviennent à des socialistes. Là encore, le résultat ne fut pas encourageant. Quelques progressistes : Ekow Daniels, I.K Chinebuah, le professeur Abraham, F.A. Jantuah, Addison, Batsa, Ampah, K.S. Annan, Sarpong Kumankuma, furent en effet mis sur la liste. Mais la grande majorité des 84 sièges revint encore aux hommes de la vieille garde; bref, ils dominaient le second parlement comme ils avaient dominé le premier, et le Ghana se trouvait dans cette posture ridicule, de confier la marche vers le socialisme à un parlement hostile au socialisme.

3. C'est-à-dire qu'il n'y eut aucun vote, cela en vertu d'une loi anglaise, toujours en vigueur dans le Ghana de 1965 ! En d'autres termes, l'élection n'eut pas lieu. (N.d.T.)

4. Qui avait, avant l'indépendance, été le siège de l'état-major des forces d'occupation britanniques, et où avait ensuite été établie la présidence et ses services. (N.d.T.)

Après ces échecs, j'ai pensé que l'on pouvait encore se battre sur le terrain de la procédure électorale. J'ai proposé qu'on ne permette, en aucun cas, qu'un député soit élu sans avoir eu d'adversaire. Et comme vers cette date Dapo Fatogun du *Sunday Express* de Lagos avait obtenu une interview exclusive de Nkrumah, j'ai profité du travail qui m'avait été demandé et qui consistait à rédiger un premier texte de certaines des réponses, pour introduire mes idées sur les élections dans un système de parti unique. En même temps, j'ai insisté auprès de Nkrumah. J'ai proposé trois méthodes : 1. Plusieurs candidats pouvaient se présenter, à condition d'être tous membres du parti. De toute façon, quel que fût le vainqueur, c'était une victoire du parti. 2. On présente seulement un candidat du parti, et l'on appelle les électeurs à voter sur son nom par *oui* ou *non.* Il n'est élu que s'il obtient une majorité parmi les votants. S'il est battu, alors on présente un autre candidat, et l'élection est recommencée. Détail amusant : à chaque fois, mes suggestions étaient chaudement approuvées par Nkrumah. Mais un ou deux jours après, d'autres visiteurs avaient eu le temps de faire pression sur lui, et il était devenu froid et hostile à la proposition. Mes deux premières tentatives ayant échoué, je me suis rabattu, en désespoir de cause, sur une proposition qui tenait plutôt du combat pour l'honneur que de la formule bien pensée. 3. Des candidats pourraient se présenter contre le candidat du parti sous l'étiquette : indépendants. Donc, il y aurait un vote. Certes, une telle proposition avait peu de chances d'être mise en pratique dans le Ghana à cette date, car peu d'individus auraient eu le courage de défier ouvertement le candidat du C.P.P. Du moins il y aurait là matière à interventions pour les propagandistes du C.P.P. Mais la troisième proposition ne fut pas plus prise en considération que les deux autres.

Ainsi, les 198 députés furent proclamés élus sans avoir eu d'adversaires. Par-dessus le marché, les travaux de la nouvelle Assemblée furent menés sans le moindre souci de démocratie. L'affaire Idrissu a déjà été racontée au chapitre précédent. La commission parlementaire de discipline avait prééminence sur la direction du parti. De même le chef du groupe parlementaire. Les seules maigres consolations, c'est qu'on n'avait pas gaspillé d'argent dans la campagne électorale, et que quelques progressistes siégeaient maintenant au Parlement. Mais encore aurait-il fallu qu'il y eût de véritables discussions pour que leur présence se fît sentir. Or, les travaux parlementaires furent conduits de manière à empêcher la libre expression des opinions.

Le public fut déconcerté par ce nouveau style, sauf évidemment les permanents et hauts responsables du parti qui s'en félicitèrent. La B.B.C., à propos des élections, jeta un compliment au Ghana en déclarant que le nouveau Parlement représentait effectivement tous les secteurs de la vie du pays. Et ceux qui faisaient au Ghana l'apologie de cette farce électorale invo-

quèrent aussitôt le témoignage de la B.B.C. A l'un d'eux qui le citait devant moi je répondis simplement par le dicton : « Crains les Grecs, même quand ils apportent des cadeaux. » Un peu après l'ouverture du Parlement, un ami ghanéen, désespéré de ce qui se passait, vint à moi et avança qu'après tout le pays était calme et semblait avoir accepté cet état de choses. Je lui répondis que c'était vrai, mais que le calme n'est pas la paix, et que acquiescer n'est pas la même chose qu'adhérer. Il ricana et ajouta : « Les Ghanéens ne sont pas comme vous autres, Nigérians. »

7. Position de l'auteur sur le parti unique

On l'a déjà vu, ma critique du système du parti unique n'est pas née en moi après coup. Elle tire sa source de convictions politiques qui sont traduites dans les principes de mon propre parti, l'Action Group du Nigeria. Pendant mon séjour au Ghana, j'ai multiplié les efforts pour engager le dialogue sur cette question. J'avais sans doute contre moi d'être à la fois un étranger et un réfugié politique. Mais je n'étais tout de même pas réduit au silence sur ce sujet. Je me suis acharné à susciter le débat parce que le Ghana de Nkrumah me paraissait être un pionnier sur une route que, tôt ou tard, devraient parcourir la plupart des Etats africains; d'où l'importance que j'attachais à voir le Ghana réussir parce qu'il servait alors d'exemple et de stimulant. Sa réussite sonnerait le glas pour ceux qui imaginent les Etats africains incapables de progresser autrement que sur la base d'une association inégale avec l'ex-puissance coloniale ou d'autres puissances impérialistes.

8. Arguments singuliers de certains avocats ghanéens du parti unique

En tout cas, je crois avoir réussi à susciter la discussion sur le problème du parti unique en 1965, dans le parti, le gouvernement et les universités. Discussion d'ailleurs très mêlée, où les excentricités et les naïvetés côtoyaient des réflexions plus sérieuses. Utile sur le plan théorique, elle est restée sans effet sur la pratique politique.

Parmi les arguments des défenseurs du parti unique, il y avait celui selon lequel un régime politique serait d'autant plus démocratique qu'il y aurait moins de partis en activité. Aussi, Kofi Baako, inventeur de cette drôlerie, tenait-il la France pour moins démocratique que la Grande-Bretagne parce qu'on y comptait davantage de partis politiques. A son tour, la Grande-Bretagne

a plus de partis politiques que les U.S.A. qui sont donc plus démocratiques. Donc, le sommet de la démocratie est atteint quand il n'y a plus qu'un seul parti politique. On peut ici discuter *les faits invoqués, mais surtout, la conclusion logique* est suffisamment redoutable : car on devrait dire alors que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste étaient beaucoup plus démocratiques que la Grande-Bretagne, la France et les U.S.A.!... Logiquement aussi, on devrait en arriver à soutenir que le sommet de la démocratie, c'est l'absence de parti, et que les principautés des cheikhs du golfe Persique sont les Etats les plus hautement démocratiques du monde !

Un autre sophisme avancé par la faction de Kofi Baako qui était maîtresse du bureau d'Education du parti, c'est que le parti unique serait un trait particulier de la vie traditionnelle africaine, et donc que la nouvelle Afrique ne ferait que revenir, en cela, à sa splendeur passée. Il suffit même de bribes de connaissances historiques sur l'Afrique pour rejeter cette thèse. Il est vrai que le gouvernement traditionnel africain ignorait la séparation des pouvoirs, mais il n'y avait pas trace de partis politiques dans ces régimes. Les Anciens représentaient les grandes familles qui composaient le village ou le clan. Ils étaient élus en fonction de leur âge, de leur naissance et de leur position, et formaient des conseils de village ou de clan qui prenaient des décisions et les appliquaient eux-mêmes. Ils s'accordaient ou avaient des désaccords selon les problèmes traités, sans qu'il y eût de groupements fixes. Par ailleurs, ils appartenaient tous aux sociétés secrètes qui étaient supposées constituer le lien entre les vivants du clan et les ancêtres morts et les divinités. Les Anciens pouvaient donc appuyer leurs édits par la menace de sanctions religieuses. Rien là-dedans qui confirme la thèse du caractère africain du parti unique.

9. Que le socialisme n'exige pas le parti unique

En dehors de ces affirmations creuses, des arguments plus solides furent avancés par les membres de l'Institut idéologique et par le *Spark*. Le premier, c'est que la pluralité des partis ne convient bien qu'à une société capitaliste, en raison de sa nature de classe, où une classe d'exploiteurs capitalistes fait face à une classe d'exploités salariés, entre lesquelles existe un conflit fondamental. Mais, à mes yeux, le fait significatif, c'est que la bourgeoisie elle-même comprend des groupes d'intérêts en compétition ou en conflit. Et bien que tous soient d'accord sur le principe de l'exploitation de la classe ouvrière, leurs buts particuliers et divergents suscitent de sérieuses oppositions entre eux. Divergences dont l'importance se révèle à travers les différents partis politiques auxquels se rallient ces groupes. En appuyant

tel parti politique, un groupe donné escompte peser sur le pouvoir politique et être en bonne position pour intervenir dans l'élaboration de la ligne politique. C'est là-dessus que repose la pluralité des partis en régime capitaliste.

Mais les défenseurs socialistes du parti unique avancent qu'il n'y a pas de classes d'exploiteurs dans la société socialiste, où tout le monde est travailleur, et où l'Etat est un organisme de défense de l'ensemble des travailleurs. Donc, un second parti n'y est pas nécessaire. L'argument pourrait être théoriquement juste dans une société qui serait d'ores et déjà une société sans classes. Mais le Ghana de Nkrumah n'était certainement pas une société sans classes. Et l'expérience faite ailleurs montre qu'il faut de nombreuses générations pour y parvenir. Nous pouvons donc en conclure que le parti unique appartient au stade suprême, et non aux débuts de l'édification socialiste.

En lui-même d'ailleurs, cet argument, aussi clair qu'il paraisse, colle mal avec les réalités de la plupart des sociétés contemporaines. Admettons que l'on ait déjà une société sans classes, c'est-à-dire sans classe d'exploiteurs, est-il réaliste d'en déduire qu'il n'y aura plus de groupes d'intérêts rivaux ou en conflit dans cette société ? La réalité qui s'offre à nous, c'est que même la classe ouvrière, qui devient la seule classe d'un pays socialiste et s'identifie avec la communauté dans son ensemble, contient des groupes dont les intérêts diffèrent et souvent s'opposent. Par exemple, des désaccords aigus sur la répartition des investissements sont apparus aussi bien dans les pays capitalistes que dans des pays socialistes. Une partie des travailleurs voulait accroître les investissements dans les industries produisant des biens de consommation, alors que d'autres voulaient accroître les investissements dans les industries produisant des moyens de production. Il en résultait du même coup des positions différentes en matière de politique extérieure, les premiers étant plus optimistes et insistant sur le développement des relations internationales et cristallisant leur attitude dans la doctrine de la coexistence pacifique; les seconds étant plus pessimistes, cherchant appui dans le renforcement de la puissance militaire. Bien qu'ils soient, eux aussi, attachés à la paix mondiale, ceux-là pensent qu'elle sera mieux assurée par le déploiement de la force que par une politique de compromis. De même, il peut y avoir des divergences sur l'application de la technique moderne à l'industrie. Les mineurs de houille peuvent s'opposer à la gazéification souterraine parce qu'ils redoutent le chômage ou le transfert dans une autre localité, tandis que les pilotes d'avion seront indifférents à ces problèmes. La planification est en mesure d'atténuer ces craintes; mais il n'empêche que ces attitudes divergentes sur la ligne politique existent. On ne peut nier que ceux des travailleurs dont la production est destinée au marché étranger sont moins soucieux du principe d'autodétermination des peuples que ceux qui travaillent pour le marché inté-

rieur. Enfin, il apparaît nécessairement de sérieuses divergences entre groupes de la même classe sur la manière dont les affaires de l'Etat sont conduites et administrées. On retrouve ici le problème, partout présent, de la corruption des dirigeants, celui de l'usage arbitraire du pouvoir, celui de la tentation du pouvoir de ne pas informer constamment et complètement le public. Ce qui m'importe là-dedans, c'est qu'il y a des divergences d'intérêt, donc des divergences d'attitude politique, dans la classe ouvrière elle-même. De même que les différents groupes de la bourgeoisie, ceux de la classe ouvrière ont un point commun : la fin de l'exploitation des salariés par le capital. Mais ces nuances d'opinions sont suffisamment fortes pour fournir la base d'activités politiques opposées. Les changements d'orientation périodiques des pays communistes, souvent accompagnés par l'éclipse d'un groupe d'hommes politiques, sont la reconnaissance de l'existence de ces divergences, et de leur pression sur la politique dans le cadre du système du parti unique en pays communiste. Dès lors, sans que soient mis en cause les principes communistes de ces pays, plusieurs partis pourraient fort bien y fonctionner, qui discuteraient et défendraient des points de vue différents sur la politique communiste. Pour l'instant, dans ces pays les débats de ce genre n'ont lieu qu'à l'intérieur du parti unique. Mais si les problèmes étaient discutés ouvertement devant l'ensemble des citoyens, comme la pratique démocratique l'exige, on serait déjà sur la voie d'un passage à la pluralité des partis. Par conséquent, la continuation du système du parti unique dans les pays communistes ne peut pas être attribuée à l'inexistence de bases pour la pluralité des partis dans ces pays eux-mêmes.

10. Que la critique pertinente des démocraties occidentales ne suffit pas à justifier le parti unique

Un second argument des défenseurs socialistes du parti unique repose davantage sur une critique de la pluralité des partis comme garantie de la démocratie que sur une justification du parti unique lui-même. Il soutient que la pluralité des partis ne garantit pas automatiquement une vie réellement démocratique. En avançant cette critique, les socialistes, et c'est là le côté fort de leur argument, ne considèrent pas les formes extérieures, mais les réalités de la vie. Ils dénoncent l'hypocrisie d'un système à partis multiples dans un Etat qui laisse lyncher des citoyens à cause de leur couleur, mais qui élève des statues à la liberté. Ils démasquent la démocratie qui autorise la liberté de parole à Hyde Park, mais laisse le contrôle des grands journaux à une poignée de milliardaires. L'argument est également fort quand il rejette une liberté politique qui n'est pas accompagnée de liberté

économique. Il soutient que la liberté de lire les livres de son choix ne signifie rien pour un homme affamé, ou pour celui qui n'a pas eu accès à la culture, faute d'argent. Il souligne que le contenu social et économique est ce qui donne leur sens aux droits politiques. Dans cette conception, la liberté est entendue au sens du plein accomplissement de l'individu et non uniquement de l'absence de contraintes. La conclusion à en tirer, c'est qu'il y a beaucoup à faire, pour que, dans le cadre de la pluralité des partis, se réalise une démocratie authentique pour la masse des citoyens, et les remarques rappelées ci-dessus sont à coup sûr pertinentes. Mais elles ne constituent en rien la justification du parti unique qui devrait être le garant de la démocratie pour les masses. Tout ce que l'on peut en déduire, c'est que les formes constitutionnelles et institutionnelles ne suffisent *pas à garantir par elles-mêmes l'existence d'une vie démocratique*. Mais cette conclusion s'applique aussi bien au parti unique qu'à la pluralité des partis. Corollaire : dans les deux cas, il reste à prendre des mesures concrètes pour que la totalité du peuple bénéficie de la démocratie, *de facto* et pas seulement *de jure*.

11. Position de l'Institut de Winneba, pour la défense de la démocratie

C'est pourquoi une part de l'activité de l'Institut idéologique était orientée vers la discussion des mesures qu'il fallait prendre pour faire du Ghana une démocratie authentique. Cette recherche s'organisait dans deux directions. D'abord, l'introduction d'une vie démocratique dans le parti unique et dans l'Etat. Dans ce but, nous réclamions l'élection de tous les organismes du parti, le maintien d'élections démocratiques pour les organismes éligibles de l'Etat, et la liberté de critique dans la presse du parti. Ensuite, nous demandions la création d'institutions qui soient en mesure d'empêcher les abus de pouvoir du parti ou de l'Etat, ou qui les corrigent, s'ils avaient eu lieu. Par exemple, on avait besoin de créer un système de contrôle de l'application de la loi sur la détention préventive. La faculté de droit de l'université du Ghana, sur l'initiative du professeur Seidman, avança l'idée que les services du procureur général devraient prendre la défense des citoyens dont les droits avaient été bafoués par les agents de l'Etat. On tentait de faire naître ce qu'on a appelé une « légalité socialiste »[5], c'est-à-dire que l'application de la politique socialiste et des directives gouvernementales soit réalisée en accord avec le code établi et les règles de procédure

5. Rappelons que l'expression vient de Lénine. (N.d.T.)

clairement définies. C'était donc une tentative pour éliminer les actes d'arbitraire. Malheureusement, ces efforts restèrent sans conséquences pratiques du côté du parti et du gouvernement. De toute façon, il me paraît clair que les Etats africains, dans l'avenir, devront trouver les moyens de démocratiser le système du parti unique, en tout cas dans la première phase de leur évolution. Soutenir que la démocratie n'est possible *que* par la pluralité des partis n'est sans doute pas le meilleur moyen d'aider l'Afrique à sortir de ses difficultés actuelles. Il est probable que l'orientation de recherches d'universitaires occidentaux tels que le professeur Seidman[6] se révélera infiniment plus fructueuse pour l'Afrique que les sermons sur les vertus de la pluralité des partis.

12. Raisons actuelles en faveur du parti unique en Afrique

Pour l'instant, et si on le dépouille de la rhétorique et des sophismes dont il s'enveloppe, le recours au parti unique en Afrique résulte du contrôle politique à peu près absolu que le système confère à ses défenseurs. Ce haut degré de concentration du pouvoir est jugé le moyen le plus efficace pour diriger un nouvel Etat où les facteurs d'instabilité sont constamment présents. On estime que le parti unique sert à réduire les tensions politiques entre les clans qui s'appuient le plus souvent sur des rivalités tribales. D'un autre côté, la politique des partis africains, là où il y en a plusieurs, s'appuie souvent sur une aide étrangère. C'est un fait connu, bien que difficile à prouver par a + b, que les puissances extérieures au continent africain souvent soutiennent et manipulent partis et dirigeants pour préserver ou conquérir leur sphère d'influence. La dénonciation, déjà faite souvent, de l'action des Etats-Unis au moyen de la C.I.A. ne signifie pas que d'autres puissances ne soient pas engagées dans le même jeu. Souvent, l'addition de l'ingérence étrangère et des tensions tribales quand des groupes ethniques s'appuient sur des partis d'opposition et sur les intérêts étrangers, l'arbitraire du pouvoir central qui en résulte par contrecoup, tout cela ensemble exaspère la vie politique au point de mener à la désintégration de la nation. Dans ces conditions, le recours au parti unique apparaît comme un corollaire de la préservation de la sécurité et de l'unité nationales. C'est à cause de ce sentiment de l'intérêt national qu'un régime politique autoritaire a le vent dans ses voiles en Afrique en pareil cas.

En fait, l'histoire politique des vieilles nations du monde nous met en présence d'un haut degré de centralisation politique, dès

6. C'était, en effet, un Américain progressiste. (N.d.T.)

les phases initiales de leur existence dans leur forme actuelle. L'Angleterre, du *Long Parlement* de Cromwell à la révolution de 1688 a connu un régime fondé sur un militarisme centralisé. A partir de la déclaration d'Indépendance de 1776, il a fallu plus de quatre-vingts ans aux Etats-Unis pour que s'installe le système des deux partis actuels. La France, de la révolution de 1789 jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle, a vécu sous une succession de dictatures. Je n'entends pas, en rappelant ces exemples, faire l'apologie des dictatures dans les nouveaux pays du monde contemporain. Mais ils apportent des preuves historiques que la stabilité politique est un élément essentiel de l'édification d'une nation. Et quand elle n'est pas assurée par la constitution, les institutions et la pratique, on assiste à une tendance à la rechute vers l'autoritarisme politique et, au bout du compte, à la dictature pure et simple.

13. Qu'il faut distinguer stabilité politique et rigidité politique

Seulement, il est essentiel de distinguer stabilité politique et rigidité politique. La première est un concept dynamique qui permet changements et développement dans le cadre de principes politiques reconnus par tous. La seconde entraîne nécessairement des soulèvements politiques dans les nouvelles nations où changements et évolution sont des données premières de la vie nationale. Jusqu'ici, les Etats africains ont eu tendance à prendre rigidité politique pour stabilité politique. Il en a été ainsi parce que nous avons porté plus d'attention aux mécanismes du pouvoir qu'aux perspectives politiques. Ce dont une nouvelle nation a d'abord besoin, c'est de savoir quel type de société elle va se mettre à bâtir. Commencer dans une direction, l'abandonner quelques années plus tard, faire une tentative dans une troisième direction est ruineux, et engendre l'instabilité. Les soubresauts qui accompagnent le passage du pouvoir d'un parti à un autre se produisent précisément là où les objectifs n'ont pas été clairement définis dès le départ, où ils n'ont pas recueilli le consentement général. On peut avoir par exemple un parti, qui, pendant cinq à dix ans, s'emploie à édifier un pays capitaliste, qui est ensuite remplacé par un parti qui entend construire le socialisme et, pour ce faire, va liquider une partie de ce qu'a créé le régime précédent. Une nouvelle nation ne peut pas se permettre de tels gaspillages. Il va en résulter des restrictions. Et au bout de cinq ans, par exemple, on aura un retour au capitalisme ou plus vraisemblablement l'avènement d'un régime militaire qui, lui, n'a aucune idéologie propre.

14. Perspectives de solution : objectifs communs et pluralité des partis

Les plus sérieux des dirigeants africains se prononcent pour le parti unique par un désir authentiquement patriotique d'éviter à leurs nations de telles convulsions idéologiques et de tels gaspillages de ressources déjà limitées. Ils font remarquer, à juste titre, que s'embarquer sur cette voie, c'est se condamner au sous-développement et finir par se subordonner à l'une ou l'autre des grandes puissances. Mais je crois aussi que le progrès régulier dont nos pays ont besoin peut être réalisé sans avoir besoin d'une dictature. Nous devons transférer notre attention des partis et mécanismes politiques à l'établissement d'un accord sur la voie de développement à suivre, autrement dit sur ce qui devrait être la base de notre politique. Si nous nous mettons d'accord sur la ligne de développement à suivre, nous saurons bien en découvrir les lois sociales. Elle doit aussi déterminer la ligne à suivre dans nos relations avec les pays étrangers (non africains). Admettons donc que les objectifs à long terme aient été fixés; alors l'ordre des priorités deviendra clair, et les conditions nécessaires de la réalisation de ce plan seront acceptées par tous comme un élément de l'existence de la prospérité de la nation. Ainsi serait élaboré, en s'appuyant sur des études comparatives, un ensemble de principes définissant une politique de développement. Lorsqu'on aura atteint un large accord sur ces principes et les moyens de les mettre en pratique, les bases mêmes de la vie nationale se trouveront établies. Alors, la pluralité des partis sera en mesure de s'affirmer et de contribuer au progrès de la nation dans un climat de liberté d'expression des idées parce qu'une notion claire du bien commun en aura défini les limites. Des partis politiques dont les objectifs se placeraient hors du cadre de ce bien commun seraient du même coup subversifs par rapport aux buts admis par tous, et seraient interdits. Leur interdiction, une fois que les objectifs nationaux auraient été fixés par une procédure démocratique, serait ordonnée d'une manière conforme à l'intérêt général. Mais en même temps, l'existence de deux ou de plusieurs partis politiques deviendrait nécessaire pour la réalisation des tâches fixées. Au lieu d'une guerre d'usure entre partis portant sur le choix du type de société, on aurait un dialogue sur les meilleures méthodes de réalisation des objectifs de la nation. Une fois que l'activité politique se concentre sur l'administration des choses, la pluralité des partis se trouve dans son élément et constitue un levier du progrès parce qu'elle établit un équilibre entre les exigences de la nation et le mandat populaire. Ce système garantirait la stabilité politique puisque tous les partis accepteraient les objectifs

communs. Mais la sclérose engendrée par le régime du parti unique serait évitée. Les changements de gouvernement résulteraient de la libre discussion portée dans le peuple entier, et non des actions brutales dirigées par des clans politiques plus ou moins anonymes. Alors, la démocratie serait réconciliée avec la stabilité parce que l'action de tous les partis tournerait autour de l'axe constitué par quelques conceptions communes.

8

Parti unique et appareil d'État

Comme le parti unique a été introduit au Ghana en 1964 dans la hâte et la précipitation, il en est résulté des conséquences négatives pour l'appareil d'Etat. Faute d'étude préalable, et, *a fortiori*, de prévisions de ces conséquences, Nkrumah a continué à gouverner, dans des conditions toutes différentes, avec le même appareil d'Etat, ancien et nécessairement inadéquat. Peut-être les changements seraient-ils intervenus avec le temps quand cette inefficacité serait devenue évidente. Pourtant, je dois noter que je n'ai jamais constaté dans la direction du C.P.P. le moindre signe de la conscience des modifications qu'imposait au gouvernement l'introduction du parti unique. On parlait seulement de la nécessité de mieux orienter les fonctionnaires, mais c'était seulement l'expression du désir de les amener à adopter la ligne du C.P.P. Chez les fonctionnaires eux-mêmes, régnait un vague sentiment que tout n'allait pas pour le mieux chez eux. Mais on l'attribuait davantage à l'esprit brouillon de politiciens incompétents qu'au problème résultant du passage au parti unique. Le directeur de l'Institut d'administration, Victor Mamphey, avait quelque pressentiment du problème, mais était mal placé pour l'aborder à fond, d'abord parce qu'il n'était pas assez haut placé dans la hiérarchie du parti, ensuite parce que sa tâche était de former des recrues pour la fonction publique telle qu'elle était, et donc de s'adapter à l'ordre de choses existant. Au sommet, *Enoch Okoh, chef de la fonction publique et secrétaire* général du gouvernement [1] et son adjoint T.K. Impraim, ne faisaient

1. Enoch Okoh était l'homme dont on devait traverser le bureau pour entrer chez Nkrumah à Flagstaff House, et qui travaillait quotidiennement avec lui. Impraim était *Principal Secretary* à la Présidence, autrement dit secrétaire général. Il était vigoureusement réactionnaire, et il convient de noter qu'il ne fut pas arrêté lors du coup d'Etat. (N.d.T.)

rien pour encourager la moindre recherche sur les changements nécessaires.

1. Structure du pouvoir dans un système à pluralité de partis

Or, le système du parti unique oblige à réorganiser toute la structure administrative léguée aux Etats africains ex-anglais, et qui, à la fin de l'ère coloniale, était modelée sur la structure politique de l'Angleterre elle-même. Cette administration s'insérait dans un système à pluralité de partis, dans lequel le parlement détient le pouvoir suprême. Certes, le parti majoritaire finira par l'emporter. Mais il est également vrai que les décisions parlementaires sont la résultante de deux forces opposées : celle du gouvernement (représentant le ou les partis majoritaires), et celle de l'opposition. Ce sont ces décisions qui forment le matériau sur lequel travaille le gouvernement. Bien que ce dernier ait la possibilité de prendre l'initiative pour définir une politique que le parlement approuvera finalement, il n'en reste pas moins que ce sont les décisions du parlement atteintes à la suite de compromis qui sont le point de départ de l'action du gouvernement dans le domaine administratif où il a la suprématie, comme le parlement a la suprématie dans le domaine politique.

Dès lors, le conseil des ministres assure la coordination de l'action gouvernementale, y compris la détermination des priorités; les ministères, eux, disposent d'une large part d'initiative pour formuler les propositions d'action; cette initiative doit faire la synthèse du point de vue du parti au pouvoir, de l'état d'esprit du Parlement, des avis des experts et techniciens, et des conditions administratives pour la mise en œuvre. Bref, trois éléments nécessaires : la direction politique, l'avis des techniciens, le jugement des administrateurs. D'où la nécessité d'avoir dans chaque ministère un ministre haut placé dans la hiérarchie de son parti, une équipe de conseillers techniques et un groupe d'experts administratifs. D'autre part, le gouvernement, en raison de son rôle de coordination a besoin d'un secrétariat puissant et bien étoffé, comprenant des conseillers techniques et professionnels.

2. Structure du pouvoir dans un système à parti unique

Avec le parti unique, il en va autrement. C'est le comité central, ou l'instance suprême, quelle qu'elle soit, du parti unique qui devient le siège du pouvoir politique réel, et non plus le Parlement. Ce dernier, composé en totalité ou en large majorité de

membres fidèles du parti, approuve invariablement et nécessairement les propositions qui lui sont soumises, puisqu'elles émanent de l'organisme politique le plus élevé du parti auquel appartiennent les parlementaires. Le gouvernement doit avoir la caution du comité central et non plus du Parlement, pour tout ce qu'il fait. Et la base de son action est déterminée par les directives du comité central qui devient ainsi un maillon essentiel du pouvoir de l'Etat. En dépit des arguments spécieux mis en avant au sujet du rôle des parlements dans les pays à parti unique actuellement existants[2], l'expérience a montré que la coordination politique et la détermination des priorités émanent du comité central.

Conséquences pour le travail du gouvernement et des ministères : le premier tend à assumer les fonctions d'un secrétariat technique du comité central et ses membres à être des techniciens de leurs domaines respectifs; les seconds deviennent l'outil administratif d'un gouvernement de techniciens. Les techniciens correspondant à ceux du système anglais décrit précédemment ont tendance à passer des ministères et du secrétariat du gouvernement dans le gouvernement lui-même. En revanche, les spécialistes administratifs restent dans les ministères et sont même renforcés par ceux qui, précédemment, étaient au secrétariat du gouvernement. Ce dernier disparaît et cède la place au secrétariat du comité central.

Quelles sont donc les modifications que le système du parti unique devrait entraîner dans la structure administrative des Etats africains ex-anglais ?

D'abord, les ministères, on l'a vu, deviennent des organismes administratifs, le gouvernement un organisme technique. Donc, le ministre lui-même doit cesser d'être un homme politique au sens occidental de l'expression, et devenir davantage un technicien. Le comité central doit fixer les lignes directrices et les ordres de priorité. Le rôle du Parlement se réduit à donner une sanction constitutionnelle aux décisions de l'instance suprême du parti. Il faut donc des parlementaires d'un type nouveau, des *spécialistes* de l'administration, de l'agriculture, de l'industrie, de tous les domaines de l'activité humaine, capables de soumettre à un examen critique les propositions concrètes du gouvernement. *Ce sont ces conséquences-là que le régime de Nkrumah n'a pas vues, qu'il n'a pas introduites dans la pratique.* Il en est résulté des frictions, des heurts, des tensions, le tout culminant dans la plus mauvaise administration des affaires publiques.

2. Le contexte montre, sans aucun doute possible, qu'il s'agit ici des pays socialistes, et non des autres régimes à parti unique. (N.d.T.)

3. Fonctionnement réel du conseil des ministres au Ghana; ses déficiences

La particularité la plus frappante dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat au Ghana, c'était que la fonction du conseil des ministres n'était pas clairement déterminée. On ne savait jamais si le pouvoir de décision politique résidait dans le conseil des ministres ou dans le comité central. Il en était déjà ainsi avant 1964, mais l'introduction du parti unique aggrava considérablement les choses. Ce qui les compliquait davantage et empêchait toute étude sérieuse, c'est que toute velléité de discussion des relations entre conseil des ministres et comité central était aussitôt taxée d'activité menaçant la sécurité de l'Etat et de trahison. D'autre part, si le comité central dirigeait le parti, et le conseil des ministres l'action du gouvernement, le président du comité central était aussi le chef du gouvernement, tandis que les membres les plus influents du comité central étaient aussi les détenteurs des ministères clefs. Il n'était donc pas facile de déterminer l'origine de telle ou telle décision [3]. Mais, en général, le comité central se bornait à examiner les conséquences des décisions prises par le conseil des ministres. Nkrumah, chef du gouvernement, était plus puissant que Nkrumah président du comité central. Ainsi, le principe de la suprématie du parti n'était pas respecté. Au contraire la suprématie administrative du gouvernement était pleinement respectée, comme dans les systèmes à pluralité de partis. C'est bien la preuve que l'on n'avait porté aucune attention aux implications administratives du système du parti unique.

Cependant, l'importance du conseil des ministres était plus apparente que réelle. Il gardait un pouvoir d'initiative, mais il avait cessé d'être un lieu de discussion politique, où le président n'est que le premier parmi ses pairs. Ce déclin effectif provenait de trois séries de causes. D'abord, l'énorme croissance du bureau du président (titre officiel des services rattachés à la présidence), dont dépendaient, à la fin de 1965, pas moins de vingt-deux organismes ou comités; et la tendance était toujours à l'accroissement. Or, il s'agissait là d'organismes vitaux pour toute la nation; domaines et personnels, comptabilité, secrétariat aux Affaires africaines, l'armée [4], les Renseignements généraux, la Sécurité, les affaires des chefs, les ressources énergétiques, l'office de la Volta, l'énergie atomique, etc. Dans tous ces domaines, le président agissait de son propre chef; au plus, quand et si

3. Il faut ajouter que, sauf cas exceptionnels, les réunions du conseil des ministres n'étaient pas annoncées dans la presse, et ne donnaient lieu à aucun communiqué. (N.d.T.)
4. Dont Nkrumah était le commandant en chef. (N.d.T.)

on lui demandait un avis, le conseil des ministres recommandait ce que les services de la Présidence avaient déjà décidé. Aucun contrôle du travail de ces services présidentiels n'était possible. Et le secrétaire général du gouvernement, Enoch Okoh, se comportait comme le ministre responsable de ces activités si diverses. Dans cette mesure, ces services risquaient d'échapper à l'application de la ligne politique de la révolution.

En second lieu, il faut tenir compte de la division des ministres en ministres membres du cabinet et ministres non membres du cabinet, lesquels n'assistaient au conseil des ministres qu'occasionnellement, pour défendre un projet particulier par exemple. Sinon, la voie habituelle pour un ministre non membre du cabinet — et ils étaient plus de la moitié du total — était d'obtenir l'accord du président pour ses projets, et donc de travailler avec les services de la Présidence. C'était le plus sûr. Cela fait, le conseil des ministres approuvait toujours, ce n'était donc plus qu'une formalité. Par conséquent, plus de débats sérieux *au conseil des ministres pour tout ce qui concernait* ces ministères inférieurs. En même temps, le chef administratif des services de la Présidence, Enoch Okoh, assumait en fait les fonctions d'un secrétaire général de tous ces ministères exclus du conseil des ministres.

En troisième lieu, les ministres du Cabinet, eux, tournaient le conseil des ministres en faisant approuver leurs décisions au préalable par Nkrumah. Pour ceux qui étaient membres du comité central, leurs contacts fréquents avec Nkrumah leur en donnaient l'occasion. Quand le conseil des ministres se réunissait, on n'avait plus à lui demander que d'approuver pour la forme une mesure dont on lui annonçait qu'elle avait déjà obtenu l'accord du président, ou du comité central. Manœuvre très pratique pour faire passer des mesures discutables dont des débats approfondis auraient démasqué le caractère erroné. Mais, s'il fallait défendre de telles mesures devant le Parlement ou le pays, alors le ministre concerné invoquait le principe de la responsabilité collective du gouvernement.

Les ministres non membres du cabinet avaient rapidement découvert que ce qui restait des débats du conseil des ministres se concentrait autour de leurs ministères. Avec les rivalités aiguës des ministres dirigeants du C.P.P. et l'obstruction systématique de certains d'entre eux, les ministres de seconde zone n'avaient pas d'autre solution que de régler leurs problèmes directement avec le président. Sinon, ils se heurtaient aux décisions prises par des clans ministériels qui se réunissaient entre eux avant le conseil des ministres et décidaient de leur position. Ces alignements de clans rivaux pesaient davantage dans le conseil des ministres qu'une argumentation sérieuse.

A quoi il faut ajouter le goût de Nkrumah pour les comités *ad hoc*. On en créait pour toutes sortes de problèmes; et souvent le comité qui avait à traiter de questions relevant d'un ministère

donné ne comprenait ni le ministre concerné ni le secrétaire général de son ministère. Quand par hasard ces comités remettaient un rapport, il était étudié et approuvé par Nkrumah et, parfois, par le comité central. Le conseil des ministres n'avait plus qu'à endosser les conclusions de Nkrumah. Mais, par chance, la plupart de ces comités ne remettaient aucun rapport. Et personne ne s'en inquiétait. Ceux qui s'étaient plaint se satisfaisaient de la création d'un comité pour étudier ce problème. Le ministère concerné était heureux qu'aucun rapport n'ait été remis, lequel aurait impliqué des propositions concrètes. Dans les rares cas où il était sorti des travaux du comité des recommandations précises, on ne les appliquait pas, et il n'en résultait aucun ennui pour le ministre ou le secrétaire général.

4. Rôle du président : ce qu'il était, ce qu'il aurait dû être

Ces quelques faits soulèvent de graves problèmes d'exécution dans un pays à parti unique et avec un président disposant du pouvoir exécutif. Avec le cumul des fonctions de chef d'Etat, de chef du gouvernement et de chef du parti, apparaît la tendance à diriger une bonne part de l'action gouvernementale sans passer par les ministères. Et si le président n'est pas en même temps parlementaire, ce domaine réservé échappe au contrôle des représentants du peuple. Si les services dépendant directement du président ont pris une grande ampleur, parallèlement, le chef du gouvernement n'a plus la possibilité d'étudier comme il faut les problèmes posés, et de coordonner rationnellement l'action des différents ministères. Le système en pratique au Ghana entraînait une excessive concentration bureaucratique et un haut degré d'inefficacité. Si les pays africains veulent bénéficier des avantages d'un gouvernement central fort, du parti unique et d'un président ayant en main le pouvoir exécutif, de profondes réformes sont nécessaires. De toute évidence, il faut libérer le président de toute direction immédiate de secteurs particuliers d'activité, ces secteurs devant tous dépendre d'un ministère, de manière à ce que le président concentre ses efforts sur la coordination de l'action gouvernementale et la détermination des priorités. Ces fonctions importantes, il doit les assurer après que des discussions exhaustives et libres ont eu lieu au conseil des ministres. Peut-être le président aura-t-il besoin de quelques ministres sans portefeuille qui pourraient superviser chacun un groupe de ministères. Le secrétariat général du gouvernement devrait être étoffé de techniciens et de spécialistes des différents secteurs d'activité. En outre, le contrôle parlementaire sur l'action des ministères devrait être renforcé. Quelques heures de débats annuels sur le budget d'un ministère donné, c'est insuffisant. On

objectera qu'il faudrait alors prolonger la durée des sessions parlementaires, et ce serait effectivement l'idéal. Mais si ce n'est pas possible, *il faudrait au moins instituer des commissions parlementaires pour chaque ministère qui siègeraient en dehors même des sessions plénières du Parlement.* L'essentiel, c'est que cette vérification, constante, obligerait l'administration à être sur ses gardes. Que les mesures gouvernementales soient l'objet de débats approfondis, avant et pendant leur application, est un facteur décisif de démocratie dans le monde moderne.

5. Situation et état d'esprit des hauts fonctionnaires

Tout naturellement, l'absence de définition claire des rapports entre conseil des ministres, services de la Présidence et comité central eut des conséquences désastreuses pour le travail des hauts fonctionnaires. D'abord une baisse du moral. Le secrétaire *général du ministère ne savait jamais à qui s'adresser et de qui* prendre ses directives. De par sa formation, il se serait adressé au secrétariat général du gouvernement. Mais dans la pratique, les directives venaient souvent du président lui-même ou des services de la Présidence, sans la moindre référence au secrétariat général du gouvernement. Et le cumul des fonctions de secrétaire général du gouvernement et de chef administratif des services de la Présidence dans la personne d'Eric Okoh, ne réduisait en rien cette impression de désordre. Pas davantage la découverte faite un jour ou l'autre qu'une direction présentée comme émanant du président avait été donnée à son insu. Dans certains cas, les erreurs d'un ministre étaient rejetées sur le secrétaire général ou sur un chef de service qui étaient alors transférés *ailleurs, ou bien démissionnaient, alors que le ministre* responsable gardait son poste. Mais la responsabilité ministérielle avait été sacrifiée à l'opportunisme politique. Quant au fonctionnaire, démoralisé, il entrait dans le jeu des intrigues politiciennes. Sa foi dans l'intégrité en matière d'affaires publiques et son souci *d'efficacité s'en allaient peu à peu.*

Certes, les méthodes administratives des ministres s'étaient manifestées bien avant l'introduction du parti unique. Mais ils ont profité des lacunes du nouveau système et du manque d'étude de ses implications.

6. Tâches nouvelles de la fonction publique

Là-dessus, la fonction publique du Ghana se heurtait à un autre ordre de difficultés et celui-là concernait la fonction propre du gouvernement. Selon la tradition léguée par l'administration anglaise, le gouvernement avait la responsabilité du maintien

de l'ordre, tandis que la vie économique était l'affaire de citoyens en tant qu'individus, des sociétés capitalistes locales et des firmes étrangères. Des impôts établis judicieusement sur ces activités permettaient de financer la machine gouvernementale et d'assurer un minimum, et seulement un minimum, d'équipements sociaux. Le C.P.P. voulut changer tout cela aussitôt après l'indépendance. Nationaliste, il voulait parvenir à l'indépendance *économique*, donc réduire le contrôle économique des firmes étrangères en édifiant une industrie et un commerce nationaux. Vu la faiblesse du capitalisme local, comme c'est le cas dans toutes les nouvelles nations, il revenait à l'Etat d'assumer dans une proportion toujours croissante ce rôle d'entrepreneur. L'idéologie socialiste renforça plus tard cette tendance. D'autre part, en tant que parti populaire, le C.P.P. se devait d'assurer un large développement des équipements sociaux.

7. Pourquoi elles ne pouvaient pas être assumées efficacement

Dès lors, il ne suffisait plus d'une administration habituée au travail courant, il fallait une fonction publique d'un type nouveau. Pour une part, elle allait avoir à s'occuper des mêmes choses que l'ancienne, mais à une toute autre échelle. Par exemple, la population scolarisée dans les écoles primaires passait de 150 000 en 1950 à 1 500 000 en 1965; elle avait décuplé en quinze ans. Des accroissements analogues étaient enregistrés dans les enseignements secondaire et supérieur, dans les services de santé et d'hygiène, dans les communications. Pour y faire face, la fonction publique du Ghana avait dû, elle aussi, se multiplier dans la même proportion. Mais il y avait aussi des problèmes qualitatifs. Cette fois, les fonctionnaires devaient s'atteler à la solution de problèmes liés à l'édification d'une infrastructure de la croissance économique. Ils devaient se charger de tâches qui leur étaient inconnues jusque-là : la direction d'entreprises d'État dans le domaine de la production. Ces entreprises étaient des sociétés d'Etat qui furent confiées à de hauts fonctionnaires et placées sous la direction d'un secrétariat des entreprises d'Etat, qui était lui-même un des services de la Présidence. En 1965, ces sociétés étaient au nombre de 60. Elles auraient dû atteindre la centaine en 1966. Or, le secrétariat des entreprises d'Etat jouait le même rôle vis-à-vis des directeurs de sociétés que la commission de la fonction publique vis-à-vis des autres fonctionnaires. En outre, ces directeurs-fonctionnaires avaient tendance à appliquer, dans leurs nouvelles responsabilités, les méthodes administratives courantes des ministères. De sérieuses difficultés surgirent de ce simple fait que l'on introduisait ces méthodes dans un domaine où elles ne convenaient pas.

Ainsi, la fonction publique ghanéenne était soumise à de fortes tensions, parce qu'il lui fallait s'accroître énormément en nombre, et accomplir des tâches pour lesquelles elle n'était pas faite. Il fallut donc compléter la formation par des cours de gestion des entreprises. Il fallut aussi modifier les règles de recrutement. Pour les postes dirigeants des sociétés d'Etat, il fallait, en principe, faire passer les hommes compétents avant les administrateurs de rang et d'ancienneté élevés, mais qui n'étaient pas formés pour ces tâches. Mais ce dernier principe ne fut guère respecté au Ghana. Au contraire, les nouveaux directeurs furent souvent nommés en vertu de leur ancienneté administrative et, dans les rares cas où l'on n'appliqua pas cette vieille règle, les nominations ne furent pas pour autant équitables. Elles étaient en effet liées à d'injustifiables pressions politiques. D'où une gestion médiocre, et une situation qui fournissait des aliments à la campagne contre le principe même des entreprises d'Etat.

Les ministères eux-mêmes auraient dû être transformés pour être en mesure de s'acquitter de ces tâches, économiques et techniques, et non plus exclusivement administratives. Il leur aurait fallu des secrétaires généraux qui s'y connaissent en gestion des entreprises, des ministres qui aient quelque connaissance de la branche industrielle, agricole ou commerciale qu'ils avaient à diriger. A défaut, il aurait fallu constituer des équipes avec le ministre, les conseillers, industriels ou commerciaux, selon le cas. Mais aucun des ministères économiques du Ghana n'était organisé dans cet esprit-là. Et les connaissances techniques des ministres et des secrétaires généraux étaient limitées ou nulles.

8. Du manque de coordination gouvernementale

Pour tout compliquer davantage, il n'y avait que fort peu de coordination entre ces différents ministères économiques. Quand il y avait des rencontres interministérielles, elles étaient purement circonstancielles, le plus souvent à l'occasion d'une crise. Pas de coopération permanente non plus entre ces ministères et la Banque du Ghana : on devait s'en apercevoir quand le problème des réserves de devises devint grave à la fin de 1964. La Commission nationale de planification ne contrôlait guère la vie économique courante et n'était d'ailleurs pas en mesure d'intervenir efficacement pour résoudre les difficultés qui surgissaient. Ici, le manque de coordination en arriva au point que le rapport économique de 1965 de cette Commission différait gravement de celui de l'Office central de statistiques. La même année le ministre des Finances créa les taxes à la consommation. Dans son discours sur le budget, il assura au Parlement que ces taxes n'auraient pas à être payées sur les biens de consommation déjà

parvenus aux détaillants. Il n'y avait donc pas à craindre des hausses de prix immédiates, et il ajouta que les commerçants coupables de hausses illicites seraient l'objet de sanctions sévères. La riposte des détaillants fut précisément une hausse immédiate et brutale. Interrogé ultérieurement à une conférence de presse, le ministre se déclara hors d'état de maîtriser la hausse. Il affirma que, dans son discours, il avait donné des promesses formelles sur la base des engagements pris par le service de contrôle des prix, lequel dépendait de la Présidence. Mais peu après, le même service l'informait qu'il était incapable de savoir l'état des stocks à la date des nouvelles taxes. Et l'on en resta là. Le service du contrôle des prix ne fut l'objet d'aucune sanction pour avoir manqué à ses devoirs. Et le Parlement ne prit pas non plus la peine de s'inquiéter de ces informations fallacieuses.

9. Démoralisation de la fonction publique

A l'incompétence, les ministres ajoutaient le népotisme et le favoritisme, ce qui n'arrangeait rien. Ils peuplaient, chacun, leurs ministères de leurs créatures, relations politiques ou personnelles. Ils influençaient les nominations aux postes clefs à tel point que les fonctionnaires avaient admis qu'une protection politique était une meilleure garantie d'avancement que la compétence. D'ailleurs, s'ils s'y refusaient et comptaient sur leur mérite, ils sombraient vite dans le désespoir parce que la promotion ne venait pas par cette voie. La discipline aussi s'affaiblit, parce que le supérieur hiérarchique hésitait à réagir contre un inférieur qui avait des liens avec le ministre. Aussi, certains hauts fonctionnaires quittèrent le service et entrèrent dans le secteur privé, ou bien trouvèrent des postes à l'étranger. Le moral de ceux qui restaient était au plus bas. Cet état de choses n'a pas échappé à Nkrumah. Mais, malheureusement, tout fut attribué au manque de perspectives idéologiques des fonctionnaires. Et, par la grâce de la rhétorique de quelques ministres ou responsables du C.P.P., le fonctionnaire ghanéen fut présenté au public sous les espèces d'un homme enfermé dans sa mentalité coloniale et ennemi de la révolution socialiste. Toute réclamation de sa part fut traitée de menée contre-révolutionnaire, toute position ferme sur ce qu'il jugeait conforme à l'intérêt national taxée de sabotage. Il est sans doute vrai que beaucoup de fonctionnaires ghanéens étaient et sont prisonniers de leurs habitudes de vie à l'anglaise. Mais il est également vrai que beaucoup d'entre eux étaient et restent des patriotes et déploieraient tous leurs efforts pour mener au succès un programme socialiste, pour peu qu'on leur montre qu'il est conforme à l'intérêt national. Mais c'est précisément cette peine que ne prenaient pas les propagandistes du C.P.P. Ils criaient des slogans à une couche sociale qui exigeait des expli-

cations rationnelles. Et comme ces propagandistes étaient intellectuellement inférieurs aux hauts fonctionnaires, ces derniers en vinrent à un mépris total pour la direction du C.P.P.

A mon sens, le C.P.P. a manqué le coche à cet égard. Il était parfaitement possible de mettre la fonction publique ghanéenne au service de la seconde révolution, à condition de faire appel à son esprit rationnel et à son patriotisme. Ce qui se passa en fait, c'est que ces fonctionnaires perdirent toute confiance dans la capacité du C.P.P. de faire progresser le pays, dégoûtés qu'ils étaient de la médiocrité clownesque et de la rancune tenace de ses principaux porte-parole. Au moment de la chute de la Première République, la fonction publique ghanéenne avait déjà opposé *un vote de défiance tacite au C.P.P. Chez beaucoup d'entre eux*, ce n'était pas un vote de défiance contre le socialisme en tant que tel, ni même contre Nkrumah. C'était l'expression de la défiance contre ses lieutenants, et une protestation contre son incapacité d'en finir avec ces lieutenants incompétents, corrompus et brouillons.

9

La planification ghanéenne

On a constamment accusé le Ghana de Nkrumah d'avoir eu une mauvaise politique économique. Il y a sans doute beaucoup de vrai dans ces critiques, mais on doit aussi noter leur tendance à une généralisation abusive. Souvent, on passe imperceptiblement de la critique des erreurs économiques à une mise en question de toute la conception économique de Nkrumah. Sans la justifier le moins du monde, on peut comprendre cette tendance, parce qu'une bonne part des critiques proviennent d'intérêts financiers étrangers préoccupés de maintenir leur contrôle sur le Ghana, comme sur toute l'Afrique. Et quand elles proviennent de Ghanéens ou d'Africains, il s'agit alors de gens qui ont adopté le mode de vie capitaliste, et tiennent l'association inégale avec le capitalisme étranger pour indispensable. Dans tous ces cas, c'est toujours le point de vue capitaliste qui s'exprime. Si les penseurs africains sont sérieux, s'ils veulent mettre fin au sous-développement en Afrique, alors il leur faut considérer les choses tout autrement; il leur faut juger la valeur des décisions économiques de Nkrumah en fonction des conditions réelles d'un nouvel État, il leur faut ensuite chercher ce qui n'allait pas dans l'application de ces décisions. C'est ainsi que les autres pays africains tireront les leçons de l'expérience ghanéenne.

1. Objectifs de Nkrumah

Quoi qu'on en ait pensé, les conceptions de Nkrumah en ce domaine reposaient davantage sur le souci de l'indépendance que sur celui du socialisme. C'est pour parvenir le plus vite possible à l'indépendance économique sans faire naître de fortes

inégalités sociales qu'il lui a fallu prendre la voie du socialisme. Il savait que le Ghana était dépendant de la Grande-Bretagne, qu'il dépendait essentiellement de la monoculture du cacao pour ses exportations, et donc des fluctuations du marché mondial, qu'il était excessivement dépendant d'importations de biens manufacturés et même de produits alimentaires, qu'enfin les leviers économiques et financiers étaient entre les mains d'intérêts étrangers. C'est ce qu'il voulait changer et c'est ce que la nouvelle Afrique veut changer.

Il voulait faire du Ghana un pays industriel et commerçant. En quoi il avait raison. Au lieu de dépendre du seul cacao, il fallait que le Ghana diversifie ses exportations en y faisant entrer des produits miniers, d'autres exportations agricoles, le bois et les produits de ses manufactures. Il fallait réduire le poids des importations de biens de consommation et de produits alimentaires par l'accroissement de la production agricole vivrière, et par le développement de l'industrie. Du coup, il fallait que soit accru le contrôle national sur les leviers économiques, donc un secteur contrôlé par le Ghana dans le commerce d'import-export et de gros, le système bancaire, l'infrastructure, particulièrement les ressources énergétiques et les transports, et enfin les industries de base; et ces secteurs contrôlés devaient être en expansion. Or, tout cela exigeait à la fois des investissements importants et le recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée. Les hommes d'affaires ghanéens ne disposaient ni des capitaux, ni de la main-d'œuvre qualifiée qui étaient indispensables, et c'était là une suite logique du colonialisme. Donc, seul l'Etat pouvait assurer la réalisation de ces deux exigences préalables. A défaut, Nkrumah le comprit fort bien, il n'y a plus que le maintien du modèle colonial qui peut assurer un certain degré d'expansion, mais à coup sûr pas l'indépendance réelle. C'est de ce souci d'indépendance complète que découle l'intervention massive de l'Etat dans le domaine économique, et non de considérations idéologiques à moins que l'on ne tienne le souci de l'indépendance effective pour une manifestation idéologique.

2. Les moyens de contrôle financier

Une fois ce but fixé par le parti et accepté par le pays, l'action du gouvernement devait s'engager dans deux directions. La première consistait dans la création d'institutions économiques destinées à donner à l'Etat les moyens d'intervenir dans les centres de décisions économiques, et de les contrôler de plus en plus. En ce domaine, un long chemin avait déjà été parcouru avant 1964. On avait créé une banque centrale d'émission, qui était une banque d'Etat, la Bank of Ghana, responsable du contrôle des changes et chargée de gérer les réserves financières. A côté d'elle

avait été créée une autre banque d'Etat, la Banque commerciale du Ghana, dont le réseau s'étendit dans l'intérieur du pays, et permit au gouvernement de contrôler les crédits bancaires. Le rôle des banques étrangères, c'est-à-dire les deux banques anglaises, qui opéraient au Ghana au moment de l'indépendance, la banque Barclays et la Banque de l'Afrique occidentale (devenue la Standard Bank of West Africa), était ainsi limité. Aucune autre banque étrangère ne fut autorisée à s'installer. L'ouverture d'une succursale de la Banque commerciale du Ghana à Londres réduisit la dépendance du pays à l'égard des deux banques étrangères. Dans ces conditions, elles n'avaient plus rien d'autre à faire que de se conformer à la politique financière du Ghana, ce qui est bien le signe de l'autonomie conquise dans ce domaine. Les deux banques d'Etat étaient entièrement africanisées et ce fait souligne encore davantage la réussite de la Banque commerciale du Ghana qui, en 1965, remettait un bénéfice de un million de livres sterling à son seul actionnaire, l'Etat du Ghana.

Le développement de la Société nationale d'assurances fut moins spectaculaire. Elle fut créée beaucoup plus tard, son domaine d'action était plus limité, elle avait besoin d'un personnel plus spécialisé que les banques qui avaient à leur service une école bancaire. Malgré ces handicaps, elle n'en a pas moins joué son rôle dans l'accumulation nationale du capital et a évité des exportations de capitaux; par là, elle allégeait la pression extérieure sur les réserves du Ghana. Dans les derniers temps de la Première République, elle se consolidait, investissait dans la construction et dans les prêts au gouvernement, et, en liaison avec le ministère des Pensions, commençait à assurer le succès du Fonds national de prévoyance. Ces institutions financières restent un modèle pour la nouvelle Afrique. Il est réconfortant de noter qu'elles ont été créées et dirigées par de jeunes Ghanéens tels que Kwesi Amoako-Atta et T.C. Asare à la Banque commerciale du Ghana, Albert Adomako et Frimpong à la Banque du Ghana, Anthony Wood à la Société nationale d'assurances.

3. Intervention de l'Etat dans le secteur des transports

Nkrumah engagea aussi l'Etat à intervenir dans le domaine des transports parce que, comme il l'écrit dans *L'Afrique doit s'unir*, c'était indispensable pour parvenir à former des spécialistes ghanéens (pilotes d'avion, équipages pour la marine marchande, etc.) dans ce domaine. Aussi bien n'y a-t-il guère de doute que les avantages obtenus par le pays dans ce cas ne sauraient être mesurés uniquement en termes de rentabilité. D'aucuns, qui taxent ces entreprises d'opérations de prestige,

perdent de vue cet avantage-là : la formation de techniciens. Mais ce n'était pas là le seul avantage. Ces entreprises d'Etat, la compagnie de navigation Black Star Line et la compagnie aérienne Ghana Airways aidaient à réduire le montant des devises exportées pour couvrir les dépenses de fret, de voyages, d'assurances maritimes et aériennes. Au total, ces dépenses s'élevaient à 36 millions de livres par an en 1965. Mais les compagnies d'Etat ramenaient le montant payable en devises à 24 millions de livres. Par là, elles aidaient à alléger le poids des importations invisibles, même si elles ne rapportaient pas de gros bénéfices. A l'intérieur, l'intervention de l'Etat se manifesta également dans le secteur des transports routiers et des chemins de fer. Dans le premier secteur, il assurait des services de cars pour voyageurs reliant Accra, Cape Coast, Takoradi, Kumasi, Sunyani, Tamale et Bolgotanga [1] et ils étaient connus pour leur régularité, leur confort et leur sécurité. En 1965, la Société nationale de transports commençait à assurer les transports de marchandises par route. Le gouvernement s'était préoccupé d'améliorer le réseau ferré avant même l'indépendance. Mais c'est après l'indépendance que cette entreprise publique, peu rentable sous le régime colonial, devint une affaire bien équilibrée. Une nouvelle ligne est-ouest fut ouverte qui permettait d'aller de Tema à Takoradi, c'est-à-dire les deux grands ports du pays, sans avoir à faire un détour par Kumasi. D'ailleurs, les installations portuaires, rattachées aux chemins de fer jusqu'en 1965, avaient été considérablement développées. L'administration des ports et chemins de fer était si prospère que le plan septennal pour 1964-1970 prévoyait que les 12 millions de livres d'investissements nouveaux seraient entièrement financés par le réinvestissement des bénéfices.

4. Intervention de l'Etat dans le secteur des travaux publics

Il est admis que les travaux publics, pour les routes, le logement, les ports, etc. jouent un grand rôle dans le développement, mais il convient d'ajouter qu'eux aussi doivent être vus sous l'angle du problème des devises. S'ils sont aux mains de firmes étrangères, alors une partie des salaires et des profits sont rapatriés dans le pays d'origine. Et la pratique qui consiste à prévoir dans les contrats l'emploi d'un matériel particulier aggrave encore la fuite de devises, car il est généralement importé par une firme désignée, elle aussi étrangère. La création de la Société

1. Les trois premières villes sont au bord de la mer, d'est en ouest; Kumasi est le chef-lieu de la région achanti, les trois dernières villes sont *dans la partie nord du Ghana. (N.d.T.)*

nationale de construction du Ghana permit d'alléger le poids de ces ponctions, d'accélérer l'africanisation des spécialistes de ces travaux, et de choisir les importateurs en tenant compte de la *politique des devises et du contrôle des changes. Je peux témoigner* que l'on reconnaissait chez les Ghanéens que la Société nationale de construction travaillait bien, et les plaintes fréquentes des entrepreneurs étrangers sur les mauvaises affaires qu'ils faisaient au Ghana et leur tendance à émigrer au Nigeria *sont bien la preuve que, dans ce secteur, la prédominance étrangère* était en baisse. Aucun nationaliste africain, aucun patriote africain ne peut tenir une telle politique pour anormale, au contraire.

5. Intervention de l'Etat dans le secteur du commerce

Le même principe de limitation de la prédominance étrangère par l'intervention de l'Etat fut appliqué dans le secteur du commerce, mais les résultats furent beaucoup moins décisifs. Pourtant, c'est là que l'intervention de l'Etat aurait dû être la plus vigoureuse et la plus méthodique. Car c'est dans les secteurs du commerce extérieur et du commerce de gros que la dépendance économique à l'égard de l'ex-puissance coloniale est la plus forte. C'est donc là qu'il faut briser l'épine dorsale de cette exploitation. Mais c'est justement ce que le gouvernement de Nkrumah n'a pas compris. Ici, l'intervention de l'Etat fut à la fois partielle et timide. Et quand les compagnies étrangères ripostèrent par des méthodes douteuses, l'Etat n'eut pas assez de résolution pour aller au fond des choses et utiliser complètement ses propres atouts. Chaque crise était résolue à coups d'appel à la compréhension et de compromis. Ce sont ces compromis sans principes qui sont responsables des crises de 1965 et 1966. Ils contribuèrent pour beaucoup aux pénuries artificielles de produits essentiels, à la hausse des prix et à la croissance du marché noir dans les dernières années du régime de Nkrumah. On admet d'ailleurs aujourd'hui que pénuries artificielles et hausses des prix ont été les causes fondamentales du mécontentement populaire dans les derniers jours de la Première République du Ghana.

L'intervention de l'Etat dans ce secteur se faisait à travers la Société nationale de commerce du Ghana (G.N.T.C.), bien qu'un second organisme, la Société populaire de commerce (P.T.C.), soit apparu vers la fin de 1965. Le G.N.T.C. avait été créé peu après l'indépendance, quand le gouvernement avait racheté la firme grecque A.G. Levantis and C°. Quelques magasins neufs avaient été ajoutés au réseau de vente au détail de Levantis, mais dans l'ensemble ce réseau restait la base de l'équipement

du G.N.T.C. A sa création, il traitait entre 12 et 15 % des importations de biens de consommation du Ghana. Sa part dans les importations d'équipement lourd et de combustibles liquides était encore moindre. Mais pour développer la part du commerce d'Etat, le gouvernement chargea le G.N.T.C de traiter une proportion croissante des importations. En 1965, sa part dans les importations de biens de consommation s'élevait à 42 % du total. Seulement, cette croissance n'était pas accompagnée d'un développement correspondant de son réseau de vente, de sorte qu'il était contraint d'utiliser celui des firmes étrangères en activité. On apprit un jour que le magasin anglais Kingsway d'Accra revendait des marchandises obtenues par le canal du G.N.T.C., alors que ces mêmes produits manquaient à Ghana House, le principal grand magasin du G.N.T.C.

Cette première faiblesse avait d'autres conséquences. En l'absence d'un réseau de distribution, le G.N.T.C. fut amené à travailler avec une foule de revendeurs et d'intermédiaires qui faisaient, pour ainsi dire, le siège autour de lui. Or, ces gens étaient en général en relations avec le C.P.P. et le gouvernement. Les femmes de ministres, ou les soi-disant militants du parti devinrent ici les clients à crédit du G.N.T.C. Ministres, commissaires de région et de district, femmes dirigeantes du parti, et d'autres privilégiés entrèrent dans ces activités spéculatives que la réduction des importations de biens de consommation et l'accroissement du pouvoir d'achat total du pays rendaient hautement lucratives. Ce racket du livret d'achat [2] comme on l'appelait, prit de très grandes proportions, et le G.N.T.C. n'y pouvait rien. Organisme d'Etat, il suivait des directives données par ceux-là mêmes qui étaient les plus gros trafiquants.

Simultanément, l'insuffisance du réseau de distribution — qui contraignait à avoir recours aux expédients signalés — et la réduction des importations de certains biens de consommation qui était la suite du programme d'industrialisation du pays et d'un effort pour résoudre le problème des devises, favorisaient les trafics sur ces produits de consommation importés. D'où forte hausse des prix et floraison du marché noir, d'autant plus que le contrôle des prix se révélait totalement impuissant. Au Ghana, on a tenté d'expliquer les échecs du commerce d'Etat dans la dernière année de la Première République par un sabotage organisé de la part de sir Patrick Fitzgerald, le directeur-général anglais de G.N.T.C., précédemment directeur général de la Société africaine unifiée (U.A.C.) au Ghana. Certes, sir Patrick n'avait pas grande foi dans le rôle économique de l'Etat, je n'ai pas de doute là-dessus. Et je ne peux pas davantage douter que ses sentiments britanniques n'ont pu que le disposer à aider les

2. Il permettait d'acheter à crédit et avec une ristourne des marchandises pour le commerce de détail et il aurait dû être réservé aux commerçants enregistrés. (N.d.T.)

sociétés étrangères menacées par la politique gouvernementale d'extension du secteur d'Etat du commerce extérieur. Tout cela étant, je n'en pense pas moins que la personne de sir Patrick Fitzgerald n'est pas la clef de la situation qui régna dans le commerce du Ghana à partir de la fin de 1964. C'est ailleurs qu'il faut chercher les explications : dans la disproportion entre la part du G.N.T.C. dans les importations et son appareil de distribution, dans les abus de pouvoir des ministres et des personnalités du C.P.P., dans le climat de corruption, d'inefficacité et d'abus de toutes sortes qui entourait les responsables de la délivrance des licences d'importation et du contrôle des changes. J'y reviendrai plus loin. Toute cette boue fut mise à profit par ceux qui dirigeaient le G.N.T.C. ou étaient en relations d'affaires avec lui. Tout cela, parce que le gouvernement de Nkrumah n'a pas vu l'importance du contrôle du commerce extérieur dans la bataille pour l'indépendance économique.

6. Les organismes de planification : leurs insuffisances

Autre institution importante : la Commission nationale de planification. Le gouvernement de Nkrumah avait décidé que la transformation de l'économie s'accomplirait selon un plan. Les trois secteurs définis, celui de l'Etat, qui comprenait des sociétés mixtes — Etat + capital étranger —, celui de l'entreprise privée ghanéenne, celui des coopératives, devaient être englobés dans le plan national, qui aurait à fixer des objectifs de production, des ordres de priorité, et des mesures fiscales s'appliquant à toute l'économie du pays, telles étaient les tâches de la Commission nationale de planification.

Mais cet organisme clef fonctionna comme n'importe quel ministère ghanéen, avec l'équivalent d'un secrétaire général à fonctions administratives. Le premier secrétaire général de la Commission, J.H. Mensah, n'était même pas un partisan de la planification, et d'ailleurs il exposa son point de vue dans une conférence devant la Société d'économie politique du Ghana en 1964. La commission n'avait aucun lien direct avec les activités économiques, industrielles, agricoles ou commerciales. Elle se contentait d'additionner les objectifs indiqués par les différents ministères. A partir du lancement du plan septennal (11 mars 1964), elle se limita à la production de rapports annuels sur sa réalisation, rapports qui dressaient un bilan, mais ne comportaient ni analyse approfondie des tendances qui s'étaient manifestées, ni propositions de solutions pour les difficultés rencontrées. Du coup, les déséquilibres pouvaient soudain se manifester sans qu'on ait rien prévu et la nation se trouver en pleine crise, avant même qu'on s'en soit aperçu. On avait le sentiment

que le gouvernement pagayait d'une crise à l'autre. On se rendait si peu compte de la nécessité d'améliorer le fonctionnement de la Commission que, vers le milieu de 1965, on plaça à sa tête Kodjo Botsio, avec rang de ministre. Il n'avait ni la formation nécessaire, ni surtout les convictions et l'idéologie correspondante. Sa disgrâce antérieure (en 1961) donnait à ce poste une allure de sinécure, ce qu'il fut effectivement. Dans la pratique, le véritable organisme de direction était le secrétariat des entreprises d'Etat dépendant de la Présidence.

7. Propositions de l'auteur pour l'organisation de la planification

Aussi, les Etats africains qui voudront planifier leur économie ont-ils peu à apprendre de l'expérience ghanéenne. C'est d'une toute autre structure de direction que celle qui existait au Ghana qu'ils auront besoin. Ce qu'il faut, c'est d'abord au sommet un comité du Plan où siègent des spécialistes de toutes les branches d'activité économique : finances intérieures, monnaie, banque, assurances, commerce extérieur, industrie, agriculture, emploi, transports et statistiques. A leur tête, un président à plein temps, choisi en fonction de sa compétence plus que de son appartenance politique, mais qui partage la conception économique d'ensemble du gouvernement. Quant aux responsabilités des spécialistes, on peut avoir là-dessus des idées différentes; mais un point est clair : le comité ne doit jamais être chargé de la direction de l'activité courante des entreprises, il n'est pas un organisme d'exécution, mais de conception.

Le comité du Plan doit, d'une part, établir les plans économiques périodiques couvrant tous les secteurs de la vie économique et, d'autre part, suivre leur réalisation et étudier au fur et à mesure les problèmes nouveaux. Cette seconde tâche suppose évidemment l'établissement d'une série d'indices de la vie économique. Elle implique aussi des propositions de solutions. Mais ces dernières doivent être formulées en fonction non seulement des nécessités économiques au sens strict du terme, mais aussi des orientations sociales et politiques fixées par le gouvernement et le Parlement. Ici, les convictions idéologiques des spécialistes pèsent d'un certain poids. Donc, ou bien l'on peut en trouver qui partagent les orientations du gouvernement, ou bien il sera indispensable que le gouvernement lui-même comporte des ministres compétents en matière économique.

D'ailleurs, les bilans et les études du comité du Plan doivent être constamment transmis à ceux qui sont chargés de la direction courante de la vie économique. Ce qui exige un autre organisme, un conseil de l'économie nationale, qui comprendra le président du comité du Plan, les gouverneurs de la Banque

d'émission et de la Banque commerciale d'Etat, le directeur de la Statistique, le ministre des Finances et les différents ministres qui s'occupent de l'économie, les représentants des syndicats, du secteur privé, des coopératives et du secteur d'Etat. Ce conseil doit se réunir régulièrement au moins une fois par trimestre, et non pas seulement en cas de crise. Il doit permettre un échange d'informations sur la situation et les tendances générales, il doit donner aux dirigeants de l'économie une vue claire de l'ensemble des problèmes et des exigences du moment, les aider à s'orienter.

Un troisième organisme directeur serait la réunion des ministres de l'Economie, regroupant dans un comité interministériel tous les titulaires des portefeuilles économiques, sous la présidence du chef du gouvernement, et renforcés, s'il y a lieu, de spécialistes appelés par eux en consultation. Cet organisme qui, lui aussi, devrait se réunir régulièrement, par exemple tous les quinze jours, doit suivre l'application du plan et étudier à l'avance les rectifications et corrections qui peuvent s'imposer à tel ou tel moment. Il n'aura pas à prendre les décisions, lesquelles seront du ressort du conseil des ministres tout entier, mais à préparer constamment les propositions dont l'étude préalable facilitera le travail du conseil des ministres.

Enfin, il est nécessaire de veiller à la coordination de l'action des ministères économiques. Dans les pays avancés, c'est une recommandation superflue. Mais en Afrique, mon expérience personnelle au Ghana et au Nigeria m'a amené à constater que chaque ministère se prend pour un organisme autonome, qui suit sa propre route à la vitesse qui lui convient. Peut-être faudrait-il créer une sorte de ministère d'Etat des Affaires économiques chargé de ce travail de coordination, ou bien le confier au ministère des Finances.

8. Le plan septennal

Nkrumah, dans une seconde phase de sa politique économique, s'engagea donc dans la voie de la planification nationale. Le plan septennal pour 1964-1970 devait être dans son esprit le premier d'une série d'actions destinées à transformer le Ghana en un pays industrialisé et indépendant dans un délai de quinze ans.

On a souvent cru que ce plan était un plan socialiste, et l'on en déduit que Nkrumah a imposé au Ghana une politique économique plus dictée par ses propres aspirations socialistes que par les besoins du pays. Mais rien n'est plus faux. Le plan avait été établi sur la base des réalités ghanéennes, et s'il est vrai qu'il aurait pu jeter les bases du passage au socialisme, il n'empêche qu'il n'était pas lui-même un plan socialiste. Ceux qui s'en tiennent à cette vue erronée devraient examiner le processus d'élaboration du plan. Différentes enquêtes, recherches et études

ont été faites entre 1960 et 1962 [3]. A l'issue de ce travail de recherches, un colloque international eut lieu à l'université du Ghana, en 1963. Une première esquisse du plan fut présentée aux participants du colloque qui venaient surtout de pays occidentaux. La liste des invitations avait été dressée en fonction de la compétence et de la renommée, et non des affinités idéologiques. Il y avait là des spécialistes venus d'Angleterre, de Hollande, du Canada, des Etats-Unis, de l'Argentine, de l'Inde, des Antilles, de la Hongrie et de la R.A.U.

Mais la réfutation la plus décisive, on la trouve dans les principes et les objectifs définis par le plan lui-même. Au départ, il analyse la situation et en conclut que l'économie ghanéenne doit résoudre quatre difficultés majeures : déficit de ravitaillement, déficit de l'emploi, déficit financier à l'intérieur, déficit de la balance des payements. Soit dit en passant, on pourrait retrouver ces quatre difficultés dans la plupart des pays en voie de développement.

Pour le premier déficit, il concernait l'insuffisance de la production domestique de biens de consommation essentiels, d'où la croissance rapide des importations. Celles de produits alimentaires étaient passées de 6 millions de livres en 1951 à 20 millions en 1960, celles de textiles, habillement, savons et parfumerie étaient passées de 13 millions en 1951 à 27 millions en 1960. D'où la recommandation d'accroître rapidement la production intérieure.

Le second déficit traduit l'écart entre les offres et les demandes d'emplois de la population en état de travailler. On estimait qu'il fallait créer 70 000 emplois dans la période septennale pour liquider le chômage. Bien entendu, la fonction publique qui employait déjà 96 000 personnes et en recrutait 3 000 par an, ne pourrait pas créer ces nouveaux emplois. Seul, le développement de la production intérieure pouvait les offrir.

Le troisième déficit résultait de l'excédent des dépenses publiques sur les recettes. L'accroissement des crédits budgétaires pour la santé publique, l'éducation nationale, les voies de communication, etc. n'avait pas été accompagné par une progression correspondante des recettes et, à partir de 1960, le déficit budgétaire avait fait son apparition et, selon les spécialistes, ne pouvait aller qu'en grandissant. Aussi recommandait-on le *développement de la production, et donc de l'emploi, dans* l'espoir qu'elle accroîtrait à son tour les revenus de l'Etat. Naturellement, d'autres solutions, deux plus précisément, auraient pu être envisagées : ou bien limiter les dépenses publiques en matière d'équipements sociaux collectifs, mais cette voie aurait été contraire aux principes du C.P.P. et à sa volonté de justice sociale; ou bien accroître le taux des impôts, mais, en dehors des

3. Dont, surtout, une de l'économiste hongrois Bognar, dont les avis n'ont été retenus que très partiellement. (N.d.T.)

problèmes politiques que ce genre de mesures soulève partout, et particulièrement dans les pays pauvres, le gouvernement du Ghana devait tenir compte des conséquences d'une telle mesure sur l'accumulation du capital et sur les investissements étrangers.

Le quatrième déficit, celui de la balance des payements, est commun à presque tous les pays en voie de développement. Au Ghana, le déficit de la balance commerciale oscillait de 1960 à 1964, entre 5 et 27 millions de livres par an. Pour les autres postes de la balance des payements, le déficit, qui avait toujours existé, s'éleva en 1965 à 24 millions de livres. Là aussi, l'accroissement de la production intérieure était la solution proposée par le plan septennal et elle concernait donc les quatre déficits constatés. On n'avait pas pu envisager une réduction des importations, parce qu'elle aurait freiné la réalisation des programmes de développement de l'industrie et de l'agriculture.

Le plan divisait l'activité économique du pays en trois grandes sections : les équipements sociaux (éducation, santé, logement), l'infrastructure économique (voies de communication et ressources énergétiques) et la production proprement dite (agriculture, forêts, pêche, mines et industries de transformation). Dans l'ensemble, les investissements prévus au cours du septennat devaient s'élever à 1 016 millions de livres. Les équipements sociaux devaient encore en recevoir la plus grande part pendant les premières années du plan, mais cette proportion devait s'abaisser et se renverser peu à peu : en 1970, la production devait recevoir 55 % des investissements. En fait, dès 1965, des directives présidentielles dirigèrent 60 % des investissements vers la production, accélérant ainsi la tendance à orienter les investissements d'Etat vers les activités productives. Les équipements sociaux continuèrent à recevoir des crédits importants en valeur absolue, passant de 12 millions de livres pour 1963 à 21 millions par an pour le septennat mais leur pourcentage diminua.

9. Du juste rapport entre l'agriculture et l'industrie

Il convient de préciser ce qu'on entendait ici par accroissement de la production intérieure. Le plan septennal n'était qu'un premier élément d'un vaste programme d'industrialisation. Dès lors, l'accroissement immédiat de la production ne pouvait pas être attendu pour l'essentiel d'un accroissement de la production des quelques usines existantes, mais d'un accroissement de la production agricole et, à un moindre degré, de celle des forêts, mines et pêcheries. L'agriculture devait se développer pour ainsi dire horizontalement et verticalement : accroissement de la production des cultures existantes, pour diminuer les importations

et la ponction de devises, introduction de nouvelles cultures pour fournir des matières premières destinées aux nouvelles usines. Ainsi, l'agriculture était le pivot de tout le plan, et c'est là une importante leçon pour les pays africains. Leurs dirigeants ont tendance à se préoccuper avant tout de l'industrialisation. Objectif louable, mais qui ne peut être atteint sans un développement correspondant de l'agriculture. Si l'on donne à l'industrie la priorité, le résultat risque d'être désastreux, car la montée rapide des importations qu'exigent les programmes d'industrialisation sera telle qu'elle ruinera ces programmes eux-mêmes, si l'expansion de l'agriculture n'est pas suffisante. De même, si cette expansion dépend dans une trop forte proportion d'une modernisation reposant sur de fortes importations de matériel agricole, d'engrais et d'experts, elle risque d'être vite bloquée par ce goulot d'étranglement que représentent les réserves de devises. Donc, l'agriculture doit être la base de l'industrialisation, et le calendrier du programme d'industrialisation doit être établi dans un juste rapport avec les progrès et la modernisation de l'agriculture. Ce rapport n'a pas toujours été observé au Ghana; il n'en est pas moins une véritable loi de développement.

10. Financement du plan et erreurs fiscales

Le montant des investissements planifiés, 1 016 millions de livres, était sans nul doute ambitieux, mais nullement irréalisable. Il représentait une contribution annuelle de 21 livres par tête, c'est-à-dire plus que dans les autres pays africains : 12 shillings par tête dans les pays ex-français associés au Marché commun pour la période 1958-1962, un peu plus d'une livre par tête prévue pour la période 1963-1968 pour ces mêmes Etats, environ 2 livres par tête dans le cadre du plan sexennal de développement du Nigeria, pour 1962-1968, plan qui prévoyait que la moitié des nouveaux investissements viendrait d'outre-mer. Mais même ce taux d'investissement ambitieux ne devait assurer au Ghana qu'un taux de croissance de 5,5 % par an, lequel, compte tenu de la croissance de la population de 2,6 % par an, se ramènerait à 3 %, ce qui est modeste.

La grande qualité du plan d'investissement ghanéen, c'est qu'il reléguait au second plan l'appel au capital étranger; 476 millions de livres devaient être investis par l'État, 100 millions devaient provenir de l'investissement humain; 400 millions du secteur privé local, tant ghanéen qu'étranger, et 100 millions de nouveaux apports étrangers [4]. Il semblait donc que 90 % des investissements pourraient être réalisés, même sans concours exté-

4. Soit un total de 1 076 millions de livres, supérieur à celui des investissements planifiés, pour laisser une marge de manœuvre. (N.d.T.)

rieur. Position enviable et réaliste, puisque le plan dépendait avant tout de la mobilisation des ressources nationales.

Néanmoins, il convient de souligner qu'une bonne part des 400 millions d'investissements privés nationaux devait être fournie par les sociétés étrangères installées dans le pays. Ici, la nationalisation étant exclue, il fallait mettre au point des mesures efficaces et souples pour atteindre le but fixé. Si, comme on le fait souvent dans le tiers monde, on ménage les investisseurs étrangers, les profits auront tendance à être rapatriés, donc à fuir le pays au lieu d'y être réinvestis, et cette attitude libérale encourage naturellement l'afflux de nouveaux capitaux occidentaux. Mais si, au contraire, des mesures énergiques sont prises pour contraindre les entreprises étrangères existantes au réinvestissement sur place d'une partie de leurs bénéfices, alors les apports de capitaux extérieurs auront tendance à se raréfier; et il ne faut pas oublier qu'il y a compétition des nouvelles nations pour attirer ces capitaux. Ce sont là des données qui exigeaient un examen attentif, non seulement au début de la période du plan, mais dans tout le cours de son application. Je ne crois pas que les autorités ghanéennes leur aient accordé toute l'attention nécessaire. Elles avaient plutôt tendance à voir dans les étrangers un moyen de résoudre les problèmes budgétaires, au lieu de les considérer comme des moyens pour la réalisation du plan. L'impôt sur les bénéfices, par exemple, servait à freiner les rapatriements de bénéfices, mais ce qu'il aurait fallu faire, c'était voir dans cet impôt un élément d'une stratégie tendant à obtenir le réinvestissement au Ghana de ces bénéfices. De même, l'impôt sur les sociétés était considéré comme une source de recettes budgétaires, non comme un instrument du développement industriel. Ces erreurs étaient graves dans le contexte du Ghana. En 1965, l'opposition des milieux d'affaires occidentaux au plan septennal ghanéen était évidente. Cependant, le gouvernement du Ghana s'était engagé, irrévocablement et avec raison, à ne pas nationaliser les entreprises étrangères. A mon sens, il aurait dû, dans ces conditions, attacher moins d'importance à son effort pour attirer des capitaux occidentaux, et davantage au maintien sur place et au redéploiement des gains des entreprises étrangères existantes. Les mesures fiscales auraient dû être orientées dans ce but.

11. Le plan menacé par la chute des cours du cacao

D'un autre côté, en calculant les ressources financières pour le plan septennal, les autorités ghanéennes avaient estimé que le prix mondial du cacao se maintiendrait autour de 180 livres la tonne. Cette estimation s'est révélée fausse, mais ici l'erreur ne

peut être attribuée à des divergences idéologiques. L'hypothèse adoptée n'était pas sans fondements, si l'on considère le prix mondial du cacao en 1954-1960, et la promesse du gouvernement anglais pendant la Seconde Guerre mondiale de ne pas laisser le prix tomber en dessous de 220 livres la tonne. A cette date, les exportations de cacao rapportaient des dollars au Commonwealth. La seule erreur du gouvernement ghanéen, erreur que les dirigeants africains, toujours trop confiants, sont souvent enclins à commettre, c'est d'avoir cru que des arrangements qui convenaient à l'Angleterre quand le pays était sous domination anglaise resteraient en vigueur après l'indépendance alors que l'Angleterre n'en serait plus le premier bénéficiaire. En 1954, avec un prix mondial de 350 livres la tonne, pour 220 000 tonnes exportées, le Ghana avait retiré 70 millions de livres, en dollars et en livres. En 1964, pour 421 000 tonnes exportées, soit les deux tiers des exportations ghanéennes en valeur, le Ghana ne retira que 60 millions de livres. En 1965, pour une récolte de 500 000 tonnes, ce fut encore pire, avec un prix mondial de moins de 100 livres la tonne, et même 90 en août 1965. Au prix de 180 livres la tonne admis par le plan, le Ghana aurait dû tirer de sa récolte de 1965 100 millions de livres; au prix de 1954, il aurait pu en tirer 190 millions. Même dans la première hypothèse, la tension sur les changes aurait été beaucoup moins aiguë et le recours précipité et désordonné aux crédits-fournisseurs et des entrepreneurs n'aurait pas été nécessaire. Or, il faut ajouter que cette chute des prix du cacao s'inscrit dans le cadre de la détérioration constante des termes de l'échange, facteur évidemment externe par rapport au Ghana, mais qui a pesé lourdement sur la crise de 1965. On ne saurait en conclure qu'il était vain de planifier dans ces conditions, mais seulement qu'il aurait fallu moins se fier à ces facteurs extérieurs. Pour les nouveaux Etats, deux voies s'ouvrent s'ils veulent planifier leur économie : ou bien faire des plans suffisamment souples pour tenir compte des hypothèses les plus pessimistes quant à l'évolution du marché mondial, mais, dans ce cas, le taux de croissance restera très bas. Ou bien prendre les mesures nécessaires pour s'assurer chaque année des gains en devises étrangères adéquats. Par chance, l'existence des pays socialistes rend cette voie possible. Des accords commerciaux avec eux, et surtout la possibilité d'obtenir en négociant un prix garanti pour un certain nombre d'années pour au moins une part des matières premières produites par les nouveaux Etats, sont de nature à leur donner une plus grande liberté de manœuvre. Ce qui souligne à la fois la nécessité du plein contrôle de la vie économique par les nouveaux Etats, et l'importance pour eux des pays socialistes s'ils veulent s'assurer d'une croissance rapide et régulière.

12. Problèmes idéologiques liés à l'étude du plan

Rien dans l'exposé du plan septennal ghanéen n'implique l'imposition arbitraire d'un dogme socialiste; bien au contraire, il découlait de l'étude des réalités ghanéennes, menée avec tant de précision, que ses principes pourraient servir à beaucoup de pays en voie de développement. Il serait donc déraisonnable d'accuser le plan lui-même, et la critique du plan ghanéen ne saurait provenir que des milieux d'affaires internationaux, intéressés à maintenir le pays dans leur sphère d'influence. Bien sûr, cette critique ne reflète pas seulement des motivations économiques, mais aussi des préoccupations idéologiques. Dès lors, nous voyons à quel point est dangereux le point de vue selon lequel le développement des nouveaux Etats, d'après certains de leurs dirigeants, n'aurait rien à voir avec les considérations idéologiques. En fait, l'attitude dite non idéologique est, au fond, une acceptation de l'état de choses existant, donc de la dépendance. Et même cette attitude enveloppe un point de vue idéologique, qui est l'acceptation d'une voie capitaliste.

Je soutiens donc que le choix d'une voie de développement est toujours sous-tendu par des orientations idéologiques. On peut vouloir que le pays acquière le plein contrôle de son économie, ce qui entraîne la participation de l'Etat aux activités productives, et l'appel aux capitaux et à l'assistance technique de toutes les parties du monde sans discrimination aucune. L'orientation idéologique est alors celle de la complète indépendance nationale que certains ont appelé de l'économie autocentrée, et que d'autres ont appelé, d'une manière inexacte, une voie socialiste. L'orientation opposée tend à laisser le contrôle de l'économie entre les mains des monopoles de l'époque coloniale, à limiter le rôle de l'Etat à la création de l'infrastructure économique, et à favoriser les investissements étrangers privés. L'idéologie ici est celle que l'on a appelée de l'association, pour éviter le mot impopulaire de capitalisme, qui pourtant serait le seul correct; en fait d'association, c'est d'une association inégale qu'il s'agit. Et, dans le cadre de l'indépendance politique formelle, ce qui en sort, c'est le néo-colonialisme.

Le conflit entre les deux voies de développement ne peut aller qu'en s'approfondissant avec le temps, et devenir un problème majeur pour les rapports des Etats africains, et de tous ceux du tiers monde entre eux, et pour leurs rapports avec le reste du monde. Le Ghana avait pris la voie de l'indépendance complète; il échoua. Mais l'échec était-il dû à des erreurs dans l'orientation choisie, cette orientation elle-même était-elle une des raisons de l'échec ? C'est la question à laquelle dirigeants africains, spécialistes africains ou non de l'Afrique ont la tâche de répondre.

Cette réponse, en fin de compte, doit tenir compte des principes d'indépendance complète et de satisfaction des besoins du peuple entier.

Pour ma part, j'ai essayé de montrer que la conception de l'indépendance économique que défendait Nkrumah était correcte, que les institutions économiques créées sous la Première République étaient en harmonie avec cette conception, enfin que le plan septennal était réaliste. Tout cela dit, on ne saurait pourtant en conclure que ce qui a été dit de la crise économique dans les derniers temps du régime n'était que propagande inspirée par les ennemis de Nkrumah. Non, la crise était réelle et sérieuse. Mais je prétends qu'elle était due non au plan lui-même, et à son idéologie, mais à la mauvaise application de la politique ainsi définie. Après tout, le meilleur plan peut mener *à l'échec s'il est mal appliqué. C'est ce qui est arrivé au Ghana* et qu'il nous faut maintenant analyser, analyse qui apportera des enseignements profitables pour les nouveaux Etats africains.

10

L'application du plan

Ici, deux grands problèmes doivent être examinés : le financement du plan, et son application par les organismes économiques d'Etat.

1. Difficultés du financement du plan

Nous avons vu que les auteurs du plan avaient limité à 100 millions de livres l'apport à attendre du capital privé étranger, et avaient tablé sur un prix mondial du cacao de 180 livres à la tonne. Ils avaient cependant, par mesure de prudence, calculé les ressources en les portant à 1 076 millions de livres, alors que les investissements planifiés s'élevaient seulement à 1 016 millions. Nous avons vu que la chute verticale du prix mondial du cacao ruina ces plans. Or, elle fut aggravée à l'intérieur parce que le gouvernement continua trop longtemps à payer le même prix à la production, c'est-à-dire que, pour la saison 1964-1965, les planteurs de cacao ghanéens recevaient un prix qui aurait correspondu à un prix de vente de 150 livres sur le marché mondial, alors que ce prix était déjà tombé à 120 livres. La politique de stabilisation du prix d'achat à la production qui était celle de l'Office du cacao explique cette anomalie. C'est *seulement dans le second semestre* de 1965 que le gouvernement ghanéen obtint des planteurs ghanéens qu'ils acceptent la réduction des prix à la production. Ce qui montre à la fois la nécessité d'une plus grande souplesse dans la politique de stabilisation des offices de commercialisation, et les limites de cette souplesse qui ne saurait aller trop loin sans mettre en cause ses propres objectifs.

2. Conséquence : épuisement des réserves monétaires

D'autre part, devant la chute du prix mondial du cacao, le Ghana dut se résoudre à puiser dans ses réserves monétaires. A l'indépendance, elles s'élevaient à 72 millions de livres, mais en 1964, à la date de lancement du plan, elles étaient tombées à 40 millions de livres parce qu'elles avaient servi à financer les programmes précédents de grands travaux — ports, voies de communications, etc. —, utilisation qui ne prête pas à critiques puisqu'il fallait bien construire l'infrastructure économique nécessaire au « décollage ». Mais la baisse des prix du cacao, couplée avec les exigences du plan septennal, obligea à de nouveaux prélèvements. Vers la fin de 1965, les réserves étaient *tombées à 10 millions de livres, et en janvier 1966, à 7 millions.* Et la conjoncture était telle qu'il n'y avait pas de perspectives favorables pour leur reconstitution, d'autant plus que l'on assistait à un freinage de la production d'or et de diamants par les firmes étrangères, tandis que s'aggravait le poids des intérêts à servir sur la dette publique extérieure.

3. Autres conséquences : inflation et recours au crédit

Il fallut donc avoir recours à des émissions de monnaie inflationnistes et aux crédits-fournisseurs. Les émissions ne pouvaient pas aller très loin, parce que la plupart des achats pour le plan septennal étaient passés à l'étranger et payables en devises; on n'injecta pas plus de 10 millions de livres dans la circulation. Mais ce montant limité suffit à déclencher une spirale inflationniste des prix des principaux biens de consommation *courante, parce qu'il coïncidait avec des restrictions des importations.* Ces restrictions, à leur tour, étaient dues à l'accroissement du pourcentage des importations d'équipements et de produits exigés par le programme d'industrialisation. Devant la pression populaire qui exigeait les produits de consommation habituels, le gouvernement se rabattit sur des demandes de crédits-fournisseurs. En deux ans, ils s'élevèrent à 180 millions de livres. En outre, leur taux d'intérêt était élevé, entre 5 % et 7 %, le remboursement devait être effectué dans un délai variant de 3 à 5 ans, la première tranche de remboursement tombant un an après que l'emprunt avait été contracté, et atteignant parfois 30 % du total. De la sorte, on en arriva à utiliser ces crédits à court terme et à moyen terme pour financer des *projets qui ne pouvaient entrer en activité et rapporter que dans* un délai de trois ans et plus. Donc, l'Etat avait à assumer la

charge du remboursement de ces prêts, capital et intérêts, sur les recettes budgétaires. Augmenter les impôts n'aurait pas apporté de solution, les prêts étant remboursables en devises.

On en vint alors à faire financer certains programmes du plan par des avances des entrepreneurs eux-mêmes, ce qui permettait de les réaliser, même quand l'Etat manquait de fonds. C'est ainsi que furent construits l'autoroute Accra-Tema et les entrepôts de cacao de Tema. Mais le système avait aussi ses inconvénients. D'abord, les avances devaient être remboursées en devises étrangères. Ensuite, ces contrats coûtent plus cher, parce qu'ils ne se font pas selon la procédure normale des adjudications. Enfin, l'entrepreneur est en bonne position pour choisir les programmes qu'il accepte de financer, voire les imposer, c'est-à-dire qu'un Etat déjà pauvre est contraint d'entreprendre ou bien des travaux qui n'ont pas, pour lui, un intérêt vital, ou bien des travaux qui n'étaient pas prioritaires. Du coup, il en résultait au Ghana un manque de synchronisation croissant, qui contribuait à la faible rentabilité des investissements effectués.

4. Le chantage du F.M.I. : son échec

Vers le début de 1966, l'effet cumulé des crédits des fournisseurs et des avances des entrepreneurs pesait lourdement sur l'économie ghanéenne. Le service de la dette exigeait 20 millions de livres par an en devises fortes. 60 millions de livres étaient nécessaires pour équilibrer les comptes de la nation pour l'exercice financier 1965-1966. En août 1965, une mission du Fonds monétaire international vint à Accra à la suite d'une demande d'aide adressée par le gouvernement ghanéen à cet organisme. Elle profita des difficultés financières du pays pour demander un changement fondamental de la politique économique du Ghana. Ce ne fut pas pour nous une surprise, et dans un article du *Spark* signé Julius Sago, je critiquai vigoureusement cette tactique. La mission s'émut de cet article qui soulignait que le gouvernement du Ghana ne devait en aucun cas accepter d'abandonner son plan septennal pour obtenir un concours financier du F.M.I. Peu après, j'étais invité par le ministre des Finances à une réception donnée en l'honneur de la mission du F.M.I. Sans doute espérait-on en profiter pour m'interroger et découvrir les projets de Nkrumah pour redresser la situation. Je n'ai pas assisté à cette réception. Et la déclaration faite devant le Parlement par le ministre des Finances sur les pourparlers avec la mission m'a convaincu que la stratégie occidentale qui se développait consistait à utiliser le manque de devises et de réserves du Ghana comme un moyen de chantage pour l'obliger à renoncer à ses efforts d'indépendance économique. La presse occidentale jouait là-dedans sa partie en soutenant que les difficultés du

Ghana provenaient d'un plan exagérément ambitieux et de réalisations de prestige.

Le drame, c'est que la plupart des ministres étaient du même avis que la mission du F.M.I. Nkrumah comprit la manœuvre, et résista fermement à ses ministres. Au lieu de céder à la pression du F.M.I., il mit sur pied un autre plan pour sortir des difficultés.

5. Contre-attaque de Nkrumah : la mission Amoako-Atta dans les pays socialistes

Il décida d'envoyer, durant l'hiver de 1965, une délégation ministérielle dans les pays socialistes, pour négocier sur trois questions clefs :

a) un prix garanti pour le cacao; *b*) l'accroissement des importations de biens de consommation de ces pays avec des délais de paiement; *c*) renégocier les crédits à court terme déjà obtenus pour les transformer en prêts à long terme à des taux d'intérêt plus bas.

Le ministre des Finances, Kwesi Amoako-Atta, et le ministre du Commerce, Kwesi Armah, devaient faire partie de la mission. Mais, à la différence du premier, le second était opposé au plan de Nkrumah et préférait celui du F.M.I., qui comportait une réduction massive des dépenses budgétaires, une hausse de l'impôt sur le revenu, la fermeture de nombreuses entreprises d'Etat ou leur transfert au secteur privé, la réduction du prix du cacao à la production, et l'abandon d'une grande part du plan de développement. Il convient de remarquer que le ministre du Commerce ne prit aucune part active aux négociations avec les pays socialistes. Il partit pour Moscou, mais vira bientôt sur Londres, où il resta en attendant la fin de la mission d'Amoako-Atta. Il est non moins important de noter que le même ministre prit soin de délivrer toutes les licences d'importation pour 1966 avant le retour d'Amoako-Atta. Je pense que ce n'était pas par hasard et que c'était une mesure prise intentionnellement pour annihiler tous les résultats de la mission. En effet, le commerce du Ghana était au centre des négociations. Or, si les licences d'importation pour 1966 étaient délivrées avant la conclusion des négociations, les résultats des négociations ne pourraient pas porter leurs fruits avant l'année 1967. A mon sens, c'était de toute évidence un élément de la manœuvre visant à obliger le Ghana à conformer sa politique économique à la ligne tracée par le F.M.I.

6. Tentative de sabotage du ministre du commerce Kwesi Armah

La tendance pro-occidentale du ministre du Commerce, qu'il cachait mal, se révélait encore mieux dans la répartition des licences d'importation. La part du G.N.T.C., donc du commerce d'Etat, était ramenée de 42 % à 28 %, tandis que celle des firmes étrangères occidentales s'accroissait. Les importateurs privés ghanéens étaient eux-mêmes frappés par la répartition ministérielle. Pour justifier ce retour à un contrôle accru des importations par les firmes occidentales, le ministre avançait que son devoir était d'assurer aux Ghanéens leur « modèle traditionnel » de consommation; quant au niveau des réserves de devises, il n'y avait porté aucune attention. Sinon, il aurait pu constater que le Ghana enregistrait un déficit chronique de sa balance commerciale avec la zone sterling et le Japon, un excédent en train de baisser avec le Marché commun européen et un excédent stable avec la zone dollar, sur lequel le pays comptait pour reconstituer ses réserves de devises.

Pour moi, la singulière répartition des licences d'importation pour 1966 avait l'allure d'une manœuvre bien calculée pour saper la réalisation du plan septennal. C'est pourquoi dans un article publié dans le *Spark* à la fin de 1965, sous le titre : « La politique des importations : 1966 », j'ai réclamé qu'elle soit remise sur pied. L'article proposait une méthode pour résoudre les problèmes de la balance des paiements en les traitant comme un tout, et en les mettant en relation avec la répartition géographique de notre commerce extérieur. Précédé par d'autres articles sur la question du commerce extérieur, il ouvrait la voie à l'acceptation des propositions de la mission Amoako-Atta. Et, comme j'ai été invité à prendre la parole devant le comité national exécutif du C.P.P. réuni du 19 au 21 décembre 1965 sur la question du commerce intérieur et extérieur, je crois pouvoir en conclure qu'à la fin Nkrumah avait jugé que mes articles apportaient des propositions valables. A ce qu'il me semble, ils confirmaient ses vues sur le sujet.

Mon article de décembre 1965 proposait de rétablir l'équilibre de notre balance des paiements en divisant notre commerce extérieur par grandes zones, plus précisément six : zone sterling, zone dollar, marché commun européen, Japon, pays socialistes, pays africains n'appartenant pas à la zone sterling. Dans chaque cas, il nous fallait établir ou rétablir l'équilibre. Zone par zone, il nous fallait donc inscrire au débit les dépenses de fret et d'assurances, les profits rapatriés, les intérêts de la dette; en face, dans la colonne crédit, la valeur des exportations ghanéennes vers cette zone. Si la comparaison des deux colonnes laissait

un excédent au profit du Ghana, la valeur de cet excédent donnait du même coup la valeur du montant d'importations que l'on pouvait faire venir de cette zone. Il convient ici de préciser que, d'une part, il était indispensable de préserver notre excédent avec la zone dollar, et même de l'accroître, que, d'autre part, la zone dollar exceptée, d'autres zones à devises mutuellement convertibles pouvaient être groupées ensemble. Le résultat aurait dû être de réduire les importations en provenance de la zone sterling, du Japon et des pays africains n'appartenant pas à la zone sterling, puisque c'est avec ces zones que nous avions un déficit. Au contraire, les échanges commerciaux avec la zone dollar, le marché commun européen et les pays socialistes auraient été accrus.

7. Résultats positifs de la mission Amoako-Atta

Dans le même temps, la mission Amoako-Atta auprès des pays socialistes était couronnée de succès, et le ministre des Finances avait maintenant bon espoir de surmonter toutes ses difficultés budgétaires pour 1966. Les pays socialistes avaient en effet accepté de s'engager à acheter une quantité fixée du cacao ghanéen à un prix garanti pour toute la période à venir du plan septennal, donc de 1966 à 1970. L'U.R.S.S. était d'accord pour acheter 200 000 tonnes par an, la R.D.A., 20 000. D'autres pays socialistes s'apprêtaient à faire des offres, de sorte que l'on escomptait que l'on écoulerait un peu plus de la moitié de la récolte de 1965 (qui s'élevait à 550 000 tonnes) dans les pays socialistes. La presse ghanéenne comme celle des pays socialistes donnaient en effet le chiffre de 300 000 tonnes par an comme celui du quota convenu. Quant au prix l'accord n'était pas encore entièrement conclu. Les pays socialistes avaient proposé 150 livres par tonne, mais les négociations se poursuivaient et l'on espérait obtenir un prix de 160 livres par tonne.

Pour bien apprécier toute la portée de cet accord, il convient de tenir compte de deux faits capitaux. Le prix du cacao sur le marché mondial était tombé à 100 livres la tonne, et la production excédait la demande de quelque 200 000 tonnes. D'autre part, certains pays socialistes notamment l'Union soviétique, avaient accepté de payer une part de leurs achats de cacao, entre le tiers et la moitié, en livres sterling. En outre, la mission Amoako-Atta avait mené des pourparlers en vue de l'accroissement des échanges commerciaux avec les pays socialistes qui auraient dû doubler, de sorte qu'ils auraient représenté le tiers du commerce extérieur ghanéen. Enfin, la mission avait obtenu des conditions meilleures pour les crédits-fournisseurs. Ceux des pays socialistes, qui s'élevaient à 20 millions de livres à l'époque, comportaient originellement un intérêt de 2 %, taux déjà très

bas; les négociations aboutirent à la suppression ou à la suspension du paiement de ces intérêts. Dans tous les cas, les délais de remboursement étaient considérablement étendus. Et les pays socialistes s'engageaient à mettre de nouveaux crédits-fournisseurs à la disposition du Ghana.

Voilà pourquoi le ministre des Finances était optimiste. Du côté des pays socialistes, les ventes de cacao auraient rapporté 48 millions de livres par an, tandis que les ventes à l'Occident même au prix mondial de l'époque, en auraient rapporté 37, soit un total de 85 millions de livres par an pour la période à courir du plan septennal. Or, les revenus de ces ventes avaient été estimés par les auteurs du plan, vers 1962, à 72 millions. On voit que les accords de 1965 auraient assuré au plan un financement amélioré.

8. Problèmes budgétaires internes

Mais ce n'était là que la moitié de la solution des difficultés; *d'autres mesures s'imposaient. La plus importante fut une réduction* des dépenses : on procéda à un blocage des crédits d'investissements pour 1966. Les seuls crédits alloués allaient à des projets en cours de réalisation ou à l'amélioration d'entreprises existantes. Les importations de matériel agricole furent réduites par un retour provisoire aux modes de culture traditionnels. Les plans de mécanisation et de modernisation n'étaient pourtant pas abandonnés, mais leur réalisation était reportée. C'est dans un discours au Parlement d'août 1965 que Nkrumah annonça ces rectifications. Le pouvoir d'achat fut lui aussi atteint, de manière à éviter l'inflation, par la baisse des prix du cacao à la production, ramené à 72 livres la tonne, soit une baisse de 40 livres, mesure acceptée par les planteurs à la suite d'explications détaillées données par Nkrumah lui-même. En revanche, et en raison de la hausse des prix, les impôts personnels furent diminués pour les bas revenus. Pour ce qui est de l'impôt sur le revenu, *inchangé dans l'ensemble, des allègements furent cependant* accordés à certains techniciens des mines et des forêts dans l'espoir d'améliorer la production dans ces secteurs, qui étaient des sources de devises fortes. Des impôts sur les gains en capital et sur les loyers devaient être introduits, l'impôt sur les bénéfices augmenté. Le rapatriement des bénéfices des sociétés étrangères était soumis à un contrôle de l'administration. Des taxes sur la vente de l'essence et des produits de luxe étaient instituées. Malheureusement on n'avait pas défini clairement ce qui était objet de luxe, et le laisser-aller du contrôle des prix entraîna la hausse des prix des produits de première nécessité.

En tout cas, ce qu'il importe de souligner, c'est que le gouvernement Nkrumah, grâce au travail d'hommes comme

Amoako-Atta, Adomako et Frimpong, avait réussi à mettre sur pied une ligne d'action réaliste pour résoudre les difficultés financières du pays. S'il avait disposé du temps nécessaire pour la mettre en œuvre, la crise aurait pu être surmontée dans le cadre même de la politique économique définie par le plan septennal. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi. Le budget de 1966, dans lequel étaient incorporées les mesures énumérées ci-dessus, a été présenté à l'assemblée juste une semaine avant le coup d'Etat militaire... Naturellement, on peut se demander si les méthodes de gestion erronées de l'économie n'auraient pas annihilé les effets des mesures adoptées; peut-être ces erreurs se seraient-elles aggravées, peut-être auraient-elles été corrigées, on ne saurait trancher. Mais, de toute façon, les faits montrent qu'une issue avait été trouvée. Il serait donc injuste de soutenir que Nkrumah avait mené le Ghana dans une impasse, ou que le coup d'Etat est survenu juste à temps pour éviter au Ghana une catastrophe imminente. En fait, on n'en était pas là. Les difficultés, réelles sans aucun doute, avaient été analysées, des solutions élaborées. Elles pouvaient et devaient réussir, à mon sens, à la seule condition que les mécanismes de direction et de contrôle de l'économie soient plus efficaces. Or, Nkrumah était en train de porter une plus grande attention à cet aspect. Il s'appuyait davantage sur le ministère des Finances et la direction de la Banque du Ghana. L'incompétence du Service du contrôle des prix avait été mise en lumière et l'on s'apprêtait à y introduire des réformes. De même, des mesures étaient préparées pour améliorer le fonctionnement du commerce d'Etat, mesures concernant la délivrance et la répartition des importations alimentaires et de produits de consommation par la Société des transports d'Etat et le service des ports.

9. Les antisocialistes à la tête de la plupart des organismes dirigeants de l'économie

Bref, les difficultés suscitées par la conjoncture défavorable du marché mondial n'étaient pas insolubles. Mais d'autres problèmes, plus graves, provenaient de la composition des organismes dirigeants de l'économie. Nombre de personnalités dans ces organismes n'étaient pas d'accord avec la politique économique du pays, ou n'étaient pas suffisamment dévouées. Dans des secteurs vitaux, on trouvait à la tête des hommes techniquement incompétents, mais politiquement puissants.

Ces organismes étaient la Banque d'Etat du Ghana, la Commission nationale de planification, les ministères des Finances, du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, le secrétariat pour les entreprises d'Etat, le conseiller économique et le conseiller financier du président. La Banque du Ghana, on l'a vu, était

sous la direction de deux jeunes spécialistes, Adomako et Frimpong, qui, en dépit de leur formation traditionaliste, firent preuve de patriotisme et furent à la hauteur de leurs responsabilités. On leur doit d'avoir évité, à certains moments, la catastrophe totale. Il n'en allait pas de même de la Commission nationale de planification, d'abord dirigée par J.H. Mensah, un libéral, adversaire de l'intervention de l'Etat dans les secteurs productifs et paradoxalement chargé d'appliquer une politique contraire à ses idées, puis placée en 1965 sous la direction de Kodjo Botsio, qui ne croyait pas davantage à la planification socialiste. Le secrétariat pour les entreprises d'Etat dépendait de la Présidence, et avait, notamment, à donner son accord, pour toutes les importations, commandes de matières premières, de pièces détachées, etc. Or, il traitait ces problèmes selon les règles administratives habituelles, avec tous les retards qui en résultent. Les nominations aux postes de responsabilité passaient même par le secrétariat, qui appliquait alors les règles de recrutement de la fonction publique, mal adaptées à la vie des entreprises. Quant aux ministères économiques, seul le ministère des Finances, qui travaillait en étroite liaison avec la Banque du Ghana, était en mesure de faire face aux exigences de l'heure. Mais l'obstacle était représenté par le conseiller financier du Président, W.M.A. Halm. Or, d'autre part, le ministère des Finances n'était pas soutenu par les autres ministères économiques. Le ministère du Commerce, dont le titulaire fut A.Y.K. Djin, puis Kwesi Armah [1], se refusait à admettre qu'il y eût un rapport entre la structure du commerce extérieur et la réalisation du plan septennal. Les ministères de l'Industrie et de l'Agriculture ne prenaient contact avec celui des Finances qu'au moment de l'établissement des prévisions budgétaires, ils n'avaient pas davantage de contacts entre eux. A leur tête, on trouvait Imoru Egala à l'Industrie et jusqu'à la mi-1965, Krobo Edusei, c'est-à-dire des hommes qui étaient d'esprit capitaliste et ne faisaient confiance qu'à l'entreprise privée. Enfin, et ce n'était pas le moindre, venait le Conseiller économique du Président, Ayeh-Kumi, qui n'avait certes rien d'un socialiste, et d'ailleurs méprisait cette doctrine. C'était un homme d'affaires expérimenté, en rapport avec des capitalistes italiens et ouest-allemands. Comme on voit, cette équipe n'avait pas les qualités requises pour mettre en œuvre une politique socialiste. L'attendre d'eux s'est révélé aussi naïf que le rêve de Nehru de parvenir au socialisme en remettant le secteur d'économie mixte de l'Inde aux capitalistes locaux et aux organismes financiers internationaux.

1. Entre les deux, il y eut Ayeh-Kumi, toujours en 1965. (N.d.T.)

10. Exemples d'erreurs qui frisent le sabotage

A quoi il faut ajouter le manque de coordination entre les différents ministères et organismes économiques. En fait, c'est seulement en cas de crise qu'il y avait des rencontres précipitées, parfois un communiqué, mais aucun dispositif permanent pour harmoniser leur action. *Résultat : la faible rentabilité des investissements.* En voici quelques exemples, où l'on verra que les erreurs étaient faciles à éviter. La raffinerie de sucre de Komenda avait été mal implantée en raison de ce manque de coordination, et aussi, dans ce cas, de certaines influences politiques. Elle *était sur la côte, alors que l'on estime que, pour garantir* la rentabilité d'une raffinerie, il convient que les plantations soient dans un rayon de douze kilomètres autour d'elle. Komenda, trop éloignée de ses sources de ravitaillement, perdait la moitié de sa valeur, et cependant on n'y porta attention, ou on n'en parla, qu'au moment où les travaux étaient à moitié achevés. Du coup, on décida de faire traiter les mollasses à la plantation et de les transporter ensuite à Komenda. En même temps, on se lança dans la création de plantations d'Etat de cannes à sucre aux abords de Komenda. A l'achèvement des deux nouveaux projets, on aurait donc fourni à Komenda des matières premières en quantités supérieures à sa capacité de traitement.

A Bolgotanga, le ministère de l'Industrie avait fait construire une usine de conserves de viande qui, pendant longtemps, ne put fonctionner, faute de bétail disponible. C'est que la partie du plan qui concernait cet élevage dépendait du ministère de l'Agriculture, lequel n'avait encore rien commencé au moment où l'usine s'achevait. En conséquence, il fallut recourir à des importations de bétail de la Haute-Volta, *donc puiser dans les réserves* de devises. A Tema, deux usines textiles avaient été construites dont l'une devait couvrir un tiers des besoins du Ghana en tissus imprimés de coton, ce qui aurait économisé la sortie de quelque 10 millions de livres. Mais la société des fermes d'Etat, qui *aurait dû assurer le ravitaillement en coton,* était en retard sur le plan; en 1965, elle avait tout juste produit 25 tonnes de coton non égrené et d'ailleurs, elle n'était pas en mesure de l'égrener, de sorte que même cette production dérisoire était inutilisable. Dès lors, il fallut se rabattre sur le coton importé. On avait escompté économiser la sortie de 22 millions de livres grâce aux deux usines de Tema, et, en fait, faute de ravitaillement local, force fut de continuer à puiser dans les réserves de change pour alimenter les usines. *Ainsi, les négligences de l'administration* avaient ruiné un plan bien conçu. Des exemples de ce genre, il y en avait en si grand nombre que l'on en vient à se demander si l'on n'entrait pas dans le domaine du sabotage pur et simple. Des marchandises achetées par l'Etat s'accumulaient à Prague et à *Hambourg, et l'on devait payer des amendes pour* ces

délais, alors que des navires de la société d'Etat Black Star Line faisaient relâche régulièrement à Hambourg. Un chargement de produits pharmaceutiques de Bulgarie resta pendant des semaines au port de Tema. Le mécanisme de dédouanement était embouteillé jusqu'au niveau du ministère. Le navire, à la fin, s'en retourna avec son chargement, mais le gouvernement dut payer des dédommagements. A Takoradi, une fabrique de produits émaillés, qui aurait dû couvrir tous les besoins du Ghana, ne put obtenir une allocation de devises de 10 000 livres pour importer un produit chimique, indispensable. Mais une firme étrangère obtint une allocation d'un montant équivalent pour importer les produits finis.

11. Le sabotage majeur : celui du contrôle des importations

Ces erreurs administratives se déployèrent avec éclat dans le secteur des importations. En 1962-1963, il avait été nécessaire d'introduire le contrôle des changes et un système de répartition des licences d'importation, qui déterminait le montant des importations et la zone monétaire où l'on devait se fournir. L'objectif était de maintenir le montant total des importations à 120 millions de livres par an, mais d'augmenter la proportion des biens d'équipement par rapport à celle des biens de consommation. De fait, ces derniers passèrent de 80 % du total en 1962 à 33 % en 1964. D'autre part, il s'agissait aussi de réduire les importations en provenance des zones avec lesquelles le Ghana avait un déficit, et de maintenir ou d'accroître les importations des zones excédentaires (zone dollar et pays socialistes), comme on l'a vu plus haut. C'étaient là des conditions *sine qua non* du succès du plan septennal.

Mais l'administration chargée de la délivrance des licences d'importation était corrompue dans de gigantesques proportions. Le fait était de notoriété publique, mais il fut confirmé par le rapport de la commission Abraham, à la fin de 1965. Les licences étaient simplement mises aux enchères, et la plus grande part attribuée aux plus offrants, sans considération de leur réseau de distribution au Ghana ou de leurs liens outre-mer. Le métier d'intermédiaire dans ce trafic devint extrêmement fructueux. La corruption était si aveugle que l'on n'hésitait pas à introduire une véritable discrimination contre les entreprises ghanéennes, tant privées que publiques. Mais ce qui soulevait le plus de dégoût, c'est que les plus hauts trafiquants étaient ceux-là mêmes qui criaient le plus fort pour appeler à soutenir Nkrumah, le C.P.P. et le plan septennal.

Résultat de ces trafics : l'inquiétante diminution des réserves de change. Pour la combattre, le gouvernement présenta un bud-

get du commerce extérieur, destiné à planifier annuellement l'emploi des réserves de change. Toutes les rentrées prévisibles de devises devaient être mises ensemble, et les dépenses en devises équilibrées par rapport à ces rentrées. C'était une excellente idée qui échoua du fait d'une mauvaise administration. Le contrôle des licences d'importation oscillait entre le ministère des Finances, celui du Commerce, et les services de la Présidence. Quand F.D.K. Goka était ministre des Finances [2], il y eut des sorties de devises abusives. C'est pourquoi le contrôle des licences fut transféré au ministère du Commerce, dont le titulaire était alors A.Y.K. Djin. Mais les sorties de devises continuèrent, bien que l'on en parlât moins haut parce que Djin, trésorier du parti, était plus haut placé dans la hiérarchie du C.P.P. que Goka. En tout cas, les pénuries de biens de consommation amenèrent le départ de Djin en avril 1965. D'avril à août, date de l'arrivée au ministère du Commerce de Kwesi Armah, la répartition des licences dépendit d'Ayeh-Kumi. Sous son règne, les allocations de devises, fixées à 120 millions de livres pour tout l'exercice financier, s'élevèrent à 148 millions de livres, et, pour toute l'année, elles atteignirent, en fin de compte, 172 millions de livres. La Banque du Ghana dut refuser certaines allocations, pourtant approuvées par le ministère du Commerce et par Ayeh-Kumi. Une extraordinaire pagaille s'était donc introduite dans un des secteurs vitaux de l'économie du pays, celui du commerce extérieur, aussi n'est-il pas étonnant que la crise ait pris de vastes proportions. Et les responsables en étaient de très hauts fonctionnaires, en collusion avec les firmes privées et dominés par leur rapacité.

A la suite du coup d'Etat du 24 février 1966, et de la situation qui en est sortie, certains pourraient prétendre que ces hauts fonctionnaires qui sabotèrent les plans de Nkrumah en agissant à l'intérieur du parti et du gouvernement, le faisaient dans l'intérêt même du Ghana. Ce jugement serait malhonnête. Certes, ces hommes avaient le droit d'être en désaccord avec la politique de Nkrumah. Mais alors ils auraient dû se retirer du gouvernement, voire du parti. Y être resté, et en avoir tiré de larges bénéfices illicites, doit être qualifié de double jeu politique et égoïste. C'est une condition nécessaire de tout progrès dans les pays en voie de développement que de réagir avec résolution et fermeté contre des pratiques aussi scandaleuses.

12. Contrôle des prix, pénuries et marché noir

La même pagaille se retrouvait dans le service du contrôle des prix. Comme on l'a vu, la compression des importations de pro-

2. *De 1961 à 1964. (N.d.T.)*

duits de consommation résultait d'une décision mûrement pesée, et s'imposait pour rendre possible l'accroissement des importations de biens d'équipement en évitant une montée en flèche des importations. Tout pays sous-développé qui veut parvenir à l'indépendance économique est confronté à cette nécessité. Au Ghana, le plan prévoyait que l'accroissement de la production intérieure de biens de consommation devrait compenser les réductions d'importations. Mais en 1966, cet objectif n'était pas atteint. De toute façon, le gouvernement avait bien conscience qu'un certain hiatus était inévitable entre ces deux opérations. Il importait donc de maintenir les prix des produits essentiels à un niveau assez bas, tandis que s'accroissait le pouvoir d'achat en raison du développement des services sociaux et des emplois. D'où la nécessité du contrôle des prix. Ici encore, la mauvaise administration apporta le chaos. Les prix se mirent à monter en flèche, y compris ceux des productions vivrières nationales qui augmentèrent de 40 % en moins de six mois. Le marché noir apparut sur une grande échelle. Les boutiques étaient vides, mais tous ces produits pouvaient être obtenus instantanément au prix du marché noir. Femmes et parents des ministres et des hauts responsables du parti étaient fort actifs dans ce secteur, et travaillaient la main dans la main avec les sociétés commerciales étrangères, le G.N.T.C. et les commerçants libanais. L'un après l'autre, les produits les plus indispensables de la vie courante disparaissaient du marché. C'étaient, bel et bien, des pénuries organisées et un élément d'une guerre économique. La preuve en est qu'à chaque fois le processus était le même : disparition du produit, puis intervention du gouvernement et de la presse qui combinaient menaces et exhortations, et, au bout de quelques jours, réapparition du produit dans les boutiques. Il en fut ainsi pour le lait, le sucre, la farine. Seule, la pénurie de pneus correspondait à une rupture de stocks effective. Mais, pour le reste, les marchandises réapparurent sur le marché dans un délai inférieur de moitié au temps qu'il aurait fallu pour les faire venir d'Europe.

Ces pénuries n'étaient pas nécessairement liées au manque de devises. En 1964, on avait alloué 1 250 000 livres pour les importations de lait : il n'y eut pas de pénurie. Pour le seul premier semestre de 1965, l'allocation s'éleva à 1 600 000 livres, mais il y eut pénurie. On essaya de faire intervenir les inspecteurs des prix, mais leur corruption était telle que très vite les tribunaux furent submergés de plaintes contre eux pour extorsion de fonds. Le gouvernement dut se passer d'eux. Je dois admettre qu'il sera toujours difficile pour un pays sous-développé placé dans des conditions analogues à celles du Ghana de faire fonctionner un contrôle des prix efficace. Mieux vaudrait admettre que les prix montent à un niveau où l'offre équilibre la demande et, ensuite, imposer aux commerçants une taxe sur le chiffre d'affaires. Certes, il en résulterait certaines difficultés, mais dont

bénéficierait le trésor public, et non les spéculateurs. En outre, l'extension des équipements sociaux collectifs pourrait pallier certaines difficultés. Des biens de grande consommation pourraient être fournis à des prix assez bas aux travailleurs les moins payés par les cantines d'entreprises, ce qui, d'ailleurs, aiderait à accroître la productivité. Le Ghana fit quelques tentatives en ce sens, mais qui ne bénéficièrent qu'aux fonctionnaires, lesquels ne sont pas les gens les plus nécessiteux dans un pays sous-développé.

11

La politique africaine

Il nous faut maintenant examiner rapidement la politique africaine de Nkrumah, qui lui tenait à cœur comme on sait, qui a aussi suscité de violentes animosités contre lui, mais qui n'en était pas moins un facteur essentiel de son propre prestige.

Ce qui est propre à Nkrumah, ce n'est pas qu'il ait proclamé l'exigence de la libération totale du continent africain du joug impérialiste — d'autres dirigeants africains l'ont fait —, mais qu'il ait mis ses actes en accord avec ses paroles, qu'il ait vu dans cette libération du continent la condition de l'émancipation du Ghana, qu'il ait accepté de faire les plus grands sacrifices pour cette cause. Sa stratégie se résumait en deux mots : unité africaine.

1. Les impérialistes contre l'unité africaine et contre Nkrumah

Aussi bien, la haine des impérialistes était suscitée par les actes de Nkrumah, non par ses paroles. Aujourd'hui, il n'est pas opportun, politiquement parlant, de s'élever publiquement contre l'idée d'unité africaine. Du point de vue de l'impérialisme, les dirigeants africains qui parlent de l'unité mais ne font rien pour la réaliser, et même s'opposent du dedans à sa réalisation, sont les bienvenus. C'est précisément à ce double jeu que Nkrumah refusa de se rallier, et donc il se posa en ennemi principal de l'impérialisme. Mais celui-ci, pour le briser, devait d'abord l'isoler. Toute une propagande mensongère sur le régime ghanéen et sur de prétendues ambitions politiques africaines de Nkrumah aida à l'isoler même de dirigeants progressistes. Travailler à

l'isoler des dirigeants dits « modérés », en d'autres termes pro-impérialistes, n'était même pas nécessaire, puisqu'il en était déjà ainsi; mais l'opinion progressiste en Afrique prenait déjà parti pour lui contre ces modérés. Dès lors, la propagande impérialiste s'attacha à ternir cette réputation en insinuant que la politique d'unité africaine servait de paravent à des motivations inquiétantes. Il est arrivé que des patriotes africains s'y laissent prendre.

En revanche, ce que beaucoup de progressistes africains n'ont pas vu clairement, c'est que l'assaut contre Nkrumah n'était qu'une part de la contre-attaque impérialiste pour maintenir son contrôle de l'Afrique. Aussitôt Nkrumah renversé, le souci prétendu des impérialistes, de protéger certains dirigeants progressistes des ambitions de Nkrumah, fit place aux intrigues et aux manœuvres contre ces mêmes dirigeants [1]. Au Kenya, l'attaque contre les radicaux prit l'allure d'une chasse aux sorcières à l'égard des soi-disant « agents du communisme international », c'est-à-dire Oginga Odinga et ses partisans. En Tanzanie, les pressions furent telles que Nyéréré accusa ouvertement la France et la Grande-Bretagne d'être plus fortes sur le continent que tous les Etats africains réunis; et Nyéréré paraît être aujourd'hui la cible principale des impérialistes à la place de Nkrumah. Quant au soutien affecté de l'Angleterre pour la ligne prétendument modérée de Kaunda en Zambie, soutien qui était un moyen d'introduire un coin entre Nkrumah et Kaunda, il a fait place, après le coup d'Etat d'Accra, à une honteuse duplicité britannique dont l'économie de la Zambie a été la victime, tandis que Londres aidait en fait à la consolidation du régime ségrégationniste de Jan Smith en Rhodésie. Avant le coup d'Etat, vers le milieu de 1965, on entendait partout que la politique de Nkrumah empêchait les Etats africains ex-français de participer à la IIIe conférence au sommet de l'O.U.A. à Accra. Mais en novembre 1966, neuf mois après la chute de Nkrumah, et en dépit du rapprochement tant exalté entre les nouveaux dirigeants ghanéens et les Etats ex-français, ces mêmes dirigeants francophones sont absents de la IVe conférence au sommet de l'O.U.A. à Addis-Abeba. Ce n'est pas un hasard si la chute de Nkrumah a coïncidé avec la réunion la plus stérile de l'O.U.A. La conclusion est claire, je l'ai déjà indiquée plus haut, la campagne contre Nkrumah n'était qu'un élément de la contre-attaque impérialiste qui, pour garder la domination économique du continent, entreprend de détruire un par un les dirigeants radicaux, par la propagande, par les intrigues politiques téléguidées des « modérés », et par les pressions économiques.

1. L'auteur fait probablement allusion, entre autres, à Julius Nyéréré. (N.d.T.)

2. Etude sommaire des organismes ghanéens chargés de l'application de la politique africaine

Au Ghana, sous Nkrumah, la politique africaine pour sa formulation et pour sa réalisation dépendait d'un organisme de l'appareil d'Etat, le secrétariat aux Affaires africaines, dépendant du président, et d'ailleurs installé dans les locaux de la Présidence. Il avait à sa tête un ancien haut fonctionnaire, pourvu du rang d'ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire, formé à Oxford, et un peu poète, M.F. Dei-Ànang. Il était en contact direct et constant avec Nkrumah et, pratiquement, dirigeait toutes les ambassades ghanéennes en Afrique. Son équipe comprenait H.P. Amonoo, K.B. Asante et Minta. Ce groupe était, à mon sens, un peu trop traditionaliste pour suivre les affaires d'un continent en état d'évolution rapide et pour réagir rapidement. Cependant, je dois reconnaître qu'ils ont fait preuve de compétence, et que leurs capacités techniques n'étaient égalées que par celles de l'équipe de la Banque du Ghana, et peut-être du ministère des Finances. Seulement, ils manquaient d'expérience proprement politique; et de ce fait, ils n'avaient pas toujours une vision claire des situations politiques complexes de beaucoup d'Etats africains.

Dépendant partiellement du secrétariat, mais à certains égards directement de Nkrumah, il y avait le bureau des Affaires africaines, qui avait été créé et rendu célèbre par George Padmore, puis, à sa mort en 1959, était passé sous la direction de A.K. Barden. Il était en contact direct avec les mouvements de libération africains, dont beaucoup avaient des représentants à Accra et des offices dans le service de Barden. Le rôle du Bureau était d'évaluer les besoins de ces mouvements et d'aider à les satisfaire et, pratiquement, tous, à un moment ou à un autre, ont été en relations avec lui. Le seul organisme analogue remplissant les mêmes fonctions était installé au Caire. Cependant, à partir de 1964, un nouveau centre apparut à Dar-es-Salam, du fait de l'établissement dans la capitale de la Tanzanie du comité de libération de l'O.U.A., dit comité des Neuf, chargé de coordonner l'aide aux mouvements de libération dans toute l'Afrique encore soumise à la domination coloniale directe, y compris l'Afrique du Sud.

Originellement, quand George Padmore était à la tête du Bureau, on voulait en faire un organisme capable d'étudier sérieusement les problèmes des mouvements de libération, et de définir une ligne d'action anticolonialiste réaliste sur cette base. Le double titre de son dirigeant : président et directeur, ainsi que la dimension intellectuelle de George Padmore tendent à confirmer cette interprétation. Mais la médiocrité de Barden, surtout si on le compare à l'équipe du secrétariat pour les Affai-

res africaines, eut pour conséquence de réduire à rien le travail de recherche et de confiner le Bureau dans une fonction purement administrative. Ce fut un lourd handicap pour Nkrumah que d'avoir, pour ses rapports avec les mouvements de libération, des organismes dirigés par des diplomates de carrière ou des fonctionnaires sans grand horizon politique. En tout cas, le Bureau qui, sous Barden, laissait de côté tout ce qui concernait les Etats africains indépendants, s'occupa de fournir aux combattants de la libération aide matérielle et entraînement. Après Barden, venait un secrétaire administratif souvent désespéré parce que l'on ne lui demandait pas son avis ou que l'on n'en tenait pas compte. Et quand le poste fut occupé par un haut fonctionnaire, ce fut une source de friction avec Barden. Il y avait un département technique, qui fut subdivisé en deux, un service renseignements dirigé par Hansen, et un service d'entraînement dirigé par Korley. Il y avait enfin un service de presse qui publiait un mensuel, *La Voix de l'Afrique,* plus tard un hebdomadaire, *Le Combattant de la liberté,* et, enfin, toute une série de brochures du Bureau ou des mouvements eux-mêmes. Contrairement à ce que l'on a souvent cru, le *Spark* n'était pas une publication du Bureau : il faisait seulement usage des installations du Bureau — locaux, imprimerie. Quand le *Spark* quitta les bâtiments du Bureau, pour se constituer en organisme indépendant, le fait devint clair. Cependant, il conserva l'imprimerie du Bureau, d'où continuèrent à sortir les publications de ce dernier.

A ces deux organismes s'ajoutait le centre des Affaires africaines qui était dans un hôtel tout près de l'aéroport d'Accra, et était sous la direction de R.T. Makonnen, Jamaïcain comme Padmore, et de Duplan [2], connu dans le mouvement panafricain en Angleterre pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Le Centre assurait donc l'hébergement des Africains envoyés au Ghana par leurs organisations, la plupart d'entre eux étant des combattants venus des pays africains colonisés, qui passaient au centre avant de rejoindre les camps d'entraînement au Ghana, ou en revenant. D'autres étaient des étudiants, tant des pays colonisés que des pays indépendants, de l'Ouganda, du Kenya, de la Tanzanie par exemple. Pour ceux des pays indépendants, tous étaient envoyés par le parti dominant ou par le gouvernement de leur pays, point qui mérite d'être souligné en raison de la campagne de calomnies dirigée contre Nkrumah à ce sujet. Beaucoup étaient formés pour être secrétaires, d'autres pour un travail syndical ou politique, quelques-uns seulement entraient à l'Université. Le centre a aussi accueilli quelques réfugiés politiques des pays indépendants dont le plus connu fut Antoine Meatchi, réfugié là au temps où Sylvanus Olympio était au pouvoir au Togo, et qui devint vice-président du Togo après le

2. Lui aussi Antillais. (N.d.T.)

renversement et la mort d'Olympio [3], tandis que Grunitzky, lui-même réfugié politique à Cotonou, devenait président. Le fait est significatif, parce qu'il dément les accusations de ceux qui ont prétendu que Nkrumah n'accueillait au Ghana que des réfugiés sympathisants du communisme. Ce n'était certes pas le cas de Meatchi, ni de bien d'autres.

3. Que l'Institut de Winneba n'en faisait pas partie

Une autre accusation calomnieuse doit être réfutée ici. On a souvent prétendu que l'Institut idéologique aurait été un instrument de la politique africaine de Nkrumah et, plus précisément, qu'il aurait été un centre de formation de guérilleros. Mais en fait, l'Institut se consacrait exclusivement à l'étude et à l'enseignement du nkrumaïsme, donc, on l'a vu, d'une idéologie qui n'est pas sans rapport avec le marxisme, mais en demeure distincte. Sans doute l'Institut pouvait-il exercer une certaine influence sur les penseurs africains, mais d'une manière indirecte. Parmi ses étudiants, on ne comptait qu'un petit nombre d'étudiants africains non ghanéens : 22 étudiants du Congo-Brazzaville, admis en 1965 et envoyés par le parti unique du Congo-Brazza, sept étudiants ivoiriens sanwi, admis à la rentrée 1965-1966 et qui invoquaient l'affinité de leur ethnie avec les Sanwi du Ghana, deux Nigérians, venus d'eux-mêmes, mais au vu et au su de leur ambassade, un Camerounais et un Somali qui n'avaient été admis qu'avec des lettres de recommandation de leurs gouvernements. En tant que directeur des études à l'Institut, toutes les demandes d'admission passaient par moi, et je peux donc certifier les chiffres et indications ci-dessus, que les archives de l'Institut et celles du ministère des Affaires étrangères du Ghana confirmeraient.

Quant à l'enseignement lui-même, je tiens à rappeler qu'il comportait les matières suivantes : philosophie, nkrumaïsme, économie politique, théorie économique, économie appliquée, science politique, histoire, histoire de l'Afrique contemporaine, anglais, français, éducation physique. En outre, pour 1965-1966 on devait ouvrir des cours d'arabe et de swahili. Quant à l'idée d'y introduire la préparation militaire supérieure comme le font beaucoup d'universités anglaises, elle fut rejetée. Le seul enseignement non universitaire était celui de l'éducation physique (deux cours théoriques par semaine, une demi-heure de gymnastique chaque matin, et les jeux habituels) dont était chargé A.K. Tehoda, formé lui-même à l'école normale de Winneba. Tous les autres enseignants étaient des universitaires, africains ou venant des pays socialistes.

3. Janvier 1963. (N.d.T.)

Sans doute, le visiteur de passage dans la ville de Winneba aurait-il pu y rencontrer pas mal d'hommes et de femmes en uniforme; mais ces uniformes n'avaient rien à voir avec l'Institut. C'étaient ou bien ceux des membres des brigades du travail qui avaient une ferme à Winneba, ou bien ceux des garde-frontière qui avaient aussi un camp d'entraînement dans le voisinage. Au demeurant, l'Institut n'avait rien de secret, tout le monde pouvait le visiter, et nombre de diplomates, y compris des diplomates occidentaux, y sont venus; et Hanna Reich[4], chargée de l'école de vol à voile du Ghana, en prit même une photographie aérienne. Présenter l'Institut comme un centre de préparation à la guérilla, ainsi que l'a soutenu la propagande impérialiste, c'est une calomnie qui illustre bien les méthodes des impérialistes. Mais c'est aussi la preuve qu'ils sont atteints.

4. Résultats de la stratégie unitaire de Nkrumah : les indépendances

Les résultats de la politique africaine de Nkrumah ont été fort appréciables. Aussitôt l'indépendance politique obtenue, il entreprend de regrouper les quelques Etats indépendants d'Afrique pour qu'ils contribuent à hâter la fin du colonialisme direct. Ce fut la première conférence des chefs d'Etats africains de mars 1958 à Accra (Libye, Maroc, R.A.U., Ethiopie, Liberia, Tunisie, Soudan, Ghana). Là, il fut décidé de coordonner l'action de ces Etats à l'O.N.U., avec l'objectif de maintenir l'Afrique en dehors des blocs de puissances et de hâter son émancipation. Là aussi fut définie une politique africaine de non-alignement. La même année, ce fut la conférence des Peuples africains où se retrouvèrent les partis et mouvements de libération de tout le continent. Cette stratégie n'a pas tardé à porter ses fruits. Quatre ans après les conférences d'Accra de 1958, le nombre des Etats indépendants d'Afrique était passé de 8 à 22, il est aujourd'hui de 38. Dans certains pays, cette stratégie a fait pencher la balance des forces en faveur des patriotes africains, et leur a assuré le succès. Dans d'autres pays, où la lutte n'avait pas atteint le même degré de violence, l'impérialisme jugea plus habile de faire une retraite rapide, opportune et bien calculée. Aussi pouvait-il laisser la place à des gouvernements africains néo-colonisés. Certes, ces États constituent un grave problème pour l'Afrique contemporaine. Mais ce fait ne doit pas empêcher de voir que la stratégie élaborée aux conférences d'Accra de

4. C'est un fait que je ne saurais expliquer : Nkrumah avait confié la création et la direction de son école de vol à voile à cette aviatrice qui fut une des célébrités nazies, et qui se proposait encore, aux derniers jours de la bataille de Berlin en 1945, de sauver Hitler. (N.d.T.)

1958 avait apporté l'indépendance juridique et politique à la plus grande partie de l'Afrique, elle avait ouvert une brèche que les patriotes ont pu utiliser.

D'autres victoires furent acquises, grâce à l'unité de la diplomatie africaine. L'Algérie en particulier. Au bout de plus de six ans des plus durs combats menés sur le sol africain, le mouvement de libération algérien était encore tenu en échec par l'armée française. Alors vint la constitution du groupe de Casablanca, sur l'initiative de Nkrumah, Sekou Touré et Nasser. Le gouvernement provisoire algérien fut reconnu par ce groupe, dont il devint membre. Le groupe permit de mobiliser l'aide diplomatique et matérielle internationale pour l'Algérie, fournit une voie aux pays socialistes pour apporter leur aide aux Algériens. Et la France, face à cette opposition de l'Afrique et des pays socialistes, fut obligée de changer de position [5]. L'opinion occidentale antifrançaise à ce sujet joua aussi son rôle. L'habileté et les capacités d'homme d'Etat de De Gaulle lui permirent seulement de désengager la France d'une situation devenue sans espoir. En 1962, il devait reconnaître l'indépendance de l'Algérie.

Là-dessus vint le drame du Congo. L'aide de Nkrumah et de la diplomatie unifiée de l'Afrique indépendante permit à Lumumba de faire reculer l'impérialisme belge. Pour garder à leur usage les ressources fabuleuses du Congo, les autres puissances impérialistes devaient s'allier avec la Belgique, d'abord pour lui permettre de maintenir sa domination économique, ensuite pour prendre sa place dans certains secteurs. Après son appel à l'O.N.U., et grâce aux détachements militaires des puissances de Casablanca, Lumumba put d'abord résister. Mais ces Etats africains n'avaient pas su voir que l'O.N.U. était la couverture des intérêts des grandes puissances impérialistes. Cependant, c'est là une réflexion après coup. En tout cas, l'action des pays de Casablanca [6] avait montré qu'une diplomatie unifiée des Etats africains indépendants doit avoir sa propre armée à sa disposition et non pas recourir à l'O.N.U. La conclusion logique, c'est la nécessité d'un haut commandement africain. Même s'il n'est pas possible de faire en sorte que ce commandement englobe tous les Etats africains indépendants, il reste que les succès du groupe de Casablanca en Algérie et partiellement au Congo montrent que l'action résolue d'un petit nombre d'Etats africains indépendants peut, à elle seule, déjà réaliser beaucoup.

Nkrumah, cependant, n'a pas hésité, en certains cas, à agir seul, toujours pour combattre le colonialisme. En novembre 1958, il vint en aide à la Guinée, seul pays africain à avoir voté non au

5. Telle est l'interprétation d'Ikoku : quant au rôle du groupe de Casablanca, créé seulement en 1961, elle est fort discutable. (N.d.T.)
6. Là encore, c'est une interprétation fort discutable, d'autant plus que la conférence de Casablanca n'a eu lieu qu'en janvier 1961, alors que Lumumba était déjà emprisonné. (N.d.T.)

référendum gaulliste du 28 septembre 1958, et à avoir acquis ainsi son indépendance. Mais elle avait, après le départ précipité et accompagné de destructions de l'administration française, à se reconstruire à partir de rien, manquant à la fois de ressources matérielles et de cadres. L'aide financière de Nkrumah à Sekou Touré [7] lui permit de tenir le coup, et d'être un des principaux Etats radicaux d'Afrique. Par la suite, l'existence et la consolidation de la Guinée de Sekou Touré contribua à l'indépendance du Mali, à celle de l'Algérie, à la résistance du Congo. Aujourd'hui, la Guinée est le point d'appui essentiel de la lutte anticolonialiste en Guinée-Bissau et au Cap Vert.

Par ailleurs, Nkrumah joua un rôle dans les événements qui menèrent à la révolution de Zanzibar, en janvier 1964; il a aidé en Afrique du Sud l'A.N.C. (African National Congress) et le P.A.C. (Panafricanist Congress). Il a fourni des prêts qui leur ont permis de résister aux pressions impérialistes au Mali, au Congo-Brazzaville, et à la Haute-Volta. Ce dernier exemple montre bien qu'il n'agissait pas ainsi pour des motivations exclusivement idéologiques, mais simplement dans le but de libérer le continent de la domination étrangère.

5. Effort financier du Ghana sous Nkrumah

On conçoit que cette politique ait imposé au Ghana un effort financier considérable. On estime que l'aide aux mouvements de libération a représenté entre 20 et 22 millions de livres sterling, les prêts aux pays indépendants environ 10 millions de livres. La plus grande partie de ces dépenses étant en devises fortes, le Ghana, pour la cause de la libération africaine, a dû puiser dans les 72 millions de livres de réserves dont il disposait en 1957. Au total, tout cela représentait environ 1 % du produit national brut annuel, et 3 % des recettes budgétaires; donc un effort considérable. Et si la propagande impérialiste s'acharne à taxer Nkrumah de corruption et d'incompétence pour avoir épuisé les réserves du Ghana, les patriotes africains, eux, doivent savoir que Nkrumah est accusé là de ce qu'il a fait pour les aider à obtenir au moins la part de liberté qu'ils ont aujourd'hui. Quant aux Ghanéens, ils devraient comprendre que la place de leur pays dans la politique africaine, jusqu'au coup d'Etat, tenait pour beaucoup aux sacrifices auxquels les appelait la politique hardie de Nkrumah. Les nouveaux dirigeants, à ce qu'il apparaît, veulent que les Ghanéens se préoccupent seulement de remplir leurs estomacs, et ils taxent de folie les dépenses consenties par Nkrumah pour la cause de la liberté de l'Afrique. Peut-être leur pro-

7. Il s'agit évidemment du prêt de 10 millions de livres accordé par le Ghana à la fin de novembre 1958. (N.d.T.)

pagande portera-t-elle des fruits dans l'immédiat, mais il n'en ira pas toujours ainsi. Car le prestige du Ghana sera détruit à l'extérieur, et son rôle des plus médiocres. En outre, les estomacs ne seront toujours pas remplis.

6. La lutte de Nkrumah pour l'unité avant l'O.U.A.

La politique africaine de Nkrumah trouvait son couronnement dans la lutte pour l'unité africaine. De nombreux spécialistes n'y ont vu que la continuation et le développement du mouvement panafricaniste qui avait pris naissance chez des Noirs progressistes d'Angleterre et des U.S.A. pendant et après la Première Guerre mondiale. Ils identifient donc l'unité africaine au panafricanisme de Nkrumah et de George Padmore lorsqu'ils travaillaient au secrétariat pour l'Afrique occidentale à Londres [8]. Il y a quelque chose de vrai là-dedans. Mais panafricanisme et unité africaine ne sont pourtant pas la même chose. Le panafricanisme d'antan était un mouvement de solidarité des peuples noirs du monde entier visant à la liquidation de la domination coloniale. L'unité africaine d'aujourd'hui est infiniment plus concrète. Stratégie d'un continent en marche, elle implique une action unie des Etats indépendants d'Afrique, non plus seulement pour liquider le colonialisme, mais pour construire l'Afrique, en assurer l'indépendance réelle. Or, on ne peut pas mettre fin à la dépendance sans mettre fin à la domination du capitalisme international.

Au cours des années, et spécialement de 1958 à 1963, la conception de l'unité africaine, telle que la voulait Nkrumah, s'est développée et approfondie. En 1958, à la conférence des chefs d'Etat, Nkrumah lança l'idée d'une diplomatie africaine unifiée, qui devait être un moyen pour que ces Etats défendent mieux leurs intérêts, desserrent l'emprise des grandes puissances sur le continent, et renforcent le mouvement de libération. On l'a vu, cette stratégie apporta des résultats, en Algérie et dans le reste du continent. Mais l'échec du Congo allait révéler que, pour être efficace, elle avait besoin de s'appuyer sur une force armée. En Algérie, elle existait : c'était celle du F.L.N., qui recevait l'aide matérielle des pays socialistes *via* le groupe de Casablanca. Au Congo, où la diplomatie unifiée africaine faillit gagner la partie, il n'en alla pas ainsi. D'abord, parce que cette diplomatie perdit vite son unité, ensuite parce que la force armée au Congo dépendait de l'O.N.U., et qu'il apparut que, sous cette couverture, elle était au service de certaines grandes puissances. D'où la nécessité d'une force armée africaine unifiée, et au service d'une diplomatie unitaire.

8. C'est-à-dire dans les années 1944-1947, à l'époque du congrès de Manchester de 1945. (N.d.T.)

Là-dessus, les Etats africains fidèles aux principes adoptés par les conférences d'Accra de 1958, et plus spécialement ceux du groupe de Casablanca, eurent à faire face au problème de la reconstruction de leur économie. Ils avaient conscience de la nécessité de détruire au moins partiellement les structures économiques coloniales et, au cours de cette entreprise, ils eurent à admettre cette dure vérité qu'il en résulterait un long et difficile combat contre les intérêts étrangers. D'où l'impératif de faire appel aux ressources des pays socialistes. Mais une autre exigence, aussi, s'imposa, à savoir celle d'une coopération économique entre les Etats africains indépendants, dont les avantages devenaient évidents. D'où l'idée d'un développement économique unifié. Ainsi, la notion d'unité africaine s'était élargie, et englobait celles de diplomatie unifiée, de haut commandement et défense unifiés, d'économie unifiée. Pour y parvenir, le cadre institutionnel nécessaire devenait celui du gouvernement continental africain, dont devaient dépendre ces trois secteurs clefs, tandis que les autres domaines continueraient à dépendre des divers Etats membres de l'Union. Tel fut le plan exposé par Nkrumah à Addis-Abeba en 1963, repris et complété par lui au Caire en 1964 et à Accra en 1965.

Mais, dans l'intervalle, l'impérialisme avait tiré les leçons des événements du Congo et d'Algérie. Avant tout, il jugeait qu'il lui fallait éviter que les Etats africains indépendants réalisent entre eux une unité d'action effective. Pour atteindre cet objectif, les méthodes des impérialistes différaient. Les Anglo-Américains agissaient surtout à travers le Liberia et le Nigeria, mais aussi en jouant de leur influence en Ethiopie. En septembre 1960, quelques jours avant la proclamation de l'indépendance du Nigeria, un certain nombre d'Etats africains pro-occidentaux formèrent ce qu'on a appelé le groupe de Monrovia qui voulait surtout faire contrepoids à celui de Casablanca. Il se réunit de nouveau à Lagos en 1961. Le groupe entendait préserver le *statu quo*, et faisait le plus grand cas du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, ce qui ne manquait pas de saveur, si l'on songe que l'ingérence des intérêts financiers étrangers dans les affaires de ces Etats était une donnée fondamentale de leur vie politique courante. Peut-être vaudrait-il mieux dire que c'est seulement à l'ingérence d'Etats africains frères qu'ils étaient hostiles. L'impérialisme français, pour sa part, choisit de regrouper les Etats africains ex-français, auxquels une indépendance nominale avait été accordée précipitamment, et ce fut le bloc de Brazzaville. Ceux-là aussi défendaient le principe de non-ingérence, mais il ne s'appliquait pas à la France dont dépendaient, en fait, l'armée, la fonction publique et les budgets de ces pays. Le bloc de Brazzaville s'opposait donc à la fois aux groupes de Monrovia et de Casablanca. Avec le premier cependant, il pouvait collaborer en vertu du principe qui leur était commun, mais il ne pouvait pas fusionner. Dans cette situation

se reflétait la rivalité entre les Français et les Anglo-Américains pour le partage de l'Afrique en zones d'influence.

Cependant, vers 1962, l'aspiration à une organisation unique des Etats africains s'affirmait avec une force croissante, grâce aux efforts des pays du groupe de Casablanca en particulier.

7. Création de l'O.U.A. et difficultés nouvelles : les réfugiés

Pour faciliter cette unification, le groupe de Casablanca alla jusqu'à se dissoudre unilatéralement. Mais dans le même temps, les pays de Monrovia agissaient dans le même sens, dans la mesure où leur effort s'accordait avec le désir de puissances impérialistes telles que les U.S.A. de réduire au silence les Etats africains radicaux et, au moins, de briser leur unité et de les priver de leur prestige de pays progressistes. En outre, les trusts américains, derniers venus en Afrique, voulaient dominer le continent par l'intermédiaire d'institutions interafricaines, lesquelles étaient le corollaire de l'unité africaine. C'est le jeu de ces forces contradictoires qui aboutit à la conférence au sommet d'Addis-Abeba en 1963. L'empereur d'Ethiopie joua un rôle considérable dans la convocation et la réunion de cette conférence dont allait sortir l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). L'Occident était tellement mêlé à la préparation de cette conférence que la première version de la Charte, rédigée par un Brésilien, était un simple décalque de celle de l'Organisation des Etats américains (O.A.S.). Mais les Etats africains radicaux déjouèrent ce plan et firent adopter des amendements qui rapprochaient ce document des aspirations africaines. Néanmoins, l'O.U.A. fut loin d'être un complet succès pour l'Afrique. Elle fournissait simplement un « toit commun » sous lequel se retrouvaient les pays des trois blocs énumérés ci-dessus, mais elle n'unifiait pas le continent, elle n'assurait aucune direction commune. Au contraire, les conceptions divergentes des trois groupes allaient entrer en conflit à l'intérieur de l'O.U.A. pour y conquérir la suprématie.

Si Nkrumah et d'autres dirigeants radicaux avaient espéré faire de l'O.U.A. le noyau d'un futur gouvernement continental, pour les dirigeants des pays de Monrovia et de Brazzaville c'était un moyen de préserver le *statu quo* dans leurs pays respectifs. Ce conflit se révéla dans toute son ampleur à propos de la question des réfugiés politiques venus de pays africains indépendants[9], qui manqua faire échouer le sommet de 1965 à Accra. Pour les

9. Par opposition à ceux qui venaient de pays encore soumis à la domination coloniale directe, tels qu'Angola, Mozambique, Afrique du Sud, etc. (N.d.T.)

radicaux, l'application de la Convention de Genève sur les réfugiés était le meilleur moyen de protéger les hommes politiques africains qui, un peu partout, se dressaient contre le néo-colonialisme. Pour eux, la garantie de ce statut de réfugié politique était une contribution à la lutte anti-impérialiste de tout le continent, qui jouait ici un rôle analogue à celui de la France au XIXᵉ siècle vis-à-vis de la montée des démocraties bourgeoises. A leurs yeux, ce n'était pas là de la subversion. En tout état de cause, la « subversion » d'un gouvernement africain téléguidé par l'impérialisme ne pouvait être qu'un pas en avant vers l'émancipation africaine. Les « modérés », pour leur part, souhaitaient que les réfugiés politiques ne soient accueillis nulle part. Aveuglés par leur volonté de défendre à tout prix leurs positions, ils ne se souciaient pas le moins du monde de la Convention de Genève, dont ils étaient pourtant signataires en tant que membres de l'O.N.U. Pour eux, ce problème-là était à mettre en parallèle avec celui de l'opposition politique à l'intérieur : de même que, chez soi, on règle ce problème en décimant l'opposition, de même, dans les affaires africaines, on devait le régler en emprisonnant les réfugiés. Du coup, cette affaire devint un des problèmes majeurs du combat anti-impérialiste. Il convient ici de noter que ces Etats qui protestaient contre le droit d'asile accordé aux réfugiés politiques par le Ghana, accueillaient eux-mêmes des réfugiés politiques ghanéens. Et même, ils toléraient que ces Ghanéens-là utilisent leur territoire comme base d'actions terroristes contre le régime de Nkrumah.

8. La droite ghanéenne contre les réfugiés

Or, Nkrumah, à la suite de ce conflit, eut à faire face à des tensions croissantes à l'intérieur même du pays. Comme les réfugiés avaient à gagner leur vie, il advint que plusieurs d'entre eux occupaient des postes qui avaient quelque rapport avec la vie politique du Ghana même. Certains travaillaient au *Spark* [10], d'autres à l'hebdomadaire en français de même tendance, *L'Etincelle* [11]. Certains d'entre eux participaient aux réunions de discussion philosophique autour de Nkrumah, et ont ainsi contribué à l'élaboration du nkrumaïsme. Mais dès lors, ils excitaient la haine des forces antisocialistes à l'intérieur du C.P.P. Et cette haine se traduisit par une vive opposition à l'aide apportée à ces réfugiés, par les encouragements concrets donnés à des groupes rivaux de l'émigration et des brimades contre les membres des différents groupes [12]. Ainsi, les éléments antisocialistes du C.P.P.

10. L'auteur lui-même, on l'a déjà vu. (N.d.T.)
11. Il est bon de préciser que le rédacteur en chef de *L'Etincelle*, N.B. Damz, Dahoméen, n'était cependant pas un réfugié politique. (N.d.T.)
12. En particulier, contre les Camerounais de l'U.P.C. (N.d.T.)

faisaient cause commune avec les ennemis de Nkrumah en Afrique et hors d'Afrique. Comme ils tenaient, on l'a vu, des positions clefs dans l'appareil d'Etat, ils n'eurent pas de peine à en occuper d'autres dans les organismes qui s'occupaient de la politique africaine du Ghana; à partir de là ils menèrent un travail de sape contre la ligne de Nkrumah. On comprend pourquoi, dans les derniers temps du régime, la politique africaine manquait de rigueur et de résolution, et pourquoi les décisions prises étaient si vite connues des agents impérialistes et de ceux des Etats africains « modérés ».

Ce fut un malheur pour Nkrumah que d'avoir à affronter les difficultés internes d'application de sa politique africaine, alors que, déjà, elle se heurtait à une opposition croissante à l'extérieur. Mais le pire, c'est qu'il n'eut pas toujours une pleine conscience des dangers internes. Quelques-uns des plus efficaces parmi ces opposants du dedans étaient aussi parmi les plus bruyants de ses adulateurs. Bref, il y avait sous ses pieds un véritable nid de vipères. *Grosso modo,* on peut distinguer trois sources de difficultés. D'abord, l'inefficacité du bureau des Affaires africaines. A la mort de George Padmore, ce ne fut pas son adjoint, Jimmy Makham, qui en reprit la direction, et, contrairement à toute attente, à la suite d'intrigues de dirigeants C.P.P., l'ancien dactylo de Padmore, Barden, assuma une succession à laquelle rien ne le préparait. Il était fidèle à Nkrumah, mais manquait et de capacités intellectuelles et d'expérience politique. En outre, il était superstitieux, avait recours au ju-ju, était trop porté sur la boisson et sur les femmes: d'où des problèmes et des difficultés d'ordre personnel de toutes sortes. Il casait ses maîtresses au Bureau, et la médiocrité y régnait à tous les échelons.

9. Difficultés nées de la mauvaise direction du bureau des Affaires africaines

Quant aux avis et suggestions des mouvements de libération représentés à Accra, on n'y prêtait guère attention. Mais le Bureau recevait des rapports de ses propres représentants à l'étranger, le plus souvent des médiocres, et, à chaque fois, ils signalaient d'autres groupes que ceux qui étaient représentés à Accra, et pour lesquels ils réclamaient de l'aide. Ces rapports mettaient souvent les représentants du Bureau en conflit avec les missions diplomatiques du Ghana. Enfin, ils étaient cause du détournement des fonds destinés à d'authentiques mouvements de libération au profit de mouvements douteux et, parfois, fantaisistes. En définitive, la médiocrité du personnel du Bureau était telle qu'elle a facilité l'infiltration d'agents occidentaux et des pays africains dits modérés dans son organisation. On disait couramment à Accra dans les derniers temps du régime que le meilleur

moyen de communiquer une information aux ennemis de l'Afrique, c'était de la communiquer au bureau des Affaires africaines.

L'impérialisme en profita pour introduire au Ghana l'idée de créer à Accra une organisation des combattants de la liberté d'Afrique du Sud qui serait une rivale du comité de libération de l'O.U.A., dit des Neuf, et qui siégeait à Dar-es-Salam, en Tanzanie. Quand le Ghana fut écarté du comité des Neuf, événement qui stupéfia Nkrumah, mais qui était la preuve du dégoût des nationalistes africains devant le désordre créé par le Bureau, la panique qui s'empara dudit Bureau fut habilement exploitée. Des plaintes en grand nombre parvinrent à Nkrumah, qui dut enfin enlever la direction du Bureau à Barden, vers le milieu de 1965. En réalité, la tentative de création d'une organisation pour l'Afrique du Sud était un moyen pour le Bureau de justifier son existence. Le nouveau directeur, Ofori-Bah, était un administrateur compétent, mais manquait, lui aussi, de connaissance et d'expérience directe de la vie politique des Etats africains. Avec le temps, il y avait cependant espoir qu'il réussirait à remettre de l'ordre dans le chaos laissé par Barden. Et, par son intégrité et son efficacité, il avait déjà su montrer aux représentants des mouvements de libération à Accra que Nkrumah continuait à les soutenir.

10. Conflit avec le ministère des Affaires étrangères

Une seconde source de difficultés provenait de la constante rivalité entre le Bureau, et parfois le secrétariat aux Affaires africaines d'une part, le ministère des Affaires étrangères de l'autre. Ce dernier n'avait, en principe, rien à voir avec la politique africaine, et devait s'occuper des relations avec l'Europe, l'Asie, les deux Amériques et l'O.N.U. Mais le ministère ne dissimulait guère son hostilité à ce mode d'organisation. Quant au personnel diplomatique, il était jaloux du prestige de certains représentants du Bureau à l'étranger, qui bénéficiaient des privilèges et immunités diplomatiques dans plusieurs pays d'Afrique. Source supplémentaire d'exaspération : il y avait un abîme entre la formation et la qualification professionnelle des membres distingués du personnel des Affaires étrangères, et celles des agents du Bureau, moins qualifiés mais touchant de meilleurs salaires, ce qui suscitait la colère des diplomates.

En même temps, le ministre dépensait beaucoup d'énergie pour ressaisir le contrôle du Bureau et de la politique africaine. Il jalousait Dei-Anang pour son rôle à la Présidence, il jalousait Barden parce qu'il avait plus aisément accès auprès du Président quand il s'agissait de l'Afrique que lui-même. Je peux ici donner un exemple de ces tentatives de reprise en main. A un moment où Barden était à l'étranger, alors que le *Spark*, créé

peu de mois auparavant, s'imprimait dans les locaux du Bureau, j'ai été un beau jour convoqué par le ministre [13]. Malgré mes demandes, on refusa de m'informer du sujet de l'entretien. Après quelques hésitations, je décidai de me rendre à l'invitation du ministre. Ma tenue, une simple chemise par-dessus le pantalon et des nu-pieds, jeta une sorte de panique parmi le personnel qui devait se demander si j'étais vraiment présentable au ministre dans cet accoutrement. La preuve, c'est que quand j'ai protesté et déclaré que je n'attendrais pas plus longtemps un rendez-vous fixé une demi-heure plus tôt, j'ai été aussitôt introduit.

Sur le bureau de M. Kodjo Botsio était étalé un exemplaire du *Spark*, ouvert à la page 2 où se trouvait un article de moi sur les méthodes du néo-colonialisme : il était annoté à coups de crayon rouge. Le ministre commença, sur le ton affable qui lui était habituel, par m'assurer qu'en tant que socialiste il partageait les vues exprimées dans l'article. Mais, continua-t-il, il fallait cependant être prudent, car le Ghana avait des relations avec les puissances occidentales; il avait besoin d'investissements étrangers, et sa politique était toujours celle du non-alignement. A la première occasion, j'ai demandé au ministre en quoi une dénonciation du néo-colonialisme pouvait violer les principes du non-alignement. Il me regarda, sourit, mais ne répondit pas. Alors, il en arriva à l'essentiel. Il désirait que je reste en contact étroit avec lui-même et le ministère pour que je sois convenablement informé de la politique extérieure ghanéenne, de manière à prendre dans mes articles des positions avec lesquelles le ministère fût d'accord. J'éludai la question en soulevant un problème d'organisation. N'aurait-il pas été plus juste que le ministre discutât ces questions avec le directeur du Bureau, dont je dépendais ? Ce fut la fin de l'entretien. Le ministre déclara qu'il reprendrait contact avec moi dès que Barden serait de retour. En fait, je n'entendis plus parler de rien. Mais Nkrumah me dit plus tard que je n'avais à prendre de directives pour mes articles auprès d'aucun ministère.

11. Le problème fondamental des deux stratégies de l'unité

Un troisième ordre de difficultés dans l'application de la politique africaine de Nkrumah naissait d'une certaine confusion des méthodes. Il y avait sans cesse conflit entre les tenants d'une méthode diplomatique et ceux d'une méthode politique. Et parfois, ce conflit opposait le secrétariat aux Affaires africaines d'une part, au Bureau et au *Spark* de l'autre. Les tenants de la

13. La scène doit se placer vers mai ou juin 1963. (N.d.T.)

voie diplomatique estimaient que la normalisation des relations entre les Etats africains ouvrirait la voie à un gouvernement continental. L'erreur fondamentale, là-dedans, c'était l'hypothèse non fondée selon laquelle les gouvernements africains tels qu'ils sont actuellement ont assez de traits communs pour donner une base à l'unification. En réalité, les divergences profondes entre les régimes sociaux et économiques de ces pays sautent aux yeux. Et tant qu'elles ne sont pas surmontées, tant que leurs structures socio-économiques ne comportent pas de dénominateur commun, il n'y a guère de chance d'arriver à unifier l'Afrique. Ou alors, il faudrait le faire *manu militari*, ce qui ne pourrait amener qu'une catastrophe.

Les tenants de l'autre voie mettaient au premier plan la mobilisation des partis politiques et des masses africaines qui les suivent. Des organisations comme la Panafricaine des syndicats et la Panafricaine projetée des jeunes et des étudiants seraient des maillons importants de cette stratégie. Elle voyait dans la mobilisation des peuples africains à l'échelle du continent la force décisive pour parvenir à l'unification. C'était en somme l'application d'une stratégie qui avait fait ses premiers pas dans la lutte pour l'indépendance, et notamment au Ghana, au temps de l'« action positive » [14] qui avait rendu le nom de Nkrumah célèbre dans toute l'Afrique.

Or, la politique d'unité continentale du Ghana oscilla toujours entre ces deux stratégies. Et c'est de là que provenaient les faits que beaucoup de nationalistes africains attribuaient à un engagement insuffisant de la part de Nkrumah. En fait, lui-même a toujours gardé les yeux fixés sur son but d'une libération totale du continent. Mais les changements de route continuels, de la stratégie diplomatique à la stratégie politique, donnaient aux nationalistes proches de Nkrumah l'impression qu'il n'était toujours pas décidé. En quoi ils confondaient l'incertitude en matière de stratégie avec un manque d'engagement — et ce n'était pas le cas.

Au demeurant, ces questions de stratégie demeureront encore pour un certain temps des problèmes cruciaux en Afrique. Car il ne suffit pas de définir des objectifs généraux, il faut en même temps en déterminer les moyens et les mettre en œuvre avec résolution. A ce qu'il semble, les alliés africains de l'impérialisme ont fait preuve de plus de réalisme que les leaders africains radicaux. Les premiers ont pris soin de ne pas mettre tous leurs œufs dans le panier de l'O.U.A. qui leur tient simplement lieu, pour ainsi dire, d'une chaîne d'ouvrages avancés couvrant leur principale ligne de défense. Mais cette dernière est constituée par les différents regroupements d'Etats alliés et par leurs liens financiers et militaires avec l'ex-puissance coloniale. Le tout aboutissant à des solidarités politiques et économiques partiel-

14. C'est-à-dire la grève générale de janvier 1950 au Ghana. (N.d.T.)

les. L'O.U.A., elle, est pour eux un moyen de refréner le nationalisme africain. Quant aux regroupements partiels, l'O.C.A.M. (Organisation de coopération africaine et malgache) en est l'exemple typique, avec son association au Marché commun européen, et que le projet récent de la francophonie va renforcer. Dans l'Afrique ex-anglaise, les dirigeants pro-occidentaux s'appuient sur le Commonwealth britannique et aussi sur des liens économiques avec les U.S.A. Il est bien évident que cette excessive intimité avec la France, l'Angleterre ou les U.S.A. est inacceptable pour l'Afrique qui veut sa pleine indépendance.

12. Propositions de l'auteur

Mais il reste que les dirigeants radicaux doivent faire preuve d'autant de réalisme que les pro-Occidentaux, c'est-à-dire se fier moins qu'ils ne le font à l'O.U.A. telle qu'elle est, et telle qu'il y a lieu de penser qu'elle restera pendant une assez longue période. Et il faut définir une stratégie, choisir entre les deux qui ont été exposées plus haut. Au départ, il faut prendre pleine conscience de la polarisation politique de l'Afrique contemporaine, à la fois entre les Etats et à l'intérieur de ces Etats. Les dirigeants radicaux doivent se rencontrer et assurer leur propre unité d'action, base de la nouvelle stratégie. Ils peuvent coordonner, sinon unifier, leur diplomatie et leur système de défense, ils peuvent coordonner à un haut degré leurs politiques économiques. Ensuite, il leur faut s'allier avec les forces populaires dans les pays néo-colonisés et avec les mouvements de libération des pays encore sous le joug du colonialisme direct. Dans les deux cas, l'alliance peut se concrétiser au niveau des partis politiques. A ce stade, pourront surgir des organisations de masses continentales, syndicales, estudiantines, paysannes, féminines, intellectuelles, etc.

Cette stratégie n'exige aucunement la dissolution de l'O.U.A., dont les Etats radicaux doivent demeurer des membres actifs. Mais ils ne doivent plus permettre à l'O.U.A. d'être un moyen de leur lier les mains dans la lutte anti-impérialiste. Certes, il y aura l'inconvénient d'une division probable du vote africain à l'O.N.U. Mais on peut se demander s'il n'en est pas déjà ainsi. D'ailleurs, une expression unanime du continent au dehors ne sert l'Afrique que si elle sert à son émancipation. Si cette voix est une, mais au service d'une politique de dépendance, elle n'est d'aucun avantage pour les peuples africains. Au contraire, la stratégie préconisée ici aurait l'avantage de démasquer les alliés de l'impérialisme et les grandes puissances dont ils défendent les intérêts. En traçant des lignes de démarcation politique entre les Etats indépendants, elle contraindrait les dirigeants dits modérés à faire face à une opinion publique réveillée dans leur

propre pays. Elle montrerait aux masses qu'il existe une autre perspective que celle de la dépendance continuée. Enfin, elle mettrait à nu le jeu de l'impérialisme qui utilise des Africains pour se battre contre l'Afrique.

Quant à l'O.U.A., en quatre ans, elle a réalisé une seule chose: donner un poids nouveau et accru au sentiment général que l'unité africaine est nécessaire et urgente. Maintenant, on en est arrivé au point où, pour la plupart des Africains, il ne s'agit plus de discuter de l'exigence de l'unité, mais des moyens d'y parvenir. Mais, en atteignant ce résultat, l'O.U.A. est devenue, du même coup, périmée et inutile. Ce qu'il faut aujourd'hui à l'Afrique, c'est la mobilisation de toutes ses forces progressistes dans un combat bien organisé contre l'impérialisme et ses laquais sur le continent. L'Afrique nouvelle, unifiée, moderne et puissante, ne peut surgir que de cette épreuve de force entre les tendances positives et les tendances négatives.

13. Que le plan de Nkrumah n'était inspiré ni par l'ambition, ni par l'égoïsme

La fin du régime de Nkrumah au Ghana a permis de mettre à jour le caractère véritable des campagnes menées contre lui à l'O.U.A. et dans tout le continent. Quand il était chef d'Etat et qu'il faisait campagne pour l'unité africaine, Nkrumah a été accusé de menées subversives et de mégalomanie, de vouloir, au seul profit de son ambition égoïste, régner sur toute l'Afrique. Pourtant, ce qu'il proposait, c'était un Parlement continental qui aurait comporté une Chambre basse où les Etats auraient été représentés au prorata de leur population et un Sénat avec représentation égale pour tous les Etats. Dès lors, on voit mal comment Nkrumah aurait pu être automatiquement placé à la tête d'un Sénat où le Ghana aurait eu 2 sièges sur 72, ou d'une Chambre basse où il aurait eu 1/30 des sièges. D'ailleurs, lui-même proposait comme siège du gouvernement continental Bangui ou Kinshasa et non Accra. De même, le fait d'accueillir les réfugiés politiques que l'on invoquait dans la campagne destinée à faire éclater l'O.U.A. en 1965, a reçu l'accord du sommet d'Accra en 1965. Les réfugiés doivent être accueillis à condition qu'ils renoncent à toute participation à la vie politique de leur pays d'origine quand il s'agit d'un pays indépendant. Or, depuis la création de l'O.U.A. en 1963 et l'adoption du principe de non-ingérence inscrit dans sa Charte, Nkrumah avait cessé de fournir une aide militaire aux réfugiés politiques des pays indépendants. Et cette décision avait été appliquée même aux réfugiés du Cameroun et du Niger qui étaient arrivés au Ghana, alors que leurs partis respectifs combattaient les forces armées françaises dans leurs pays. Il suffit de rappeler qu'au Niger, Djibo

Bakary avait été chassé du gouvernement en 1958 par les Français et remplacé par Hamani Diori auquel avait été octroyée une indépendance toute formelle ; et qu'au Cameroun, l'U.P.C. (Union des populations camerounaises) était engagée dans la lutte armée depuis 1955, à quoi la France avait opposé la création du régime pro-occidental d'Ahidjo, à qui avait été octroyée l'indépendance formelle, de sorte que les troupes françaises semblaient combattre sur place à sa demande. Mais, s'il cessa de fournir une aide militaire à l'U.P.C., Nkrumah refusa, à juste titre, de livrer ses dirigeants aux autorités de Douala, parce que c'étaient effectivement des patriotes, et que les livrer aurait été une aide à l'impérialisme français. Si Ahidjo avait été nationaliste, c'est en héros qu'il aurait dû les accueillir.

Pourtant, cette interruption de l'aide de Nkrumah n'a pas calmé les soi-disant « modérés », pas plus d'ailleurs que sa chute. Au contraire, ces événements semblent avoir été un aiguillon qui les a poussés, eux et leurs protecteurs étrangers, à accélérer le mouvement pour garantir la sécurité du capitalisme étranger sur tout le continent. L'O.C.A.M. fut mise sur pied et renforcée, et aucun de ses chefs d'Etat n'assista au IVe sommet de l'O.U.A. à Addis-Abeba en 1966. Les rares délégations de l'O.C.A.M. présentes concentrèrent le feu contre le comité de Libération de l'O.U.A., seule voie pour l'aide de l'organisation, même sur une échelle modeste, aux mouvements de libération. D'ailleurs, la conférence fut hors d'état de prendre aucune décision concrète sur les problèmes du jour, y compris l'indépendance de la Rhodésie raciste de Jan Smith.

14. Orientation de l'action impérialiste depuis la chute de Nkrumah

Puis, à la suite de la chute de Nkrumah, la propagande occidentale multiplia ses efforts en faveur du genre d'unité qui convient aux intérêts des trusts, c'est-à-dire la coopération économique régionale, qui signifie collaboration dans certains secteurs particuliers, tels que transports et communications, mais ne modifie en rien les courants d'échange commerciaux existants, ni les liens économiques et militaires avec les ex-métropoles. Les experts de l'O.N.U. ajoutent qu'il convient de créer un petit nombre d'entreprises qui puissent disposer d'un marché régional protégé, donc couvrant plusieurs Etats. Le projet d'aciérie pour l'Afrique occidentale envisagé par la Commission économique de l'O.N.U. pour l'Afrique entre dans cette catégorie. En fait, ces projets sont, en totalité ou en grande partie, financés par les U.S.A. ou les organismes de l'O.N.U. contrôlés par l'Occident.

Cependant, même dans ce cadre restreint, se manifeste le conflit entre les intérêts français qui entendent rattacher l'économie africaine au Marché commun européen, et les intérêts anglo-saxons. Ainsi, cette coopération régionale n'est pas seulement fort éloignée de la notion d'unité africaine, mais encore sert à faire éclater ces conflits sur le continent africain. Pardessus le marché, il arrive aussi que les intérêts américains s'opposent aux intérêts britanniques. Bref, même en acceptant une situation de dépendance, la coopération interafricaine ne peut pas être menée à son terme, à cause de ces intérêts financiers étrangers.

Seule la voie de l'unité africaine, préconisée plus haut, reste donc ouverte pour l'Afrique. Contre elle, les nouveaux dirigeants du Ghana mènent l'assaut, pour ce qui est des Etats « modérés » de l'Afrique ex-anglaise. Car leur campagne de calomnies contre Nkrumah vise à balayer cette conception de l'unité africaine qu'il incarnait. Les dirigeants du Ghana d'aujourd'hui prétendent montrer que cette idée n'était qu'illusion et duperie à l'abri desquelles certains dirigeants auraient voulu créer la corruption chez eux et la subversion à l'étranger pour satisfaire leurs ambitions égoïstes. Du côté des Etats « modérés » ex-français, c'est le concept de francophonie qui est mis en avant. L'Afrique, à la lumière de son combat pour l'indépendance, doit garder une attitude critique à l'égard de concepts dont elle doit comprendre qu'ils ont quelque chose à faire avec les intérêts impérialistes. Elle doit penser au rôle joué dans la lutte contre le colonialisme direct par ceux-là mêmes qui les propagent aujourd'hui. Elle doit surtout comprendre que des erreurs d'application d'une idée ne mettent pas nécessairement en cause cette idée. L'unité est indispensable, et les erreurs du passé ou celles de l'avenir, dans le cours du combat pour l'unité, ne changent rien à cette nécessité impérieuse. C'est par l'unité et dans l'unité que l'Afrique sera finalement émancipée.

12

La contre-révolution : *a*) Kulungugu et l'affaire Adamafio (1962-1963)

Les événements du 24 février 1966, c'est-à-dire le coup d'Etat de l'armée et de la police, ont été qualifiés de révolution par leurs initiateurs et par une partie de la presse occidentale. Mais ni l'utilisation de quelques centaines de soldats, ni les combats de Flagstaff House ce jour-là, etc., n'autorisent à employer le terme de révolution pour une action dont tout le contenu était, en vérité, contre-révolutionnaire, et qui eut pour résultat de replacer un pays, jusqu'alors engagé dans la lutte pour l'indépendance économique, sous le contrôle du capitalisme étranger. Quoi qu'ils disent, les dirigeants actuels du Ghana ont fait de leur pays un *satellite de l'impérialisme.*

1. Les antécédents, de 1951 à 1961

En fait, la contre-révolution au Ghana a derrière elle une longue histoire, qui remonte aux temps de la lutte pour l'indépendance politique. On a vu précédemment qu'entre la sortie de prison de Nkrumah, en 1951, et les élections de 1956, les Anglais avaient fait de grands efforts pour s'appuyer sur les forces politiques dites « modérées », c'est-à-dire conservatrices, et les opposer au C.P.P. On a vu que ces forces modérées, qui avaient en général une base politique ethnique, avaient formé des groupements régionaux dont le *Mouvement de libération nationale* (N.L.M.) de la région ashanti fut le plus important. On a vu enfin comment Londres avait imposé les élections de 1956 dans

l'espoir de favoriser ces forces modérées, et comment cet espoir fut déçu.

Les Anglais ne renoncèrent pas. On a vu plus haut comment ils imposèrent la constitution de l'indépendance, et comment les limitations à la pleine indépendance du Ghana qu'ils avaient introduites furent en définitive abolies par le gouvernement de Nkrumah. La constitution de 1960 consacra l'échec de toutes ces tentatives anglaises.

Dès lors, les forces politiques conservatrices au Ghana furent gravement affaiblies, à la fois par le triomphe de l'indépendance, par le prestige de Nkrumah, et par les réalisations concrètes (écoles, hôpitaux, nouvelles industries) du régime. Les dirigeants de l'opposition eux-mêmes reconnaissaient que beaucoup de leurs adhérents rejoignaient le C.P.P. A partir de 1960-1962, la direction de l'United Party cessa d'opérer sur le territoire du Ghana et partit en exil volontairement. Le parti n'était cependant pas interdit, et la plupart de ses dirigeants n'étaient pas recherchés. Un petit nombre, il est vrai, furent arrêtés en vertu de la loi sur la détention préventive, mais en général, après que le Parti Unifié eut cessé d'être politiquement actif.

2. La scission Gbedemah

En 1961, en revanche, la première scission à l'intérieur du C.P.P. apporta des renforts aux exilés de l'opposition. Ce fut la rupture de Gbedemah qui à son tour partit en exil [1]. On n'a pas de preuves qu'il ait collaboré avec les exilés de l'United Party. Mais toute son action allait dans le même sens que la leur. De toute façon, ils avaient en commun leur opposition résolue au socialisme, qu'ils appelaient communisme pour intéresser à eux les milieux financiers occidentaux. Les liens étroits qui existaient déjà entre les banques et les trusts anglais et l'United Party furent complétés par les contacts de Gbedemah avec les milieux financiers américains. Il ne faut pas oublier qu'en sa qualité de ministre des Finances du Ghana de la période de l'autonomie à 1961, Gbedemah avait pu établir d'étroits rapports avec les banques étrangères du pays et avec les capitalistes anglais et américains.

Bref, vers la fin de 1961, l'opposition à Nkrumah avait pris un caractère contre-révolutionnaire accusé. Elle savait qu'elle ne pourrait pas parvenir au pouvoir par la voie électorale, de sorte que les dirigeants de l'United Party eurent recours aux complots pour renverser Nkrumah par la force.

Avec Gbedemah, ils recevaient l'appoint de cette aile capitaliste du C.P.P. qui pensait pouvoir se débarrasser de Nkrumah

1. A la fin de septembre 1961, il s'enfuit clandestinement du Ghana, juste au moment où il était écarté du gouvernement par Nkrumah. (N.d.T.)

par une confrontation ouverte. Les deux groupes étaient également acceptables pour l'Occident et les gouvernements africains pro-occidentaux, puisque tous deux soutenaient l'entreprise privée contre le programme socialiste du C.P.P. Et tous deux faisaient usage de méthodes conspiratrices : diffusion de tracts séditieux, sabotage, terrorisme, meurtres, collusion avec de hauts personnages du gouvernement. Pour mettre en œuvre ces méthodes, il leur fallait donc un vaste réseau d'agents au Ghana même.

De toute façon, le fait central, c'est que pour tous ces groupes, le C.P.P. était une organisation communiste et Nkrumah un agent du communisme international dirigé de Moscou. Cette propagande, à laquelle faisaient écho à l'Assemblée nationale quelques survivants de l'U.P. comme S.D. Dombo, était sans doute à l'intention des masses ghanéennes, mais bien davantage à l'intention des cercles financiers occidentaux qu'il s'agissait d'appeler à soutenir la contre-révolution. A mon sens, les gens de l'United Party savaient fort bien que les masses ghanéennes ne se soulèveraient pas contre Nkrumah. S'ils comptaient sur un appui, ce n'était pas celui des masses, mais celui de hauts fonctionnaires ou de dirigeants C.P.P. S'ils s'adressaient aux masses, c'était pour exciter certaines sections syndicales telles que celle des cheminots de Takoradi [2].

Or, l'accusation de communisme était le thème central de la propagande occidentale contre Nkrumah [3]. C'est seulement dans les derniers temps de la Première République que la presse occidentale passa de cette accusation générale à celle, plus précise, de destruction de la vie démocratique. Gbedemah et son groupe s'en tinrent constamment au premier thème. Mais il différait de l'United Party en ce qu'il maintenait que le C.P.P. n'avait pas toujours été ainsi, et qu'il avait rompu avec son ancienne ligne quand il avait adopté le programme « Travail et Bonheur » au congrès de Kumasi en juillet 1962. Au reste, la propagande de Gbedemah s'adressait spécialement aux dirigeants de la police et de l'armée qu'elle appelait sans cesse à se révolter.

Or, cette accusation de communisme ne repose sur rien. On l'a déjà vu sur le plan idéologique, quand nous avons exposé ce qu'était le nkrumaïsme. Sur le plan économique, en 1962-1963, lors du premier grand assaut de la contre-révolution, moins de 10 % du commerce ghanéen se faisaient avec les pays socialistes. En 1966, sur 200 millions de livres empruntés au dehors, moins de 20 millions provenaient de pays socialistes. A la fin de 1965, moins de 5 % des spécialistes étrangers travaillant au Ghana venaient de pays socialistes. Et s'il est vrai que l'assistance technique pour les services de sécurité provenait de l'U.R.S.S., tout le personnel étranger de l'armée venait d'Angle-

2. Allusion probable à la grève de ces cheminots en septembre 1961. (N.d.T.)

3. Cette remarque et la suivante ne peuvent s'appliquer qu'à la presse anglaise et de langue anglaise. (N.d.T.)

terre et du Canada. Quant aux investissements privés étrangers, ils étaient tous occidentaux, sauf quelques entreprises libanaises et indiennes. Bref, la campagne contre le prétendu communisme de Nkrumah n'avait d'autre but que de servir de couverture à l'attaque occidentale contre un pays africain dont la volonté d'indépendance dérangeait les intérêts des puissances impérialistes.

3. Les bases contre-révolutionnaires à l'extérieur du Ghana : Lomé, Abidjan, Lagos

Donc, pour parvenir à renverser Nkrumah, la contre-révolution avait mis sur pied, dès 1961-1962, tout un réseau d'agents. Ce réseau, on peut en découvrir et en reconstituer les grandes lignes d'après les faits révélés aux procès en haute trahison d'Accra en 1963 et en 1964, ainsi que d'après les rapports des services de sécurité. A la tête de toute l'entreprise, on trouve K.A. Busia [4] et l'avocat Obetsebi Lamptey [5], Puis Gbedemah. Il apparaît qu'il n'y avait pas de coordination réelle entre eux, que chacun des groupes traçait ses plans d'action, et que l'autre s'y insérait comme il pouvait.

Obetsebi Lamptey pendant toute une période résida à Lomé, au Togo, d'où il dirigeait deux groupes terroristes. L'un d'eux opérait dans le nord du Ghana, et avait pour base un petit village togolais à moins de 30 kilomètres de la frontière, dans la région de Bawku. L'autre groupe opérait à Accra. Après l'attentat de Kulungugu en août 1962, il semble que les deux groupes aient fusionné en un seul, établi à Accra. C'était le temps où Obetsebi Lamptey était revenu de Lomé à la région d'Accra, et il se cachait au village de Bawaleshie, à quelques kilomètres de la capitale. De là, il dirigeait personnellement les groupes terroristes dont faisaient partie les accusés du premier procès en haute trahison d'Accra en 1963 : Teiko Tago, Mama Tula, le secrétaire de la région d'Accra de l'United Party, etc. Ils disposaient de grenades britanniques, probablement détournées des stocks de l'armée ghanéenne par l'entremise de l'adjudant Tetteh, qui mourut en septembre 1962, en se jetant, d'après la version officielle, du quatrième étage du siège central de la police à Accra [6], et de grenades françaises, provenant du Togo et de la Côte d'Ivoire, dont l'une fut trouvée sur Teiko Tago lors de son

4. Un des dirigeants du N.L.M. qui s'était enfui du Ghana en 1958; Premier ministre sous le contrôle des militaires de 1968 à 1970. En juillet 1970, la commission présidentielle des militaires vient d'être dissoute, Busia reste seul maître. (N.d.T.)

5. Ce dernier, mort en décembre 1962, avait été un des dirigeants de l'U.G.C.C. et avait lutté contre Nkrumah dès l'époque de la création du C.P.P. en 1949. (N.d.T.)

6. L'opinion publique, à Accra, estima qu'il s'agissait d'un meurtre, et non d'un suicide. (N.d.T.)

arrestation, à un meeting public à Accra en janvier 1963. Des témoignages précis furent apportés à cet égard par Yaw Manu, un des cinq accusés du second procès en haute trahison de 1963. Il a fait état de négociations pour des ventes d'armes à Abidjan et à Lomé, auxquelles il avait lui-même pris part. Quant aux exécutants, Teiko Tago et consorts, ils affirmèrent simplement que les grenades leur avaient été données par Obetsebi Lamptey. Cependant, devant le tribunal, ils ajoutèrent qu'elles avaient été remises à ce dernier par un groupe de ministres de Nkrumah, parmi lesquels ils nommaient Adamafio, Ako Adjei, Kweku Boateng, Krobo Edusei [7] et le secrétaire administratif du C.P.P., H.H. Coffie-Crabbe. Les deux premiers et Coffie-Crabbe furent jugés au second procès de haute trahison de 1963, mais ni Boateng, ni Edusei ne furent accusés. Au contraire, Boateng, ministre de l'Intérieur, était un témoin à charge au même procès.

On a parfois avancé l'hypothèse, mais sans preuves décisives, qu'il y avait à Lomé un second groupe contre-révolutionnaire sous la direction de Gbedemah, et auquel on attribue la diffusion des pamphlets contre Nkrumah signés tous par Gbedemah, et souvent sous forme de lettres ouvertes à Nkrumah lui-même, d'un style très personnel. Leur diffusion n'allait pas sans difficultés, car la sécurité ghanéenne veillait et surveillait les P.T.T. et l'on peut dire sans risque d'erreur que si quelques pamphlets envoyés par la poste atteignirent leurs destinataires, c'est que la police les avait intentionnellement laissé passer pour vérifier la fidélité politique de certains membres du C.P.P. La méthode aurait pu être très efficace si quelques-uns de ceux qui en contrôlaient l'application n'avaient pas été eux-mêmes d'une fidélité douteuse.

Un autre groupe de l'United Party avait sa base à Abidjan, c'était le groupe Achanti qui s'occupait surtout d'achats d'armes et de munitions et travaillait en liaison avec la région de Kumasi. Il avait à sa tête Benjamin Otchere, ex-député U.P., qui fut un des accusés du second procès de 1963. Busia était en rapports constants avec ce groupe, qui restait en contact avec celui de Lomé grâce à un agent de liaison, Yaw Manu. Ce dernier fut arrêté, sous une fausse identité, à l'aéroport d'Accra alors qu'il voyageait dans un avion d'Air-Afrique en compagnie d'un diplomate américain. On n'a jamais pu établir si le diplomate collaborait avec Yaw Manu, ou si la rencontre était accidentelle. Mais ce qui est important, c'est que Yaw Manu déclara qu'il était en contact avec Kofi Baako, non pas qu'il l'accusât d'être son complice, mais parce qu'il affirmait avoir fait un travail d'espionnage parmi les groupes de l'United Party à l'extérieur, et avoir transmis les renseignements recueillis à Kofi Baako.

7. Respectivement ministres de l'Information, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de l'Agriculture à l'époque, c'est-à-dire vers mai-juin 1962. (N.d.T.)

Un troisième groupe de l'United Party avait sa base au Nigeria, à Lagos, où il occupait une maison de Ikorodu Road, et il avait à sa tête Kow Richardson, secrétaire du parti. Celui-ci s'occupait de la propagande et des relations publiques du groupe Busia-Lamptey, publiait des communiqués de presse visant à souligner le caractère communiste du régime Nkrumah, et rédigeait des brochures diffusées illégalement au Ghana. Apparemment, ces hommes s'étaient vite aperçu que la diffusion par voie postale était surveillée efficacement par la police ghanéenne. En tout cas, on estimait à Accra qu'une partie au moins de leurs brochures était introduite au Ghana par la valise diplomatique d'ambassades occidentales. Mais en l'absence de preuves en faveur de cette hypothèse, il paraît plus vraisemblable que cette littérature clandestine fût introduite par la frontière Côte d'Ivoire-Ghana, et mise à la poste à l'intérieur du pays. On a constaté en effet que ces textes étaient distribués dans la région de Kumasi plutôt que dans celle d'Accra, ce qui renforce l'hypothèse d'une introduction par la zone de Sunyani et non par la frontière Togo-Ghana. Dans ce cas, il faudrait supposer que le matériel de propagande produit par le groupe Richardson au Nigeria était envoyé au groupe d'Abidjan; là, les agents le faisaient passer clandestinement par la frontière Côte d'Ivoire-Ghana, et l'amenaient à Kumasi, d'où il était posté à destination de toutes les régions du pays.

Le groupe de Lagos se chargea d'une seconde tâche. Il établit et maintint le contact avec deux syndicalistes ghanéens, Alex Hamma et un autre, qui passèrent à l'opposition quand Tettegah fut écarté de la direction des syndicats ghanéens alors qu'eux-mêmes se trouvaient en voyage d'étude en Chine populaire. Il faut rappeler que Tettegah avait été arrêté pendant quelques jours au moment de l'arrestation d'Adamafio, en vertu de la loi sur la détention préventive, à la fin août 1962. En effet, comme Tettegah et Adamafio étaient apparus dans la période précédente comme des sortes de frères jumeaux politiques, la police était nécessairement amenée à soupçonner le premier quand le second était arrêté pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Pour Hamma et son compagnon, ce fait prenait l'allure d'une mesure antisocialiste, et ils dénoncèrent publiquement le régime Nkrumah dans une attaque « de gauche », donc très différente de celle de l'United Party. Néanmoins, au bout de quelque temps, ils en vinrent à travailler avec le groupe U.P. de Lagos, lui fournirent des informations pour sa campagne contre le socialisme au Ghana. Et comme ils avaient visité des pays socialistes, ils y ajoutèrent des attaques contre le mode de vie socialiste, et publièrent un livre sur la Chine populaire. L'explication de ce tournant idéologique, c'est qu'après leur dénonciation publique du régime de Nkrumah, ils ne pouvaient plus rentrer au Ghana où ils risquaient d'être arrêtés; or, résidant à l'étranger, il leur fallait quelque appui occidental. Etablis en Nigeria, ils étaient obligés

de s'aligner, idéologiquement, avec sir Abubakar Tafala Balewa. Dès lors, il était logique de passer à la collaboration avec l'United Party, lui-même au mieux avec le gouvernement central du Nigeria. Néanmoins, il convient de préciser que leurs relations avec le groupe de Kow Richardson ne furent jamais faciles.

Une troisième tâche assumée par Kow Richardson consista dans l'établissement de contacts avec la Haute commission[8] du Ghana à Lagos, contacts qui leur permettaient d'obtenir des renseignements sur ce qui se passait au Ghana et d'en procurer aux autorités du Nigeria sur l'aide donnée par Nkrumah aux forces d'opposition au Nigeria, l'Action group notamment. Cet échange de bons procédés assurait au groupe de Richardson des relations très étroites avec le gouvernement de Lagos. Il faut se rappeler que ce dernier était, à cette époque, littéralement obsédé par la menace de l'Action Group, et que l'on était convaincu à Lagos que Nkrumah répandait de l'argent à flots pour soutenir l'A.G. En définitive, les tentatives d'infiltration de l'United Party à l'ambassade ghanéenne de Lagos firent naître, à Accra, des soupçons sur la fidélité des membres de cette mission diplomatique, en particulier à l'encontre d'un certain Sasou qui fut finalement arrêté. Il convient, cependant, de noter que Nkrumah nomma haut-commissaire à Lagos Owusu-Ansah, bien qu'il eût été député U.P. à l'Assemblée et qu'il n'ait jamais été soupçonné d'avoir trahi son devoir au cours de sa mission.

4. Les dirigeants hors d'Afrique : Busia, Gbedemah

Ces groupes bien établis en Afrique et bénéficiant des sympathies à peine dissimulées de Lagos, Lomé et Abidjan, les chefs de file de la contre-révolution pouvaient résider en Europe occidentale ou aux U.S.A. K.A. Busia fut pendant plusieurs années professeur à l'université de La Haye, puis s'établit à Londres, où il travailla avec une équipe de Ghanéens de professions libérales, dont quelques étudiants, tout en maintenant des liens étroits avec la City. Parfois, il publiait des brochures politiques. Il donnait des conférences publiques, et d'autres réservées à un public restreint d'hommes d'affaires. K.A. Gbedemah vécut en Suisse et resta en contact avec des milieux d'affaires ouest-allemands et américains. La propagande de l'un et de l'autre devait satisfaire les capitalistes occidentaux par son orientation anticommuniste. A Accra, on pensait que Busia était davantage lié avec Londres, Gbedemah avec Washington. Pour ma part, je pense que Busia avait la faveur de tout l'Occident; et ses liens étroits avec les exilés de Lagos et d'Abidjan comme ses séjours

8. Autrement dit, l'ambassade. (N.d.T.)

aux U.S.A. à partir de 1965 m'en paraissent la preuve. Gbedemah a dû être desservi par son ancienne collaboration avec Nkrumah. Mais il était utile à la contre-révolution par les liens qu'il avait gardés avec de hauts fonctionnaires, ce qui est devenu clair aujourd'hui dans le cas des responsables de la police et de l'armée qui ont pris part au coup d'Etat. Mais Busia avait lui aussi des rapports avec de hauts fonctionnaires comme on l'a vu au cours de l'enquête sur les attentats terroristes de 1962.

5. L'attentat de Kulungugu

C'est entre août 1962 et janvier 1964 que l'on a assisté à la première série d'assauts lancés par la contre-révolution. Cependant, quelques observateurs jugent que la première tentative fut le complot dit du carrefour de Labadi en 1958, complot qui fut l'objet d'une enquête dont je pense qu'elle n'a pas été menée jusqu'au bout, bien qu'on la tienne généralement pour très scrupuleuse. En tout cas, à mon avis, c'est l'attentat de Kulungugu le 2 août 1962 qui a représenté la première tentative sérieuse pour éliminer Nkrumah. Il eut lieu alors que les différents groupes recensés ci-dessus avaient établi leurs bases, et il fut dirigé par le groupe du Togo.

Cependant, la tentative avait d'abord été prévue pour juin 1962, à l'occasion de la Conférence des combattants africains de la liberté à Accra. Les terroristes, armés de grenades anglaises Mark 36, et de revolvers pour couvrir leur fuite, se mêlèrent à la foule devant le Parlement où avait lieu la conférence, mais ne trouvèrent pas l'occasion d'agir au milieu de cette foule. Une autre tentative eut lieu à Tema lors de l'inauguration officielle du port, mais de nouveau, elle fut manquée. Puis, les terroristes se transportèrent à Kumasi où avait lieu le 29 juillet le XIe congrès du C.P.P. [9], à la salle Prempeh. Présent au Congrès, je peux assurer qu'il y avait bien 5 000 personnes entassées dans la salle et dans l'enceinte. D'après les dépositions de Mama Tula au procès, les terroristes parvinrent à s'établir à moins de sept mètres de l'estrade, mais se sentirent paralysés par l'atmosphère d'enthousiasme de la salle [10]. Après le congrès, Nkrumah partit pour rencontrer Yameogo, alors président de la Haute-Volta, dans un village assez peu éloigné de la frontière. De Kumasi à Tenkoudougou, le cortège présidentiel fit de brefs arrêts pour permettre à Nkrumah de s'adresser aux foules rassemblées pour le saluer. Au cours du voyage de retour, Nkrumah fit un arrêt

9. Qui fut aussi le dernier. (N.d.T.)

10. A mon avis, ils ont simplement dû se rendre compte qu'après avoir lancé les grenades ils n'auraient eu aucune possibilité de fuite, la foule bloquant toutes les sorties. (N.d.T.)

non prévu au programme à Kulungugu. Là, au moment même où il recevait un bouquet de fleurs offert par une petite fille, une grenade éclata, la petite fille fut tuée, Nkrumah blessé, puis soigné à l'hôpital de Bawku. C'est de là qu'il revint à Accra une semaine plus tard.

Dans la capitale, on estimait que l'attentat avait été l'œuvre d'un groupe de Ghanéens originaires de la région nord et basés dans un village du Togo proche de la frontière. Ce qui n'a pas été bien établi, c'est si le groupe de Mama Tula, qui reconnaissait avoir suivi Nkrumah d'Accra à Kumasi avait, en fait, continué jusqu'à Kulungugu et agi là, ou bien si, comme Mama Tula le soutenait, il avait abandonné la poursuite à Kumasi, laissant le soin d'opérer à un autre groupe terroriste, dirigé par un certain Imoru Salifu [11]. Dans tous les cas, il n'y a guère de doute que l'attentat était dirigé par le groupe d'Obetsebi Lamptey basé à Lomé. Seulement, comme l'arrêt à Kulungugu n'avait pas été prévu à l'avance, on était amené à penser que les assassins avaient été en contact avec de très hautes personnalités du C.P.P. et du gouvernement. D'où résulta l'arrestation d'Adamafio, Ako Adjei et Coffie-Crabbe qui furent impliqués dans cette affaire. Plusieurs responsables C.P.P. de la région nord furent également arrêtés.

6. Les attentats terroristes d'Accra, 1962-1963

La réaction populaire à l'annonce de l'attentat de Kulungugu fut vigoureuse. Des masses énormes, venues de tout le pays, se rassemblèrent à Accra pour saluer Nkrumah à son retour et l'assurer de leur fidélité. Sans doute n'y avait-il pas là de quoi se réjouir pour les contre-révolutionnaires. Ils persistèrent cependant, mais changèrent de tactique. Ils lancèrent des attaques non plus contre Nkrumah lui-même, mais contre les foules rassemblées lors des meetings publics. En tuant et en blessant des gens, y compris des enfants, ils espéraient donner un coup d'arrêt aux rassemblements populaires de soutien à Nkrumah. Et s'ils y avaient réussi, on aurait eu l'impression que Nkrumah avait perdu le soutien des masses.

Ces attaques eurent lieu entre septembre 1962 et janvier 1963, à Dodowa Road, juste devant la Présidence, à Knutsford Avenue contre un groupe de jeunes pionniers, au village d'Odorkor où la grenade n'explosa pas, et enfin au stade d'Accra. Dans chacun de ces attentats, les terroristes réussirent à s'échapper. Etait-ce dû à leur habileté, ou, au contraire, à des complicités policières, c'est ce qui reste sujet à discussion. Mais l'opinion publique à Accra penchait nettement vers la seconde hypothèse. Les condi-

11. Qui, lui, ne put être arrêté. (N.d.T.)

tions particulières dans lesquelles s'effectua enfin l'arrestation d'un des lanceurs de grenade paraissent étayer cette thèse.

En effet, il fallut qu'intervienne un détachement d'agents de sécurité sous les ordres directs de Nkrumah, et non la police en tant que telle. On avait su, par une femme agent de renseignements, que Teiko Tago faisait partie du groupe. Mais l'agent avait exigé de faire son rapport à Nkrumah personnellement, et à nul autre, A la suite de quoi, on convoqua un meeting public du C.P.P. sur une place d'Accra. On pense que l'agent poussa Tago à y opérer. En tout cas, il fut repéré un peu à l'écart de la foule, et aussitôt entouré et ceinturé par les hommes de la Sécurité qui trouvèrent sur lui une grenade de fabrication française. Au procès, il reconnut qu'il avait l'intention de la lancer sur la foule. Ses aveux amenèrent l'arrestation de quatre autres terroristes. Au procès, on apprit que le groupe avait été en liaison avec Obetsebi Lamptey par l'intermédiaire du secrétaire de l'United Party pour Accra.

Au même procès, les terroristes révélèrent les noms de cinq ministres qui auraient rendu visite à Obetsebi Lamptey dans son repaire de Bawaleshie. Une chose en tout cas était claire : les accusés du premier procès étaient bien les lanceurs de grenades, puisque l'un d'eux fut arrêté porteur d'une grenade et que leurs aveux permirent de découvrir une autre grenade et un pistolet d'ordonnance dans une cache indiquée par eux. Mais deux questions importantes restèrent sans réponse satisfaisante. D'abord, les terroristes traduits en justice étaient-ils les seuls exécutants de la contre-révolution ? A Accra, on pensait généralement que d'autres avaient échappé aux investigations. En second lieu, qui étaient les ministres et les hauts fonctionnaires qui collaboraient avec Obetsebi Lamptey ? La question ne reçut jamais de réponse satisfaisante parce qu'Obetsebi Lamptey mourut alors qu'il était entre les mains de la police, et sans qu'aucune déposition ait pu être obtenue de lui [12].

7. Le 1er procès Adamafio, décembre 1963

En tout cas, on s'en prit à Adamafio, Ako Adjei et Coffie-Crabbe qui furent traduits en justice pour haute trahison dans le même procès que Yaw Manu et Benjamin Otchere. Pour ces deux-là, leurs liens avec les groupes de Lomé et d'Abidjan étaient prouvés et, dans leurs dépositions, ils reconnaissaient avoir pris part aux complots contre Nkrumah. Cependant, les témoignages les plus accablants vinrent des condamnés du premier procès. La haute Cour composée d'Akuffo Addo, van Lare et sir Arku Korsah qui la présidait, les déclara coupables et les

12. Vers la Noël 1962. Il avait été arrêté en octobre 1962, ce qui rend suspects aussi bien sa mort que son silence, ou son prétendu silence. (N.d.T.)

condamna à mort. En revanche, elle acquitta les trois autres, ce qui déclencha la tempête politique dont résulta d'abord la révocation du juge suprême Korsah, puis les amendements constitutionnels de 1964, et, par application de cette nouvelle constitution, les révocations d'Akuffo Addo et de van Lare.

De fait, l'acquittement des trois prit l'allure d'un défi pour l'opinion publique ghanéenne : depuis Kulungugu, pendant douze à quinze mois, la presse et la propagande s'étaient acharnées contre ces trois hommes à tel point que leur condamnation était tenue pour acquise. Le climat était tel qu'ils eurent du mal à trouver des avocats pour le premier procès. Au second procès en 1964, ils ne réussirent pas à en trouver un, ce qui est en vérité une tache déshonorante pour le barreau du Ghana. Il avait préféré céder à la pression de l'opinion publique plutôt que d'accomplir son devoir professionnel. Certes, il y avait des risques. Mais l'histoire a suffisamment prouvé qu'en pareil cas les droits de l'homme ne peuvent être garantis que par la résistance obstinée de quelques hommes clairvoyants en ces moments critiques.

Au lendemain du premier procès, le procureur général B. Kaw Swanzy, dans une conférence de presse, protesta contre le verdict, parce qu'il s'appuyait sur les mêmes témoignages pour condamner les uns et acquitter les autres, tenant ces témoins pour véridiques quand il s'agissait de deux accusés et pour menteurs quand il s'agissait des trois autres. Il y a là un problème juridique qui échappe à ma compétence. Je peux seulement dire que le bon sens enseigne qu'un même témoin ne peut pas dire à la fois le vrai et le faux sur un seul et même fait. Néanmoins, le bon sens oblige aussi à admettre qu'un même témoin peut dire vrai dans certaines parties de son témoignage et faux dans d'autres. Quoi qu'il en soit, après cette protestation du procureur général, le jugement fut cassé, et un nouveau procès eut lieu. Dans l'intervalle, Adamafio, Ako Adjei et Coffie-Crabbe restèrent détenus en vertu de la loi sur la détention préventive, qui avait permis leur arrestation un mois après Kulungugu. Au second procès, le tribunal, présidé par un nouveau juge suprême, Sarkodee Addo, les condamna à mort.

8. Examen et discussion des preuves alléguées contre Adamafio

Etaient-ils réellement coupables ? C'est là un problème essentiel pour les historiens de la Première République du Ghana, non seulement à cause du problème de l'erreur judiciaire mais parce qu'il est possible qu'en concentrant l'attention sur ces trois hommes, on ait aussi ouvert la voie à la contre-révolution de 1966. La question que je pose est avant tout une question d'or-

dre politique. On peut supposer qu'Adamafio, poussé par son ambition, ait entraîné les deux autres, appartenant comme lui à l'ethnie Gâ [13], dans un complot visant à une révolution de palais. Mais on peut aussi se demander si les trois n'ont pas été victimes des rivalités pour le pouvoir à l'intérieur du C.P.P. Avant d'arriver à une conclusion, il convient d'examiner toutes les données disponibles, et non pas seulement les arguments qui ont été produits devant le tribunal.

Il faut d'abord rappeler la carrière d'Adamafio, et son ascension rapide dans la hiérarchie C.P.P. Il l'avait combattu violemment jusqu'à l'indépendance, puis s'y était rallié en 1957. Grand travailleur, il avait obtenu une bourse pour aller faire ses études de droit en Angleterre. Là, il organisa les étudiants ghanéens dans le but d'en faire une avant-garde idéologique du parti. Rentré au Ghana, il consacra tout son temps et toute son énergie au parti. Elu député, il devint ministre auprès de la Présidence, et en même temps ministre de l'Information et de la Radio. Puis, il fut nommé secrétaire général du C.P.P. Bref, il contrôlait à la fois la propagande du parti et celle de l'Etat, et il était devenu le personnage n° 2 et du parti et de l'Etat. On conçoit que cette promotion ait excité la jalousie des autres membres de la direction du C.P.P., tous plus anciens que lui dans le parti. Il n'y a pas de doute qu'il ait pour une part inspiré le « Discours à l'aube » de Nkrumah en avril 1961, qui servit à éliminer des rivaux comme Gbedemah, Kodjo Botsio et Krobo Edusei. Adamafio donna une grande efficacité et sa portée idéologique à la campagne contre les nouveaux riches du gouvernement. Il discerna fort justement dans l'apparition de cette couche un danger majeur pour le socialisme au Ghana. Or, tandis qu'il s'opposait à Gbedemah et à Botsio, il mettait aussi contre lui Kofi Baako, du simple fait qu'il était devenu le plus proche lieutenant de Nkrumah. Les deux premiers ne pouvaient pas relever le défi avec efficacité parce qu'ils s'opposaient à lui de droite. Nkrumah ne l'aurait pas admis. En outre, ils étaient desservis par leur réputation d'enrichis dans un parti qui avait la justice sociale à son programme. Il me faut noter en faveur d'Adamafio que, tout au long de mon séjour de quatre ans au Ghana, je ne l'ai jamais entendu accusé d'avoir tiré profit de ses fonctions pour s'enrichir ou enrichir ses amis et parents. Ce n'est pas rien pour un homme aussi puissant, et qui avait aussi la charge du secrétariat à la Fonction publique.

Kofi Baako mena la lutte contre lui beaucoup plus habilement. D'abord il n'avait pas la réputation de nouveau riche d'un Gbedemah. Il avait été de longue date un fidèle de Nkrumah. Tenant du culte de la personnalité, il sut en tirer parti. L'attentat de Kulungugu lui donna l'occasion de passer à l'attaque:

13. Celles des habitants originaires de la région d'Accra, au moins depuis le XVe siècle. (N.d.T.)

c'était sa grande chance que de pouvoir impliquer Adamafio dans un complot pour renverser Nkrumah, et c'était l'accusation la plus efficace que l'on pût lancer pour éliminer un rival au Ghana sous la Première République.

Examinons maintenant les moyens invoqués par l'accusation aux deux procès en haute trahison :

1. Des comptes rendus du conseil des ministres saisis à Aflao, poste-frontière de la frontière du Togo, alors qu'ils étaient portés au groupe U.P. de Lomé, appartenaient à Adamafio. Une enquête fut faite à la Présidence, et l'un des secrétaires d'Adamafio fut trouvé coupable du détournement. Il fut jugé et condamné à une peine de prison. Mais, ni à l'instruction, ni au procès, on n'apporta aucune preuve d'une participation d'Adamafio à ce vol. On n'apporta pas non plus la preuve que les documents interceptés appartenaient bien à Adamafio. Détail significatif, le porteur des documents, un certain Boakye, arrêté à Aflao, s'évada pendant qu'on l'amenait à Accra. On n'apporta pas non plus la preuve que les documents étaient bien destinés au groupe U.P. de Lomé.

2. Adamafio a accompagné Nkrumah en Haute-Volta en août 1962 au lieu de rentrer de Kumasi à Accra ainsi que le lui avait ordonné Nkrumah. On insinue par là qu'il voulait être présent sur le lieu de l'attentat pour pouvoir prendre aussitôt le pouvoir. Peut-être était-ce son intention. Mais alors, il aurait été bien plus naturel d'être à Accra où il pouvait aussitôt prendre en main armée, police, radio et presse. En fait, il fut prouvé qu'Adamafio avait demandé à Kofi Baako d'assurer son intérim ministériel pendant le voyage en Haute-Volta. Quant à l'ordre de retour qu'aurait donné Nkrumah, aucune preuve n'en fut apportée et Nkrumah n'y fit aucune allusion. Rien non plus n'indique que Nkrumah ait blâmé la présence d'Adamafio dans le voyage en Haute-Volta. Au contraire, tout indique qu'il était toujours un membre important de l'entourage présidentiel à l'aller comme au retour.

3. D'après les dépositions de Mama Tula et des autres terroristes jugés au premier procès de 1963, les trois auraient été vus à Bawaleshie chez Obetsebi Lamptey en 1962. Cependant, le seul accusé de ce groupe qui aurait pu connaître auparavant Adamafio, le secrétaire de l'U.P. à Accra, n'a pas confirmé l'avoir vu à Bawaleshie. En outre, au cours de l'enquête de la police, la méthode employée par les enquêteurs pour faire identifier Adamafio s'écartait notablement des règles établies pour ce genre de confrontation. Pourquoi ? On peut évidemment supposer que la police cherchait à fournir un alibi à Adamafio, auquel cas il faudrait alors supposer des complicités policières. Mais on peut aussi supposer que la police voulait à tout prix que Mama Tula reconnaisse Adamafio, et qu'elle puisse ajouter cette

preuve au dossier. Or, il faut répéter que Mama Tula et ses co-accusés avaient aussi nommé Kweku Boateng, Krobo Edusei et Ofori-Atta parmi les ministres présents à Bawaleshie. Et même, ils soutenaient que huit grenades dans un paquet et 200 livres en billets avaient été remis à Obetsebi Lamptey par Krobo Edusei. Quant à Ofori-Atta, ils l'identifièrent comme étant le ministre qui habitait en face du poste de police de Kotobabi, montrant ainsi qu'ils le connaissaient auparavant. Or, aucun de ces ministres, dont l'un était celui de l'Intérieur, ne fut accusé.

4. Adamafio avait un jour dit que Nkrumah était Lénine et que le Ghana aurait besoin d'un Staline. Tout ce que l'on peut en conclure, c'est qu'Adamafio pensait être le bras droit de Nkrumah et son successeur légitime. Le parallèle, en tout cas, n'apporte pas d'eau au moulin de ceux qui voulaient accuser Adamafio d'un projet d'assassiner Nkrumah puisque Lénine n'a pas été renversé et que Staline ne l'a pas fait assassiner.

5. Adamafio a ordonné à la police de tirer lors de l'attentat de Kulungugu, ce qui prouve son complot. Cependant, des témoignages ont établi qu'en arrivant sur le lieu de l'explosion [14], Adamafio demanda ce qui était arrivé, et fut informé que Nkrumah avait été transporté à l'hôpital de Bawku. Que peut-on en conclure de l'ordre donné par lui d'ouvrir le feu, puisqu'il n'a été donné qu'après que Nkrumah eut quitté Kulungugu ? Il n'était pas dirigé contre lui. Il est plus vraisemblable de penser qu'Adamafio est venu donner à la police l'assurance que, si besoin était, elle pouvait tirer sans attendre de nouveaux ordres.

6. Adamafio, à son arrivée à l'hôpital, aurait dit : « Est-il toujours en vie ? » Une fois rassuré, il se hâta de gagner la salle d'opération pour s'entretenir avec Nkrumah. Il faut avoir l'esprit mal tourné pour déceler une preuve de trahison dans cette question et ce comportement.

7. Adamafio était mal intentionné quand, dans un communiqué publié le soir même [15], il annonça que Nkrumah était sain et sauf, alors qu'il avait été légèrement blessé au dos. L'explication d'Adamafio, à savoir qu'il tenait à éviter une panique générale, est parfaitement compréhensible. Il n'était d'ailleurs pas le seul à avoir vu Nkrumah à l'hôpital. Et de plus, il lui avait soumis son communiqué et avait eu son accord avant de le publier.

8. Adamafio avait fait faire un certain nombre de photographies de grand format de lui-même, et leur nombre correspondait à celui des ministères. D'où l'on conclut qu'il comptait devenir président, et avait préparé les portraits pour les faire

14. Le cortège présidentiel comprenait des dizaines de voitures à la queue-leu-leu, de sorte qu'il fallait un peu de temps pour rejoindre le lieu de l'explosion à pied. (N.d.T.)

15. En sa qualité de ministre de l'Information. (N.d.T.)

placer dans les ministères. Il eût été incroyable qu'un homme politique tel qu'Adamafio ait pu voir dans de telles photographies un instrument de prise de pouvoir.

9. Adamafio était parti de Kumasi avec 200 livres, et n'avait plus un sou au retour. A son retour à Kumasi, il dut emprunter deux cents livres à une amie pour pouvoir regagner Accra. De là, on insinue que les 200 livres ont servi à payer les terroristes de Kulungugu. Du point de vue juridique, il n'y a là aucun élément de preuve, puisque aucun témoignage ne fut produit quant à la manière dont l'argent fut dépensé. Et il serait invraisemblable qu'Adamafio se soit occupé d'acheter des assassins dans le cours du voyage. L'attentat de Kulungugu a dû être mis au point avant le voyage de Nkrumah en Haute-Volta.

10. D'après un témoignage, Adamafio, au temps où il était étudiant en droit en Angleterre, aurait dit à ses camarades qu'il éliminerait Kofi Baako de la direction du C.P.P. à son retour à Accra. Mais rien là-dedans ne met en cause Nkrumah lui-même. Tout ce qui est établi par là, c'est la profonde opposition politique entre Adamafio et Kofi Baako. Mais, dans ce cas, la déposition de Kofi Baako au procès pouvait être motivée par cette même animosité et être suspecte.

9. L'étrange comportement de la police ghanéenne, en 1962-1964

Il y a cependant un fait, ou plutôt une série de faits qui n'ont jamais été évoqués, mais qui doivent être pris en considération ici. C'est le rôle négatif de la police dans tout le cours de l'enquête sur les attentats. Les fautes ont été si nombreuses, elles ont affecté des points tellement importants, que l'on est obligé de mettre en question l'intégrité des chefs de la police, dont la compétence technique ne fait pas de doute. Boakye, le courrier arrêté porteur de documents du conseil des ministres, s'évada alors qu'il était escorté à Accra [16]. Obetsebi Lamptey meurt entre les mains de la police. Un professeur d'histoire de l'université de Legon, soupçonné d'être en relation avec les émigrés, meurt de pneumonie en détention. L'adjudant Tetteh, responsable des grenades et des munitions mises au rebut, se tue en sautant du quatrième étage du siège de la police, au cours d'un interrogatoire. On a vu que la procédure d'identification de règle dans les enquêtes de la police a été violée lors de la confrontation de Mama Tula avec Adamafio. Plus tard, au début de janvier 1964, ce fut l'attentat de Flagstaff House où le policier

16. Plus précisément, le policier d'escorte invita Boakye à l'attendre pendant qu'il allait uriner, et ne le retrouva plus. (N.d.T.)

Ametewee, qui tira sur Nkrumah, avait été spécialement affecté au service de la Présidence à seule fin de commettre l'attentat.

Tout au long de cette période, le ministre de l'Intérieur était Kweku Boateng, et le ministre de la Défense, dont dépendait l'adjudant Tetteh, était Kofi Baako. On est donc obligé de se poser la question de savoir pourquoi ces deux ministres, dont les services avaient commis de telles fautes, n'ont pas été mis en cause par l'enquête sur le complot. On peut sans doute soutenir que Kweku Boateng était très proche d'Adamafio, et donc orienta l'action de la police en faveur de ce dernier. Mais, dans ce cas, il aurait dû être à ses côtés au banc des accusés, lui qui avait été accusé par Mama Tula.

De même, quand les plus hauts chefs de la police furent révoqués, et quelques-uns arrêtés, en 1964, tout ce qui arriva à leur ministre, c'est qu'il passa de l'Intérieur à l'Education nationale. Mais si l'on espérait liquider la subversion au Ghana par la révocation des chefs de la police, il aurait été logique alors de faire le procès de Kweku Boateng, ou, au moins, de l'exclure du gouvernement, et peut-être de le mettre en détention préventive. Il n'arriva rien de tel. Apparemment, la volonté de liquider Adamafio pesait bien plus que celle de liquider la subversion. D'aucuns soutiendront qu'éliminer simultanément Adamafio et son ami Kweku Boateng aurait affermi encore plus le pouvoir de leurs rivaux du gouvernement et du comité central du C.P.P. A quoi on peut répondre que, pour ces derniers, écarter les deux hommes à la fois aurait été beaucoup plus difficile, et les fautes de la police impossibles à surmonter dans ce cas. Il était donc plus réaliste de leur part de chercher à s'allier avec l'ancien ami d'Adamafio pour briser l'opposition à la tendance de droite. Une campagne de presse contre Boateng qui eut lieu à un certain moment au cours de cette entreprise peut fort bien avoir eu pour but de contraindre le ministre de l'Intérieur à s'associer avec ceux dont l'influence s'affirmait.

10. Hypothèses de l'auteur

Dès lors, se dessine un tableau d'ensemble de l'évolution politique de Kulungugu à l'attentat de Flagstaff House, qui diffère notablement de celui auquel on est habitué. Je pense d'abord que Kweku Boateng ne peut pas avoir été responsable des fautes des chefs de sa police. Ils devaient être en liaison directe avec les forces de la contre-révolution. Qui étaient exactement les coupables, on ne le savait pas exactement, d'où l'arrestation en bloc après l'attentat de 1964. En tout cas, ils ont collaboré volontiers à l'entreprise de liquidation d'Adamafio, bien qu'ils n'en aient pas été les initiateurs; ils l'ont fait parce que les forces de la contre-révolution à l'intérieur et à l'extérieur voyaient en Ada-

mafio le pilier de la gauche, et jugeaient que son élimination assurerait la sécurité des investissements étrangers au Ghana. L'action menée contre la subversion dirigée de l'extérieur par les groupes de l'United Party et de Gbedemah donna à Kofi Baako une occasion unique pour liquider Adamafio. Il parut en personne au procès en qualité de témoin de l'accusation, il poussa à témoigner contre Adamafio nombre de responsables C.P.P., il était l'âme de la campagne de presse contre Adamafio menée dans le *Ghanaian Times* et l'*Evening News* par ses lieutenants Baffoe et Heyman. Il est vrai que ces deux hommes avaient été auparavant étroitement liés à Adamafio, mais, par crainte d'être dénoncés, il rallièrent le camp de Kofi Baako. Enfin, comme si ce n'était pas assez, le ministre de la Défense intervint dans le choix des jurés pour le second procès d'Adamafio, alors qu'il n'était ni procureur général, ni ministre de la Justice.

11. Attitude personnelle de Nkrumah

Il est difficile de dire si Nkrumah était conscient du rôle joué par Kofi Baako dans toute l'affaire. Mais enfin, il n'a pas pu ne pas constater que c'est après Kulungugu que Baako était devenu son principal lieutenant. Il a sans doute approuvé ses projets et ses protestations contre ceux qui voulaient le renverser. Mais il a dû aussi s'apercevoir qu'il tenait à être le numéro deux sans conteste, car en 1964 il a mis un frein à ses ambitions en nommant Kodwo Addison membre de la commission présidentielle. Mais rien n'indique que Nkrumah ait été complice des menées de Kofi Baako contre Adamafio, auquel, en fait, il gardait une sorte de sympathie. Au début de 1965, Kofi Batsa et moi-même, nous avons eu un entretien avec Nkrumah au sujet de problèmes concernant le *Spark*. Soudain, il posa la question de savoir s'il fallait ou non faire grâce à Adamafio, Ako Adjei et Coffie-Crabbe. Il paraissait fatigué et il le reconnut : il avait eu, disait-il, des insomnies à la suite de toute cette affaire, il était sûr que ces hommes ne savaient pas ce qu'ils faisaient, qu'ils n'avaient été que des pions entre les mains des vrais coupables, les impérialistes. Et il pensait à les grâcier. Tout d'abord, j'ai pensé que c'était simplement son horreur bien connue de la peine de mort qui le faisait parler ainsi. Mais, à mesure qu'il parlait, j'ai constaté que toute l'affaire l'avait profondément touché, qu'il aurait voulu qu'elle n'ait pas eu lieu. Pour ma part, j'ai approuvé l'idée d'une mesure de grâce, et j'ai souligné qu'il devait être très prudent en raison des répercussions à l'extérieur du moindre de ses actes. Là-dessus, il appela son secrétaire particulier, demanda le brouillon du discours qu'il devait prononcer au Parlement, et y inséra rapidement le passage annonçant que les sentences de mort de tous les accusés des procès en

haute trahison étaient commuées en vingt ans de prison. Il se déclara heureux de notre réaction, parce que, dit-il, de fortes pressions avaient été exercées sur lui pour qu'il ordonnât l'exécution. Kofi Batsa et moi étions surpris que le chef de l'Etat ait pu soulever des problèmes aussi importants comme par hasard, et tout à fait incidemment. Quoi qu'il en soit, quelques jours plus tard, il annonçait au Parlement les mesures de grâce.

13

La contre-révolution : *b*) La seconde étape (1964-1965)

Pour résumer, à Kulungugu en août 1962, la contre-révolution avait lancé une attaque frontale, pour liquider le régime en éliminant physiquement son chef, dont elle estimait à juste titre que tout dépendait. Ayant échoué, la contre-révolution pendant quatre mois, en 1962-1963, s'en prit aux masses qui soutenaient le régime. Mais les arrestations et les procès de 1963 mirent un terme à l'action terroriste. Et les agents de la contre-révolution devaient se tenir tranquilles pour un temps; il leur fallait d'abord savoir ce qui restait intact de leurs réseaux et organisations. Mais les événements de décembre 1963-1964 prouvèrent que la contre-révolution restait bien vivante, qu'elle conservait ses réseaux dans les hautes sphères de la fonction publique. En somme, ils avaient perdu un dirigeant, Obetsebi Lamptey, un courrier et une demi-douzaine d'hommes de main. Ils se rallièrent et frappèrent un nouveau coup avec l'attentat de Flagstaff House le 2 janvier 1964. Il faut ici reprendre l'examen chronologique des faits, et revenir, du point de vue politique, sur le verdict de la Haute-Cour de décembre 1963.

1. Analyse politique du verdict de décembre 1963

Les juges qui acquittèrent les trois accusés du C.P.P. et condamnèrent à mort les deux accusés U.P. étaient généralement tenus pour des sympathisants de l'U.P. Alors, pourquoi ce verdict ? D'aucuns en tirèrent la conclusion qu'Adamafio et ses amis étaient en liaison avec l'United Party, et y virent une

manœuvre politique. Mais leur analyse de la manœuvre n'était pas nécessairement juste. Encore une fois, si on devait simplement y lire qu'Adamafio et les deux autres étaient liés à la contre-révolution, pourquoi le tribunal n'avait-il pas acquitté Otchere et Manu ? Ici, interviennent des considérations juridiques. Car, si les trois juges étaient des conservateurs, ils étaient aussi des juristes compétents. Or, le dossier de l'accusation contre les deux U.P. était solide, appuyé sur de nombreuses preuves. Mais le réquisitoire contre les trois autres accusés n'était pas, lui, aussi précis ni aussi convaincant. C'est là que les juges ont dû voir qu'ils avaient la possibilité de frapper un coup en s'en tenant strictement aux règles du droit. Ils étaient certainement au courant des conflits internes du C.P.P. Eliminer par une condamnation Adamafio et les deux autres mettait un terme au conflit dans l'état où il se trouvait à ce moment. Au contraire, leur acquittement ne pouvait qu'exciter les passions. Si le C.P.P. ne pouvait pas être détruit par une attaque frontale, peut-être pourrait-il l'être par une opération qui jetterait le désordre en son sein, et l'on pouvait toujours employer les deux méthodes.

2. L'attentat de Flagstaff House et ses suites (janvier 1964)

On ne peut pas savoir si les juges agissaient en fonction d'une stratégie pleinement consciente et pleinement élaborée. Ce qui est sûr, c'est qu'ils avaient créé une situation dangereuse pour le C.P.P., lequel réagit vigoureusement, comme on l'a vu, en introduisant les amendements constitutionnels de 1964. Mais pendant qu'on mettait au point la nouvelle constitution, la contre-révolution frappait de nouveau. Le 2 janvier 1964, le policier Ametewee tirait quatre coups de fusil sur Nkrumah, à moins de dix mètres. Il le manqua, mais le chef de la sécurité du président, Salifu Dagarti, fut tué. L'enquête mit en évidence qu'Ametewee avait dû être affecté à la Présidence à la suite d'un plan émanant de personnes haut placées. Il avait eu les meilleures notes de tir à l'école de police d'Accra. Puis, il avait été envoyé dans la région de la Volta, de là à Accra, et enfin à la Présidence. Mais surtout, il avait été placé à la garde d'une petite porte piétonne, qui permettait de passer du bureau de Nkrumah à sa résidence, et qui n'était utilisée que par lui-même, quelques membres de son personnel domestique et ses gardes du corps. L'enquête révéla qu'Ametewee, Ewé d'origine, avait touché quelque 2 000 livres et avait l'intention d'aller poursuivre ses études aux Etats-Unis avec une bourse offerte par une communauté religieuse.

La réaction fut rapide. Ametewee fut confié à la garde de l'armée, sans doute pour éviter qu'il ne meure entre les mains de

la police, comme il était arrivé à d'autres précédemment. Il fut plus tard jugé, condamné à mort et, je crois, exécuté. On ne douta pas qu'il eût agi sur les ordres de quelque chef de la police, mais on ne parvint pas à identifier le coupable. Nkrumah révoqua alors et fit arrêter les six premiers dans la hiérarchie de la police. Ce coup de balai a dû déranger les hommes de la contre-révolution. Mais il avait son revers. Ces arrestations en bloc, c'était la preuve que les agents de la cinquième colonne n'avaient pas été identifiés, peut-être n'étaient-ils même pas parmi les détenus, ou bien, tous n'étaient pas détenus. Et, dans ce cas, ceux qui restaient en liberté pouvaient être certains que leurs complices n'avaient pas parlé. Aussi furent-ils prêts à poursuivre leur action. Et ce fut tragédie pour Nkrumah que l'ascension de J.W.K. Hailey, qui passa de la direction du service spécial à la direction de toute la police, du fait des limogeages. Cependant, l'inefficacité du service spécial au cours de la période précédente aurait dû jouer contre Hailey, qui en était responsable. Nkrumah, apparemment, était mal renseigné là-dessus. Il fit donc la faute de confier la totalité de la police au principal comploteur.

Politiquement, l'attentat de Flagstaff House eut pour conséquence l'insertion de l'amendement sur le parti unique dans la nouvelle constitution. Sans doute est-il difficile de comprendre comment le parti unique pouvait porter remède à la crise judiciaire et à la subversion. Mais je suppose que c'était une idée chère à Nkrumah et qu'il a profité des circonstances. Le référendum, en tout cas, donna, sans pression particulière, une majorité écrasante. L'United Party n'existait plus en tant que force politique [1]. L'opinion, d'ailleurs, était échauffée, et n'aurait pas toléré une propagande hostile. Tout cela étant, je sais cependant que beaucoup de Ghanéens n'étaient pas vraiment convaincus de la nécessité du système du parti unique. Mais ils ont donné leur accord, non pas, comme on l'a dit, à cause de pressions, mais parce qu'ils voulaient voir ce qu'il en adviendrait : ils pensaient qu'il fallait faire ou laisser faire l'expérience.

Pour ma part, je l'ai dit, j'ai pensé que l'introduction du parti unique, en 1964, d'une part n'était pas nécessaire, de l'autre, avait été mal conçue et mal appliquée. En ce qui concerne le problème de la subversion, il n'était pas résolu pour autant, puisque la contre-révolution disposait de sympathies dans la direction du parti et dans le gouvernement. Et ceux qui s'occupaient, au C.P.P., de la lutte contre la subversion, étaient souvent eux-mêmes politiquement arriérés.

1. Il y eut, cependant, des incidents sérieux à l'université du Ghana. (N.d.T.)

3. Nouvelles tactiques de la contre-révolution

Mais, avec l'attentat de Flagstaff House, une première phase de l'assaut contre-révolutionnaire s'achevait. Intérêts occidentaux, forces conservatrices ghanéennes extérieures au C.P.P. et agents subversifs dans la fonction publique, telles avaient été les trois forces coalisées à l'œuvre dans cette première phase. Elles échouèrent, mais de peu. *Dans la phase suivante, la stratégie* changea. Au lieu d'une attaque frontale, on se servit du conflit interne du C.P.P. et les éléments U.P. et pro-Gbedemah jouèrent un moindre rôle. Certes, à l'issue de la lutte, toutes ces forces firent surface, mais, pour l'essentiel, la seconde phase fut marquée par une convergence de l'action des intérêts occidentaux et de la couche des enrichis à l'intérieur du C.P.P. En même temps, la contre-révolution se fixait pour but d'isoler le C.P.P. des masses, alors que, dans la première phase, cet objectif avait été négligé. Sans doute était-ce là le résultat d'une étude méthodique de la situation et d'une analyse sérieuse du référendum de 1964. L'ennemi a pris conscience que Nkrumah gardait la confiance des masses. Mais il a dû aussi remarquer le mécontentement croissant à propos des problèmes économiques, de la hausse des prix, des pénuries, et la critique de dirigeants C.P.P. En outre, le procès d'Adamafio avait révélé la profondeur et l'intensité des conflits intérieurs de la direction du C.P.P. Enfin, un grand nombre d'agents de la contre-révolution avaient échappé à toutes les enquêtes. La subversion était donc en mesure de rectifier son tir, et c'est ce qu'elle fit.

D'abord, elle travailla à isoler le gouvernement et le C.P.P. des masses, à détruire la confiance du peuple dans le régime. Le moyen principal en fut le désordre dans l'application d'une politique économique, celle du plan septennal, orientée vers le socialisme, mais mise en œuvre par des hommes hostiles au socialisme, liés au capitalisme étranger, et souvent corrompus. On a vu plus haut le résultat de ce véritable sabotage économique. On a vu aussi le rôle joué par un facteur externe, l'effondrement des cours du cacao sur le marché mondial manipulé par Londres et Washington, d'où aggravation des difficultés économiques. En outre, l'Occident se servait de l'épuisement des réserves de change ghanéennes pour saper tout le plan septennal, pesant sur ces maigres réserves, par exemple à l'aide des crédits-fournisseurs à court terme et à taux d'intérêt élevés, forçant le gouvernement ghanéen à réduire de 40 livres le prix d'achat à la tonne du cacao. Bref, la vie devint plus dure pour le Ghanéen moyen, et la propagande contre-révolutionnaire s'appuya sur cette réalité *pour en accuser l'utopie socialiste de Nkrumah, identifiée* au communisme. Dans la bouche de ces propagandistes, tout le mal venait d'une idéologie absurde et injuste. C'est ainsi que la

confiance populaire dans le régime de Nkrumah et le socialisme fut ébranlée. A partir de ce moment-là, il devenait possible de donner à ceux qui voulaient renverser le régime l'allure ou le masque de libérateurs. La brutalité des fonctionnaires du parti et de l'Etat, l'abus qu'ils faisaient de la loi sur la détention préventive, ne fit que ruiner davantage la confiance des masses. Les autorités ne voulaient plus voir dans la moindre critique, dans la moindre expression de mécontentement à l'égard des méthodes gouvernementales, que subversion et menaces contre le régime. Aussi le moral des masses était-il déjà très bas au début de 1965, et, dans les meetings publics, on voyait bien que les simples gens n'étaient là que par devoir, tandis que d'autres applaudissaient surtout les remarques critiques, mais non hostiles au régime lui-même. La baisse rapide du chiffre des ventes des deux journaux officiels était révélatrice.

La contre-révolution entreprit aussi d'aggraver le conflit interne, peut-être avec l'idée de provoquer une scission du parti. Cet effort fut mené dans le climat particulier créé par la campagne idéologique qui suivit le lancement du *Consciencisme.* Cette publication a dû convaincre les Occidentaux que le socialisme de Nkrumah était une affaire sérieuse, qu'il n'en allait pas de lui comme du socialisme, pour ainsi dire pragmatique, en fait verbal, de l'Inde ou de certains dirigeants africains qui, après s'être déclarés socialistes, ouvraient la porte aux investissements privés étrangers. Bref, il fallait s'opposer à l'idéologie de Nkrumah pour garantir les intérêts occidentaux. Or, c'était aussi l'intérêt de la droite du parti, c'est-à-dire des nouveaux riches, des trafiquants haut placés. Du coup, tout ce groupe s'accordait avec les forces conservatrices extérieures au C.P.P. et avec les intérêts occidentaux.

4. Rappel de l'assaut de la droite contre la gauche en 1965

Leur résistance, dont on a vu précédemment les épisodes essentiels, prit deux formes. D'abord, sur le plan idéologique, ils lancèrent l'idée de l'Etat du bien-être et du socialisme africain, autre expression pour la même idée. Mais les nkrumaïstes ripostèrent et Nkrumah prit position contre le socialisme africain. L'offensive idéologique devint alors clandestine; elle se poursuivit par la diffusion de tracts anonymes — trois au moins à ma connaissance — contre lesquels fut dirigé l'éditorial du *Spark* écrit et publié à la demande de Nkrumah et intitulé : « Vers l'unité idéologique du parti ». Les tracts vantaient le socialisme africain qui, disaient-ils, n'est pas athée et ne repose pas sur la lutte des classes. Ils prétendaient que Nkrumah était tombé sous l'influence de gens qui étaient des agents de Moscou,

nommément Addison, Batsa, Abraham, Yankey et moi-même. D'autres tracts exigeaient de lui qu'il renvoie ces hommes sous peine d'être accusé d'avoir trahi son premier idéal de socialisme africain. Le caractère anticommuniste de ces tracts est clair et s'inscrit dans la même ligne que la propagande antérieure de l'United Party et de Gbedemah; il s'accorde aussi avec la propagande occidentale.

La seconde forme de la résistance de la droite, ce fut d'accuser les éléments de gauche du C.P.P. de mauvaises intentions, de menacer Nkrumah. Cette discussion a été rappelée plus haut, et l'on a vu comment toutes les ambassades occidentales donnèrent leur plein appui, y compris matériel, à la droite, tandis que les ambassades socialistes étaient divisées, et se contentaient le plus souvent de sympathiser avec la gauche en même temps qu'elles avaient à traiter avec la droite au pouvoir. En outre, la sécurité ghanéenne mit des obstacles à l'action de la gauche.

Je précise que beaucoup de membres de la droite ne voyaient pas dans le soutien des ambassades et du capitalisme une opération menant au renversement de Nkrumah, mais une aide amicale pour leur permettre de garder les postes dont la gauche menaçait de les chasser. Pour eux, c'était une question d'intérêt personnel.

Je rappelle ici les étapes du conflit interne dans les derniers mois de la Première République. Il y eut la bataille pour le choix des candidats aux élections de 1965. La droite la gagna, et l'opinion fut convaincue de sa toute-puissance. Néanmoins, le remaniement ministériel qui suivit atténua un peu cette impression : on vit apparaître quelques personnalités nouvelles, plus sympathiques à l'opinion que la vieille garde, et l'on commençait à se dire que Nkrumah voulait éliminer la vieille garde corrompue graduellement et habilement. Mais ce sentiment de réconfort ne dura pas. La rétrogradation de Chinebuah, le comportement de Kwesi Armah et de Jantuah, le passage à droite de Kaw Swanzy après juin 1965 confirmèrent le sentiment que la droite gardait la situation en main. Et là-dessus vint le procès d'Aburi et la mise en accusation de la gauche devant Nkrumah. L'opinion crut que la gauche était brisée; des rumeurs se répandirent. Sans doute, peu à peu, les bruits d'arrestation des uns, de fuite des autres se révélèrent faux. Mais le mal était fait. Les partisans de la gauche dans le pays gardaient le sentiment qu'on ne leur faisait pas totalement confiance, puisque Nkrumah avait pu écouter de telles accusations; et ils perdaient enthousiasme et esprit d'initiative. L'échec de la tentative de « chasse aux sorcières » à l'Institut idéologique, bien que réel, n'était pas bien connu du grand public qui avait l'impression que le groupe de Kofi Baako en était toujours maître. De même, on répandit le bruit de ma livraison aux autorités nigérianes quand je dus m'éloigner d'Accra pendant la Conférence de l'O.U.A. d'octobre 1965. On entendait par là montrer que la situation de la gauche

était désespérée, puisque je passais, à tort d'ailleurs, pour son avocat auprès de Nkrumah. On en était arrivé au point que deux membres éminents de la droite exprimèrent leur surprise en me revoyant à Accra, le jour même où Tafala Balewa avait quitté le Ghana.

Après Aburi, il y eut d'autres coups portés par la droite. Le rapport Abraham qui contenait des accusations graves contre des ministres, des commissaires régionaux et des responsables du parti, fut censuré avant publication, et allégé de tous ces passages : c'était une nouvelle démonstration de la puissance de la droite. Et du coup, on commençait à dire qu'il n'y avait plus d'espoir de mettre fin au règne de la corruption par des voies pacifiques. Puis, il y eut les décisions de Kwesi Armah concernant *le plan d'importation pour 1966. Cependant, ces décisions* antipatriotiques furent vigoureusement combattues par la gauche, appuyée par le ministre des Finances et la Banque du Ghana. Cette fois, Nkrumah finit par être convaincu, il annula les mesures prises par Kwesi Armah, et un nouveau plan d'importation était en préparation en février 1966. Cet épisode a dû apprendre aux milieux d'affaires étrangers que la droite, bien que puissante, ne pouvait cependant pas faire tout ce qu'elle voulait. Et ils ont sans doute été renforcés dans leur conviction que seul un coup d'Etat pouvait faire triompher une politique résolument capitaliste et pro-occidentale.

5. Les premiers complots militaires : juin 1965, janvier 1966

La troisième ligne d'action de la contre-révolution dans cette seconde étape fut la remise en activité de ses agents dans les postes clefs de l'appareil d'Etat. On en eut une première révélation *en juin 1965, au moment* du voyage à Londres de Nkrumah pour la Conférence des premiers ministres du Commonwealth. Une tentative de coup d'Etat militaire fut alors étouffée dans l'œuf, car elle avait été prévue. Et Nkrumah avait agi de manière à démasquer les comploteurs. Il avait en effet fait savoir qu'il comptait placer à la tête de l'armée le général de brigade Bawah [2]. Il le disait pour déclencher le processus, et c'est ce qui arriva. Bientôt, les rapports des services de renseignements de l'armée dirigés par le colonel Hassan [3] révélèrent un plan de coup d'Etat militaire prévu aussitôt après le départ de Nkrumah pour l'Angleterre. Les généraux Otu et Ankrah y étaient impliqués, et certains dont le procureur général Kaw Swanzy pensaient que Kofi Baako était également du complot :

2. A la place du général Otu. (N.d.T.)
3. Assassiné le 24 février 1966 tout comme Bawah. (N.d.T.)

Swanzy alla jusqu'à le comparer à Boumedienne [4]. Ces accusations ne furent jamais entièrement prouvées. Nkrumah prit le parti, fort discutable, de décorer les deux généraux avant de les mettre à la retraite. Plus tard, on les fit entrer dans le conseil des directeurs de la Banque du Ghana. Bawah devint chef d'état-major de la défense. Une fois de plus, une grave menace pour la sécurité de l'Etat avait été traitée par des méthodes circonstancielles et un peu au hasard. L'organisation contre-révolutionnaire de l'armée était décapitée, mais non détruite.

En janvier 1966, l'A.F.P. annonçait que sept officiers avaient été arrêtés à Kumasi pour complot. L'information ne fut pas démentie catégoriquement par le gouvernement, et j'ai d'ailleurs pu avoir confirmation du fait lui-même. Il s'agissait d'officiers de la seconde brigade stationnée à Kumasi, dont je n'ai pas su les noms, mais qui étaient liés avec le lieutenant-colonel Kotoka. Un jour où je me trouvais chez le général Hassan, j'ai vu apparaître un jeune officier, qui était Kotoka, un Ewé, commandant la 2e Brigade. « J'espère que tout est tranquille maintenant chez vous ? dit Hassan. — Oui, répliqua Kotoka, nos hommes se sont corrigés et se tiennent bien. » Puis ils poursuivirent leur conversation quelque temps devant la maison. Je pense donc que le service de renseignements de l'armée avait bien été informé des préparatifs de coup d'Etat à Kumasi, mais les officiers arrêtés avaient été, grâce à Kotoka, dont la complicité n'avait pas été découverte, simplement blâmés, puis libérés. Or, il s'agissait du groupe qui a pris la direction des opérations militaires le 24 février 1966...

6. Promotion des policiers contre-révolutionnaires (fin 1965)

Tandis que l'armée se préparait ainsi pour l'assaut final, des mutations avaient lieu dans la police. Hailey, qui, jusque-là, faisait fonction de chef de la police, devint titulaire du poste. Fordjour, un Nzima [5], qui avait pris la direction du service spécial après Hailey, fut relégué à la direction des Passeports, et son service passa aux mains d'Owusu Sekyere, un Ashanti, qui avait déjà été impliqué par une commission d'enquête dans des trafics portant sur plusieurs millions. Owusu Sekyere fut remplacé à la tête de la police judiciaire par A.K. Deku, qui était en même temps un des adjoints de Hailey. Ainsi, la direction de la police passa entre les mains d'un groupe d'Ewés qui étaient en liaison avec Gbedemah et des dirigeants U.P. en exil, ainsi que la suite

4. Qui venait de renverser Ben Bella ce même mois. (N.d.T.)
5. Les Nzima sont une population de la côte ouest du Ghana, vers la frontière de la Côte d'Ivoire, à laquelle appartenait Nkrumah. (N.d.T.)

l'a montré. Or, on a accusé Nkrumah d'avoir confié les postes clefs à des Nzimas, donc aux gens de son ethnie. La répartition des postes à la direction de la police à la fin de 1965 dément cette calomnie. On y trouve deux Ewés, le chef de la police et son adjoint chargé de la police, un originaire du Nord (Yakubu) un Ashanti à la tête des renseignements généraux, et enfin un Gâ, J.O. Nunoo, chargé du personnel. Le seul Nzima, Fordjour, avait été écarté des postes de responsabilité. Peut-être le coup d'Etat aurait-il pu être évité si, pour une fois, Nkrumah avait montré quelque faiblesse pour ceux de son ethnie : en tout cas, aucun des officiers insurgés, de l'armée ou de la police, n'était un Nzima; tous étaient des Ewés ou des Ashantis. Nkrumah paya pour avoir eu un sentiment national en avance sur l'état du pays, pour avoir rompu avec le népotisme et le tribalisme. Mais c'est la seule route possible pour l'Afrique nouvelle.

14

La contre-révolution : *c*) Février 1966

Ainsi, tout était prêt au début de 1966 pour le dernier acte : opinion publique démoralisée, difficultés économiques, le parti divisé, les comploteurs établis à des postes clefs de l'armée et de la police; il ne restait plus qu'à fixer la date.

Or, la concentration de pouvoirs entre les mains de Nkrumah, et surtout son contrôle personnel sur les dépôts d'armes et de munitions et sur les mouvements de troupes[1] incitaient les comploteurs à une certaine prudence. Ils savaient que, tant que Nkrumah était dans le pays, il leur fallait remporter un succès total dès la première heure de l'action. Au-delà, la situation pouvait être reprise en main. C'est ce qui a dû les amener à agir au moment où Nkrumah serait à l'étranger, et le voyage à Hanoï en fournit l'occasion.

1. Qui a voulu le voyage d'Hanoï ?

Il convient ici de noter l'intense activité diplomatique qui a été déployée pour décider Nkrumah à ce voyage. Le gouvernement britannique qui, en juin 1965, n'avait pas réussi à envoyer au Vietnam une mission du Commonwealth, déploya tous ses efforts pour que Nkrumah y aille. On avançait qu'il était le chef d'Etat du Commonwealth qui pourrait le mieux se faire entendre d'Ho-Chi-Minh, de sorte que ce voyage aurait été un aspect

1. Il s'agit là de mesures de précaution prises à la suite de l'attentat de Flagstaff House en 1964. (N.d.T.)

des efforts de la diplomatie anglaise pour mettre fin à la guerre du Vietnam. J'ai appris également, et de la bouche même de Nkrumah, que les Etats-Unis aussi souhaitaient vivement ce voyage, dont l'Occident semblait donc attendre la paix au Vietnam, alors qu'en fait il allait s'en servir pour liquider Nkrumah.

Dans les cercles dirigeants d'Accra, on était divisé sur l'opportunité du voyage. La gauche était résolument contre, précisément parce qu'elle redoutait un coup d'Etat aussitôt après le départ de Nkrumah : le bruit en avait sans cesse couru depuis 1965. Et je me rappelle avoir été informé par Addison et miss Lily Appiah que l'armée comptait prendre le pouvoir aussitôt après le départ. Le plan était d'adresser un ultimatum à Nkrumah lui interdisant de rentrer au Ghana tant qu'il n'aurait pas accepté d'écarter les enrichis du gouvernement et du parti : de la sorte, le coup d'Etat prendrait une apparence progressiste, et le plan montrait que les contre-révolutionnaires avaient parfaitement conscience de l'état de l'opinion. La droite, elle, était divisée quant au voyage de Hanoï : Dowuona-Hammond et Welbeck étaient sceptiques. Mais Kofi Baako et d'autres étaient vigoureusement pour, et soulignaient que le voyage conférerait à Nkrumah un grand prestige dans le monde. Les conseillers du président[2] étaient pour, et estimaient que le succès du voyage faciliterait l'obtention d'une aide financière de Washington et de l'Occident.

2. Le coup d'Etat

C'est ainsi qu'on arriva au 24 février, où un peu plus d'une centaine de soldats venus de Kumasi occupèrent Radio-Ghana et commencèrent l'assaut contre la Présidence de très bonne heure le matin. A 5 h 30 du matin, la radio annonçait que l'armée, en accord avec la police, avait pris le pouvoir. Dès ce moment, tout l'appareil d'Etat centralisé joua en faveur de la contre-révolution. Un peuple déçu et mécontent crut que ces événements allaient mettre fin à ses difficultés quotidiennes. Démoralisé et divisé, l'appareil du parti n'était pas en mesure de contre-attaquer. Ministres, députés, directeurs de sociétés d'Etat, responsables d'organisations de masses et du parti, tous allèrent sagement faire reddition au poste de police le plus proche[3]. De tout le pays, on les rassembla à Accra, où ils furent mis en « détention pour leur sécurité » aux prisons de Fort Usher et Fort James, au camp militaire, et dans les locaux de la police. Les plus hauts placés furent conduits à la redoutable prison de Nsawam. Et le

2. Sans doute s'agit-il de Ayeh-Kumi et Halm. (N.d.T.)
3. Avec naturellement quelques exceptions : Batsa, Addison, Ampah notamment, que la dictature ne put réussir à arrêter qu'au bout de quelques jours. (N.d.T.)

« Conseil de libération nationale » (N.L.C.) qui prit le pouvoir fut ainsi composé :

Président : le général Ankrah.

Vice-président : le chef de la police Hailey.

Membres : le lieutenant-colonel Kotoka, le colonel Ocran, le commandant Afrifa, les chefs-adjoints de la police Yakubu et Deku, enfin l'assistant de police Nunoo [4]. Les deux derniers noms furent ajoutés après coup. Puis, quelques-uns des membres du N.L.C. modifièrent leur titre : Hailey devint inspecteur général de la police, Deku et Nunoo devinrent chefs de la police, Kotoka devint général et prit le commandement de l'armée, Ocran devint général et chef d'état-major, Afrifa devint général.

Une certaine propagande [5] a présenté le coup d'Etat comme un exemple de courage et d'héroïsme, mais rien n'est plus éloigné de la vérité. Les troupes de Kumasi ont pu franchir les 300 kilomètres qui les séparaient d'Accra sans être « remarquées » parce que les informations envoyées par les policiers étaient adressées au chef de la police qui était lui-même à la tête du complot. Hailey, toute la nuit, suivit les mouvements de troupes au siège central de la police, qui allait devenir le siège du N.L.C. dans les premières heures. Quant au colonel Ocran, son rôle était de garder la 1re Brigade dans ses cantonnements. Si l'affaire réussissait, il pouvait se vanter d'y avoir aidé en empêchant que la garde présidentielle reçoive des renforts. Si elle échouait, il pouvait faire état de sa loyauté puisque ses troupes n'auraient pas pris part à la mutinerie. Par-dessus le marché, en consignant la 1re Brigade, on évitait le risque de voir des officiers fidèles entraîner leurs troupes contre les rebelles. Or, on savait que beaucoup de jeunes officiers étaient pour Nkrumah, et qu'ils étaient de plus en plus dégoûtés de leurs supérieurs.

A l'arrivée des troupes à Accra, un groupe se rendit chez le chef d'état-major, le général Bawah, le tira du lit, et l'abattit après qu'il eut refusé de se joindre aux rebelles. A partir de ce moment, plus personne n'était en mesure de donner des ordres authentiques à l'armée. Le commandant en chef, Nkrumah, était hors du pays. Le chef d'état-major de la défense, Aferi, était à Addis-Abeba. Vers quatre heures du matin commença l'attaque de la Présidence, les troupes de Kumasi disposant de quelques mortiers, la garde présidentielle n'ayant que quelques fusils et des mitraillettes, le détachement de la sécurité combattant avec des revolvers seulement. Un autre combat se déroula jusqu'à la nuit tombante au Palais de l'Etat. Malgré tout, les assaillants ne réussirent pas à prendre d'assaut Flagstaff House et n'y pénétrèrent que douze heures après le début de l'attaque à la suite d'une

4. Soit quatre représentants de l'armée et quatre de la police. (N.d.T.)
5. De la presse anglo-saxonne, il va de soi. (N.d.T.)

capitulation négociée. On peut donc estimer que si Nkrumah avait été sur place, il aurait disposé de ces douze heures et aurait pu organiser les secours à la garnison assiégée. Pendant ce temps, Kotoka et Afrifa pénétrèrent dans l'immeuble voisin de la Radio, y désarmèrent les quelques soldats de garde, et annoncèrent au pays sur les ondes la victoire de l'armée.

3. Propagande et « manifestations spontanées »

Le reste fut de la propagande. Des groupes de soldats en armes pénétrèrent dans les bureaux, les boutiques, les marchés et les usines, et ces visites furent suivies par des « manifestations spontanées » de milliers de Ghanéens dansant dans les rues et versant des larmes de joie à l'annonce de la liberté retrouvée. Aux manifestations succédèrent les « enquêtes » destinées à montrer que Nkrumah était le chef d'Etat le plus corrompu que l'histoire ait connu, et que les hommes du régime les plus notoirement corrompus n'étaient que ses instruments. Les prisonniers arrêtés en vertu de la loi sur la détention préventive furent libérés et aussitôt habillés et nourris par les gouvernements occidentaux ou les organisations charitables occidentales. Cette aide fut fournie avec une rapidité qui dépassait de beaucoup tout ce que l'on voit dans les cas de calamités naturelles dans les pays occidentaux eux-mêmes. C'est qu'ici elle servait à manifester l'« humanisme » de l'Occident, mais surtout à souligner la « brutalité » du régime de Nkrumah. Cependant, le flot de propagande dépeignant Nkrumah comme un personnage corrompu, inhumain, incompétent et dangereux pour tous les gouvernements africains, montre que les dirigeants du N.L.C. avaient conscience de la nécessité d'expliquer les événements à un peuple surpris et sceptique. Mais ils n'en ont pas fini. A mesure que la vérité se découvre, l'inefficacité de la propagande devient évidente.

Le coup d'Etat du 24 février 1966 soulève des problèmes essentiels pour l'Afrique qui doit en tirer les leçons.

4. Le rôle de l'Occident dans le coup d'Etat

Première question : comment l'Occident y a-t-il été associé ? J'ai déjà parlé des liens entre Busia et Gbedemah et les intérêts occidentaux. A Londres, à Washington et à Bonn, on souhaitait, ou bien un Ghana moins radical avec Nkrumah, ou bien un Ghana sous une autre direction, capitaliste. Il semble que certains milieux d'affaires américains préféraient la première solution, les Britanniques la seconde. Mais, en dehors des gouvernements, des organisations comme la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) étaient impliquées dans

l'affaire. Et le journaliste ouest-allemand Harold Lutz, arrêté alors qu'il servait d'agent de liaison et condamné à quarante ans de prison en 1965 [6] servait, de son propre aveu, de lien entre Busia et Richardson d'une part, et la C.I.S.L. et les industriels ouest-allemands de l'autre. D'ailleurs, depuis le coup d'Etat, Busia et Gbedemah ont retrouvé des postes importants au Ghana [7]. La presse britannique n'a pas caché sa joie devant l'évolution du Ghana depuis le coup d'Etat, alors que cette même presse avait exprimé son inquiétude à la suite du coup d'Etat du Nigeria quelques semaines plus tôt, le 15 janvier 1966. Par ailleurs, un journal français a signalé qu'aux premières heures de la journée du 24 février, Radio-Ghana a invité tous les radio-amateurs à transmettre aux autorités britanniques la nouvelle que la révolution au Ghana avait commencé. Cependant l'indicatif de Radio-Ghana a pu être utilisé par un de ces radio-amateurs dont il y avait un grand nombre à Accra, et que le N.L.C. a soumis à des restrictions. La fourniture massive de nourriture et de vêtements aux ex-détenus par les ambassades anglaise et britannique donne à penser qu'elles avaient constitué des stocks en prévision des événements. Il y a là une démarche qui prend tout son sens quand on met en parallèle l'absence de tout geste humanitaire de ce genre au Nigeria en août 1966 quand plus de mille Tiv [8] furent libérés, alors que beaucoup n'avaient plus rien, pas même un toit. Lord Brockway a déploré au Parlement anglais que les services secrets anglais et américains aient participé à la préparation du coup d'Etat. Mais la preuve la plus décisive du rôle de l'Occident dans le coup d'Etat, c'est son attitude à l'égard des difficultés économiques du Ghana. Alors qu'en août 1965, le Fonds monétaire international avait refusé à Nkrumah un prêt de 8 millions de livres parce qu'il refusait d'accepter ses conditions, en l'espace de six mois, le même Fonds monétaire international avait avancé 75 millions de dollars au N.L.C., avec des promesses pour la suite. Mais en retour, il avait pu dicter la politique économique et financière du pays, assurer la sécurité des investissements occidentaux et la dépendance économique. Et, pour mieux marquer cette dépendance, la N.L.C. a soigneusement brisé les liens économiques et diplomatiques avec les pays socialistes.

Second problème : qu'est-ce qui a décidé l'Occident à se lancer à fond et ouvertement dans l'entreprise contre-révolutionnaire au Ghana ? Question importante parce que le Ghana était et reste membre du Commonwealth, et parce que la droite du C.P.P. procapitaliste gardait les rênes du pouvoir. Certains ont

6. Relâché après le coup d'Etat. (N.d.T.)
7. Aux élections de 1969, marquées d'ailleurs par un pourcentage d'abstentions élevé (environ 40 %), Busia a nettement battu Gbedemah, et est devenu Premier ministre. (N.d.T.)
8. Population de la partie nord du Nigeria. (N.d.T.)

cru pouvoir l'attribuer au voyage d'Hanoï. Mais ce malencontreux voyage n'a été que l'occasion favorable pour l'action. Je pense que c'est plutôt la peur qui a décidé l'Occident, et surtout l'Angleterre, à cette action déshonorante. L'Angleterre a sans doute été gênée par la politique ghanéenne à l'égard de la « rébellion » de Jan Smith en Rhodésie. Or, pour que puisse s'établir la Rhodésie « indépendante » de Jan Smith, il était nécessaire de museler l'Afrique radicale qui exigeait une action énergique et immédiate. En second lieu, les événements de janvier 1966 au Nigeria [9] avaient jeté une sorte de panique chez les Anglais, qui craignaient de voir bientôt un Nigeria révolutionnaire renforcer le Ghana de Nkrumah. En troisième lieu, si la droite du C.P.P. était toujours au pouvoir à Accra, elle devait faire face à une gauche en train de se renforcer. Certes, la gauche était toujours battue, mais elle renaissait après chaque défaite, et son influence s'accroissait. On a dû penser que si la droite gardait encore le pouvoir, c'était par suite d'une tactique de Nkrumah qui voulait gagner du temps, au moins tant qu'il aurait besoin d'une aide occidentale pour le plan septennal. En quatrième lieu, vers la fin de 1965, il devenait clair que Nkrumah avait élaboré une ligne d'action permettant de surmonter la crise économique et financière sans altérer les orientations fondamentales du Plan. Il était donc possible que le plan septennal soit finalement un succès. Et dans ce cas, le renversement de Nkrumah ou l'interruption de l'expérience socialiste deviendrait infiniment plus difficile. Une part de la sphère d'influence anglaise aurait été éliminée, et d'autres Etats africains pourraient être entraînés à suivre l'exemple du Ghana.

5. Rôle des facteurs internes

Troisième problème : le rôle des différentes forces politiques au Ghana. S'il est vrai que l'initiateur du coup d'Etat est le capitalisme occidental, la part respective de l'United Party et de la droite du C.P.P. dans la réalisation mérite attention. Pour les uns, c'est l'United Party qui a organisé le soulèvement à l'aide de ses agents dans l'armée et la police, et il a seulement tiré une aide de membres de l'aile droite du C.P.P. Pour d'autres, c'est cette droite qui était la force décisive, et elle s'est servie des hommes de l'United Party. A mon sens, aucune de ces deux interprétations n'est satisfaisante. En fait United Party et droite du C.P.P. étaient l'un et l'autre des instruments du capitalisme étranger. Et bien qu'il soit possible que les exécutants militaires et policiers aient d'abord été recrutés par l'United Party, eux aussi

9. Il s'agit évidemment du premier coup d'Etat, celui du 15 janvier 1966, et non de celui du 17 janvier 1966 par lequel Ironsi s'empara du pouvoir. (N.d.T.)

dépendaient des financiers occidentaux. Il est donc plus vraisemblable d'admettre que l'impérialisme a joué de tous ces groupes différents séparément, sans qu'il y ait eu coordination entre les groupes. Au matin du coup d'Etat, chacun d'eux a pu découvrir le rôle joué par les autres, mais il était trop tard pour changer le cours des événements. Quant à identifier avec précision le ou les hommes de l'impérialisme qui à Accra même tenaient tous les fils en main, c'est ce que seul l'avenir pourra faire, ou peut-être le trouvera-t-on dans les mémoires de Hailey...

6. ... et particulièrement de la police

Quatrième problème : le rôle décisif de la police. C'est la première fois qu'elle a joué un tel rôle dans un pays ex-anglais. Sans aucun doute, c'est Hailey, on l'a déjà remarqué, qui était le cerveau de toute l'opération du côté ghanéen. Sans lui, les mouvements de troupes n'auraient pas pu passer inaperçus, sans lui, les agents contre-révolutionnaires n'auraient pas pu être protégés efficacement, ni le service de renseignements de Nkrumah perturbé et égaré. Or, en dépit de l'apparence, il y a de grandes différences entre un coup d'Etat exécuté par une armée qui, ce faisant, s'écarte de son devoir de protection du pays contre une agression du dehors, et un coup d'Etat exécuté par une police qui, mêlée à l'action quotidienne du gouvernement, le trahit. La même différence, au fond, qu'entre mourir dans un duel et mourir assassiné par de proches collaborateurs.

L'intervention de la police, telle qu'elle s'est opérée à Accra, pourrait être un dangereux précédent pour l'Afrique, où elle menacerait de subversion tous les gouvernements sans exception, quelle que soit l'attitude de l'opinion publique à leur égard, et sans avoir à se soucier de recueillir la libre approbation populaire. Ou bien cette menace pourrait amener ces gouvernements à changer les responsables de la police, ce qui aboutirait finalement à les changer à chaque changement de gouvernement, donc à marier politique et police.

On notera que la formation professionnelle donnée à ces policiers par les autorités anglaises enseignait tout autre chose et s'appuyait sur les mêmes principes que ceux de la police anglaise d'Angleterre, à savoir le respect du gouvernement légal du pays. Cependant, l'action illégale des chefs de la police du Ghana est présentée au public anglais par la presse anglaise comme un acte d'héroïsme. Ainsi, pour sauvegarder les intérêts économiques britanniques, les valeurs spirituelles et les règles administratives à l'élaboration desquelles l'Angleterre a tant contribué au cours des siècles sont foulées aux pieds.

Au total, le coup d'Etat du Ghana doit être étudié de près dans les Etats africains qui veulent sauvegarder leur indépen-

dance parce qu'il met à nu les mécanismes de la contre-révolution. Les formes et les détails peuvent varier, mais la trame reste la même.

7. Forces et tactiques de la contre-révolution impérialiste

Les forces mises en œuvre sont :

1. Les forces sociales conservatrices qui tiennent au mode de vie capitaliste et ont des liens étroits avec les sociétés étrangères, que ces forces aient leurs propres partis, ou qu'elles constituent une fraction du parti unique. Leur propagande tourne toujours autour du thème de l'anticommunisme. Si l'aspiration au socialisme est forte dans l'opinion, alors les conservateurs mettront en avant le socialisme africain.

2. Les nouveaux riches, enrichis par l'exercice du pouvoir.

3. Les agents impérialistes dans la fonction publique, l'armée, la police, les organismes économiques et les universités.

4. Les liens entre ces forces et les milieux d'affaires étrangers, soit directement par suite de relations commerciales et d'affaires, soit à travers des résidents étrangers tels que diplomates, experts, journalistes, etc.

La tactique de la contre-révolution obéit à trois grands principes :

1. Faire perdre au gouvernement le soutien de l'opinion publique. La méthode la plus efficace consiste à utiliser « l'aide » fournie de manière à susciter des crises.

2. Susciter la division, de préférence sur une base idéologique, à l'intérieur du parti dominant. En outre, soutenir les partis d'opposition pro-capitalistes là où ils existent.

3. Mener une propagande anticommuniste qui représente le gouvernement à abattre comme le jouet du « communisme international ». Les personnels de l'assistance technique servent souvent à répandre cette propagande, principalement destinée aux hauts fonctionnaires, aux universitaires et autres notabilités.

Pour combattre efficacement et scientifiquement le néo-colonialisme, les dirigeants africains doivent connaître et comprendre tout le mécanisme de la contre-révolution. Car un coup d'Etat n'est jamais que l'apogée d'un long processus politique, dont les causes résident dans la vie sociale et économique du pays.

Table

Index

Noms de personnes

DANS LA COLLECTION « CAHIERS LIBRES »

(Dans l'ordre de parution. Le signe * indique les ouvrages épuisés)

* Pietro NENNI, *La guerre d'Espagne.*
* Frantz FANON, *Sociologie d'une révolution : l'an V de la révolution algérienne.*
  (Réédité dans la « petite collection maspero ».)
  Georges SUFFERT, *Les catholiques et la gauche.*
* Jean BABY, *Critique de base.*
  Maurice MASCHINO, *Le refus.*
* Paul NIZAN, *Aden Arabie*, préface de J.-P. Sartre.
  (Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Giuseppe BOFFA, *Le grand tournant.*
* Robert BARRAT, *Officiers en Algérie.*
  Pietro NENNI, *Vingt ans de fascismes.*
* *Le droit à l'insoumission.*
  Jacques VERGÈS, *Défense politique.*
* André MANDOUZE, *La Révolution algérienne par les textes.*
* Marcel PÉJU, *Le procès du réseau Jeanson.*
* Maurice MASCHINO, *L'engagement.*
* A.-Razak ABDEL-KADER, *Le conflit judéo-arabe.*
  Palmiro TOGLIATTI, *Le Parti communiste italien.*
* Paulette PÉJU, *Les harkis à Paris.*
* Jacques GRIGNON-DUMOULIN, *Fidel Castro parle...*
* Georges-M. MATTEI, *Disponibles.*
* Frantz FANON, *Les damnés de la terre*, préface de J.-P. Sartre.
* *Ratonnades à Paris.*
* Emile COPFERMANN, *La génération des blousons noirs*, préface de Cl. Bourdet.
  (Edition remaniée dans la « petite collection maspero ».)
* Ernesto CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla.*
  (Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Maurice MERLIER, *Le Congo, de la colonisation belge à l'indépendance.*
* Serge MOUREAUX, *Les accords d'Evian et l'avenir de la Révolution algérienne.*
  Giuseppe BOFFA, *Les étapes de la Révolution russe.*
* Cercle Taleb-Moumié, *Fidel Castro ou Tshombé ?*
  Robert PARIS, *Histoire du fascisme en Italie :*
  I. — *Des origines à la prise du pouvoir.*
  A. L. MORTON et G. TATE, *Histoire du mouvement ouvrier anglais.*
* Patrick KESSEL et Georges PIRELLI, *Le peuple algérien et la guerre.*
* Perry ANDERSON, *Le Portugal et la fin de l'ultra-colonialisme.*

* Fidel CASTRO, *Cuba et la crise des Caraïbes.*
* Nguyen KIEN, *Le Sud-Vietnam depuis Dien-Bien-Phu.*
Danilo DOLCI, *Gaspillage.*
José ALVAREZ DEL VAYO, *Les batailles de la liberté.*
* Claude ESTIER, *Pour l'Algérie.*
* Léo HUBERMANN et P. M. SWEEZY, *Où va l'Amérique latine ?*
* Frantz FANON, *Pour la révolution africaine.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Gérard CHALIAND, *L'Algérie est-elle socialiste ?*
Claude BOURDET, *Les chemins de l'unité.*
* Bathilde AMEILLON, *La Guinée, bilan d'une indépendance.*
* Jack WODDIS, *L'avenir de l'Afrique.*
* Fidel CASTRO, *Etapes de la révolution cubaine.*
* Jean BABY, *Un monde meilleur.*
* Fadela M'RABET, *La femme algérienne.*
(Réédité en un seul volume avec *Les Algériennes.*)
* Seydou BADIAN, *Les dirigeants africains face à leur peuple.*
* Eve DESSARRE, *Cauchemar antillais.*
* Pierre JALÉE, *Le pillage du tiers monde*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Emile COPFERMANN, *Le théâtre populaire pourquoi ?*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Malcolm X., J. BALDWIN, M. L. KING, *Nous les nègres*, présentation d'Albert Memmi.
Mostefa LACHERAF, *L'Algérie : nation et société.* (2e édit. 1969).
Basil DAVIDSON, *Les voies africaines.*
Danilo DOLCI, *Enquêtes sur un monde nouveau.*
* Mohamed C. SAHLI, *Décoloniser l'histoire.*
Luis RAMIREZ, *Franco.*
* Vo Nguyen GIAP... et autres, *Récits de la Résistance vietnamienne.*
* Ernesto CHE GUEVARA, *Le Socialisme et l'homme à Cuba.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Vo Nguyen GIAP, *Guerre du peuple, armée du peuple.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
Partisans 29-30, *L'Afrique dans l'épreuve.*
* James BOGGS et R. WILLIAMS, *La Révolution aux Etats-Unis ?*
* Mehdi BEN BARKA, *Option révolutionnaire au Maroc. Ecrits politiques.*
* Partisans 32-33, *Sexualité et répression.*
* Albert-Paul LENTIN, *La lutte tricontinentale.*
* LE CHAU, *La révolution agraire au Sud-Vietnam.*
* MALCOLM X., *Le pouvoir noir.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Partisans 34-35, *Espagne 1967.*
* A.-Razak ABDEL-KADER, *Le monde arabe à la veille d'un tournant.*
* Wilfred BURCHETT, *Hanoï sous les bombes.*
* Partisans 36, *Théâtres et politique.*
* Ernesto CHE GUEVARA, Ecrits I : *Souvenirs de la guerre révolutionnaire.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Bertrand RUSSEL, *Nuremberg pour le Vietnam !*
Denis LANGLOIS, *Le cachot.*
* Partisans 37, *Cuba et le castrisme en Amérique latine.*
* Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ?*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* « Parti pris », *Les Québécois.*

Gérard CHALIAND, *Lutte armée en Afrique* (2e éd. 1969).
Juliette MINCES, *Le Nord.*
* Partisans 38, *Amérique latine, solidarité, guérillas.*
* Fadéla M'RABET, *Les Algériennes.*
(Réédité en un volume avec *La femme algérienne.*)
* *Paul Nizan, intellectuel communiste* (Ecrits et correspondance).
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
« *OLAS* » : *Première Conférence latino-américaine de solidarité.*
* Partisans 39, *Pédagogie, éducation ou mise en condition?*
* Régis DEBRAY, *Essais sur l'Amérique latine.*
* Jesus Silva HERZOG, *La révolution mexicaine.*
* *Le procès Régis Debray.*
Wilfred BURCHETT, *A nouveau la Corée.*
Partisans 40, *Le peuple vietnamien et la guerre.*
William POMEROY, *Les Huks.*
* Demba DIALLO, *L'Afrique en question.*
* Ernesto CHE GUEVARA, Ecrits II : *Œuvres révolutionnaires 1959-1967.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* « Quaderni Rossi », *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui.*
Partisans 41, *L'Allemagne fédérale après le miracle.*
Ruben VASQUEZ DIAZ, *La Bolivie à l'heure du Che.*
La grève à Flins.
ERNESTO CHE GUEVARA, *Journal de Bolivie.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
Mouvement du 22 mars, *Ce n'est qu'un début, continuons le combat.*
Partisans 42, *Ouvriers, étudiants un seul combat.*
Colette PÉTONNET, *Ces gens-là.*
Des Soviets à Saclay?
Eduardo GALEANO, *Guatemala pays occupé.*
* Daniel BENSAÏD, Henri WEBER, *Mai 1968 : une répétition générale.*
* Partisans 43, *Sport, culture et répression.*
Francisco JULIAO, *Cambao* (le joug), *l'autre face du Brésil.*
Wilfred BURCHETT, *Pourquoi le Vietcong gagne?*
Partisans 44, *Le complot international.*
* Jean-Claude LELOUTRE, *La Réunion, département français.*
Notre arme c'est la grève (La grève chez Renault-Cléon).
Comité d'Action Santé, *Médecine.*
* Partisans 45, *Rosa Luxemburg vivante.*
Saverio TUTINO, *L'octobre cubain.*
* Yves BENOT, *Idéologie des indépendances africaines.*
Hector BEJAR, *Les guérillas péruviennes de 1965.*
Nathan WEINSTOCK, *Le sionisme contre Israël.*
* Partisans *Gardes-fous, arrêtez de vous serrer les coudes.*
* Pierre VALLIÈRES, *Nègres blancs d'Amérique.*
Sabri GERIES, *Les arabes en Israël,* précédé de *Les juifs en Palestine,* par Eli Lobel.
* Yannick GUIN, *La Commune de Nantes.*
Partisans 47, *Théâtres et politique* (bis).
Miguel ARRAES, *Le Brésil : le peuple et le pouvoir.* (2e édit. 1970.)
Ernest MANDEL, *La réponse socialiste au défi américain.*
Partisans 48, *Le peuple vietnamien à la veille de la victoire.*
* Guy CARO, *La médecine en question.*
Mahmoud HUSSEIN, *La lutte de classes en Egypte (1945-1968).*
Entretiens avec Georg Lukacs.
Partisans 49, *Le mouvement des lycéens.*

* Denis LANGLOIS, *Le Sang de la Grèce.*
* Amilcar CABRAL, *Guinée : le pouvoir des armes.*
Partisans 50, *L'alibi pédagogique.*
Roger GENTIS, *Les murs de l'asile.*
Ricardo RAMIREZ, *Lettres du Front guatémaltèque.*
Partisans 51, *Vingt ans, l'Allemagne.*
Vassilis VASSILIKOS, *Hors les murs.*
Paul LIDSKY, *Les écrivains contre la Commune.*
Partisans 52, *Le peuple palestinien en marche.*
Paul M. SWEEZY, Charles BETTELHEIM, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme.*
Jean DAUBIER, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne.*
U.G.T.S.F., *Le livre des travailleurs africains en France.*
Lorand GASPAR, *Palestine année 0.*
M.A. MACCIOCCHI, *Lettres de l'intérieur du parti.*
Partisans 53, *Une école comme les autres : la sélection aux Beaux-Arts.*
* *Batasuna, la répression au pays basque.*
* G. KOLKO, L. SCHWARTZ, *Les massacres, la guerre chimique en Asie du Sud-Est.*
* Harry MAGDOFF, *L'âge de l'impérialisme. Ouvriers face aux appareils.*
Gilbert MURY, *Albanie, terre de l'homme nouveau.*
Partisans 54-55, *Libération des femmes.*
Lionel RICHARD, *Nazisme et littérature.*
Rachel ERTEL, Geneviève FABRE, Elise MARIENSTRAS, *En marge ; les minorités aux Etats-Unis.*
Pierre MANIA-TERUEL, *Du léninisme au panzercommunisme.*
Partisans 55, *Le Pérou - Le M.I.R. au Chili - Israël,* etc.
Kostas MAVRAKIS, *Du trotskysme.*
Union des populations du Kamerun, *L'U.P.C. parle.*
R. PUMARUNA LETTS, *Pérou : révolution socialiste ou caricature de révolution ?*
Régis DEBRAY, *Entretien avec Allende sur la situation au Chili.*
S.G. IKOKU, *Le Ghana de Nkrumah.*
Jean-Pierre NDIAYE, *La jeunesse africaine face à l'impérialisme.*

ABONNEMENTS AUX « CAHIERS LIBRES »

Les *abonnements* aux « Cahiers Libres » ont essentiellement deux raisons d'être :

— offrir au lecteur la possibilité de suivre régulièrement nos publications, en réalisant une très importante économie (de l'ordre de 20 à 30 %). Ceci est aussi valable pour les groupes, bibliothèques, cercles de militants, d'étudiants... etc.

— nous permettre de compter, aussi bien moralement que matériellement, sur le soutien également régulier d'un public attentif, dans une entreprise dont nous pensons que le contenu, après plus de 200 numéros publiés, continue à se situer en marge de l'édition commerciale contemporaine.

Modalités : 12 N^{os} France, 80 F; étranger, 88 F.
24 N^{os} France, 150 F; étranger, 160 F.

(Cet abonnement est groupé avec celui de la revue *Partisans* — six numéros spéciaux annuels.)

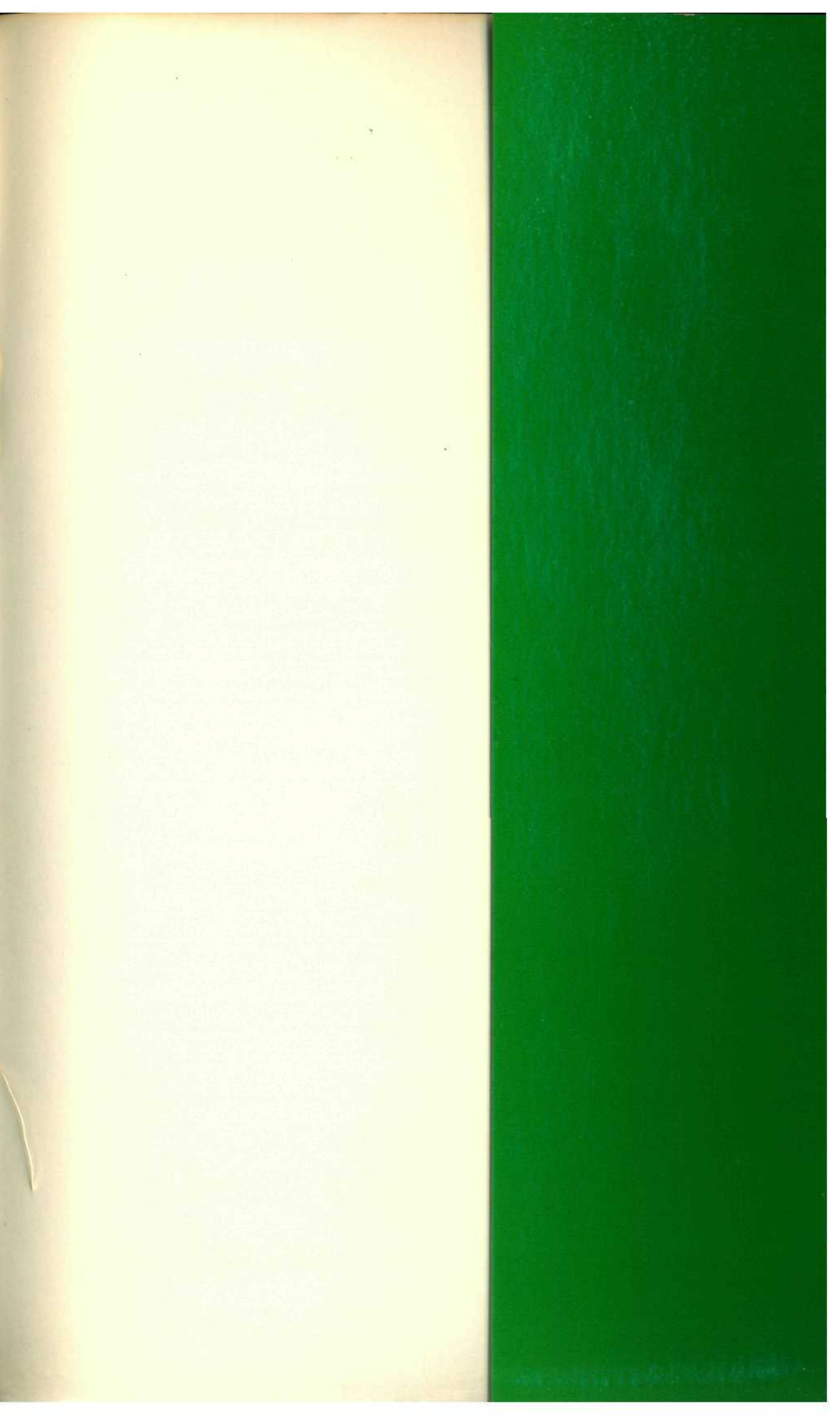
Liberté de choix : L'abonné est avisé, par un bulletin, de chaque nouvelle parution. Il commande lui-même le livre désiré. Il peut demander des livres publiés antérieurement. (S'il le spécifie lors de son abonnement, l'abonné peut également recevoir automatiquement chaque nouveau livre à parution.)

L'abonnement peut être souscrit chez votre libraire habituel.

Au jour de la publication de ce livre,
la collection « Cahiers libres » comptait :
560 abonnés

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN FÉVRIER 1971 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE GOUIN, 37, RUE DE
L'UNION, A EZANVILLE (VAL-D'OISE).
DÉPÔT LÉGAL : 1er TRIMESTRE 1971.
N° IMPRIMEUR 1476. N° ÉDITEUR 428.
PREMIER TIRAGE : 3.300 EXEMPLAIRES.





le ghana de nkrumah

Le Ghana de Nkrumah et le processus qui, après l'avoir désagrégé du dedans, a culminé avec le triomphe rapide du coup d'Etat militaire et policier du 24 février 1966, ont déjà fait l'objet de nombreuses études — davantage en anglais qu'en français, il est vrai. Mais les témoignages directs émanant des acteurs du drame, eux, sont presque inexistants. Avec ce livre, S.G. Ikoku apporte le témoignage d'un des porte-parole de la gauche du Ghana.

Samuel Gomsu Ikoku est Nigérian, de la région orientale du Nigeria. Après avoir fait des études d'économie politique en Angleterre (il est *Master of Arts* de la London School of Economics), il a pris part à la lutte pour l'indépendance du Nigeria; quinze ans de grèves, manifestations, pétitions, manœuvres parlementaires pour aboutir à ce chef-d'œuvre du néo-colonialisme, le Nigeria de sir Abubacar Tafala Balewa. D'abord attiré vers les groupes marxistes, Ikoku, au début des années 50, rejoint définitivement le parti fondé par Awolowo, l'*Action Group*. A son congrès de Jos, au début de 1962, Ikoku en devient le secrétaire général.

Son témoignage sur le Ghana de Nkrumah a donc une valeur inappréciable pour l'historien, mais surtout sur le plan politique. Ikoku se fait l'écho des aspirations démocratiques de l'opinion et des masses africaines au terme de dix ans d'indépendances le plus souvent — sinon toujours — formelles. Partant de l'expérience concrète, il entreprend d'en dégager des propositions qui surprendront peut-être certains, mais qui méritent qu'on leur porte attention : sur la question du parti unique, sur celle de la détention préventive, plus généralement des arrestations arbitraires, jusqu'ici, on a, dans les milieux de gauche, eu tendance à voir dans le souci des garanties démocratiques l'expression d'une critique « de droite » du nationalisme africain.

La critique d'Ikoku n'est pas suspecte d'être menée de droite. Au contraire, il décèle, dans le mécontentement et le malaise créés par les pratiques arbitraires et antidémocratiques, une menace pour l'indépendance africaine, une menace pour son développement indépendant, une arme fournie à l'impérialisme. Attentif aux aspirations et revendications du simple Africain, comme il aime à dire, il donne au problème toute sa dimension humaine et politique. Il y a là, à ce qu'il me semble, un son nouveau dans la pensée politique de l'Afrique contemporaine — du moins avec cet accent et cette volonté de mener l'analyse jusqu'au bout, jusqu'au stade des propositions concrètes.

(EXTRAIT DE LA PRÉFACE D'YVES BÉNOT)

François Maspero, éditeur, 1, place Paul-Painlevé, Paris-V^e

IMP. GROU-RADENEZ, PARIS

REF. 18 10